



NATIONS UNIES

ASSEMBLEE  
GENERALE



UN LIBRARY

OCT 20 1981

Distr.  
GENERALE  
A/36/356  
5 octobre 1981  
FRANCAIS  
ORIGINAL : ANGLAIS

UN/SA COLLECTION

Trente-sixième session  
Points 51 d) et 69 de l'ordre du jour

EXAMEN DE L'APPLICATION DES RECOMMANDATIONS ET DECISIONS ADOPTEES  
PAR L'ASSEMBLEE GENERALE A SA DIXIEME SESSION EXTRAORDINAIRE

DEVELOPPEMENT ET COOPERATION ECONOMIQUE INTERNATIONALE

Etude des rapports entre le désarmement et le développement

Rapport du Secrétaire général

1. Au paragraphe 94 de la résolution S-10/2 du 30 juin 1978, l'Assemblée générale a prié le Secrétaire général d'entreprendre, avec le concours d'un groupe d'experts gouvernementaux qualifiés, une étude des rapports entre le désarmement et le développement.
2. En application de cette résolution, le Secrétaire général a nommé un groupe d'experts gouvernementaux chargé d'étudier les rapports entre le désarmement et le développement, qui s'est réuni du 4 au 13 septembre 1978, du 15 au 26 janvier 1979, du 2 au 11 mai 1979, du 17 au 21 septembre 1979, du 11 au 18 février 1980, du 2 au 12 juin 1980, du 15 au 26 septembre 1980, du 19 au 30 janvier 1981, du 21 avril au 1er mai 1981 et du 17 au 28 août 1981.
3. Conformément au paragraphe 94 du Document final de la dixième session extraordinaire de l'Assemblée générale figurant dans la résolution S-10/2, le Secrétaire général a soumis à l'Assemblée, à sa trente-quatrième session, un rapport intérimaire sur la question (document A/34/534).
4. Par une lettre datée du 3 septembre 1981, le Président du Groupe d'experts gouvernementaux a transmis au Secrétaire général le rapport qui est soumis dans le présent document à l'Assemblée générale.

ANNEXE

Etude des rapports entre le désarmement et le développement

TABLE DES MATIERES

	<u>Paragraphes</u>	<u>Pages</u>
Avant-propos du Secrétaire général .....		3
LETTRE D'ENVOI .....		4
<u>Chapitres</u>		
I. INTRODUCTION .....	1 - 27	7
II. LE CADRE ET L'ETENDUE DES RELATIONS ENTRE LE DESARMEMENT ET LE DEVELOPPEMENT .....	28 - 101	16
III. UTILISATION ACTUELLE DES RESSOURCES A DES FINS MILITAIRES .....	102 - 172	50
IV. EFFETS ECONOMIQUES ET SOCIAUX D'UNE POURSUITE DE LA COURSE AUX ARMEMENTS ET DE L'APPLICATION DES MESURES DE DESARMEMENT .....	173 - 241	84
V. RECONVERSION ET REAFFECTATION AUX FINS DU DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE ET SOCIAL DES RESSOURCES QUI CESSERAIENT, GRACE A DES MESURES DE DESARMEMENT, D'ETRE UTILISEES A DES FINS MILITAIRES .....	242 - 328	124
VI. MESURES INSTITUTIONNELLES QUI POURRAIENT ETRE PRISES POUR REAFFECTER, AU NIVEAU INTER- NATIONAL, LES RESSOURCES CONSACREES AUX ARMEMENTS EN FAVEUR DU DEVELOPPEMENT .....	329 - 390	161
VII. RESUME, CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS .....	391 - 426	184

TABLE DES MATIERES (suite)

	<u>Pages</u>
APPENDICES	
I. Rapports de recherche reçus par le Groupe d'experts gouvernementaux qui ont été établis à sa demande .....	202
II. Liste d'articles qui pourraient être produits à la suite de la reconversion de la capacité industrielle militaire .....	208
III. Réserves exprimées par certains experts au sujet de l'étude .....	213

Avant-propos du Secrétaire général

1. Au paragraphe 9<sup>4</sup> du Document final de la dixième session extraordinaire de l'Assemblée générale, figurant dans la résolution S-10/2 du 30 juin 1978, le Secrétaire général a été prié d'entreprendre, avec le concours d'un groupe d'experts gouvernementaux, une étude des rapports entre le désarmement et le développement.

2. Le mandat du Groupe, énoncé dans le document A/S-10/9, définit les grands domaines d'étude suivants : a) utilisation actuelle des ressources à des fins militaires; b) effets économiques et sociaux d'une poursuite de la course aux armements et de l'application de mesures de désarmement, et c) reconversion et réaffectation aux fins du développement économique et social des ressources qui cesseraient, grâce à des mesures de désarmement, d'être utilisées à des fins militaires. Dans la résolution 33/71 I du 14 décembre 1978, l'Assemblée générale a également prié le Secrétaire général de transmettre au Groupe d'experts gouvernementaux chargé d'étudier les rapports entre le désarmement et le développement, pour qu'il l'examine, la proposition tendant à créer un fonds international du désarmement pour le développement, qui avait été présentée par le Gouvernement français à l'Assemblée générale lors de sa dixième session extraordinaire (A/S.10/AC.1/28).

3. Conformément à la demande de l'Assemblée générale, un groupe de 27 experts gouvernementaux a été nommé pour exécuter cette étude. Le Groupe a tenu dix réunions entre septembre 1978 et août 1981.

4. L'étude a très largement tiré profit des 40 rapports de recherche établis à la demande du Groupe. Vingt et un de ces rapports étaient financés par des contributions volontaires au Fonds pour les projets en matière de désarmement constitué à cet effet par les gouvernements de dix Etats; en outre, neuf pays se sont engagés à financer entièrement ou en partie à l'échelon national un total de 19 projets.

5. Le Secrétaire général a fait observer à diverses reprises que l'intensification de la course aux armements constitue un gaspillage grave de ressources dont on a un besoin particulièrement urgent pour le développement social et économique. Il a souligné maintes fois que l'espoir d'instaurer un ordre international pacifique, juste et stable dépend en grande partie de la réduction de l'écart séparant les pays développés des pays en développement. L'étude actuelle constitue un effort important déployé par la communauté internationale pour étudier en profondeur la proposition selon laquelle l'établissement d'une structure équilibrée et généralement acceptable de développement économique et social mondial est indissolublement lié au désarmement. La compréhension claire et largement reconnue de cette relation pourrait servir de base à la formulation de mesures pratiques par les gouvernements propres à favoriser à la fois le désarmement et le développement.

6. Le Secrétaire général tient à remercier les experts qui ont établi le rapport qui est soumis dans le présent document à l'Assemblée générale pour qu'elle l'examine. Il convient de noter que les observations et les recommandations formulées dans le rapport sont celles des experts. A cet égard, le Secrétaire général tient à faire observer que dans le domaine complexe du désarmement, il n'est pas en mesure dans de nombreux cas de se prononcer sur tous les aspects des travaux accomplis par les experts.

/...



LETTRE D'ENVOI

3 septembre 1981

Monsieur le Secrétaire général,

J'ai l'honneur de vous faire tenir ci-joint le rapport du Groupe d'experts gouvernementaux des rapports entre le désarmement et le développement, que vous avez nommé conformément aux dispositions des paragraphes 94 et 95 du Document final de la dixième session extraordinaire de l'Assemblée générale figurant dans la résolution S-10/2 du 30 juin 1978.

Les experts gouvernementaux nommés conformément à la résolution de l'Assemblée générale étaient les suivants :

M. Ljubivoje AĆIMOVIĆ  
Directeur de l'Institut de sciences politiques et économiques internationales,  
Belgrade (Yougoslavie)

M. Mansur AHMAD  
Représentant permanent du Pakistan auprès de l'Office des Nations Unies  
à Genève

M. Tamás BACSKAI  
Directeur général de la Banque nationale de Hongrie

M. Horst BECKER  
Directeur de la Section du désarmement au Ministère des affaires étrangères,  
République fédérale d'Allemagne

M. Luis CABANA  
Membre de la Commission consultative des affaires étrangères,  
Venezuela

M. Antoni CZARKOWSKI  
Directeur adjoint du Département des organisations internationales,  
Ministère des affaires étrangères,  
Pologne

M. Hendrik de HAAN  
Professeur d'économie,  
Université de Groningue,  
Pays-Bas

M. Sergio de Queiroz DUARTE  
Représentant adjoint du Brésil à la Commission du désarmement

M. Omran EL SHAFEI  
Sous-Secrétaire d'Etat, Ministère des affaires étrangères,  
Egypte

/...

M. Jose Antonio ENCINAS DEL PANDO  
Directeur du Centre de recherche économique et sociale,  
Université de Lima,  
Pérou

M. Klaus ENGELHARDT  
Professeur d'économie,  
Institut de sciences politiques et économiques internationales,  
République démocratique allemande

M. Daniel GALLIK  
Economiste principal, Arms Control and Disarmament Agency,  
Washington, D.C.,  
Etats-Unis d'Amérique

M. Placido GARCIA REYNOSO  
Représentant permanent du Mexique auprès de l'Office des Nations Unies  
à Genève

M. Robert HASELDEN  
Conseiller économique,  
Ministère de la défense,  
Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord

M. Anthony HILL  
Représentant permanent de la Jamaïque auprès de l'Office des Nations Unies  
à Genève

M. Masayoshi KAKITSUBO  
Conseiller auprès du Ministère des affaires étrangères,  
Tokyo (Japon)

M. Sten F. LUNDBO  
Chef de la division de la recherche, Ministère des affaires étrangères,  
Norvège

M. A.C.H. MOHAMED  
Ministère des affaires étrangères,  
Sri Lanka

M. Jacques PRADELLE DE LA TOUR DE JEAN  
Ministère des relations extérieures,  
France

M. Anire SAGAY  
Secrétaire adjoint, Ministère de la défense,  
Nigéria

M. Nodari SIMONIA  
Directeur de l'Institut d'études orientales, Académie des sciences d'URSS

M. K. SUBRAHMANYAM  
Directeur de l'Institut d'études et d'analyses de la défense,  
Inde

/...

M. Ibrahima SY  
Premier conseiller, Mission permanente du Sénégal auprès de l'Office des  
des Nations Unies à Genève

Mme Inga THORSSON  
Sous-Secrétaire d'Etat, Ministère des affaires étrangères,  
Suède

M. Leandro I. VERCELES  
Directeur général chargé des questions concernant l'Organisation des  
Nations Unies et les organisations internationales, Ministère des affaires  
étrangères,  
Philippines

M. Constantin VLAD  
Directeur de l'Institut de sciences politiques et d'étude de la question  
nationale, Académie Stefan Gheorghiu,  
Roumanie

M. Bernard WOOD  
Directeur de l'Institut Nord-Sud,  
Canada

Le rapport a été établi entre septembre 1978 et août 1981, période durant laquelle le Groupe a tenu dix sessions : du 4 au 13 septembre 1978, du 15 au 26 janvier 1979 et du 2 au 11 mai 1979 à Genève, du 17 au 21 septembre 1979 à New York, du 11 au 18 février 1980 à Genève, du 2 au 12 juin 1980 à New York et du 15 au 26 septembre 1980, du 19 au 30 janvier 1981, du 21 avril au 1er mai 1981 et du 17 au 28 août 1981 à Genève.

Les membres du Groupe d'experts gouvernementaux souhaitent exprimer aux fonctionnaires du Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies, des institutions spécialisées et des autres organisations du système des Nations Unies leur gratitude pour l'aide que ceux-ci leur ont fournie. Ils souhaitent remercier en particulier M. Jan Mårtenson, Sous-Secrétaire général, M. Abdelkader Bensmail, qui exerçait les fonctions de Secrétaire du Groupe et M. Ronald Huisken, M. Hugh Mosley et Mme Swadesh Rana qui ont servi de consultants auprès du Groupe.

En tant que Présidente du Groupe d'experts gouvernementaux, j'ai été priée par celui-ci de vous présenter en son nom le présent rapport. Certains membres ont exprimé des réserves au sujet de l'ensemble ou d'une partie des chapitres II, IV et VI. Ces réserves sont reproduites à l'appendice III au présent rapport. Les autres parties du rapport, y compris le chapitre VII intitulé "résumé, conclusions et recommandations" ont été adoptées à l'unanimité.

La Présidente du Groupe d'experts  
gouvernementaux des rapports  
entre le désarmement et le  
développement,

(Signé) Inga THORSSON

Son Excellence  
Monsieur Kurt WALDHEIM  
Secrétaire général de  
l'Organisation des Nations Unies  
New York

/...

## CHAPITRE I

### INTRODUCTION

1. La présente étude a pour origine la résolution 32/88A du 12 décembre 1977 par laquelle l'Assemblée générale avait décidé de faire entreprendre une étude des rapports existant entre le désarmement et le développement dont elle fixerait elle-même l'objet lors de sa session extraordinaire de 1978 consacrée au désarmement 1/. A cette fin, le Secrétaire général avait été prié de nommer un groupe spécial d'experts gouvernementaux ayant pour tâche de définir le cadre et l'objet qui pourraient être ceux de l'étude susmentionnée. Le 21 mars 1978, ce groupe spécial a présenté au Secrétaire général son rapport qui a été ensuite soumis à l'Assemblée générale sous la cote A/S-10/9.

2. Au paragraphe 94 du Document final de la dixième session extraordinaire de l'Assemblée générale, qui constitue la résolution S-10/2 du 30 juin 1978, l'Assemblée a décidé que le Secrétaire général devrait charger un groupe d'experts gouvernementaux qualifiés de mener l'étude et que le document A/S-10/9 tiendrait lieu de mandat au Groupe. En application de cette décision, le Secrétaire général a nommé un groupe de 24 experts gouvernementaux qui a tenu sa première réunion en septembre 1978 2/.

3. D'après les grandes lignes du mandat du groupe, l'étude devait se faire en ayant à l'esprit la situation actuelle dans le domaine du désarmement, l'importance du désarmement pour la détente, la paix et la sécurité internationales, le développement économique et social et la promotion de la coopération internationale et leurs rapports réciproques. Elle devait également se faire en recherchant comment le désarmement pourrait contribuer à l'instauration d'un nouvel ordre économique international. Il était aussi souligné qu'un processus réel et effectif de désarmement était indispensable et que l'étude devait servir à fonder des décisions sur des actions concrètes, après des mesures de désarmement, pour libérer les ressources

---

1/ La résolution 32/88A avait elle-même pour origine un document de travail établi par le Danemark, la Finlande, la Norvège et la Suède, qui proposait de faire entreprendre par l'Organisation des Nations Unies une étude des relations entre le désarmement et le développement. Voir Documents officiels de l'Assemblée générale, dixième session extraordinaire, Supplément No 1 (A/S-10/1), vol. V, document A/AC.187/80.

2/ Il s'agit d'experts des pays suivants : Allemagne, République fédérale d', Brésil, Egypte, Etats-Unis d'Amérique, France, Hongrie, Inde, Japon, Mexique, Nigéria, Norvège, Pakistan, Pays-Bas, Pérou, Philippines, Pologne, République démocratique allemande, Roumanie, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Sénégal, Suède, Union des Républiques socialistes soviétiques, Venezuela et Yougoslavie.

réelles actuellement utilisées à des fins militaires, et les mettre au service du développement économique et social dans le monde, en particulier au profit des pays en développement. A cette fin, il était demandé instamment que l'étude ait un caractère prospectif et directif et mette l'accent à la fois sur l'opportunité et plus particulièrement sur la faisabilité technique de cette réaffectation des ressources aux niveaux local, national, régional et international. La constitution d'une base de données complète et fiable pour l'étude a été jugée hautement souhaitable.

b. Le mandat définit les grands domaines d'étude suivants :

a) Utilisation actuelle des ressources à des fins militaires;

b) Effets économiques et sociaux d'une poursuite de la course aux armements et de l'application de mesures de désarmement;

c) Reconversion et réaffectation aux fins du développement économique et social des ressources qui cesseraient, grâce à des mesures de désarmement, d'être utilisées à des fins militaires.

5. Cette manière de procéder représente un changement d'orientation par rapport aux efforts antérieurs qui mettaient plus l'accent sur les dépenses militaires que sur les ressources réelles, et qui n'avaient pas accordé suffisamment d'attention aux avantages que pourraient retirer les économies des principaux Etats producteurs d'armes et d'autres pays développés ainsi que les pays en développement.

6. Les résultats de la première réunion ont été énoncés dans un rapport sur l'organisation des travaux présenté par le Secrétaire général à l'Assemblée générale lors de sa trente-troisième session (A/33/317, annexe). L'Assemblée a donné suite aux demandes et aux recommandations formulées dans le rapport en adoptant la résolution 33/71M du 14 décembre 1978 où elle fait appel à tous les gouvernements pour qu'ils envisagent de verser des contributions volontaires au Fonds pour les projets en matière de désarmement afin de permettre au groupe de faire mener des recherches spécialisées dans le cadre de son mandat, ou de financer des projets nationaux de recherche sur des sujets approuvés par le groupe. Dans la résolution 33/71M, il est également fait appel aux gouvernements pour qu'ils communiquent les données et les renseignements requis afin que l'étude puisse être menée à bien utilement <sup>3/</sup>. Dans une résolution distincte (33/71I), l'Assemblée a également prié le Secrétaire général de transmettre au groupe, pour qu'il l'examine, la proposition tendant à créer un fonds international du désarmement pour le développement, qui a été présentée à l'Assemblée générale lors de sa dixième session extraordinaire (A/S-10/AC.1/28).

---

<sup>3/</sup> Quatre pays - le Danemark, la Norvège, le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord et la Suède - ont donné suite à cette demande.

7. A la deuxième session, en janvier 1979, des experts du Canada, de la Jamaïque et de Sri Lanka se sont joints au groupe, ce qui a porté le nombre de ses membres à 27. Au cours de cette session, le groupe a conclu que la proposition tendant à créer un Fonds international du désarmement pour le développement énoncée dans la résolution 33/71I relevait de son mandat et a entrepris son examen en tenant compte des propositions antérieures ayant des objectifs analogues.

8. Le 21 septembre 1979, le Groupe a soumis au Secrétaire général, qui l'a communiqué à l'Assemblée générale, un rapport intérimaire sur les résultats de ses travaux en 1979 (A/34/534, annexe). Dans ce rapport, le groupe a réaffirmé sa conviction que, particulièrement dans les phases finales de ses travaux, un appui résolu des consultants de recherche du Centre pour le désarmement possédant les qualifications nécessaires serait indispensable à l'accomplissement de son mandat. En particulier, le Groupe a recommandé de nommer trois de ces consultants, recommandation que l'Assemblée a faite sienne dans la résolution 34/83K.

#### Exécution de projets de recherche à la demande du groupe

9. Il est reconnu dans le mandat du groupe que, vu l'ampleur et la complexité du sujet à étudier et en vue de garantir la participation la plus large possible au projet, il serait souhaitable de faire appel aux services d'experts du monde entier. A cette fin, le groupe a dressé une liste de chercheurs et d'institutions du monde entier considérés comme compétents dans les différents domaines d'étude relevant de son mandat. Tous les chercheurs et institutions figurant sur cette liste ont été invités à présenter des propositions de recherche au groupe aux fins d'évaluation. Cette procédure a été adoptée à la première session, en septembre 1978, et de nouveau à la deuxième session, en janvier 1979, pour tenir compte de l'élargissement de la composition et du mandat du groupe.

10. Le groupe a examiné au total environ 75 propositions de recherche. Au cours du processus de sélection, le groupe s'est efforcé de tenir compte d'un certain nombre de critères. Les considérations essentielles étaient que les thèmes proposés devaient, collectivement, traiter de façon aussi complète que possible les domaines de recherche définis dans le mandat du groupe; que les projets soient originaux et bien conçus, et que les chercheurs responsables soient manifestement compétents. En outre, le groupe s'est efforcé de veiller à ce que les recherches portent sur autant de pays et de régions géographiques que possible et que les personnes responsables des recherches proviennent de pays se trouvant à des stades divers de développement et ayant des systèmes économiques et sociaux différents. En outre, la préférence a été donnée aux propositions qui mettaient l'accent sur les ressources réelles, matérielles et humaines, utilisées pour les armements et qui pourraient être affectées aux besoins de développement. Enfin, le groupe a estimé que le problème de l'affectation de ressources, après des mesures de désarmement, au développement économique et social, au profit notamment des pays en développement, revêtait une importance particulière et ce facteur a également influencé la sélection des propositions.

/...

11. Les contributions volontaires au Fonds pour les projets en matière de désarmement ont atteint finalement le montant important de 594 180 dollars 4/. De plus, neuf pays se sont engagés à financer des projets sur le plan national, en totalité ou en partie 5/. En fin de compte, le groupe a été en mesure de faire entreprendre 45 projets au total, dont 24 ont été financés par le Fonds et 21 par des gouvernements. Pour diverses raisons, cinq de ces projets ont été abandonnés, de sorte que le nombre total des études reçues s'élève à 40 6/. Toutes les études ont été soumises au Centre pour le désarmement entre janvier et novembre 1980.

12. Le groupe a pris très rapidement conscience que son rapport final ne pouvait rendre pleinement justice à la richesse et à la diversité des études présentées. Les auteurs ont donc été autorisés à publier séparément leurs études et beaucoup l'ont déjà fait. Le Groupe considère l'occasion qui lui fut ainsi donnée de constituer ce vaste ensemble de recherches approfondies et d'en faire connaître les résultats au public comme l'une de ses principales réalisations.

13. Mis à part les travaux menés à sa demande, le groupe a également tiré profit des recherches en cours dans de nombreuses institutions du monde entier, dont l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel (ONUUDI), l'Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche (UNITAR), la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED), l'Organisation internationale du travail (OIT) et l'Institut international de recherches pour la paix de Stockholm (SIPRI). De la même manière, les résultats de plusieurs conférences et colloques internationaux sur des sujets liés directement ou étroitement au mandat du groupe ont fourni de précieux apports, notamment ceux de la Conférence sur le désarmement et le développement qui s'est tenue les 6 et 7 mai 1980 à Sandefjord (Norvège) 7/. Enfin, le groupe a sollicité les vues d'organisations non gouvernementales - y compris des syndicats et autres organisations professionnelles aussi bien pour être utilisées pour ses travaux qu'en vue de faciliter une large diffusion des conclusions du rapport final. Le groupe s'est également efforcé de recueillir les vues d'organisations patronales.

---

4/ Les pays ayant versé une contribution sont les suivants : Chypre, États-Unis d'Amérique, Ethiopie, France, Inde, Norvège, Pays-Bas, Philippines, Suède et Venezuela. Une contribution a également été reçue de la Fédération internationale des employés et des techniciens. Le montant de ces différentes contributions est indiqué à l'annexe du document A/34/534.

5/ Allemagne, République fédérale d', Canada, États-Unis d'Amérique, Finlande, Norvège, Pologne, République démocratique allemande, Roumanie et Union des Républiques socialistes soviétiques.

6/ Les titres de ces études et le nom des chercheurs responsables sont indiqués à l'appendice I.

7/ The Sandefjord Report on Disarmament and Development (Oslo, 1980).

Examen de la manière dont l'Organisation des Nations Unies a étudié les relations entre le désarmement et le développement

14. Au cours des 30 années écoulées, l'Organisation des Nations Unies s'est efforcée à maintes reprises d'établir une relation ou un lien entre le désarmement et le développement 8/. Depuis 1950, l'Assemblée générale a adopté un certain nombre de résolutions préconisant une réduction globale des dépenses militaires et la réaffectation des fonds ainsi dégagés à des fins économiques et sociales, notamment au profit des pays en développement. La réduction concertée des budgets militaires a également fait l'objet de diverses propositions au cours de la période d'après-guerre et, en plusieurs occasions, ces propositions ont expressément prévu qu'une partie des économies ainsi réalisées serait consacrée à la promotion du développement économique et social des pays en développement.

15. Ces appels et ces propositions, qui tendent à établir un lien entre le désarmement et le développement, dans la mesure où ils étaient fondés sur la reconnaissance d'une relation authentique entre ces deux types d'activités, sembleraient procéder essentiellement d'un jugement moral : il n'est pas juste de gaspiller des ressources en armements alors que les besoins fondamentaux de tant d'individus ne sont pas satisfaits. Ces propositions antérieures paraissent impliquer également que, quelles qu'en soient les raisons, il y avait dans le monde une situation de surarmement, ce qui permettait de réaffecter une partie des ressources à d'autres fins sans que les Etats aient à craindre pour leur sécurité. En fait, un grand nombre de propositions antérieures ont apparemment été jugées utiles d'être faites, précisément parce que le montant des ressources consacrées au désarmement était si considérable qu'on pouvait envisager d'en affecter une proportion notable au bénéfice du développement sans aborder réellement les questions complexes et délicates qu'un désarmement effectif soulèverait. C'est ce qui ressort, par exemple, du rapport de l'Organisation des Nations Unies intitulé Les conséquences économiques et sociales du désarmement et publié en 1962. Les experts qui ont établi ce rapport ont souligné qu'<sup>11</sup>... Il serait possible d'augmenter considérablement les ressources affectées à l'investissement en vue du développement productif dans les pays en développement si l'on utilisait à cette fin ne serait-ce qu'une fraction des sommes actuellement consacrées à des fins militaires<sup>12</sup> 9/.

16. Plus récemment, toutefois, les avis ont changé à cet égard. En effet, un net mouvement d'opinion s'est opéré en faveur de la thèse selon laquelle il existe une profonde incompatibilité entre la course aux armements et la satisfaction des besoins et des aspirations des peuples du monde entier dans le domaine économique et social. Dans le cadre de ce mouvement d'opinion, une plus grande attention a été accordée dans diverses instances internationales à l'insuffisance des progrès accomplis en matière de développement dans les pays en développement. En 1972, un rapport d'experts intitulé les Conséquences économiques et sociales de la course aux armements et des dépenses militaires a souligné qu'<sup>13</sup>une réduction plus sensible de la course aux

---

8/ Ces propositions antérieures seront analysées au chapitre VI.

9/ E/3593/Rev.1 (publication des Nations Unies, numéro de vente F.62.IX.1), p. 59 (non souligné dans le texte).



armements rendrait possible, pour la première fois, le transfert massif de ressources qui serait de nature à transformer radicalement les perspectives du développement social et économique" 10/. Toutefois, un autre rapport d'experts publié la même année sous le titre Désarmement et développement a approuvé cette vue dans une large mesure, mais a laissé planer quelque doute sur l'existence d'une relation entre les deux types d'activités. Certes, le rapport insistait sur les possibilités énormes qui résulteraient d'un désarmement effectif, mais ses auteurs ont souligné que fondamentalement, "ils (le désarmement et le développement) sont distincts l'un de l'autre" et que "les efforts nationaux et internationaux pour promouvoir le développement ne doivent être ni différés ni ralentis simplement parce que les progrès dans la voie du désarmement sont lents" 11/.

17. Un autre changement observé portait sur l'attention systématique accordée aux propositions visant à conclure des accords sur la réduction des budgets militaires et les efforts accrus déployés pour examiner les nombreux problèmes qu'elles soulèvent lorsqu'elles sont considérées comme des mesures susceptibles d'aboutir à un désarmement effectif. Ces efforts ont été sensiblement encouragés par un rapport d'experts établi en 1974 intitulé la Réduction de 10 p. 100 des budgets militaires des Etats membres permanents du Conseil de sécurité et utilisation d'une partie des fonds ainsi libérés pour l'aide aux pays en voie de développement 12/.

18. En 1977, le Groupe d'experts qui a mis à jour le rapport sur les conséquences économiques et sociales de la course aux armements a laissé plus nettement entendre qu'il existait une vaste et étroite relation entre le désarmement et le développement. De manière plus précise, il a indiqué qu'"il serait difficile, sinon impossible, d'atteindre un rythme de développement acceptable si la course aux armements se poursuivait" et que "le désarmement devrait être envisagé en tenant pleinement compte de ces rapports étroits avec le développement" 13/. A sa trente-cinquième session, l'Assemblée générale a décidé qu'une nouvelle version mise à jour de ce rapport devrait être établie et lui être soumise à sa trente-septième session (résolution 35/141).

---

10/ A/8469/Rev.1 (publication des Nations Unies, numéro de vente F.72.IX.16), p. 43.

11/ ST/ECA/174 (publication des Nations Unies, numéro de vente F.73.IX.1), p. 24.

12/ A/9770/Rev.1 (publication des Nations Unies, numéro de vente F.75.I.10). Une série de rapports d'experts s'inscrivant dans le cadre de ces efforts ont été établis en 1976, 1977 et 1980 mais avec une participation moins importante.

13/ Les conséquences économiques et sociales de la course aux armements et des dépenses militaires, A/32/88 (publication des Nations Unies, numéro de vente F.78.IX.1, p. 78 et 79).

19. L'Assemblée générale a explicitement fait sienne cette position dans le Document final adopté lors de sa session extraordinaire de 1978 consacrée au désarmement. Le paragraphe pertinent de ce document est rédigé comme suit :

"Il existe également un lien étroit entre le désarmement et le développement. Les progrès du premier contribueraient grandement à la réalisation du second. Les ressources libérées par suite de l'application de mesures de désarmement devraient donc être consacrées au développement économique et social de toutes les nations et servir à combler le fossé économique qui sépare les pays développés des pays en développement" 14/.

20. Les résolutions de l'Assemblée générale relatives aux décennies des Nations Unies pour le développement font apparaître des orientations identiques. Les résolutions par lesquelles ont été lancées les première et deuxième Décennies du développement ont insisté principalement sur les ressources que le désarmement dégagerait au bénéfice du développement économique et social, bien que l'Assemblée ait également pris conscience dans chaque cas de la relation plus large existant entre le développement international et la situation internationale générale, notamment en ce qui concerne les progrès du désarmement 15/. Par ailleurs, la résolution relative à la Stratégie internationale du développement pour la troisième Décennie des Nations Unies pour le développement a utilisé une formulation presque identique à celle, citée plus haut au paragraphe 19, de la session extraordinaire consacrée au désarmement. Ce qui ressort implicitement de cette formulation, c'est que la reconnaissance de la relation existant entre le désarmement et le développement devrait se concrétiser dans l'utilisation des ressources dégagées par l'application des mesures de désarmement au profit du développement économique et social, notamment dans les pays en développement (voir résolution 35/56 du 5 décembre 1980, par. 39).

#### Objectifs de la présente étude

21. La présente étude constitue la première tentative faite par l'Organisation des Nations Unies en vue d'examiner de manière systématique et en profondeur l'étendue des relations entre les perspectives d'instaurer un développement économique et social à l'échelle mondiale équilibré et réalisable, d'une part, et le désarmement, d'autre part, par une réaffectation des ressources réelles. Cette relation est complexe et a un caractère multidimensionnel, et l'analyse du groupe vise à permettre de mieux comprendre sa nature pour qu'elle puisse servir de base à la formulation de mesures pratiques. La persistance de certaines tendances en matière d'affectation des ressources aux armements dans le monde et l'existence de problèmes économiques et sociaux extrêmement graves démontrent la nécessité de cette étude.

---

14/ Document final de la dixième session extraordinaire de l'Assemblée générale (résolution S-10/2 du 30 juin 1978), par. 35.

15/ Voir le deuxième alinéa du préambule et l'alinéa i) du paragraphe 4 de la résolution 1710 (XVI) du 19 décembre 1961 et le cinquième paragraphe de la Stratégie internationale du développement pour la deuxième Décennie des Nations Unies pour le développement figurant dans la résolution 2626 (XXV) du 24 octobre 1970. La résolution 2685 (XXV) du 11 décembre 1970 appelait également à établir des liens étroits entre la première Décennie du désarmement et la deuxième Décennie des Nations Unies pour le développement.

22. Il semble donc que le désarmement et le développement sont très largement considérés comme des problèmes distincts, en particulier au niveau national. A ce niveau particulièrement fondamental, cette situation est certainement due au fait que les Etats nations considèrent que le maintien d'une puissance militaire suffisante constitue une priorité absolue en raison des réalités politiques contemporaines. Toutefois, les milieux politiques ne semblent pas également suffisamment convaincus qu'il soit vraiment nécessaire ou souhaitable de reconnaître la relation existant entre les deux problèmes et d'en tenir compte dans leurs actions pour des raisons économiques et sociales. En outre, de nombreux Etats doutent de la possibilité de traduire cette relation dans la pratique. Le présent rapport examinera à nouveau les faits qui servent de base à cette manière de voir et à ces attitudes en fonction des tendances actuelles dans le domaine de la course aux armements et des perspectives de développement économique et social à l'échelle mondiale 16/.

23. Il faut noter que le groupe n'est pas habilité par son mandat à intervenir dans le processus des négociations sur le désarmement, ni à faire aucune recommandation aux gouvernements quant à l'orientation ou au contenu de ces négociations. Dans un sens plus large, ces travaux devraient toutefois contribuer à améliorer le climat et la volonté politique nécessaires aux efforts de désarmement en permettant de préciser leurs coûts et leurs avantages sur le plan économique et social. En outre, le groupe examinera les raisons qui justifieraient éventuellement la nécessité urgente, voire impérieuse, d'adopter des arrangements préparatoires aux niveaux national et international si l'on veut que les ressources dégagées par des mesures de désarmement puissent être réaffectées avec un minimum de bouleversements et de gaspillages et dans des conditions propres à contribuer à résoudre les problèmes du développement.

24. Le Groupe a été conscient de la nécessité, pour que des mesures fondées sur la reconnaissance d'une relation étroite entre le désarmement et le développement puissent être adoptées, que tous les peuples de toutes les nations, industrialisées et en développement, prennent conscience des avantages importants qu'ils pourraient en tirer. En même temps, comme le définit son mandat, le groupe a toutefois accordé une attention particulière aux besoins économiques et sociaux urgents des pays en développement et à la manière dont les ressources libérées par les mesures de désarmement pourraient être utilisées pour répondre à ces besoins. Heureusement, comme on le verra plus loin, ces deux objectifs sont nullement incompatibles.

---

16/ Il est un autre aspect majeur de ces questions que le présent rapport n'examinera pas en détail : la relation entre le désarmement et la sécurité internationale. Si l'on veut appliquer une politique qui traduise la reconnaissance de la relation entre le désarmement et le développement, il sera indispensable de mettre au point au préalable une solution de rechange acceptable aux Etats, dont l'attitude actuelle consiste à s'en remettre exclusivement à leurs forces militaires nationales pour sauvegarder leur sécurité. Ces questions sont examinées de manière approfondie dans une étude parallèle établie par un autre groupe d'experts concernant les rapports entre le désarmement et la sécurité internationale.

## L'étude

25. A titre de cadre général pour l'étude, le groupe a tenté au chapitre II de fournir une base conceptuelle pour l'examen de la relation entre le désarmement et le développement. Au chapitre III, les dimensions actuelles de la course aux armements sont examinées sur le plan des ressources réelles, humaines et matérielles. Le chapitre IV analyse les effets économiques et sociaux de la course aux armements de l'après-guerre et utilise les résultats de cette analyse pour évaluer les perspectives futures dans l'hypothèse soit de la poursuite de la course aux armements, soit de la mise en route d'un processus de désarmement véritable. Le chapitre V est consacré à examiner la possibilité de reconvertir et de réaffecter des ressources libérées par l'application de mesures de désarmement en faveur du développement économique et social. Le chapitre VI examine la question de savoir s'il est souhaitable et possible d'adopter des arrangements institutionnels - y compris des modalités de financement - aux niveaux régional et international qui permettraient de reconnaître cette relation entre le désarmement et le développement et de faciliter le processus de réaffectation des ressources réelles. Enfin, le chapitre VII présente un résumé des chapitres consacrés aux questions de fond, ainsi que les conclusions et recommandations du groupe.

26. Le rapport est basé sur les données disponibles. Aussi bien les rapports de recherche présentés au Groupe que les autres documents officiels ou non dont on dispose montrent que, pour la plupart des pays y compris certains de ceux qui ont des dépenses militaires particulièrement élevées, les données ayant trait aux dépenses militaires, aux ressources utilisées par le secteur militaire et aux transferts d'armements sont insuffisantes. C'est pourquoi le présent rapport est essentiellement basé sur les données et les exemples provenant de quelques pays occidentaux et le Groupe a été contraint de recourir à divers types d'estimations. Une grande partie des données citées dans l'étude comportent donc une certaine marge d'erreur qui peut, à notre avis, être importante. Il est regrettable, mais inévitable, que certaines parties de la présente étude y perdent donc en précision et en équilibre.

27. Le mandat souligne aussi l'importance d'informer un public aussi large que possible des questions ayant trait à la relation entre le désarmement et le développement et recommande d'établir à l'intention du public une version abrégée du rapport principal, qui serait diffusée sur une grande échelle. Des dispositions ont été prises, en collaboration avec le Gouvernement canadien, en vue de faire établir par un auteur n'appartenant pas au groupe une version succincte basée sur le rapport actuel et destiné à un vaste public. Cette version succincte du rapport sera une publication indépendante, à ceci près que le Président du Groupe en rédigera l'avant-propos et que les conclusions et recommandations de la présente étude y figureront.

## CHAPITRE II

### LE CADRE ET L'ETENDUE DES RELATIONS ENTRE LE DESARMEMENT ET LE DEVELOPPEMENT

28. Il semble que le monde n'ait pu échapper à son passé au cours des années 70, tant les tensions et les désordres menaçants sont apparus au grand jour successivement dans de nombreux domaines. La présente étude des relations entre le désarmement et le développement a été faite dans un climat de tension politique internationale croissante et de désordres économiques de plus en plus étendus et s'inscrit donc dans le cadre de la recherche urgente de solutions aux problèmes existants qui deviennent de plus en plus pressants et aux nouveaux problèmes si lourds de dangers. C'est presque faire oeuvre de charité que de qualifier d'incertaines les perspectives mondiales aujourd'hui. A l'heure actuelle, les mots d'ordre sont complexité et interdépendance et dans tous les domaines, les complexités nouvelles ou, plus précisément, nouvellement perçues, ont révélé de graves insuffisances et même certains dangers dans les attitudes, comportements et mécanismes de gestion les plus répandus. La dispersion du pouvoir économique et politique et, dans une moindre mesure, du pouvoir militaire, n'est plus une simple possibilité, mais une réalité d'aujourd'hui. Les perspectives économiques de tous les Etats sont aujourd'hui inextricablement et irrévocablement liées, ce qui leur impose, semble-t-il, de coopérer et de coordonner des stratégies mutuellement avantageuses. Il est à noter, en particulier, que le sous-développement, ses causes et les mesures propres à le faire disparaître, comptent aujourd'hui parmi les problèmes politiques les plus importants qu'ait à résoudre la communauté internationale. En outre, la communauté internationale est devenue sensible au fait que les activités humaines font peser des contraintes intolérables sur notre environnement et que les ressources mondiales, que l'on a longtemps cru inépuisables, sont en réalité limitées.

29. Ces faits ont été particulièrement mis en relief au cours d'une vingtaine de conférences mondiales de l'Organisation des Nations Unies et de sessions extraordinaires de l'Assemblée générale qui se sont tenues durant la décennie qui vient de s'écouler et qui traitaient de questions telles que la désertification, le désarmement, l'emploi, l'énergie, l'environnement, l'alimentation, la santé, les établissements humains, l'industrialisation, la population, la science et la technique, le commerce et l'eau. Ces conférences et ces sessions extraordinaires, qui équivalaient à une sorte de bilan de l'état du monde, ont également fixé des principes directeurs pour l'action politique. Le moment est venu de mettre ces principes en application.

30. Pour toutes ces raisons, le début des années 80 risque de marquer un tournant décisif. Si nous voulons résoudre les problèmes actuels et éliminer ou atténuer ceux que nous pouvons prévoir, il faudra que l'avenir soit plus radicalement différent du passé qu'à aucun autre moment de la période de l'après-guerre. Le présent rapport constitue une sorte d'enquête sur la manière dont le désarmement

pourrait contribuer à faciliter les changements et les aménagements qui sont nécessaires pour orienter l'économie mondiale sur la voie d'une croissance et d'un développement soutenus. En outre, ce rapport devrait permettre de déterminer dans quelle mesure nous pouvons raisonnablement espérer progresser vers une croissance et un développement soutenus si l'évolution de la course aux armements n'est pas arrêtée et inversée.

31. L'humanité fait face actuellement au plus grand défi du siècle. L'étendue et la rapidité de la course aux armements accroissent inévitablement le risque de guerre. Le déclenchement d'une guerre nucléaire mettrait en danger l'existence même de toute l'humanité. Pendant la présente décennie, les peuples devront affronter de nouveaux défis techniques, économiques et sociaux qui deviendront beaucoup plus complexes si la course aux armements se poursuivait indéfiniment. Pour mettre fin et inverser cette évolution de la course aux armements, il est également vital de trouver des solutions aux problèmes qui font obstacle au développement technique, économique et social des pays en développement. De nouvelles ressources humaines, matérielles et financières sont nécessaires pour résoudre les problèmes qui se posent dans des domaines tels que les matières premières, l'énergie, la production alimentaire et la protection de l'environnement. Les défis des années 80 appellent l'adoption d'urgence de mesures effectives et efficaces de désarmement dans l'intérêt de l'humanité.

32. Les termes désarmement et développement s'appliquent à des phénomènes dont les grandes lignes sont bien connues mais, dans le cadre du présent rapport, il est souhaitable d'être plus précis à cet égard. Le désarmement est le processus de réduction des forces armées et des dépenses qui leur sont consacrées; la destruction ou le démontage des armes, qu'elles soient déployées ou stockées, la suppression progressive des capacités utilisées pour produire de nouvelles armes et la démobilisation et l'intégration à la vie civile du personnel militaire. L'objectif final est le désarmement général et complet, dans le cadre d'un contrôle international efficace. Le processus qui permet de réaliser ce désarmement doit prévoir des réductions équilibrées, qui garantissent une sécurité inchangée pour tous les Etats, et la mise en place d'un système de contrôle propre à veiller à ce que les réductions convenues soient bien respectées. Des accords de limitation des armements qui freinent réellement la croissance et le perfectionnement des arsenaux trouvent tout naturellement leur place dans ce processus, particulièrement dans la mesure où de tels accords peuvent jouer un rôle inestimable dans l'instauration d'un climat de confiance et servir de base à la mise en oeuvre de véritables réductions. De même, en plus du processus mondial de désarmement, des initiatives unilatérales à l'échelon national et des arrangements régionaux pourraient aussi être adoptées, mais des limites précises devraient toutefois leur être assignées. S'il est difficile de prévoir le déroulement du processus de désarmement, il est toutefois certain que les réductions convenues, particulièrement au cours des phases initiales, seront d'une portée limitée et que de longs délais seront sans doute nécessaires pour les mettre en application.

/...

33. On entend par développement, au sens large, les changements économiques et sociaux de la société propres à améliorer la qualité de la vie de tous. Dans son acception la plus simple, ce terme désigne la satisfaction des besoins matériels fondamentaux indispensable à une existence productive et digne. La croissance économique, c'est-à-dire l'augmentation de la production est une condition préalable à un développement soutenu, mais le développement ne peut être réduit à la simple croissance économique. Le mot développement signifie également que tout individu devrait avoir la possibilité - et avec la possibilité, la responsabilité - de participer pleinement à la vie sociale et économique et d'en partager les avantages. Pour être plus précis, si l'on veut que l'effort mondial de développement soit moralement et politiquement acceptable, il doit orienter la croissance économique de façon à amener une diminution importante, dans un délai raisonnable, des inégalités constatées entre les Etats sur le plan de la qualité de la vie. En outre, pour être matériellement possible, l'effort de développement mondial devra incontestablement être compatible avec les ressources disponibles à long terme et les contraintes qui pèsent sur l'environnement, dans la mesure où il est possible de déterminer ces contraintes et ces limites.

34. Fondamentalement, les relations entre le désarmement et le développement peuvent prendre diverses formes. Une forme est manifeste, incontestable, et revêt une importance fondamentale : comme les processus d'accumulation des armes et du développement exigent d'importantes ressources en hommes et en matériels et comme ces ressources sont limitées, la poursuite de l'un des deux objectifs tend à faire obstacle à la réalisation de l'autre. Au-delà de ce simple effet de coût de substitution, le processus d'accumulation des armes peut entraver le développement de diverses autres manières. Du point de vue de cette concurrence, les relations existent, que des mesures soient prises ou non. D'autres formes dépendent des différents types de mesures adoptées. Une mesure consisterait à exhorter ceux qui adoptent et influencent les décisions à considérer cette relation fondamentale avec tout le sérieux voulu et à tenir pleinement compte des avantages qu'entraînerait pour le développement une réduction des armements. D'autres formes consisteraient à établir des mécanismes ou des institutions qui pourraient jouer un rôle d'exhortation, de symbole, ou contribuer à la réaffectation ou à la réalisation d'économies de ressources. La portée d'un accord international diffère quant à ces différentes formes, qui pourraient être de caractère absolument incontestable ou assez controversé. La présente étude vise à examiner toutes ces formes.

#### La présentation classique de la relation entre désarmement et développement

35. Comme cela est indiqué dans le chapitre d'introduction, l'établissement d'une relation entre désarmement et développement sous la forme d'un lien institutionnel est une notion qui a une longue histoire au sein de l'Organisation des Nations Unies. La possibilité d'un réexamen extrêmement utile des priorités en matière d'affectation des ressources mondiales au détriment des armements et au profit du développement économique et social, est apparue clairement dès les premières années de l'après-guerre et l'argument, simple ou classique, en faveur de l'établissement d'un lien organique entre le désarmement et le développement s'est renforcé au fil des ans.

36. Aujourd'hui, le revenu par habitant dans les pays développés est en moyenne 12 fois plus élevé que dans les pays en développement. Il est incontestable que cette moyenne dissimule d'importantes différences au sein de chaque groupe et entre les groupes. Il n'en est pas moins vrai que des centaines de millions de personnes vivent dans un tel dénuement que l'expression "niveau de vie" perd tout son sens. La Banque mondiale estime qu'à l'heure actuelle 570 millions de personnes souffrent de malnutrition, que 800 millions sont analphabètes, que 1,5 milliard ont un accès limité ou même pas accès du tout aux services médicaux et que 250 millions d'enfants ne sont pas scolarisés 17/. Ces statistiques sont effarantes et vouloir les changer implique des dépenses qui apparaissent souvent incroyablement élevées. Néanmoins, chaque année au cours des 30 dernières années, les Etats ont collectivement consacré de 5 à 8 p. 100 des ressources disponibles dans le monde aux armements. En 1980, les dépenses militaires mondiales se sont élevées à environ 500 milliards de dollars, montant qui correspond à peu près au total des investissements réalisés dans l'ensemble des pays en développement et représente près de 19 fois le montant de l'aide publique au développement accordée à ces pays par les pays membres de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE).

37. Entre 1960 et 1980, le montant des ressources consacrées chaque année aux activités militaires a été multiplié par à peu près 1,9 et a donc presque doublé. Et si l'histoire de ces dernières décennies devait se répéter? Il ne s'agit pas là d'une hypothèse dénuée de toute vraisemblance car l'augmentation du montant des ressources consacrées aux armements au cours des 20 dernières années représente un taux de croissance moyen annuel légèrement supérieur à 3 p. 100. Etant donné que les dépenses militaires mondiales se sont élevées en 1980 à 500 milliards de dollars, une progression identique à celle de la période 1960-1980 aboutirait à des dépenses mondiales d'armements de 940 milliards de dollars en l'an 2000 (aux prix de 1980). Dans ces conditions et aux prix courants des années à venir, nous chiffrerons certainement les dépenses militaires mondiales en billions de dollars vers 1990.

38. Le tableau II.1 présente un certain nombre de projections. Certes, il ne s'agit que de projections données uniquement à titre d'exemple, mais il n'en reste pas moins que du point de vue économique aucune d'entre elles ne peut absolument être écartée, bien que comme nous le montrerons au chapitre IV, les coûts de substitution liés à une croissance soutenue des dépenses militaires seront probablement considérables. Un taux de croissance annuel de 1 p. 100 de la valeur des ressources consacrées aux armements d'ici à l'an 2000 serait probablement considéré comme une victoire de la modération, mais même dans cette hypothèse, la seule valeur cumulée des ressources supplémentaires consacrées aux activités militaires - c'est-à-dire les ressources qui viendraient s'ajouter à celles qui seraient utilisées si les dépenses se maintenaient au niveau de 500 milliards de dollars par an - serait de 1,1 billion de dollars. Avec des taux de croissance annuels de 2 et 3 p. 100 - ce dernier taux étant modeste si on le compare aux taux enregistrés dans le passé - la valeur des ressources supplémentaires dont serait privé le secteur civil

---

17/ Banque mondiale, Rapport sur le développement dans le monde (Washington, D.C., 1980).



représenterait 28 et 45 p. 100 respectivement de la production mondiale actuelle. A cet égard, il y a lieu de rappeler que l'on prévoit dans l'avenir immédiat une accélération du taux de croissance des dépenses militaires mondiales.

Tableau II.1

Projections concernant les dépenses militaires  
mondiales pour la période 1980-2000

(En millions de dollars E.-U. aux prix de 1980)

<u>Année</u>	<u>Taux de croissance moyen</u>			
	1%	2%	3%	3,2%
1980	500 000	500 000	500 000	500 000
1990	552 310	609 497	671 958	685 000
2000	610 094	742 973	903 055	940 000

39. Vingt ans ne constituent pas vraiment une longue période, surtout si l'on tient compte que la négociation des accords SALT a duré 10 ans et que ces négociations doivent encore porter sur des réductions importantes de l'étendue et du coût des arsenaux nucléaires stratégiques. En bref, si l'on n'arrive pas à mettre définitivement fin à la course aux armements ou, du moins, à empêcher que des ressources supplémentaires ne soient consacrées aux armements, un nombre incalculable d'occasions d'améliorer les perspectives économiques et sociales de l'humanité auront été à jamais perdues. La guerre nucléaire, si elle devait se produire un jour, n'aurait d'autre résultat que de détruire la civilisation telle que nous la connaissons et de faire des objectifs de développement des notions sans importance et dénuées de sens.

40. Si le contraste saisissant existant entre les dépenses d'armement et les besoins non satisfaits depuis plus de 25 ans a pu être mis en évidence, la réorientation non seulement souhaitable mais aussi nécessaire des priorités mondiales en matière de répartition des ressources qu'il implique n'a pas eu lieu. On peut donc conclure - avec regret - que l'argument largement moral et logique tendant à encourager le désarmement au profit du développement n'a pas pesé d'un poids suffisamment lourd pour l'emporter sur la préoccupation des Etats en matière de sécurité militaire, à savoir la crainte d'un recours ou la menace du recours à la force au mépris des principes consacrés dans la Charte des Nations Unies. Il est vrai que dans de nombreux pays, voir dans la majeure partie d'entre eux, la part du produit national brut (PNB) consacrée aux dépenses militaires a diminué ces dernières années et que les dépenses sociales représentent une part croissante du budget de l'Etat 18/. Cependant, il est également vrai que ces changements ont eu

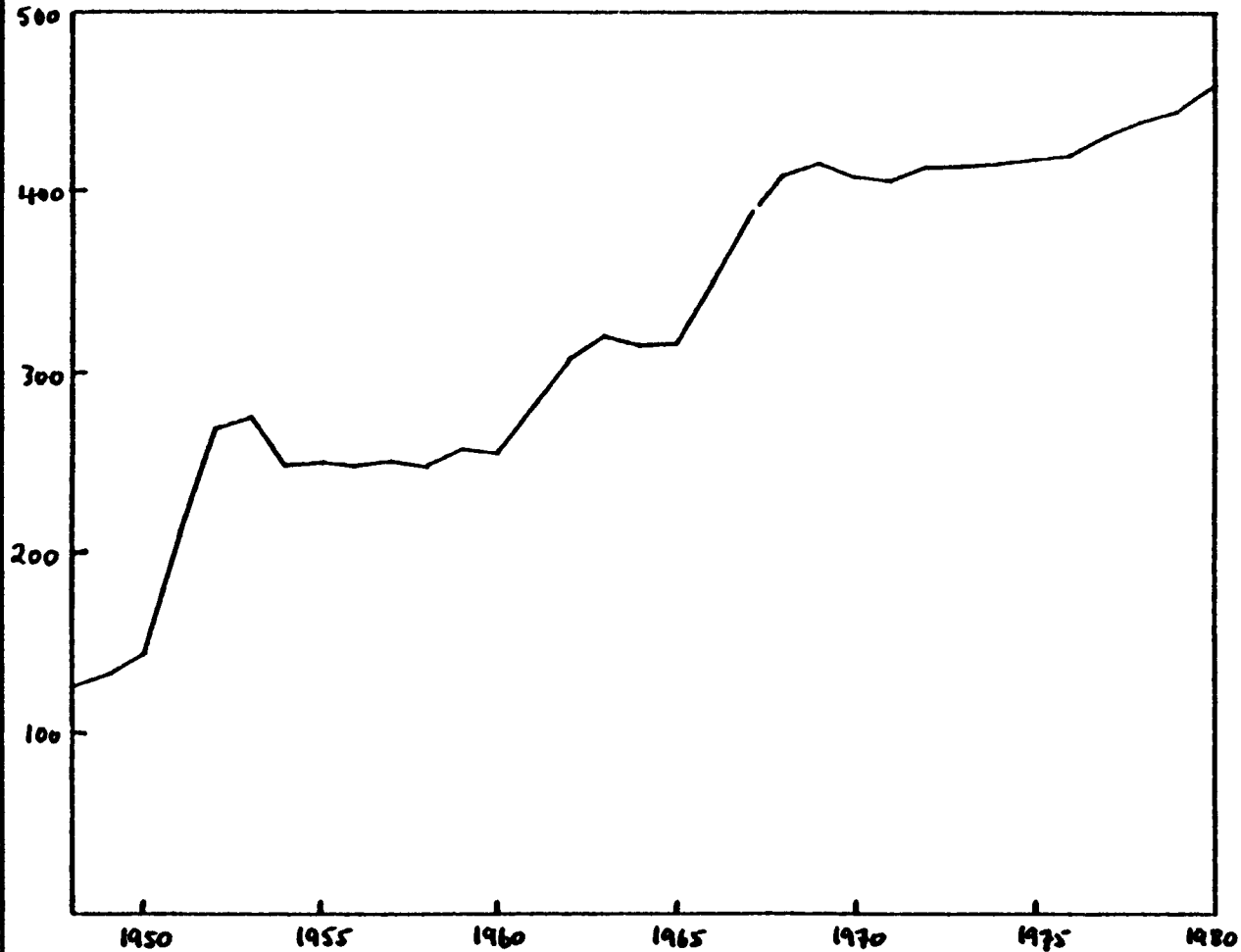
---

18/ U.S. Arms Control and Disarmament Agency, World Military Expenditure and Arms Transfers, 1969-78, Washington D.C., décembre 1980.

Diagramme II.1

Dépenses militaires dans le monde 1948-1980

(En milliards de dollars E.-U., aux prix et aux taux de change de 1978)



Source : Diagramme établi sur la base de diverses publications du SIPRI.

lieu en dépit d'une croissance presque ininterrompue du volume de ressources réelles consacrées aux armements dans le monde (Diagramme II.1). En outre, il convient de noter qu'avant l'apparition de ces tendances favorables, le volume des ressources consacrées aux armements avait atteint un niveau extrêmement élevé. Ces tendances ne traduisent donc pas un quelconque ralentissement et certainement pas un renversement de la course aux armements dans le monde.

41. Sur le plan purement économique, il existe une relation potentielle entre le désarmement et le développement dans la mesure où si le désarmement se produit, le développement s'en trouvera facilité. Cet aspect de la question est examiné au chapitre IV, où l'on soutient que le désarmement entraînerait en fait une croissance plus rapide de la production, condition préalable à un développement soutenu, bien que ce processus soulèverait des problèmes qui sont loin d'être négligeables. Il n'en reste pas moins qu'il n'existe au niveau international aucun mécanisme automatique de marché, qui oblige à transférer les ressources consacrées aux armements pour répondre aux besoins économiques et sociaux non satisfaits. Ce transfert ne peut avoir lieu que si les dirigeants politiques le considèrent comme avantageux et possible. La valeur morale de l'établissement d'une relation entre le désarmement et le développement est incontestable, il n'en reste pas moins que jusqu'à présent les conceptions nationales des exigences de sécurité l'ont constamment emporté sur cette considération. Certains pays ont estimé que le maintien de la crédibilité de la dissuasion nucléaire exigeait que l'équilibre global des forces ne soit pas modifié et qu'ils restent à la pointe de la technique militaire, etc., c'est-à-dire qu'ils participent pleinement à la course aux armements. En d'autres termes, ces Etats estiment que la sécurité militaire telle qu'ils la conçoivent passe avant le développement, ce qui a concrètement pour effet que les deux questions sont considérées comme des activités essentiellement distinctes.

42. Ce débat préliminaire a été centré autour de la notion de sécurité car il nous apparaissait que c'était là le moyen le plus efficace d'éclairer le rapport complexe et multiple qui existe au niveau conceptuel entre le désarmement et le développement.

#### Le concept de sécurité

43. La sécurité est un concept plus vaste que le seul concept de sécurité militaire. Les aspects économiques et sociaux de ce problème revêtent une grande importance. Cette conception plus large montre clairement que la menace pesant sur la sécurité peut être aggravée à de nombreux égards. En outre, la diversité des facteurs qui peuvent accroître les menaces qui pèsent sur la sécurité et leur degré relatif d'urgence ne sont pas fixés une fois pour toutes mais sont en constante évolution. La fonction politique centrale, tant à l'échelon national qu'international, consiste donc à déterminer en permanence si les ressources humaines et matérielles disponibles sont utilisées d'une manière rationnelle compte tenu des menaces et des risques connus et prévisibles qui pèsent sur la sécurité.

44. Les autres parties du présent chapitre analysent principalement trois thèmes qui, de l'avis du Groupe, concernent les principales menaces interdépendantes qui pèseront sur la sécurité internationale dans les décennies à venir. La course aux armements proprement dite est le premier de ces thèmes, qui nous permettra d'examiner plus en détail l'opinion exprimée au paragraphe 1 du Document final de la dixième session extraordinaire de l'Assemblée générale (résolution S-10/2) selon laquelle : "... l'accumulation d'armes, en particulier d'armes nucléaires, constitue plus une menace qu'une protection pour l'avenir de l'humanité". En d'autres termes, la capacité des armements à remplir leur fonction de garants de la sécurité est de plus en plus sujette à caution. Il semble donc que l'on s'oriente vers une remise en cause de la définition classique de la sécurité, jugée trop étroite, et de la capacité des armements à combattre efficacement nombre des facteurs qui portent atteinte à la sécurité, dans l'acceptation plus vaste et plus réaliste du terme. Lorsque l'on tire les enseignements de la dernière décennie dans cette perspective plus vaste, il ressort que la paix et la sécurité internationales ne sont plus uniquement menacées par la compétition entre l'Est et l'Ouest, bien que leur compétition dans le domaine des armements puisse être considérée comme la plus grave menace à la paix et à la sécurité. En fait, il s'avère aujourd'hui que la sécurité future de toutes les nations est et sera menacée par des facteurs tels que les perspectives de ralentissement de la croissance économique, par toute une gamme de contraintes matérielles et par les tensions dues à la répartition de plus en plus inégale des richesses du monde. Ces derniers thèmes - en gros, les menaces non militaires pesant sur la sécurité - seront examinés en même temps car ils constituent des éléments essentiels du phénomène d'interdépendance.

#### La course aux armements et la sécurité

45. Une des principales préoccupations des Etats est, bien évidemment, d'être en mesure de disposer d'une puissance militaire suffisante pour être assez largement à l'abri d'une attaque ou de toute autre forme de pression militaire et ils ont le droit souverain de prendre les mesures nécessaires à cette fin. L'effort militaire consenti par un pays est essentiellement déterminé par son évaluation de la situation politique et militaire et des menaces directes ou indirectes qu'il croit percevoir. De la même manière, on doit partir de l'hypothèse que chaque Etat est plus à même de juger de l'utilité des efforts qu'il déploie pour garantir sa sécurité nationale et de déterminer quels sont les sacrifices économiques qui doivent être consentis à cet effet. De fait, la sécurité contre toute attaque extérieure et tout trouble intérieur est une condition indispensable à un développement soutenu. Les régions qui sont restées à l'abri de la guerre depuis 1945, par exemple, le Japon, l'Amérique du Sud et à cet égard la plupart des pays membres du Pacte de Varsovie ou de l'Organisation du Traité de l'Atlantique nord (OTAN) ont connu une croissance presque ininterrompue pendant cette période. Il n'en reste pas moins que, du point de vue mondial, l'effort réalisé par les Etats séparément pour garantir leur sécurité militaire peut entraîner de graves déconvenues générales et on s'accorde assez largement à reconnaître aujourd'hui que c'est effectivement ce qui s'est produit. La course aux armements est, bien entendu, avant tout l'expression de différences politiques fondamentales entre les Etats, mais au fur et à mesure que s'accumulent les armements, la sécurité militaire

/...

devient à la fois une préoccupation de plus en plus grande et un but de plus en plus éloigné, alors que s'accroît parallèlement la difficulté de résoudre les divergences politiques qui sont à l'origine de cette situation. Le dilemme est le suivant : ce processus - l'accumulation des armements stimulée par la compétition - s'est si bien enraciné dans le tissu politique, social, économique et culturel des sociétés que l'insécurité croissante dont il est la cause crée à son tour une demande d'un nombre accru d'armements.

46. Il y a actuellement de nombreuses compétitions dans le domaine des armements dans le monde en plus de la compétition fondamentale entre les deux grandes puissances militaires et leurs alliés. Que l'on se réfère à cette compétition fondamentale, comme c'est en général le cas, ou à toutes les compétitions, ou aux relations entre elles, ces compétitions sont bien trop complexes pour être visées uniquement par l'expression "la course aux armements". Il faudra tenir compte de cet état de choses même si cette expression est utilisée souvent par souci de brièveté. Il convient également de noter que le présent rapport n'est pas destiné à entreprendre une étude de la "course aux armements" ou des courses aux armements en tant que telles. En conséquence, lorsque nous évoquons la course aux armements comme si elle avait une existence propre, distincte de tous les autres aspects de la vie politique internationale, nous ne voulons pas méconnaître que la course aux armements a des relations profondes et multiples avec le comportement des Etats en matière de recours ou de menace du recours à la force sous toutes ses formes, considéré selon sa conformité ou sa contradiction avec les principes acceptés de comportement consacrés dans la Charte des Nations Unies. De même, le présent rapport analyse en détail les aspects de la course aux armements qui ont des incidences particulières sur les relations entre le désarmement et le développement tels que les aspects techniques et nucléaires, mais d'autres aspects qui n'ont pas été examinés de manière aussi approfondie, tels que les aspects quantitatifs et la question des armes de type classique, revêtent aussi une grande importance à de nombreux égards.

47. La course aux armements de l'après-guerre a absorbé une quantité énorme de ressources matérielles et humaines réelles. Cette situation était en partie due au fait que les forces armées permanentes et les arsenaux étaient sensiblement plus importants que pendant l'entre-deux guerres, par exemple, et également en partie à l'importance attachée à l'amélioration qualitative des armes. Le processus d'accumulation des armes s'est répété de nombreuses fois au fur et à mesure que les armes existantes ont été remplacées par des modèles plus perfectionnés (et plus coûteux) et que les innovations techniques ont permis la mise au point de types d'armes entièrement nouveaux qui sont venus s'ajouter aux types d'armes déjà disponibles. Dans le domaine de l'amélioration de la qualité, la course aux armements de l'après-guerre a été dominée par les Etats-Unis d'Amérique et l'Union soviétique. Au fil des ans, d'autres pays disposant des ressources nécessaires ont également participé de plus en plus activement à cette course mais les paramètres généraux qui définissent ce qui est techniquement possible en matière d'armements et de systèmes d'armements - principalement dans le domaine nucléaire - ont été déterminés par ces deux pays.

48. L'importance accordée au perfectionnement de la qualité des armes - la course technique aux armements - a également exercé une profonde influence sur le déroulement de cette course. Au fur et à mesure que s'est accrue la complexité des armements, le temps requis pour les concevoir, les tester et les déployer s'est également accru. Le délai de mise au point ou de conception d'un système moderne d'armement est aujourd'hui de l'ordre de sept à dix ans. Chaque participant à cette course doit donc concentrer son attention non sur la puissance des armes dont dispose son concurrent mais sur la puissance de celles qu'il croit pouvoir déployer au cours des cinq ou dix années à venir. Ce processus d'anticipation, puissamment alimenté par le secret et des estimations très prudentes des prouesses scientifiques et techniques du concurrent a accéléré le rythme du changement et renforcé la préférence accordée à la recherche-développement militaire. Lorsque des deux côtés on agit de la même manière, il est très probable, même si l'on part de l'hypothèse que les possibilités et contraintes techniques sont grossièrement comparables, que chacun des concurrents disposera finalement des innovations prévues par l'autre. De fait, il semble que quelques expériences de ce type ont suffi dans les années qui ont immédiatement suivi la guerre pour qu'on en arrive à la conclusion, tant aux Etats-Unis d'Amérique qu'en Union soviétique, que ce qui était techniquement possible devait être considéré comme militairement et politiquement nécessaire.

49. Si l'on juge cette course technique aux armements à l'aune de l'efficacité meurtrière et destructive des guerres, elle a incontestablement été couronnée de succès. Mais sur le plan de la paix et de la sécurité internationales, ce processus a engendré une situation très dangereuse.

50. C'est en examinant la course aux armements nucléaires que l'on prend le plus conscience des dangers inhérents à cette situation. Selon des estimations publiées dans une étude récente de l'Organisation des Nations Unies, le nombre d'ogives nucléaires actuellement déployées est probablement supérieur à 40 000 et la puissance cumulée de ces armes est d'environ un million de fois supérieure à celle de la bombe lâchée sur la ville d'Hiroshima en août 1945 19/. Le tableau II.2, qui est tiré entièrement de cette étude, indique la répartition estimative de ces ogives entre les cinq puissances nucléaires. Il y a lieu de noter que quatre des cinq Etats dotés d'armes nucléaires n'ont pas participé à l'élaboration de cette étude et se sont aussi abstenus lorsque la résolution qui s'y rapportait a été adoptée par l'Assemblée générale (résolution 35/156 F du 12 décembre 1980).

51. Le danger que présente ces arsenaux nucléaires, et en particulier ceux de l'Union soviétique et des Etats-Unis d'Amérique, dépasse presque l'entendement. Selon des estimations, un échange nucléaire général entre les deux grandes puissances, impliquant fatalement des attaques directes sur les zones habitées, entraînerait la mort immédiate de plus de 250 millions de personnes, des dizaines de millions d'autres succombant au cours des jours et des semaines suivantes tant à l'intérieur qu'au-delà des frontières de ces Etats 20/. Les effets à plus long

---

19/ Etude d'ensemble des armes nucléaires, A/35/392 (publication des Nations Nations Unies, numéro de vente: F.81.I.11), par. 9.

20/ International Herald Tribune, 7-8 janvier 1978, p. 1.

Tableau II.2

Estimations approximatives des arsenaux nucléaires actuels a/  
 (Nombre total d'ogives nucléaires et puissance totale en Mt)

<u>Pays</u>	<u>Systèmes stratégiques centraux</u>		<u>Autres systèmes</u>		<u>Totaux b/</u>	
	<u>Ogives c/</u>	<u>Mt d/</u>	<u>Ogives d/</u>	<u>Mt d/</u>	<u>Ogives</u>	<u>Mt</u>
Etats-Unis d'Amérique	9 000-11 000	3 000-4 000	16 000-22 000	1 000-4 000	25 000-33 000	4 000- 8 000
URSS	6 000- 7 500	5 000-8 000	5 000- 8 000	2 000-3 000	11 000-15 000	7 000-11 000
Royaume-Uni					200- 1 000	200- 1 000
Chine					< 300	200- 400
France					< 200	< 100
			Total général arrondi		37 000-50 000	11 000-20 000

Source : Etude d'ensemble des armes nucléaires, A/35/392 (publication des Nations Unies, numéro de vente : F.81.I.11) tableau 2.

a/ Ces calculs estimatifs ont été établis pour le présent rapport par l'Institut suédois de recherches sur la défense nationale en coopération avec l'Institut des études sur la défense et le désarmement de Brookline (Mass). Ces calculs sont tirés de sources publiques, dont l'Annuaire de 1980 de l'Institut international de recherches pour la paix de Stockholm, ainsi que Military Balance, 1979-1980. Comme on peut le voir dans ce tableau, tous les chiffres sont indiqués avec de grandes marges d'incertitude. Cette incertitude est surtout imputable à l'absence de données concernant le nombre et la puissance des armes lancées par avion. En outre, certaines de ces armes auraient des puissances variables. Les autres incertitudes sont dues au fait que les différentes sources se réfèrent à des époques différentes et que les hypothèses diffèrent en ce qui concerne la situation des divers systèmes en cours de transformation, etc. Les corps de rentrée multiples ont été comptés séparément, et certaines hypothèses ont été formulées en ce qui concerne d'éventuelles réserves d'armes. Il convient de faire remarquer qu'on obtiendrait des chiffres considérablement plus élevés en ce qui concerne le nombre d'ogives si on partait, pour les calculs, d'estimations des quantités de matières fissiles susceptibles d'avoir été produites.

b/ En ce qui concerne les deux superpuissances, les chiffres ont été arrondis au millier le plus proche, et en ce qui concerne les autres pays, à la centaine la plus proche.

c/ Ces chiffres ont été arrondis au demi-millier le plus proche.

d/ Ces chiffres ont été arrondis au millier le plus proche.

...

terme et sur une plus grande échelle d'un tel échange sont extrêmement complexes et s'étendent essentiellement à l'ensemble du monde. Comme l'indique le rapport cité plus haut : "On peut certes avancer des chiffres et des estimations approximatives ... mais il y a une limite, du reste mal définie, au-delà de laquelle ces chiffres ne veulent plus dire qu'une seule chose : la guerre nucléaire est à proscrire" 21/. Il est clair, en d'autres termes, qu'on ne peut concevoir d'objectifs d'intérêt national ou d'objectifs issus d'un faisceau d'intérêts pour la réalisation desquels l'utilisation massive d'armes nucléaires pourrait être interprétée comme un acte rationnel. De fait, compte tenu du risque d'escalade, cette conclusion s'applique à l'utilisation des armes nucléaires, à quelque échelle que ce soit.

52. Il est vrai que depuis 1945 pas une seule arme nucléaire n'a été utilisée dans le cadre d'une guerre. De même, à la suite de la mise au point de systèmes d'armes nucléaires, des sommes considérables ont été consacrées à l'élaboration de systèmes de sûreté intégrée et des dispositions d'organisation pratique propres à prévenir leur emploi par erreur ou par accident, ainsi que des moyens de communication de nature à réduire au minimum le risque d'erreurs d'appréciation lors d'une crise. Toutefois, il n'en reste pas moins que l'homme et les machines sont faillibles mais que la situation que l'on a laissé se développer exige d'eux qu'ils soient infailibles. Il n'est que trop facile d'enfouir cette pensée terrifiante dans les replis du subconscient. Toutefois, si nous persistons dans cette voie, il arrivera un moment où un concours exceptionnel de circonstances permettra à ces forces de se déchaîner.

53. Compte tenu de ces observations qui auraient pu être formulées et qui, en fait, l'ont été avec une égale conviction il y a déjà 20 ans, il peut paraître quelque peu surprenant de constater une accélération rapide de la tendance actuelle dans le domaine des arsenaux nucléaires. Or, sous l'impulsion des innovations techniques associées par un lien de cause à effet complexe aux doctrines de dissuasion, c'est exactement ce qui se produit. Même si les Etats-Unis et l'Union soviétique ratifient le Traité SALT II ou y adhèrent officieusement, il est quasiment certain que le nombre d'ogives des systèmes stratégiques centraux passera à plus de 20 000 dans ces pays avant la fin de la présente décennie. Le Royaume-Uni, la France et la Chine sont eux aussi en train de moderniser et d'augmenter leurs arsenaux nucléaires.

54. Fait encore plus inquiétant que cet accroissement prévisible du nombre d'ogives, des recherches ont été récemment entreprises pour déterminer la meilleure façon de préserver l'efficacité de la force de dissuasion contre une guerre nucléaire. Il va presque sans dire que personne n'a jamais entrepris de mettre au point un système de lancement d'armes nucléaires moins fiable, moins adaptable et moins précis que son prédécesseur. Les améliorations successives apportées à tous ces paramètres de performance ont eu deux conséquences importantes : premièrement, chaque partie s'est de plus en plus préoccupée de la sécurité ou de la possibilité

---

21/ Etude d'ensemble des armes nucléaires, ..., par. 143.



de survie de ses propres forces nucléaires et a déployé de grands efforts pour disperser et protéger ses forces et pour garder secret leur emplacement exact. Deuxièmement, la capacité toute nouvelle de détruire au moins certaines des forces nucléaires ennemies a inévitablement conduit à examiner la possibilité et la façon d'exploiter cette capacité pour renforcer la crédibilité de la dissuasion nucléaire. Ce glissement de la pensée stratégique vers la notion de guerre nucléaire a une logique interne implacable qui, en simplifiant, revient à affirmer que menacer de détruire une partie importante des forces nucléaires de l'adversaire est plus crédible que menacer de massacrer 100 millions de civils de façon à renforcer la capacité de dissuasion. Ce qui est extrêmement inquiétant c'est que la première menace, à savoir la menace d'une attaque contre-forces soit jugée plus crédible parce qu'elle permettra de prendre plus facilement la décision d'avoir recours aux armes nucléaires. En d'autres termes, l'adoption d'une doctrine de guerre - ou en l'absence de déclaration politique exposant la doctrine adoptée - la recherche des capacités requises revient à abaisser de façon calculée le seuil nucléaire en pensant que l'on réduira ainsi le risque de voir ce seuil franchi.

55. Pour assombrir encore davantage ces perspectives alarmantes, on pense généralement aujourd'hui que les deux grandes puissances ont atteint un seuil technologique dans la mesure où la mise au point d'armes nucléaires, qui se trouve actuellement à un stade avancé et dont le déploiement est prévu au cours de la présente décennie, dotera chaque pays d'une vaste capacité contre-forces contre des objectifs fixes sur le territoire de l'adversaire. En d'autres termes, chaque pays aura la capacité théorique d'utiliser une part relativement faible de ses propres forces pour détruire un très grand nombre de missiles basés à terre, de bombardiers et de sous-marins stratégiques dans les ports de l'ennemi si, dans une situation de crise, celui-ci hésitait suffisamment longtemps pour lui laisser le temps de le faire.

56. Une attaque contre-forces exige que des conditions extrêmement rigoureuses soient remplies en ce qui concerne le moment choisi pour le lancement des ogives et la coordination de cette opération; l'adversaire disposerait de milliers d'ogives placées sur des bombardiers et des sous-marins qui n'auraient pas été détruites et avec lesquelles il pourrait riposter; il est également possible qu'il n'hésite pas et qu'il lance tout simplement ses propres armes avant que les ogives lancées en direction de son territoire aient explosé. La possibilité qu'un déséquilibre des capacités contre-forces conférant un avantage psychologique au plus fort suffit à susciter une détermination mutuelle d'être du bon côté de la balance. Dans ces conditions, l'avenir nucléaire sera caractérisé par une accumulation constante des armes et par des pressions toujours plus fortes sur les pays pour qu'ils soient les premiers à les utiliser : les armes nucléaires deviendront plus que jamais une menace pour l'avenir de l'humanité.

57. La course aux armements nucléaires est un phénomène constituant un danger sans pareil et le désarmement nucléaire est de loin l'impératif le plus important si l'on veut envisager l'avenir avec confiance. Ce fait ne diminue pas pour autant l'importance de la course, ou plutôt de la multitude des courses aux armements de type classique. Malgré l'existence d'armes nucléaires, la période d'après-guerre

a été caractérisée de façon plus ou moins continue par des guerres de type classique à la fois entre des Etats dotés d'armes nucléaires et des Etats qui ne l'étaient pas. Outre les pertes en vies humaines et les destructions massives, le grand nombre de conflits armés classiques locaux et régionaux revient en fait à jouer en permanence avec le danger suprême, à savoir le risque d'une escalade au niveau nucléaire.

58. Selon des estimations approximatives, les forces classiques absorberaient environ 80 p. 100 de toutes les ressources consacrées aux armements dans le monde 22/. En outre, s'il n'y a que cinq Etats dotés d'armes nucléaires reconnus, la course aux armements classiques est dans une large mesure une préoccupation universelle. L'impératif technologique évoqué plus haut à propos des armes nucléaires n'a pas été moins fort en ce qui concerne les armes classiques et les résultats n'ont d'ailleurs pas été moins impressionnants. La gamme des types d'armes s'est considérablement élargie à mesure que les progrès techniques ont permis une plus grande spécialisation. De plus, à l'intérieur de chaque type d'armes, on a généralement compté trois ou quatre générations (qui correspondent à un accroissement important de la capacité) et un nombre bien plus élevé de perfectionnements et d'améliorations transitoires au cours des 30 dernières années. Tous les éléments de l'efficacité d'une arme - la portée, la vitesse, la précision, la fiabilité, la puissance de destruction - ont fait l'objet d'améliorations stupéfiantes malgré la forte augmentation du coût occasionné par chacun de ces renforcements de la capacité.

59. L'orientation de la technologie vers une amélioration de la portée, de la vitesse, de la précision et de la puissance de destruction fait qu'il est de plus en plus difficile pour les Etats de prétendre n'avoir qu'une position militaire strictement défensive. Dans leur processus d'évaluation, les Etats accordent presque toujours une plus grande importance aux capacités qu'aux intentions. En bref, compte tenu de l'état actuel des techniques, le résultat des efforts déployés par les Etats pour assurer individuellement leur sécurité par l'armement est un processus interactif qui tout au moins accroît constamment le coût réel de la sécurité militaire. En fait, si l'on se place dans une perspective mondiale, il semblerait incontestable que le résultat net est une diminution progressive de la sécurité.

---

22/ Frank Barnaby et Ronald Huisken, Arms Uncontrolled (Harvard University Press, 1975) p. 11-12.

Menaces à la sécurité de caractère non militaire.

60. L'éventail actuel des menaces à la sécurité des nations est bien plus large que la puissance militaire des adversaires potentiels. Il convient de mentionner ici la chute brutale et pratiquement universelle des taux moyens de croissance économique, les perspectives de pénuries d'un grand nombre de matières premières et de produits de base de première nécessité, les préoccupations croissantes que suscitent les effets à long terme de la dégradation de l'environnement et les revendications pressantes en vue d'une répartition plus juste et plus équitable des richesses et des possibilités d'action à l'échelon mondial. L'interdépendance du système économique mondial réunit tous ces éléments dans une relation synergique complexe. Tout semble indiquer que nous ne pourrons surmonter ces problèmes divers mais étroitement liés que par un renforcement de la coopération internationale et par des compromis mutuels dans une mesure beaucoup plus large que ce qui a été considéré jusqu'ici nécessaire ou souhaitable.

61. Les rapports de l'homme avec la nature sont soumis à des contraintes physiques. Si l'analyse systématique des nombreux aspects de ces rapports est un fait relativement récent, les résultats ont été toutefois profondément inquiétants. L'étude comparative des habitudes économiques actuelles et des taux d'accroissement démographique d'une part et les ressources en énergie, en matières premières, en denrées alimentaires disponibles ainsi que de la capacité de l'environnement à supporter les abus dont il fait l'objet de l'autre, fait apparaître de très nombreuses contradictions internes. On estime en général que le monde s'est engagé dans une voie qu'il ne pourra suivre éternellement. De plus, les transformations requises pour tenir compte de ces contraintes physiques sont tellement profondes et prendront tellement de temps à opérer que, même dans des conditions idéales, il faut envisager d'adopter d'urgence les premières mesures dans ce domaine. Il n'existe pas de solution simple ou séduisante autre que la modification radicale de nos comportements et de nos aspirations de façon à les faire coïncider avec ces réalités physiques; toutefois, tout atermoiement ne fera que réduire la viabilité des solutions plus attrayantes.

62. La croissance économique et le développement ne peuvent être assurés sans un accroissement soutenu de la production et de la consommation d'énergie même si les mesures d'économies et les nouvelles techniques permettent de réduire quelque peu les besoins en énergie par unité de production. Il s'ensuit que la nécessité d'assurer avec certitude un approvisionnement en énergie suffisant à long terme est de la plus haute importance. Or, cette certitude n'existe pas aujourd'hui. Dans la plupart des pays, le pétrole est actuellement la principale source d'énergie commerciale; toutefois, d'après la plupart des projections, les exportations mondiales de pétrole atteindront le plafond vers la fin du siècle et diminueront régulièrement par la suite. Les pénuries temporaires et isolées observées au cours de la décennie écoulée s'aggraveront et se généraliseront à mesure que se creusera le fossé entre la demande et la production. Dans le passé, une source d'énergie a déjà été remplacée par une autre; toutefois, la période durant laquelle devra s'effectuer cette transition vers une solution de rechange viable est remarquablement brève.

63. Dans le domaine énergétique, les perspectives se trouvent encore assombries par les graves inconvénients que présentent les deux sources d'énergie de remplacement les plus facilement utilisables, à savoir l'énergie nucléaire et le charbon. La crainte exprimée dans les Etats parties au Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires que les matières utilisées ou produites par les réacteurs nucléaires servent également à fabriquer des armes nucléaires constitue une considération importante qui contribue à retarder l'utilisation de l'énergie nucléaire comme source d'énergie. Il est admis dans ces Etats que la généralisation de l'utilisation de l'énergie nucléaire, dans le contexte de l'actuelle course aux armements nucléaires, aboutira à une prolifération horizontale de la capacité de fabrication d'armes nucléaires. Dans le même ordre d'idées, l'existence de groupes terroristes bien entraînés et prêts à tout et le stockage et le transport dans le monde entier de quantités sans cesse croissantes de matières nucléaires mortelles est une perspective profondément inquiétante. Par ailleurs, la sécurité des réacteurs et l'évacuation des déchets constituent toujours une source de préoccupation pour l'opinion publique.

64. Le charbon demeure une ressource abondante mais sa combustion provoque une accumulation de gaz carbonique dans l'atmosphère et, associé à d'autres hydrocarbures, le phénomène de pluie acide. Le gaz carbonique absorbe une partie de la chaleur qui est restituée par la terre et peut donc entraîner un réchauffement de l'atmosphère; c'est ce que l'on a appelé l'effet de "serre". Certains chercheurs estiment que les effets du dégagement de gaz carbonique sur le climat sont le principal facteur qui empêche de déterminer la quantité de combustibles fossiles que l'on peut brûler en toute sécurité à long terme. Même si le monde est actuellement largement tributaire du pétrole, de vastes quantités de charbon sont brûlées chaque année. L'utilisation du charbon serait plus efficace, plus économique et ferait courir moins de risques à l'environnement si les techniques de liquéfaction et de gazéification étaient parfaitement au point et pouvaient être appliquées sur une grande échelle, bien que le problème de l'accumulation de gaz carbonique, qui se pose pour le charbon comme pour d'autres combustibles fossiles, ne sera pas résolu pour autant.

65. La nécessité d'une conversion vers des sources d'énergie renouvelables à l'échelon mondial ne fait pas l'ombre d'un doute. Une entreprise si vaste et si urgente exige une mobilisation des ressources et une planification à l'échelle mondiale. Dans l'intervalle, les Etats doivent élaborer des programmes d'économies d'énergie pour gérer les ressources pétrolières limitées tandis que des sources d'énergie de substitution viables seront mises en valeur et utilisées en quantités voulues. Lorsque les conditions climatiques le permettent, l'énergie solaire est peut-être la solution de remplacement la plus intéressante capable de répondre à une part de plus en plus grande des besoins en énergie. L'énergie éolienne, l'énergie géothermique, l'énergie hydro-électrique, la biomasse, l'éthanol et le bois combustible peuvent tous constituer d'importantes sources d'énergie complémentaires. Certaines d'entre elles montrent les relations d'interdépendance dont il faudra tenir compte dans le cadre d'une planification mondiale. Par exemple l'utilisation des superficies requises pour produire de l'éthanol en quantités voulues pour une exploitation viable risque d'être incompatible avec la production de denrées alimentaires

/...

en quantité suffisante. De même, le reboisement nécessaire pour pouvoir produire du bois de chauffage risque aussi d'être incompatible avec la production alimentaire et avec la demande de bois destiné à d'autres usages, notamment à la construction. A l'inverse, on peut faire observer que de nombreuses régions du monde ont d'urgence besoin d'être fortement reboisées pour prévenir l'érosion et la désertification et rétablir leur productivité agricole.

66. Considéré à l'échelle mondiale, la population a eu tendance à s'accroître plus rapidement que la production alimentaire durant la période d'après-guerre 23/. Malgré certains progrès notables en matière de productivité agricole, les événements qui se sont produits au cours de la décennie écoulée ont montré que dans le domaine alimentaire, l'équilibre mondial entre l'offre et la demande est extrêmement précaire. Les réserves mondiales de céréales n'ont pas toujours été suffisantes, le nombre des pays qui enregistrent systématiquement un excédent exportable n'a cessé de diminuer et les famines qui sévissent périodiquement dans certaines régions d'Afrique et d'Asie ont coûté la vie à des millions de personnes. A la fin des années 30, toutes les grandes régions du monde, à l'exception de l'Europe de l'Ouest, étaient des exportatrices nettes de céréales; 40 ans plus tard, toutes les régions à l'exception de deux (l'Amérique du Nord et l'Australie/Nouvelle-Zélande) devaient en importer 24/. Environ la moitié de la population mondiale vit actuellement dans des pays accusant un déficit alimentaire. En ce qui concerne le riz par exemple, qui est l'aliment de base de plus de la moitié de la population mondiale, en 1979 la production et la consommation se situaient toutes deux à environ 250 millions de tonnes métriques. En outre, la majorité des grands producteurs arrivaient à peine à répondre à leurs propres besoins; seulement 11 millions de tonnes métriques, soit moins de 5 p. 100 de la production totale, ont été exportées et deux pays (la Thaïlande et les Etats-Unis) entraînent à eux seuls pour près de la moitié du volume total de ces exportations.

67. On prévoit que la production mondiale de céréales augmentera de près de 40 p. 100 au cours des deux prochaines décennies, ce qui suffira à répondre à la demande commerciale de denrées alimentaires prévue 25/. La quantité de céréales supplémentaires nécessaires pour satisfaire aux besoins alimentaires de base des personnes souffrant de malnutrition qui, du fait de leur pauvreté, ne peuvent exprimer une demande commerciale effective, n'est pas énorme : environ 32 millions de tonnes métriques, soit 2 p. 100 de la production céréalière globale prévue en 1990 26/. Toutefois, ces chiffres réconfortants sont très trompeurs et cela, pas seulement en raison du caractère très aléatoire des projections portant sur une période de 10 ou 20 ans. Le plus grand problème tient peut-être au fait que, selon

---

23/ Overcoming World Hunger : The Challenge Ahead, Report of the Presidential Commission on World Hunger, Washington D.C., mars 1980.

24/ Voir William Schneider, "Food, Foreign Policy and Raw Materials Cartels", National Strategy Information Center, Inc. (New York, 1976), p. 31.

25/ Overcoming World Hunger : The Challenge Ahead, op. cit., p. 34.

26/ Ibid.

Les prévisions, les augmentations de la production alimentaire se produiront principalement dans les pays développés. Selon une estimation, le degré d'auto-suffisance alimentaire dans les pays en développement qui est actuellement de 87 p. 100 tombera à 74 p. 100 en l'an 2000 27/. En 1976, ces pays ont importé quelque 50 millions de tonnes métriques de céréales dont le coût a représenté plus de 10 milliards de dollars. On prévoit qu'en l'an 2000, le déficit alimentaire de ces pays sera de l'ordre de 175 millions de tonnes métriques et le coût réel des céréales sera alors bien plus élevé qu'il ne l'est aujourd'hui. Les pays en développement les plus démunis, qui enregistreront vraisemblablement le déficit le plus important, devront opérer d'énormes ponctions sur leurs réserves en devises si nécessaires à leur croissance économique à long terme. Il est indispensable pour ces pays de créer les conditions propres à permettre un accroissement global de la production agricole pour servir de base à une croissance économique soutenue.

68. L'autosuffisance alimentaire totale dans tous les pays n'est pas possible, mais les crises mondiales qui se produisent périodiquement dans le domaine alimentaire font ressortir les risques que l'on court si l'on laisse la production alimentaire mondiale se concentrer dans certaines régions géographiques plus que ce n'est le cas actuellement. De surcroît, bien que techniquement possible, l'accroissement de la production alimentaire mondiale à un niveau général suffisant dans les décennies à venir avec de graves répercussions sur les ressources en eau existantes et les conséquences écologiques de l'utilisation fortement accrue d'engrais chimiques nécessaires pour atteindre les niveaux de production prévus suscitent également de très vives inquiétudes.

69. Aussi bien en ce qui concerne les ressources de la mer que celles de la terre, la demande a commencé à dépasser l'offre. Entre 1950 et 1970, le volume mondial des prises a plus que triplé pour atteindre 70 millions de tonnes par an, à la suite d'une très forte expansion des flottes mondiales de pêche et de l'application de techniques de pointe pour la détection, la pêche et le traitement du poisson. Toutefois, depuis 1970, les prises annuelles se sont maintenues au même niveau, la consommation ayant dépassé la capacité de reconstitution des espèces dans tous les fonds de pêche. Nous constatons partout que les pressions exercées par la demande et les méthodes actuellement appliquées pour s'efforcer de satisfaire cette demande mettent à dure épreuve les quatre grands systèmes biologiques de la terre : les fonds de pêche océaniques, les herbages, les forêts et les terres cultivées. Les herbages servent à nourrir les animaux qui fournissent l'essentiel de la viande, du lait, du beurre et du fromage, de nombreuses matières premières pour l'industrie et l'énergie pour l'agriculture. La disparition du couvert végétal, l'érosion des sols et la désertification généralisées montrent qu'un nombre croissant de moutons, de chèvres, de chameaux et de bovins, en particulier de buffles contribuent à appauvrir les herbages. De même, la forte demande de bois de chauffage, de matériaux de construction, de papier et de nouvelles terres agricoles entraînent un taux d'exploitation des ressources forestières mondiales qui est de loin supérieur à leur capacité de régénération.

---

27/ Ibid., p. 35.

70. Ces quelques observations font clairement apparaître le déséquilibre profond et croissant qui existe entre le besoin et la capacité de l'homme d'exploiter les ressources terrestres à la fois renouvelables et non renouvelables et la capacité de la terre à continuer de les fournir, un déséquilibre qui est encore aggravé par l'affectation d'une partie des ressources disponibles aux armements. Nous avons acquis ou nous conservons des habitudes, qui vont du taux de reproduction à la rapidité des changements de la mode, qu'il est apparu nettement impossible de maintenir indéfiniment. Une importante étude de ces questions récemment réalisée aux Etats-Unis a abouti à la conclusion suivante : "Si la tendance actuelle se poursuit, le monde de l'an 2000 sera plus surpeuplé, plus pollué, moins stable du point de vue écologique et plus vulnérable aux bouleversements qu'il ne l'est aujourd'hui" <sup>28/</sup>. Le déséquilibre qui est en train de se créer entre l'homme et la nature menace le bien-être et, partant, la sécurité de toutes les nations, toutefois ce n'est pas en essayant de protéger jalousement ce qu'ils possèdent et en essayant d'extorquer aux autres ce qui leur manque que les pays trouveront la réponse à ce problème. Toutes considérations morales mises à part, nous sommes beaucoup trop experts dans l'art de la destruction pour que ce soit là une solution raisonnable. Il serait plus sage de s'attaquer aux racines du problème et de s'efforcer d'équilibrer équitablement les besoins en produits alimentaires, en énergie et en matières premières d'une façon qui soit viable à long terme. Cette tâche comporte de nombreux aspects qui sont tous vastes, extrêmement complexes et interdépendants. Le bon sens exige que les pays coordonnent leurs efforts des deux côtés de la balance pour réaliser un équilibre viable, c'est-à-dire pour optimiser l'activité économique et pour adapter les habitudes économiques et sociales et les modes de consommation en fonction des pénuries de ressources et des contraintes de l'environnement.

71. Il convient de signaler que si le progrès matériel, mesuré en fonction de l'augmentation du niveau de vie et réalisé grâce à l'accélération de la croissance économique, est assuré par la voie du désarmement, il faudra peut-être alors puiser encore plus largement dans un grand nombre de ressources mondiales. Il ne semble pas qu'il s'agisse là d'un problème insurmontable toutefois; mais il faudra utiliser une partie des richesses supplémentaires ainsi produites pour résoudre la question de l'insuffisance de ces ressources.

72. Il ne fait absolument aucun doute désormais que la pénurie de ressources et les contraintes écologiques font peser des menaces réelles et imminentes sur le bien-être futur de tous les peuples et de toutes les nations. Ces problèmes revêtent un caractère essentiellement non militaire et il est absolument nécessaire qu'ils soient traités en tant que tels. Si cet état de fait n'est pas reconnu et si la communauté internationale refuse d'admettre qu'il n'est possible de faire face à ces difficultés que par des mesures volontaires et par la coopération, on risque de se trouver devant une situation de crise si grave qu'elle semblerait justifier, même avec une faible chance de succès, le recours à la force pour aboutir à des résultats suffisamment rapides. Cette possibilité n'est pas entièrement à exclure. Au cours des dernières

---

<sup>28/</sup> The Global 2000 Report to the President : Entering the Twenty-First Century.  
Washington D.C., U.S. Government Printing Office, 1980, vol. I, p. 1.

années, les relations internationales ont été caractérisées par une tendance marquée au recours à la menace ou à l'emploi de la force militaire en réponse à des menaces à la sécurité revêtant un caractère non militaire.

73. L'insécurité, dans l'acceptation large du terme, a une deuxième cause majeure à savoir l'écart important et sans cesse croissant séparant les pays développés des pays en développement du point de vue des normes de bien-être. En 1975, les pays en développement (à l'exclusion de la Chine) regroupaient 52,3 p. 100 de la population du globe, mais n'entraient que pour 16,8 p. 100 dans le PNB mondial. En d'autres termes, le revenu moyen par habitant dans les pays en développement représentait 8,5 p. 100 à peine de celui des pays développés. Cet écart est encore bien plus grand entre les pays développés et les pays en développement les plus démunis où le revenu moyen par habitant était en 1977 inférieur à 200 dollars 29/. Ce groupe de pays regroupait 21,1 p. 100 de la population mondiale mais ne représentait que 1,6 p. 100 du PNB mondial (voir diagramme II.2). La pénurie de matières premières non renouvelables à laquelle le monde craint de devoir faire face à long terme fait apparaître un aspect particulièrement troublant de ce déséquilibre, à savoir qu'au cours de la période 1971-1975, les pays développés à économie de marché et à économie planifiée, qui comptaient moins d'un quart de la population mondiale, représentaient 80 à 90 p. 100 de la demande mondiale annuelle de minéraux aussi importants que le minerai de fer, l'aluminium, le cuivre, le manganèse et l'étain 30/. Les données dont on dispose montrent clairement que la croissance de la population dépasse l'accroissement du PNB.

74. L'existence de ce fossé présente deux graves dangers pour la sécurité des pays riches. Le premier est fondé sur des considérations morales; le deuxième se situe sur le plan plus concret de leurs intérêts. L'un des traits les plus intéressants du caractère humain consiste dans le profond sentiment de malaise qu'éprouvent les nantis lorsqu'ils se trouvent face à des personnes non seulement moins aisées mais tout simplement pauvres. Il est vrai qu'à travers l'histoire les riches se sont efforcés de rester dans l'ignorance, de faire abstraction de la réalité, de la pauvreté, mais il ne s'agit manifestement là que de l'expression du dilemme moral que leur pose l'inégalité. Au niveau international, les transports et les communications ont connu une véritable révolution qui a considérablement réduit les distances, de sorte que le fossé entre les pays riches et les pays pauvres est devenu de plus en plus apparent et par conséquent de plus en plus difficile à méconnaître ou à nier. Dans un renversement particulièrement rapide du climat politique, l'objectif d'une

---

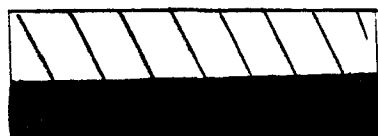
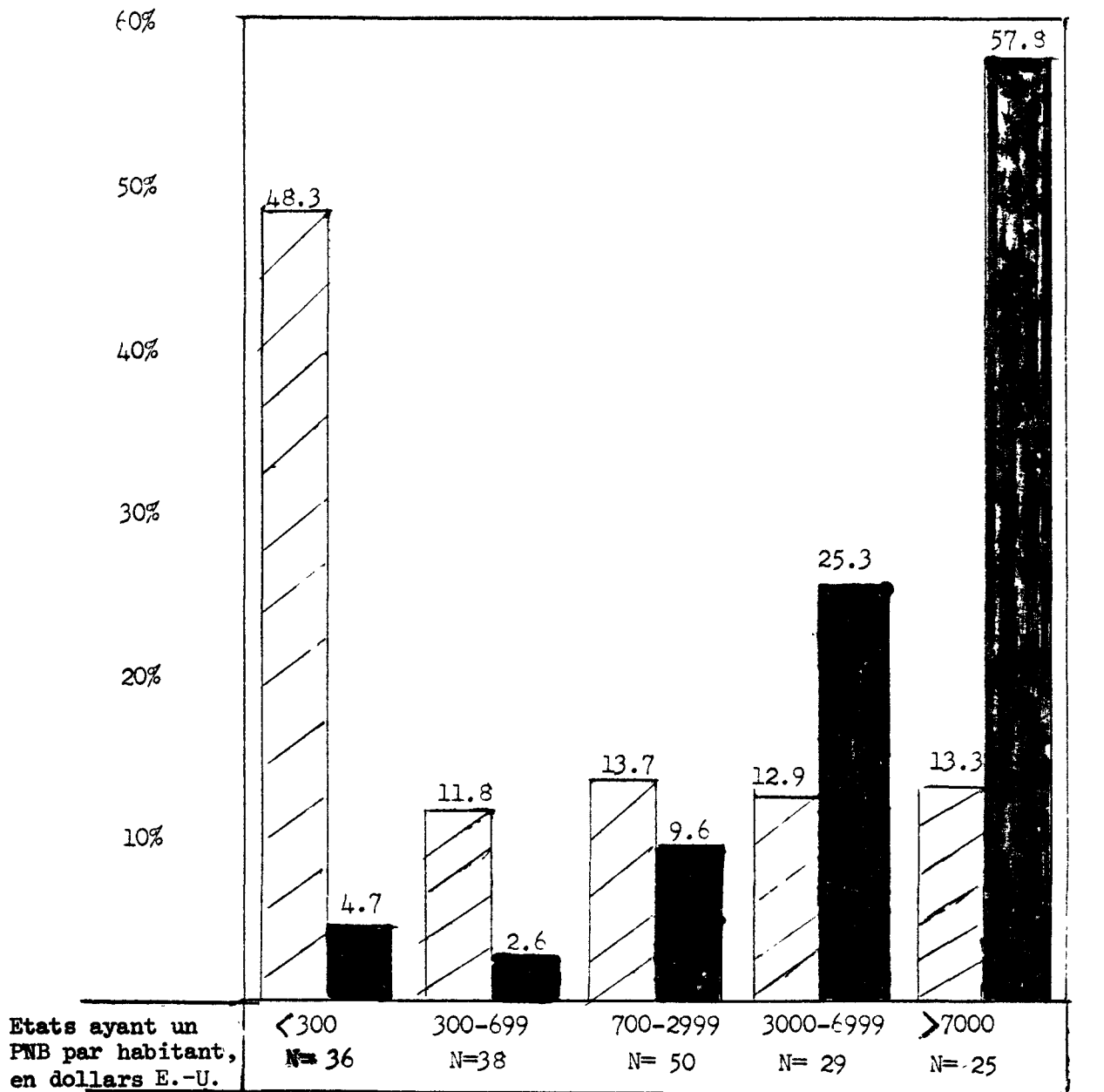
29/ Il convient de noter que les taux de change officiels tendent à ne pas exprimer exactement le pouvoir d'achat de la population des pays pauvres. A l'issue de travaux réalisés sous les auspices de l'Organisation des Nations Unies en vue d'établir des comparaisons plus réalistes entre les pouvoirs d'achat, il a été établi que le revenu par habitant en Inde, pour prendre l'exemple le plus extrême, a été surévalué de plus de 300 p. 100. De manière générale, les comparaisons de revenus basées sur des taux de change calculés selon le principe de la parité du pouvoir d'achat, donnent un tableau assez exact des disparités. Voir I. B. Kravis, A. Heston et R. Summers, International Comparisons of Real Product and Purchasing Power (Baltimore et Londres; John Hopkins University Press, 1978).

30/ The Global 2000 Report to the President ..., vol. II, p. 206-207.



Diagramme II.2

Population et PNB dans le monde (1978)



Pourcentage de la population mondiale

Pourcentage du PNB mondial

Source : Atlas de la Banque mondiale de 1980

N = Nombre de pays du groupe

plus grande égalité entre les peuples de diverses nations a été très largement reconnu comme le principal impératif moral de notre temps.

75. La reconnaissance que les profondes inégalités de revenus et de richesses sont moralement inacceptables s'accompagne aujourd'hui d'une prise de conscience accrue du danger politique d'un monde interdépendant qui reste profondément divisé entre riches et pauvres. Si les relations entre les Etats continuent d'être caractérisées par une compétition plutôt que par une coopération fondée sur l'intérêt mutuel, il n'est pas nécessaire de posséder d'exceptionnelles facultés d'analyse pour prévoir les graves tensions internationales que provoquera l'excès croissant de plus en plus généralisé de la demande par rapport à l'offre. Comme nous l'avons vu plus haut, le niveau et le taux de croissance de la demande font apparaître dès à présent une pénurie de ressources et exercent des pressions insoutenables sur les systèmes écologiques. Il est indispensable que les attitudes et les comportements changent profondément si l'on veut répondre aux nouvelles exigences des pays en développement en matière d'égalité des chances et de justice dans les relations économiques internationales sans pour autant provoquer un conflit prolongé et qui risque d'être particulièrement difficile à régler avec les pays développés à propos de ces ressources. Cette évolution ne devrait pas porter atteinte au droit des pays en développement à un développement socio-économique de nature à répondre à leurs aspirations.

Le nouvel ordre économique international

76. Il faut inscrire au crédit de la communauté internationale qu'elle a déjà adopté une mesure importante en vue de faire face au problème de la coopération internationale au profit de tous les pays, aux difficultés que cette situation crée et aux possibilités qu'elle offre. En avril-mai 1974, l'Assemblée générale à sa sixième session extraordinaire a adopté la déclaration et le programme d'action sur l'instauration du nouvel ordre économique international (résolutions 3201 (S-VI) et 3202 (S-VI) du 1er mai 1974). Ce programme visait à favoriser l'instauration d'un nouvel ordre économique international qui éliminerait les injustices existantes, contribuant ainsi à supprimer les inégalités et à réduire notablement le fossé séparant les niveaux de vie des populations des pays développés et des pays en développement. Les autres mesures importantes adoptées sur la base de cette initiative comprenaient notamment la Charte des droits et devoirs économiques des Etats et la septième session extraordinaire de l'Assemblée générale consacrée au développement et à la coopération économique internationale et la stratégie internationale du développement pour la troisième Décennie des Nations Unies pour le développement (résolution 35/56). Les Etats membres étaient toutefois en désaccord profond quant à la question de savoir si le nouvel ordre nécessitait une transformation radicale ou une simple réforme de l'ordre existant, quant aux mesures politiques nécessaires en vue de procéder aux changements indiqués et quant à la rapidité de l'action à entreprendre. Il reste que la Déclaration et le Programme d'action ont été adoptés par consensus, ce qui indique que toutes les parties sont de plus en plus conscientes que les intérêts des pays en développement et des pays développés ne peuvent plus être considérés isolément les uns des autres. La prospérité de l'ensemble de la communauté dépend de la prospérité des parties qui la composent. La nécessité a été reconnue de supprimer l'écart sans cesse croissant entre pays développés et pays en développement et d'assurer un accroissement régulier du développement économique et social dans la paix et la justice pour les générations actuelles et futures.

77. Le mécontentement et la déception qu'ont éprouvés la plupart des pays en développement face à leurs résultats et à leurs perspectives économiques à long terme les ont amenés à chercher en permanence des solutions à leurs problèmes. Ils sont parvenus assez tôt à l'explication suivante : dans un grand nombre de pays en développement, l'exportation de produits primaires représente la principale source de recettes en devises et une part disproportionnée du revenu national. Le prix à court terme de la plupart des produits de base a évolué très irrégulièrement et défavorablement par rapport au prix des produits manufacturés importés. On peut attribuer ce phénomène d'une part au fait que les pressions inflationnistes sur les biens manufacturés sont plus fortes mais également au fait que les biens manufacturés peuvent, à la différence des produits de base, faire l'objet d'améliorations techniques. Les pays en développement sont néanmoins restés dans un état de dépendance excessive vis-à-vis des produits de base en raison de la faiblesse de leur position concurrentielle sur les marchés de biens manufacturés des pays développés. En conséquence, les pays en développement ont vu se creuser l'écart entre leurs besoins d'importation et leurs possibilités

d'exportation, écart qui a dû être comblé par des apports de capitaux sous forme de prêts, d'investissements ou d'aides financières des pays développés ou d'institutions multinationales. Les aides et les investissements ont été dans l'ensemble insuffisants de sorte que les pays en développement, en vue de réaliser leurs objectifs de développement, ont dû faire appel aux marchés financiers, accroissant ainsi leur dette extérieure.

78. La lutte contre l'inégalité s'est intensifiée au fur et à mesure que le processus de la décolonisation augmentait le nombre des pays en développement indépendants et que la plupart de ces pays rencontraient des difficultés dans leurs efforts de développement. La réalisation des objectifs de croissance fixés dans la stratégie internationale du développement pour la deuxième Décennie des Nations Unies pour le développement s'est révélée impossible pour la plupart des pays. L'évolution des termes de l'échange a continué d'être défavorable aux pays en développement, la production agricole est restée aléatoire, le déficit du commerce des produits manufacturés s'est accru rapidement dans ces pays et l'aide publique au développement est restée, dans l'ensemble, bien au-dessous de l'objectif de 0,7 p. 100 du PNB des pays donateurs. La part des pays en développement dans les exportations mondiales de produits manufacturés a augmenté très lentement et de plus cette augmentation a été très inégale. En effet, en 1977, huit pays et territoires seulement (Brésil, Corée du Sud, Hong-kong, Malaisie, Mexique, Philippines, Singapour et Taïwan) assuraient à eux seuls près de 75 p. 100 du total des exportations de produits manufacturés des pays en développement. En outre, lorsqu'un pays en développement s'efforce d'assurer son industrialisation en menant une politique de remplacement des importations ou de promotion des exportations, on a assisté presque toujours à la création d'enclaves industrielles employant une fraction seulement de la main-d'oeuvre qui bénéficiait alors d'une situation sociale relativement prospère. Des couches importantes de la population, souvent la majorité, ne participaient pas à la croissance économique et n'en bénéficiaient pas. D'après les estimations de la Banque mondiale, dans les pays en développement, environ 75 p. 100 de l'accroissement du revenu global ont été perçus par les 40 p. 100 les mieux rémunérés de la main-d'oeuvre <sup>31/</sup>. On a assisté à un accroissement inexorable du nombre des chômeurs et des personnes sous-employées vivant dans le plus complet dénuement. On s'est efforcé, compte tenu de ces expériences, de reformuler les stratégies du développement de manière à accorder la priorité aux besoins de base des masses les plus importantes de la population et à concevoir la croissance économique brute comme une condition nécessaire mais non suffisante pour réaliser cet objectif. Il convient peut-être de noter que le volume et la continuité des transferts de ressources des pays développés vers les pays en développement, surtout dans la mesure où ils sont dictés par des considérations morales, dépendront dans une très large mesure des politiques qui seront suivies dans les pays bénéficiaires en vue de veiller à ce que la reconversion de la capacité de production ait des effets directs et visibles sur le bien-être des couches les plus déshéritées de la population.

---

<sup>31/</sup> Banque mondiale, Rapport sur le développement dans le monde (1979), Washington D.C., août 1979, p. 19.

79. Le mécontentement des pays en développement a été encore accentué par les indications selon lesquelles, dans le cadre de l'ordre économique international existant, aucune projection vraisemblable du taux de croissance économique dans les pays en développement ne modifierait notablement l'écart actuel en matière de revenu par habitant : sur le plan mondial, la répartition des revenus et des richesses restera fortement inégale. En 1975, le revenu moyen par habitant dans les pays en développement représentait à peine un douzième de celui des pays développés. Les pays en développement constituent cependant un groupe tout à fait hétérogène, même si l'on ne tient pas compte des pays exportateurs de pétrole. En 1975, le revenu par habitant dans les pays développés était 40 fois supérieur à celui des pays à très faible revenu d'Asie et d'Afrique et un peu plus de cinq fois supérieur à celui des pays d'Amérique latine et des Caraïbes. Selon la banque mondiale, les projections économiques les plus optimistes ne permettront pas, jusqu'en 1990, de réduire l'écart existant dans ce domaine 32/. En effet, si cet écart diminuera pour certains pays, notamment d'Asie de l'Est et du Pacifique, il s'accroîtra pour les pays d'Asie, d'Afrique, du Moyen-Orient et d'Amérique latine.

80. Selon la proposition initiale, l'instauration du nouvel ordre économique international devrait s'effectuer par une modification délibérée de l'ordre actuel en vue d'assurer à la fois l'égalité des chances et une plus grande égalité de condition 33/. Tous les Etats devraient par conséquent avoir effectivement des chances égales pour déterminer l'orientation de leur développement politique, économique et social. Cependant, dans un système caractérisé par une profonde inégalité, l'égalité des chances constituerait en fait une discrimination en faveur du plus fort de sorte qu'il faudrait, du moins pendant une certaine période, pour assurer un degré d'égalité raisonnable, favoriser les pays en développement.

81. Dans la déclaration initiale relative à l'instauration du nouvel ordre économique international, il était proposé que ces deux objectifs soient poursuivis de diverses manières (résolution 3202 (S-VI) de l'Assemblée générale). Une importance considérable a été accordée à la stabilisation et à l'accroissement du volume des recettes d'exportation dans les pays en développement. Les principales mesures proposées en ce qui concerne l'exportation de matières premières et de produits de base, consistaient dans la mise en place de fonds de stabilisation des cours, de stocks régulateurs et d'une forme d'indexation en fonction de l'évolution des prix des biens manufacturés importés par les pays développés. En ce qui concerne l'exportation de biens manufacturés par les pays en développement, l'accent a été mis sur l'accès préférentiel aux marchés des pays développés. Il a été reconnu que l'industrialisation des pays en développement était un aspect nécessaire voire crucial du nouvel ordre économique international et les pays développés et les institutions multinationales ont été incités à adopter des politiques de nature à accélérer le transfert vers les pays en développement d'industries à forte intensité de main-d'oeuvre, d'industries de transformation

---

32/ Ibid., p. 19.

33/ Ces deux expressions sont reprises de l'ouvrage de Robert W. Tucker, The Inequality of Nations, Londres, Martin Robertson and Co, 1977, p. 71.

des matières premières ou de production d'articles destinés à l'exportation. A la deuxième Conférence générale de l'ONUDI, qui s'est tenue au Pérou en mars 1975, il a été déclaré qu'il fallait se fixer pour objectif de porter d'ici l'an 2000 de 7 à 25 p. 100 au moins la part de la production industrielle mondiale assurée par les pays en développement 34/.

82. La proposition visant à instaurer un nouvel ordre économique international avait également soulevé la question du transfert des techniques. Les progrès techniques ont contribué et continueront certainement de contribuer pour une large part à la croissance économique dans tous les pays. Cependant, les techniques industrielles modernes se trouvent essentiellement dans les pays industrialisés développés. Non contents d'être devenus fortement tributaires de l'apport des techniques, des biens d'équipement et des prestations de service techniques des pays développés, les pays en développement ont vu se creuser le fossé qui les séparait de ces pays sur le plan de la capacité technique nationale 35/. En outre, cette situation a eu pour résultat inévitable de créer dans les pays en développement un modèle de développement technologique et une structure industrielle fortement calquée sur celle des pays industrialisés. Comme nous l'avons laissé entendre ci-dessus, les pays en développement, y compris ceux dont l'industrialisation a été la mieux réussie, sont de moins en moins convaincus que ce mode de développement permettra réellement de répondre à leurs besoins socio-économiques propres. C'est pourquoi, dans la proposition visant à instaurer le nouvel ordre économique international, on souligne la nécessité pour les pays en développement d'avoir accès dans de meilleures conditions aux techniques modernes, d'adapter ces techniques à leur situation économique, sociale et écologique et de prendre des mesures en vue de renforcer leurs activités de recherche-développement, notamment par le biais d'une assistance accrue des pays développés. Sur une question étroitement liée à celle-ci, il était suggéré dans cette proposition qu'il ne soit ménagé aucun effort pour formuler, adopter et appliquer un code de conduite international pour les sociétés transnationales visant à assurer que les activités de ces sociétés respectent les plans nationaux de développement et à les encourager à contribuer à l'instauration du nouvel ordre économique en transférant à des conditions favorables vers les pays en développement des techniques et du personnel spécialisé et à réinvestir leurs bénéfices au lieu de les rapatrier. Les travaux accomplis par la CNUCED au sujet de l'élaboration d'un code international sur les transferts de techniques revêtent aussi une grande importance à cet égard.

---

34/ Déclaration et Plan d'action de Lima concernant le développement et la coopération industriels, adoptés à la deuxième Conférence générale de l'ONUDI, Lima (Pérou), 12-26 mars 1975 (voir A/10112, chap. IV).

35/ En 1973, les dépenses effectuées par les pays en développement dans le domaine de la recherche-développement constituaient à peine 2,9 p. 100 des dépenses mondiales effectuées dans ce secteur et les savants et ingénieurs qu'ils avaient affectés à cette tâche représentaient seulement 12,6 p. 100 des chercheurs du monde (Colin Norman, Knowledge and Power : The Global Research and Development Budget, Worldwatch Paper 31, juillet 1979, p. 10).

83. Une autre des questions majeures qui avaient été abordées dans la proposition visant à instaurer le nouvel ordre économique international concernait un accroissement sensible des ressources financières devant être mises à la disposition des pays en développement. L'un des premiers aspects de la question consistait à souligner de nouveau que l'apport net d'aide publique au développement (APD), qui constitue une fraction du PNB des pays donateurs, est resté bien au-dessous de l'objectif de 0,7 p. 100 qui avait été approuvé par l'Assemblée générale en 1970. En 1975, l'apport net d'APD des pays de l'OCDE qui constituent le Comité d'aide au développement, représentait 0,36 p. 100 de l'ensemble de leur PNB, soit la moitié seulement de l'objectif prévu. Au cours des années suivantes, la part du PNB consacrée à l'APD a oscillé entre 0,33 et 0,37 p. 100. Les données globales sur l'aide économique fournie aux pays en développement par les pays à économie planifiée ne sont pas publiées. En plus d'un accroissement du volume net de l'aide au développement et des autres apports financiers, les pays en développement ont fait valoir que ces fonds devaient être alloués exclusivement en fonction des besoins économiques et sociaux et que des mesures devraient être adoptées pour que ces transferts se fassent automatiquement plutôt que sur une base volontaire. Le total des flux de capitaux vers les pays en développement est naturellement plus élevé que l'APD - qui, pour ce qui concerne les apports des pays de l'OCDE, atteignait 26,7 milliards de dollars en 1980 - mais il y a lieu aussi de relever que les flux inverses de capitaux sous la forme de paiements au titre des intérêts et de rapatriement des bénéficiaires ont été importants et ont atteint pour cette dernière catégorie un montant de 33,7 milliards de dollars en 1980.

84. De même, les pays en développement ont cherché à jouer un rôle plus important et plus effectif dans les instances financières internationales, notamment au Fonds monétaire international (FMI) et à la Banque mondiale. L'inflation dans les pays développés a augmenté le coût global des importations des pays en développement et diminué la valeur réelle de leurs réserves de devises. L'instabilité générale du système monétaire international depuis 1971, et plus particulièrement l'incertitude quant à l'évolution des taux de change, a souvent diminué la valeur des produits exportés par les pays en développement. Les pays en développement se sont également sentis exclus du processus de prise de décision concernant le volume, le taux d'accroissement des liquidités internationales et leurs conditions d'accessibilité. C'est ainsi que sur les 9,3 milliards de dollars créés par le FMI entre 1970 et 1974 sous forme de droits de tirage spéciaux, 25 p. 100 seulement, soit 2,3 milliards de dollars ont été accordés aux pays en développement.

85. Les pays en développement ont soutenu enfin qu'il était nécessaire que les pays développés adoptent une attitude plus conciliante en ce qui concerne le remboursement et le service de leur dette extérieure. En raison d'un ensemble de circonstances - importantes hausses du prix du pétrole, stagnation dans les pays développés de la demande de produits provenant du tiers monde, et insuffisance de l'aide publique au développement - de nombreux pays en développement ont vu dans les années 70 leur dette extérieure augmenter à un rythme rapide, ce qui a fortement perturbé leur économie. En 1977, près de 12 p. 100 des recettes

/...

d'exportation des pays en développement étaient absorbés par le service de la dette extérieure 36/. Pour s'attaquer à ces divers problèmes, les pays en développement ont revendiqué le droit de participer pleinement et effectivement à toutes les phases du processus de prise de décision relatif à l'élaboration d'un système monétaire international équitable et durable.

86. Toutes ces questions et de nombreuses autres demeurent d'actualité dans le dialogue international sur le développement. L'engagement qui a été pris d'instaurer un ordre économique international plus équitable et plus équilibré a été réaffirmé avec vigueur dans la stratégie internationale du développement pour la troisième Décennie des Nations Unies pour le développement (résolution A/35/56 de l'Assemblée générale). En outre, malgré un climat économique mondial généralement austère ces dix dernières années, un certain nombre de mesures ont été prises dans de nombreux domaines. Dans le secteur vital du commerce international, des efforts ont été faits pour réduire les droits de douane et les autres obstacles au commerce et pour étendre le système général de préférence 37/. En 1979, un accord a été conclu visant à créer le fonds commun. Les pays en développement ont obtenu en outre une augmentation de leur quote-part au FMI et une amélioration des dispositions relatives à l'allégement de leur dette. Dans le domaine de l'alimentation et de l'agriculture, on a créé en 1974 le Fonds international de développement agricole qui devait aider à atteindre l'objectif d'une plus grande sécurité alimentaire dans les pays en développement. On a également augmenté l'aide alimentaire dans le cadre de la Convention relative à l'aide alimentaire et constitué une Réserve alimentaire internationale d'urgence devant atteindre - ce qui n'a pas encore été fait - 500 000 tonnes de céréales. Un Fonds intérimaire pour la science et la technique au service du développement a été créé en 1980 et dans sa résolution 34/218 du 19 décembre 1979, l'Assemblée générale a entrepris un programme d'étude des arrangements appropriés à plus long terme. Il faut mentionner enfin, les négociations dans le cadre de la troisième Conférence des Nations Unies sur le droit de la mer où l'on a accepté le principe tendant à reconnaître que les ressources des océans et du fond des mers font partie du "patrimoine commun" de l'humanité.

87. Si ces mesures et d'autres qui n'ont pas été mentionnées constituent un premier pas important, il faut noter néanmoins que les progrès généraux réalisés en vue de l'instauration d'un nouvel ordre économique international ont été lents. Les objectifs de la deuxième Décennie des Nations Unies pour le développement n'ont pour la plupart pas été atteints et les buts nécessairement ambitieux qui ont été fixés pour la troisième Décennie pour le développement montrent l'ampleur de la tâche qui

---

36/ Banque mondiale, Rapport sur le développement dans le monde, 1979, p. 10.

37/ En février 1975, la Communauté économique européenne et les pays du groupe africain des Caraïbes et du Pacifique ont élaboré à Lomé une convention détaillée sur la promotion du commerce, la coopération industrielle et d'autres questions. Voir A/AC.176/7.



reste à accomplir (voir tableau II.3). C'est aux pays en développement eux-mêmes qu'incombe en premier chef la responsabilité de leur développement, mais il n'est pas possible d'atteindre les buts de la troisième Décennie pour le développement et l'objectif à plus long terme d'une réduction sensible de l'écart qui existe entre les niveaux de vie sans une aide et une coopération importante des pays développés. De même, le resserrement de la coopération et l'accroissement des relations économiques entre pays en développement, à la fois sur le plan bilatéral et multilatéral, contribueront pour une large part à réduire cet écart.

88. L'appel en faveur de l'instauration d'un nouvel ordre économique international a été dans tous les sens du terme une initiative historique. Cet appel tenait compte et tirait parti de la réalité de l'interdépendance pour définir les réformes et les changements nécessaires propres à permettre rapidement aux pays en développement de participer pleinement et activement au système économique mondial. Le nouvel ordre économique international constitue en effet un plan d'action pour une gestion commune de cette interdépendance, mais pour une longue période transitoire ce plan doit profiter plus particulièrement aux pays en développement. Il est devenu de plus en plus évident depuis 1974 qu'une action à grande échelle pour résoudre le problème du sous-développement est dans l'intérêt bien compris des pays industrialisés. Depuis que l'on a défini dans le contexte des relations économiques entre tous les groupes d'Etats les principes du nouvel ordre économique international, les phénomènes d'interdépendance et le développement d'une coopération économique mutuellement profitable se sont étendus à l'ensemble des relations économiques internationales.

89. Assurer un approvisionnement en énergie suffisant tant à moyen qu'à long terme est dans le plus grand intérêt de tous les pays pour des raisons à la fois politiques et économiques. La hausse progressive du prix réel du pétrole au cours des années 70 a été certainement l'exemple le plus important d'un réajustement plus général entre les prix des matières premières et des produits industriels et a contribué pour une large part à faire ressortir le déséquilibre structurel de l'économie internationale. Les conséquences de ce réajustement ont été particulièrement graves pour les pays en développement non producteurs de pétrole car à la hausse du coût des importations de pétrole s'est ajoutée une augmentation du coût de l'ensemble des importations due en général à une inflation rapide dans les pays développés. Une mise en valeur des principales sources d'énergie renouvelables compatible avec la protection de l'environnement est une tâche considérable et urgente, qui pourrait bénéficier dans une très large mesure d'une coopération et d'une division du travail dans le domaine de la recherche-développement. La protection de l'environnement, qu'il s'agisse de la terre, de l'air ou de la mer, intéresse également tous les pays et constitue un objectif qui ne peut être atteint sans une coopération internationale car si certains pays lui accordent une grande importance alors que d'autres n'en tiennent pas compte, les résultats dans ce domaine seront voués à l'échec et donneront lieu à des frictions.

90. D'autres intérêts communs impérieux entre tous les pays pourraient être développés grâce à une gestion concertée de l'interdépendance. Les pays en développement continuent d'être une source importante de matières premières mais

/...

Tableau II.3

Développement dans les pays en développement : objectifs  
et réalisation pour la période 1970-1990  
(Taux annuel d'accroissement en pourcentage)

Poste	Taux retenu comme objectif dans la stratégie internationale du développement pour la deuxième Décennie des Nations Unies pour le développement (1970-1980)	Taux annuel moyen d'accroissement effectivement atteint (1970-1978)	Taux retenu comme objectif dans la stratégie internationale du développement pour la troisième Décennie des Nations Unies pour le développement (1980-1990)
PIB	6,0	5,5 <sup>a/</sup>	7,0
PIB par habitant	3,5	2,8 <sup>b/</sup>	4,5
Production agricole	4,0	2,9	4,0
Production manufacturière	8,0	6,8	9,0
Exportations	7,1 <sup>+</sup>	4,5	7,5
Importations	moins de 7,0	9,3	8,0

Sources : Documents officiels du Conseil économique et social, 1980, Supplément No 2, E/1980/3, annexe I, tableau I.  
Résolution 35/56 de l'Assemblée générale.

a/ Pour les pays à faible revenu, le chiffre était de 3,2 p. 100.

b/ Pour les pays à faible revenu, le chiffre était de 0,6 p. 100.

ils représentent également aujourd'hui des marchés importants pour les exportations des pays industrialisés tant à économie de marché qu'à économie planifiée. On admet aujourd'hui que les perspectives de croissance à moyen et à long terme des pays industrialisés dépendent de l'importance de l'accroissement de la demande dans les pays en développement. La stratégie internationale du développement pour la troisième Décennie des Nations Unies pour le développement indique qu'"un développement accéléré des pays en développement revêt une importance capitale pour la croissance soutenue de l'économie mondiale et est essentiel à la paix et à la stabilité mondiales" (résolution 35/56, annexe, par. 4).

91. Malheureusement, ces demandes sont actuellement plutôt latentes que réelles. En essayant, au cours des années 70 d'atteindre leurs objectifs de développement - et en contribuant par là même à combattre les tendances à la recession dans les pays industrialisés - les pays en développement ont utilisé jusqu'à la limite les ressources dont ils disposaient. Ces pays ont besoin d'apports massifs de capitaux et de techniques, de prix stables pour leurs matières premières et d'un libre accès aux marchés dans l'économie internationale. Pour appliquer l'ensemble d'un tel programme, il faudrait procéder à des ajustements structurels importants dans les pays industrialisés. A cet égard une étude des incidences de l'objectif fixé à Lima en matière d'industrialisation a abouti à la conclusion que la part des exportations des pays en développement dans la consommation totale d'articles manufacturés dans les pays développés à économie de marché devrait être multipliée par quatre pour passer d'un peu plus de 1 p. 100 en 1972 à quelque 4,5 p. 100 en l'an 2000 38/.

92. L'importance des ajustements que les pays industrialisés devraient opérer si l'on veut progresser rapidement dans l'instauration d'un nouvel ordre économique international devrait être envisagée toutefois en tenant compte des nécessités internes de plus en plus étendues qu'exige la réindustrialisation. Dans tous les pays industrialisés, les techniques de fabrication, l'emplacement des usines et des industries et les réseaux de distribution et de transports qui leur sont rattachés sont des produits de l'ère de l'énergie à bon marché. Economiser l'énergie est devenu pratiquement un impératif économique et d'importants investissements financiers seront absolument nécessaires pour accroître la rentabilité et la productivité. Aux Etats-Unis, on estime à 40 à 80 milliards de dollars par an les nouveaux investissements rendus nécessaires par le coût de l'énergie, soit entre un quart et une moitié de tous les investissements en capital fixe dans des secteurs autres que celui du logement 39/. Envisagées dans ce cadre plus vaste de changements et d'ajustements, les mesures propres à satisfaire les besoins des pays en développement pour leur permettre d'avoir plus facilement accès aux marchés des pays industrialisés semblent devoir entraîner beaucoup moins de bouleversements.

---

38/ Articles manufacturés et semi-finis : Les dimensions des aménagements de structure à apporter à la production et au commerce mondiaux d'articles manufacturés pour atteindre l'objectif de Lima (rapport du Secrétariat de la CNUCED, TD/185/Sup.1, 12 avril 1976).

39/ National Economic Survey, New York Times, 11 janvier 1981, p. 31.

93. On peut certes raisonnablement soutenir que l'augmentation du taux de pénétration des importations de certains pays en développement sur les marchés des produits manufacturés des pays développés, quoiqu'en volumes limités, suscitera des ajustements de l'offre dans les économies de ces pays. Ces ajustements sont opérés à une époque où ces pays doivent faire face à de graves difficultés économiques. En 1973, la plupart des pays industrialisés se heurtaient aux premières manifestations d'une récession dans le cycle économique normal et aux graves difficultés que soulevait le système monétaire international qui ont abouti au début de 1973 à l'effondrement du système de Bretton Woods et de ses taux de change fixes. Vers la fin de 1973 et dans les années qui ont suivi, la forte hausse des prix du pétrole a aggravé l'inflation et les problèmes de l'emploi dans la plupart des pays industrialisés et en développement, ce qui a eu des incidences graves sur la balance des paiements et les mouvements internationaux de capitaux. Il est incontestable qu'une partie des problèmes économiques des pays industrialisés a un caractère structurel, mais que certains d'entre eux ont toutefois un caractère conjoncturel et pourraient être résolus dans le cadre de politiques économiques coordonnées au niveau international. Cette coordination n'est malheureusement pas appliquée actuellement. On constate, par ailleurs, que de nombreux pays développés s'efforcent de résoudre une partie de leurs problèmes économiques en intensifiant leurs mesures protectionnistes à l'encontre des pays en développement récemment industrialisés. C'est là en fait une politique classique d'égoïsme sacré qui est en totale contradiction avec un rapport récent de l'OCDE qui concluait que les pays membres "... devraient s'employer ... à ouvrir plus largement leurs marchés aux pays en développement ... non pour satisfaire à de grands principes, mais pour répondre à leurs intérêts les plus essentiels et les plus concrets" <sup>40/</sup>. Les politiques économiques actuelles dans un certain nombre de pays industrialisés visent à maîtriser l'inflation plutôt qu'à réduire le chômage, d'où la prolongation de la récession que nous connaissons.

94. Les pays industrialisés à économie planifiée doivent également faire face à des difficultés qui sont révélatrices d'une tendance plus profonde qu'une simple perte de vitesse temporaire. Dans ces pays également les taux de croissance et les gains de productivité ont sensiblement diminué. Le coût du combustible et des matières premières a fortement augmenté. Les réserves sont en général importantes mais tendent de plus en plus à se trouver dans des zones reculées et inaccessibles, ce qui entraîne des coûts d'extraction et de distribution plus élevés. En Union soviétique, la production de pétrole et de condensat de gaz ne devrait augmenter selon les prévisions que de 1 p. 100 par an au cours des cinq prochaines années. Or, l'Union soviétique est l'un des principaux fournisseurs des pays d'Europe de l'Est, qui devront donc augmenter leurs achats sur le marché international du pétrole. La production agricole demeure aléatoire même si elle absorbe une part importante des ressources disponibles en hommes et en matériel et il devient de plus en plus difficile d'assurer un accroissement de la main-d'oeuvre productive plus rapide que la croissance de la population afin d'obtenir des taux de croissance économique plus élevés.

---

<sup>40/</sup> OCDE, Coopération pour le développement, examen pour 1979, Paris, 1979, p. 33.

95. En bref, ces pays ont tout autant besoin que les pays à économie de marché d'accroître leur productivité et l'on reconnaît aisément que les capitaux et surtout les techniques que possèdent les pays à économie de marché peuvent jouer un rôle essentiel à cet égard. En outre, étant donné les efforts constants qui sont faits pour accroître l'intérêt et la productivité du travailleur, la production nationale de biens de consommation devrait être complétée par des importations venant des pays à économie de marché. On peut dire, de façon générale, que ces pays laissent perdre, consciemment, et malgré le prix toujours plus évident qu'ils doivent payer pour cette politique, d'importantes occasions d'échanges commerciaux, - et partant de croissance et de développement - qui leur seraient mutuellement profitables. A cet égard, le fait que certains pays développés à économie de marché font encore et fortement dépendre leur coopération économique de considérations stratégiques et politiques influe défavorablement sur les échanges Est-Ouest.

96. Ces brèves observations devaient permettre de conclure que des progrès considérables dans l'établissement d'un modèle équilibré et soutenu de croissance et de développement économique à l'échelle mondiale - conditions indispensables à la sécurité dans le monde - pourraient être accomplis si l'on tenait compte et si l'on tirait très largement parti de ces interdépendances dans l'intérêt mutuel, par une expansion de la coopération internationale et une promotion de tous les échanges économiques et commerciaux internationaux. En fait, on peut même affirmer que tous les principaux groupes dans le monde ont certainement intérêt à surmonter les divisions économiques et politiques existantes. Inversement, si chacun de ces grands groupes entreprend, de sa propre initiative ou parce qu'il n'a pas d'autres possibilités, de réaliser la croissance et le développement avec le minimum d'interaction avec les autres, les résultats de cette action représenteront sans nul doute une autre solution avantageuse pour tous. La course aux armements influe fortement sur l'instauration d'un nouvel ordre économique international. De fait, comme nous le verrons au chapitre IV, la course aux armements a des conséquences économiques et sociales si nuisibles que sa poursuite est incompatible avec l'instauration d'un tel ordre 41/.

97. Une étude réalisée il y a près de 10 ans par un groupe d'experts des Nations Unies a permis de conclure que le désarmement serait de la plus grande importance pour le développement mais que, fondamentalement, ces deux questions sont distinctes l'une de l'autre et qu'il faudrait donc les aborder vigoureusement et séparément et que les efforts pour promouvoir le développement ne doivent être ni différés ni ralentis simplement parce que les progrès dans la voie du désarmement ont été lents 42/. Cette conclusion est toujours vraie - le Groupe estime que l'octroi et l'accroissement de l'aide ou d'autres mesures de coopération économique ne devraient pas dépendre du désarmement. Nous sommes cependant convaincus que, compte tenu du caractère de plus en plus urgent que revêtent ces deux questions à la suite d'événements qui se sont produits ultérieurement, un réexamen de leurs relations s'impose actuellement.

---

41/ Pour plus de détails sur ce thème général, voir Constantin Vlad et autres, Disarmament and the New International Order, Académie Stephan Gheorghiu, Bucarest 1980, Rapport établi à l'intention du Groupe. Voir aussi par. 16 du Document final de la dixième session extraordinaire (résolution S-10/2).

42/ Le désarmement et le développement, ST/ECA/174 (publication des Nations Unies, numéro de vente : F.73.IX.1).

98. Notre examen de la question est encore loin d'être complet, mais l'étude qui est faite dans le présent chapitre permet déjà provisoirement de conclure qu'il existe une importante relation théorique entre le désarmement et le développement. Nous avons soutenu que la course aux armements fait peser une menace sur la sécurité des nations et que le désarmement, sous un contrôle international efficace, particulièrement le désarmement nucléaire, renforcerait directement la sécurité. Nous avons aussi soutenu que les différents facteurs suivants aggravent les menaces de caractère non militaire à la sécurité des Etats : a) la réduction générale des perspectives de croissance économique; b) les difficultés matérielles qui se profilent - notamment dans le domaine de l'énergie et de certaines matières premières non renouvelables mais également les graves contraintes qui pèsent sur notre environnement - et c) la concentration inacceptable sur le plan moral et dangereuse sur le plan politique de la richesse et de la pauvreté.

99. Un effort soutenu de développement mondial doit expressément tenir compte du dernier de ces facteurs et doit être compatible avec des difficultés matérielles connues et prévisibles. En d'autres termes, les Etats devraient placer leur sécurité et leurs intérêts nationaux dans une perspective plus large et à plus long terme et reconnaître qu'ils ne pourraient atteindre les buts importants qu'ils se sont fixés à cet égard qu'au moyen de la coopération et de compromis mutuels. En outre, la croissance économique est une condition indispensable au développement et les Etats sont de plus en plus amenés à reconnaître que leurs perspectives économiques sont très largement influencées par une interdépendance de plus en plus accentuée avec les autres Etats. Il est incontestable que les efforts tendant à refuser de reconnaître cette interdépendance ou de faire obstacle à son renforcement assombriraient considérablement les perspectives économiques mondiales, et plus particulièrement celles des pays en développement. Inversement, le développement de l'interdépendance et le resserrement de la coopération économique internationale serviraient grandement les intérêts économiques de tous les Etats, surtout à moyen et à long terme.

100. Dans l'ensemble, le développement mondial continu repose dans une large mesure sur ce que nous avons appelé la gestion en commun de l'interdépendance dans ses dimensions politiques, économiques et physiques. Il reste à savoir seulement si cette perspective se concrétisera et se poursuivra au cas où la course aux armements ne se ralentirait pas. Sans aucun doute, nous ne pouvons répondre que par la négative à cette question. En fait, le climat politique qui va de pair avec la course aux armements semble être aux antipodes mêmes d'un esprit de coopération et de compromis mutuel authentique et persistant. La gestion en commun de l'interdépendance peut être un choix éminemment judicieux, voire même nécessaire, si l'on veut concrétiser les aspirations économiques et sociales mondiales, mais l'on doit considérer que cette perspective manque plutôt de réalisme aussi longtemps que la course aux armements se poursuivra. De ce point de vue fondamental, le désarmement et le développement sont donc étroitement liés.

101. Les autres parties du présent rapport portent essentiellement sur les dimensions purement économiques des relations entre le désarmement et le développement qui, comme nous le verrons, confirment dans une très large mesure l'idée que d'importantes contradictions existent entre la poursuite de la course aux armements d'une part, et, d'autre part, la satisfaction des aspirations de la communauté internationale en matière de développement.

/...

### CHAPITRE III

#### UTILISATION ACTUELLE DES RESSOURCES A DES FINS MILITAIRES

102. Du point de vue historique, les 35 années écoulées depuis la seconde guerre mondiale représentent une période exceptionnelle à bien des égards, et l'un des aspects les plus frappants en est l'ampleur et la persistance de l'effort militaire mondial. On peut particulièrement constater ce phénomène en considérant l'évolution des dépenses militaires mondiales au cours des 60 dernières années (diagramme III.1). En 1980, les dépenses militaires mondiales atteignaient 500 milliards de dollars, soit environ 6 p. 100 de la production mondiale <sup>43/</sup>. En termes réels, ce chiffre représente un volume de dépenses presque quatre fois supérieur à ce qu'il était à la fin de la guerre et plus de 25 fois ce qu'il était au début du siècle.

103. Les dépenses militaires mondiales ont atteint des niveaux aussi élevés en progressant par à-coups. Une accélération rapide s'est produite au début des années 50 avec la guerre de Corée, au début des années 60 avec l'accroissement de l'arsenal de missiles stratégiques des Etats-Unis et à la fin des années 60 avec la guerre en Asie du Sud-Est et l'accroissement de l'arsenal de missiles stratégiques soviétiques. Après chacun de ces événements, les dépenses militaires mondiales se sont stabilisées à un niveau supérieur au précédent. Il est à noter qu'elles étaient déjà très élevées au départ. En 1948, date à laquelle le début de la guerre froide avait déjà mis un terme à la démobilisation de l'après-guerre, les dépenses militaires mondiales dépassaient encore largement les 100 milliards de dollars (aux prix de 1978), soit à peine moins qu'à la veille de la seconde guerre mondiale. De plus, un certain nombre de facteurs ont contribué à une augmentation plus constante des dépenses militaires, dont l'un des plus notables a été l'importance attachée à l'amélioration qualitative de l'armement. Aux Etats-Unis, cette préoccupation a entraîné une augmentation moyenne annuelle de 5,5 p. 100 du coût réel des principaux systèmes d'armement <sup>44/</sup>. Entre autres facteurs, on peut citer également l'accroissement lent mais continu des effectifs militaires, l'augmentation des coûts par personne même avec le régime de la conscription, et le nombre important d'Etats ayant accédé à l'indépendance qui ont entrepris de mettre sur pied des forces armées nationales. En relation avec ce dernier aspect de la question, on a pu observer une tendance lente mais constante des dépenses militaires mondiales à une dispersion géographique plus grande. En d'autres termes, ces dépenses sont encore essentiellement imputables à l'OTAN et à l'Organisation du Pacte de Varsovie, mais la valeur des ressources affectées à l'armement a augmenté plus rapidement, en moyenne, au cours des 25 dernières années, qu'au sein de ces deux alliances (voir par. 165 ci-après).

---

<sup>43/</sup> World Armaments and Disarmament, Annuaire de 1981 du SIPRI (Londres; Taylor and Francis Ltd. 1981), p. XVII.

<sup>44/</sup> Chambre des représentants du Congrès des Etats-Unis, Committee on Armed Services, Hearings on Military Posture and HR 3689 /HR 6674/, Department of Defense, Authorizations for Appropriations for Fiscal Year 1976, avril-mai 1975, p. 1826.

104. Il est très largement reconnu que les dépenses militaires mondiales annuelles de l'après-guerre ont été trop élevées pour avoir une véritable signification : il est difficile de se faire une idée de ce que représentent 500 milliards de dollars. A titre de comparaison et pour donner une idée de la masse énorme des ressources affectées chaque année à des fins militaires, on a fait remarquer, par exemple, que durant de nombreuses années les dépenses militaires mondiales équivalaient à la somme des PNB de tous les pays d'Afrique et d'Amérique latine ou que ces dépenses représentaient encore près de 79 fois le total de l'aide publique au développement accordée par les pays de l'OCDE aux pays les plus démunis. A une plus petite échelle, on a fait remarquer que l'Organisation mondiale de la santé avait consacré une période de 10 ans et un peu moins de 100 millions de dollars pour éradiquer la variole alors qu'au cours de cette même période, un pays avait dépensé une somme beaucoup plus importante uniquement pour la mise au point d'une version plus perfectionnée d'un petit missile air-air <sup>45/</sup>. De fait, quel que soit le domaine et le niveau de comparaison retenus, les mêmes singulières priorités qui ont dominé la période de l'après-guerre apparaissent au grand jour.

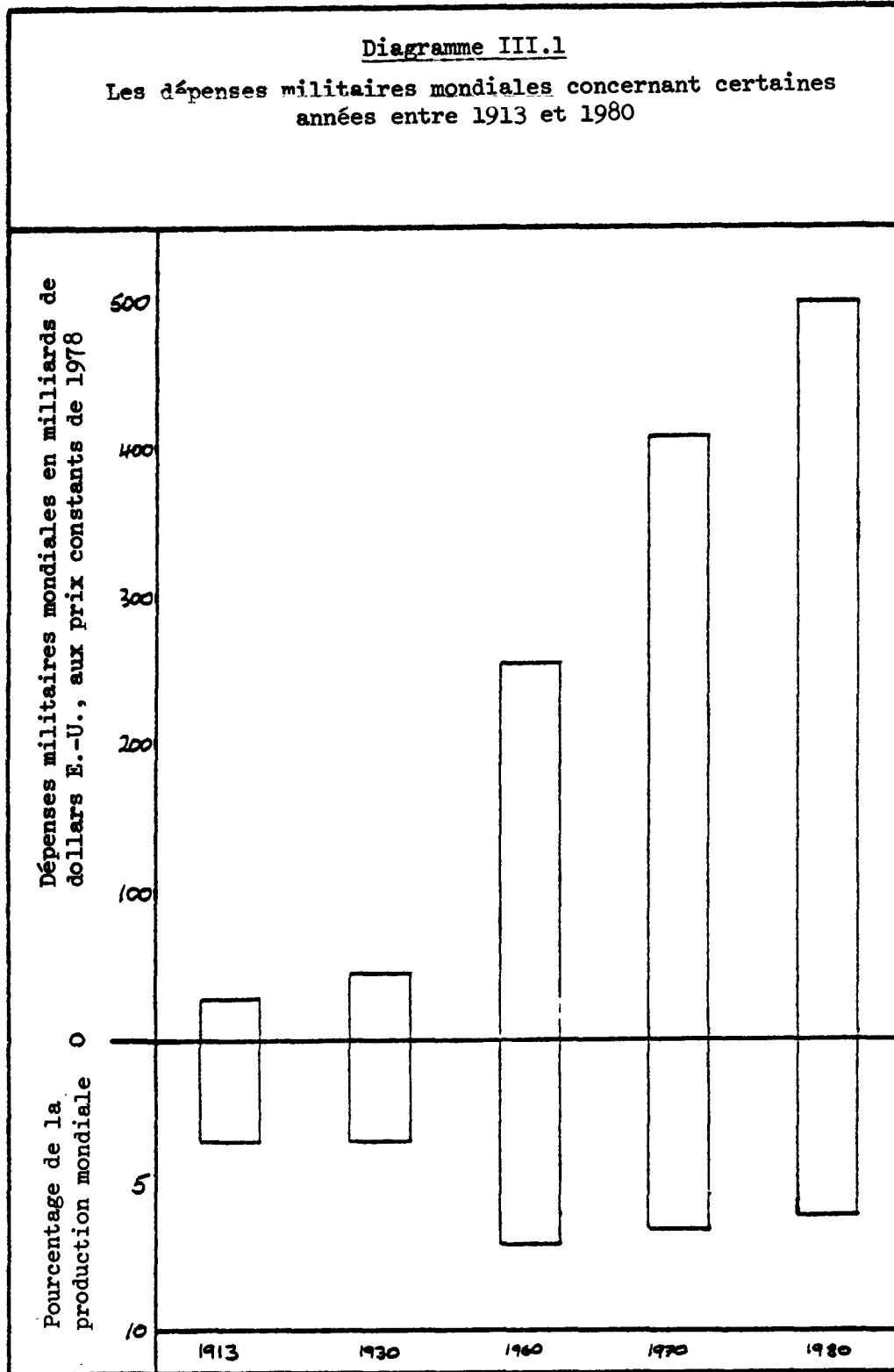
105. Certes, le moyen le plus efficace de rendre compte de l'importance et de l'évolution de l'arsenal mondial consiste à utiliser des données financières, mais cette méthode ne laisse pas apparaître une autre dimension économique importante de ce phénomène : les ressources humaines et matérielles réelles consacrées aux activités militaires mondiales. Les dépenses militaires mondiales servent à acheter le travail de dizaines de millions d'hommes, de vastes quantités de pétrole, de minéraux et d'autres matières premières, et constituent une source importante de demande pour des industries très diverses. Compte tenu de l'évolution récente et future de l'économie mondiale, il s'agit là d'une dimension de la course aux armements moderne qu'il faut étudier sans attendre et très attentivement. Au grand regret du Groupe, et malgré tous les efforts qu'il a déployés pour constituer, conformément aux termes de son mandat, une base de données fiable, il n'existe pratiquement aucune donnée pertinente, précise et complète en la matière. Non seulement c'est là une déception majeure, mais cela complique encore la tâche du Groupe qui peut difficilement s'acquitter de ses fonctions d'une manière équilibrée et réaliste.

106. La raison la plus importante et la plus évidente de cet état de choses est le secret. Des informations détaillées sur la consommation en matières premières et la capacité de production du secteur militaire pourraient être utilisées pour évaluer le taux de production réel et potentiel de différents types d'armements, le niveau technologique de l'industrie, etc. Cette information pourrait également être utilisée pour vérifier les données relatives aux budgets militaires. Une autre raison probable est que, compte tenu du fait que la défense nationale est un objectif prioritaire d'une telle importance, son coût réel, et particulièrement son coût détaillé en ressources humaines et matérielles réelles, peut être considéré dans de nombreux pays comme un aspect secondaire.

---

<sup>45/</sup> World Armaments and Disarmament, Annuaire de 1976 du SIPRI (Almquist et Wiksell, Uppsala 1976), p. 129.





Source : SIPRI, Armaments and Disarmament in the Nuclear Age, (Stockholm, Almquist and Wiksell, 1976) p. 12 et World Armaments and Disarmament, Annuaire de 1981 ... du SIPRI ... p. 74.

107. Le Groupe estime qu'il est nécessaire de remettre en question et de modifier rapidement les attitudes adoptées actuellement au sujet de l'élaboration et de la diffusion d'informations sur les activités militaires. On observe actuellement une sorte de cercle vicieux dans lequel le secret excessif et inconsideré et la course aux armements tendent à se renforcer réciproquement. Une étude de la course aux armements de l'après-guerre prouverait sans le moindre doute que le secret excessif a contribué à intensifier la course aux armements en justifiant l'acquisition d'armements et en conduisant à la constitution de potentiels militaires qui se sont par la suite révélés inutiles ou excessifs, et qui sont devenus irréversibles du fait de l'inertie ou de mesures de compensation prises par l'adversaire. Cette conséquence du secret est naturellement d'une importance capitale, mais elle s'accompagne d'un manque de données et d'informations sur les conséquences économiques des activités militaires, en particulier sur les ressources humaines et matérielles réelles utilisées, qui est également très important. Les perspectives économiques mondiales pour les 10 ou 20 ans à venir sont plutôt austères. Les dégâts causés par le gaspillage et l'utilisation irrationnelle des ressources réelles se font de plus en plus sentir dans le monde. Il est certain que ces circonstances appellent une étude plus rigoureuse et plus systématique des ressources réelles consacrées aux activités militaires que ce qui est fait aujourd'hui, semble-t-il, dans la plupart des pays.

108. Toutefois, comme l'un des buts principaux du présent rapport est d'examiner les effets économiques de la course aux armements et d'évaluer les mesures à prendre pour faciliter la reconversion et la réaffectation à des fins civiles des ressources humaines et matérielles réelles consacrées actuellement à des activités militaires, il est nécessaire de tirer profit au maximum des données disponibles. La suite du présent chapitre traite aussi complètement que possible de l'utilisation qui est faite à des fins militaires de la main-d'oeuvre (y compris des scientifiques), des capacités industrielles, des matières premières et de la terre. Dans la mesure du possible, des évaluations mondiales ont été établies bien que, comme on le verra, les marges d'erreur soient probablement considérables. On ne dispose pas de données suffisantes sur l'utilisation de l'air, de l'eau et de l'espace à des fins militaires, mais il s'agit là de trois ressources importantes qui devraient être protégées contre la dégradation que leur font subir la production, le déploiement et le stockage des armes, en particulier des armes nucléaires, et l'évacuation des sous-produits de ces activités. Les incidences des accidents liés aux armes nucléaires, que des données à ce sujet soient ou non disponibles, ajoutent à l'urgence de cette question.

109. On a également traité séparément deux autres aspects de la question militaire moderne. Le premier est la recherche-développement dans le domaine militaire. La capacité mondiale de recherche-développement (c'est-à-dire, la capacité à réaliser des progrès scientifiques et techniques) est une ressource d'une importance vitale pour l'avenir de l'humanité, mais la proportion de cette ressource détournée à des fins militaires reste exceptionnelle par son importance. Le deuxième aspect est le commerce international des armes, ou plus exactement peut-être, le trafic d'armes international étant donné que ces transactions ne sont pas prises en compte dans les statistiques commerciales internationales. Indépendamment de son

/...

importance politique, le trafic d'armes a des répercussions économiques importantes, surtout en raison du fait que les importateurs sont essentiellement des pays en développement. La fin du présent chapitre traite à l'aide de données financières des mesures plus communes du poids économique des activités militaires.

#### A. La main-d'oeuvre

110. Les activités militaires occupent des dizaines de millions d'hommes dans le monde : soldats, marins, aviateurs, personnel de bureau, scientifiques, ingénieurs ou simples travailleurs. On a estimé que plus de 100 millions de personnes étaient concernées, directement ou indirectement, par les 500 milliards de dollars que le monde consacre actuellement aux préparatifs militaires <sup>46/</sup>. Nous n'avons pas été en mesure d'étayer ce chiffre par des données précises, mais d'après les estimations indiquées plus loin, environ 50 millions de personnes sont employées, directement ou indirectement, pour répondre à la demande de biens et de services militaires.

111. Même ce dernier chiffre comprend des catégories de main-d'oeuvre qui dépendent dans des conditions et dans une mesure différentes des dépenses militaires. Il nous faut distinguer cinq catégories de demandes de main-d'oeuvre devant être considérées comme créées ou financées par les dépenses militaires :

a) Le personnel, y compris les militaires en uniforme, engagés directement par les ministères de la défense pour exercer des fonctions ou fournir des biens et services à caractère exclusivement militaire, c'est-à-dire des biens et services n'ayant aucune utilité civile dans la pratique;

b) Le personnel employé à la fourniture de biens et de services intermédiaires aux entreprises travaillant à satisfaire la demande directe des ministères de la défense en biens et services militaires finis et spécialisés. Cet emploi indirect financé par les dépenses militaires représente l'emploi au niveau des sous-traitants, de leurs fournisseurs, etc. A ce niveau, il reste nécessairement un certain degré de spécialisation militaire, mais celui-ci diminue rapidement au fur et à mesure que l'on descend le long de la chaîne de fabrication.

c) Le personnel des industries et des services travaillant à satisfaire la demande directe des ministères de la défense en biens et services ne présentant que peu de différences avec ceux du marché civil;

d) Le personnel employé à la fourniture de biens intermédiaires aux entreprises visées à l'alinéa c), c'est-à-dire une deuxième catégorie de main-d'oeuvre financée indirectement par les dépenses militaires;

---

<sup>46/</sup> Ruth Leger Sivard, World Military and Social Expenditure, 1980 (Leesburg, publication de l'Institut international d'études stratégiques, Virginia, 1980), p. 8.

e) Le personnel dont l'emploi est lié à la notion de coefficient multiplicateur, qui est tout à fait différent du personnel relevant des quatre autres catégories. Toute dépense, y compris les dépenses militaires, subit un effet multiplicateur qui se répercute dans toute l'économie. Si par exemple, le coefficient multiplicateur d'un pays donné est évalué à 2, une dépense de 10 milliards de dollars se traduira par une augmentation totale finale de la demande effective de 20 milliards de dollars. Si l'économie n'est pas déjà dans une situation de plein emploi, il en résulte qu'en plus des travailleurs directement ou indirectement employés à la fourniture de biens et de services à la défense, d'autres emplois seront créés au fur et à mesure que les dépenses militaires se répercutent dans les circuits de l'économie. Cependant, à la différence des autres catégories d'emploi liées à la défense et mentionnées plus haut, on ne peut pas dire que celles-ci soient "absorbées" par le secteur de la défense.

112. A un certain niveau, on cherche à évaluer l'importance de la main-d'oeuvre engagée directement dans des activités n'ayant aucune utilité économique civile, c'est-à-dire la main-d'oeuvre retirée complètement de la production socialement utile pour des raisons militaires, ou encore la catégorie a) susmentionnée. Les ressources de main-d'oeuvre dont il s'agit ici comprennent les forces armées régulières et certaines forces paramilitaires ayant des fonctions et des capacités similaires, les civils employés par les ministères de la défense, les scientifiques et les ingénieurs travaillant à la recherche-développement dans le domaine militaire et les ouvriers directement employés à la production d'armements et d'autres équipements militaires spécialisés.

113. A l'heure actuelle, les forces armées régulières du monde représentent un total de 25 millions de personnes. Ce chiffre a augmenté régulièrement au cours des 20 dernières années, mais s'est nettement stabilisé dans les pays développés tout en augmentant dans de nombreux pays en développement. Le chiffre mondial de 1980 était supérieur de plus de 10 p. 100 à celui de 1970 et de presque 30 p. 100 à celui de 1960. Les pays de l'OTAN et de l'Organisation du Pacte de Varsovie représentent un peu plus de 40 p. 100 du total, la Chine environ 17 p. 100 et les pays en développement d'Asie, d'Afrique et d'Amérique latine environ 38 p. 100. On ne dispose pas de statistiques à cet égard, mais il est important de noter que la gamme des qualifications et de l'expérience des forces armées régulières est très large. Il semble qu'une proportion énorme de ces forces soit composée de jeunes hommes valides ayant suivi au mieux un enseignement secondaire et connaissant seulement les techniques de base du maniement des armes employées dans l'infanterie. Cependant, il y aurait en même temps un nombre important (qui se chiffre par millions dans le monde entier) de mécaniciens, techniciens, ingénieurs, pilotes et personnes ayant une expérience d'organisation et de gestion. En fait, l'accroissement de la demande militaire de personnels spécialisés de tout genre est un phénomène universellement observé.

114. Les forces paramilitaires sont des forces dont les fonctions et les activités se situent entre celles de la police civile et celles des forces armées régulières. L'Institut international d'études stratégiques a estimé que le nombre de personnes engagées dans les forces paramilitaires ayant des fonctions et des qualifications

/...

(en matière de formation, d'organisation et d'équipement) voisines de celles des forces armées régulières dans le monde serait d'environ 10 millions <sup>47/</sup>. En général, les dépenses destinées aux forces paramilitaires ne figurent pas dans les budgets militaires officiels. Ces dépenses ne sont pas négligeables dans le contexte actuel car il est logique de penser qu'un climat international permettant la mise en oeuvre de mesures de désarmement serait également favorable à des réductions des forces paramilitaires. En fait, des mesures de désarmement pourraient même nécessiter ces réductions.

115. Une troisième catégorie de personnel est celle des civils employés par les ministères de la défense. Les données disponibles sur cette catégorie sont loin d'être complètes mais on peut faire l'évaluation mondiale très approximative suivante. En 1975, neuf pays (l'Australie, le Canada, les États-Unis d'Amérique, la France, le Japon, les Pays-Bas, la République fédérale d'Allemagne, le Royaume-Uni et l'URSS) employaient 2,5 millions de civils dans leurs ministères de la défense respectifs (voir A/32/88/Add.1, sect. II). Ces neuf pays représentaient les deux tiers de la dépense militaire mondiale, de sorte qu'en supposant une relation linéaire et en procédant à un léger ajustement vers le haut pour tenir compte de l'augmentation consécutive du volume et du coût des forces armées mondiales, on peut estimer que 4 millions de civils environ sont actuellement employés par les ministères de la défense dans le monde.

116. La quatrième catégorie de personnel, les scientifiques et les ingénieurs employés dans des activités de recherche-développement (R-D) dans le domaine militaire, revêt une importance particulière tant du point de vue militaire que du point de vue des conséquences économiques et sociales. Les activités de R-D dans le domaine militaire sont examinées plus en détail plus loin et on peut simplement noter ici que dans le monde, on évalue à 500 000 le nombre de scientifiques et d'ingénieurs employés dans la recherche-développement à des fins militaires.

117. Nous avons donc établi jusqu'ici que 39,5 millions de personnes sont employées directement dans des activités purement militaires, mais il convient de nuancer quelque peu l'affirmation selon laquelle cette main-d'oeuvre serait totalement improductive du point de vue civil. On fait souvent appel aux forces armées pour des opérations de secours en cas de catastrophe, par exemple. Dans de nombreux pays, les forces armées sont également employées à certaines activités civiles. De même, une partie de la R-D militaire concerne la recherche fondamentale qui peut avoir une utilité civile, à condition, bien sûr que cette activité ne soit pas considérée secrète. De même, la recherche-développement militaire spécialisée peut toujours avoir des retombées civiles. Toutefois, ces réserves n'enlèvent rien à la portée générale du fait que des ressources humaines importantes sont utilisées à des fins militaires.

---

<sup>47/</sup> Institut international d'études stratégiques, Military Balance 1978-79, (Londres), p. 90-91. De plus, de nombreux pays entretiennent des forces paramilitaires ayant des fonctions de simple police.

118. Le dernier type de personnel de la catégorie a), les travailleurs directement employés à la production d'armements et autres équipements militaires spécialisés est peut-être le plus difficile à évaluer avec exactitude. Une récente enquête de la Fédération internationale des organisations de travailleurs de la métallurgie a laissé entendre que 2,8 millions de travailleurs étaient employés à ce type d'activité dans les pays à économie de marché 48/. Malheureusement, on ne dispose pas de données analogues pour la plupart des autres pays du monde, ce qui ne permet pas d'établir une estimation fiable. Une extrapolation de ce chiffre à l'échelle du monde laisse à penser que la main-d'oeuvre industrielle affectée à la production militaire serait au moins de l'ordre de cinq millions. La validité générale de cette estimation peut être vérifiée de la manière suivante. A la fin des années 70, aux Etats-Unis, 8 à 10 p. 100 de la main-d'oeuvre industrielle était employée à la production d'armements et d'équipements militaires, soit 1,5 à 1,8 million de travailleurs 49/. Plus précisément pour 1976, les données officielles des Etats-Unis indiquent que 1,54 million de travailleurs de l'industrie étaient directement employés à des activités liées à la défense 50/. De plus, environ 250 000 travailleurs étaient engagés dans la production militaire dans le cadre du Foreign Military Sales Programme, soit un total de 1,79 million 51/. Si l'on considère que les Etats-Unis entrent pour une part de 30 à 35 p. 100 dans la production mondiale d'armes, le nombre total de travailleurs employés à cette activité est évalué entre 4 et 6 millions.

119. Il s'agit là bien sûr d'une estimation très approximative. Comme on pourra le voir, l'estimation de la part des Etats-Unis dans la production mondiale d'armements et d'équipements militaires spécialisés est aussi très approximative. De même, l'hypothèse selon laquelle la relation entre les dépenses et l'emploi dans tous les pays producteurs d'armements serait la même qu'aux Etats-Unis est naturellement discutable. Une autre difficulté importante tient au fait qu'il n'est pas possible d'affirmer sur la base des données disponibles que l'estimation énoncée plus haut porte exclusivement sur le personnel directement employé à la production d'équipement militaire spécialisé et ne tient pas compte de l'emploi indirect aux niveaux de la sous-traitance et d'autres secteurs d'aval. Cette distinction est particulièrement essentielle si l'on veut évaluer l'importance approximative du travail de reconversion industrielle que suppose le désarmement. Si des problèmes

---

48/ Fédération internationale des organisations des travailleurs de la métallurgie, Les organisations de travailleurs de la métallurgie et l'industrie de l'armement (Genève), 1979, p. 7.

49/ Jacques S. Gansler, The Defense Industry, (Cambridge, M.I.T. Press, 1980), p. 4.

50/ Committee on Armed Services, Chambre des représentants du Congrès des Etats-Unis, Overall National Security Programs and Related Budget Requirements, décembre 1975, p. 11.

51/ Congressional Budget Office, The Effects of Foreign Military Sales on the Economy, Washington D.C., 23 juillet 1976. Cette étude a estimé qu'une interdiction complète des nouveaux contrats d'exportation d'armes entraînerait, directement, ou indirectement, la suppression de 350 000 emplois aux Etats-Unis. Le chiffre de 250 000 est une estimation des personnes directement employées que nous avons nous-mêmes établie.

de reconversion industrielle devaient se poser du fait du désarmement, ils concerneraient essentiellement les entreprises et les industries travaillant à la fourniture de matériels militaires finis. Au Royaume-Uni, par exemple, le nombre total de personnes employées dans les industries liées à la défense en 1978 était estimé à 713 000, mais 40 p. 100 seulement (288 000) d'entre eux étaient directement employés à la production d'équipements militaires spécialisés. Les autres étaient directement employés dans le domaine de la fourniture de biens et services non spécialisés au Ministère de la défense (100 000), ou occupaient des emplois indirectement liés à la demande militaire, tant spécialisée que non spécialisée (325 000) 52/.

120. La majeure partie des informations disponibles sur les emplois liés à la défense ne font pas une distinction nette entre les emplois directs et indirects, ni entre la production spécialisée et la production non spécialisée. En définitive, il semble que le nombre des emplois industriels directs liés à la fourniture d'équipements militaires spécialisés dans le monde soit plus proche du chiffre inférieur de la fourchette indiquée plus haut, soit 4 millions environ.

121. Notre estimation globale de la main-d'oeuvre directement employée dans le secteur militaire pour la fourniture de biens et services à caractère spécialisé - y compris les services fournis par les personnels militaires en uniforme - est donc de quelque 43,5 millions. Ce chiffre représente les effectifs qui doivent être réaffectés à des activités économiquement productives et qui sont directement concernées par l'application de mesures de désarmement et les nécessités de reconversion qui lui sont liées.

122. Nous pouvons également essayer d'élargir notre cadre de référence pour englober les quatre autres catégories d'emplois liés à la défense et mentionnées au paragraphe 111. En ce qui concerne l'emploi direct associé aux achats par les militaires de biens et services civils, les données du Royaume-Uni indiquent qu'il représente environ 50 p. 100 de l'emploi direct lié à une demande spécialisée. En extrapolant grossièrement cette relation, on obtient un chiffre global d'environ deux millions. Cette estimation est probablement en-dessous de la vérité car pratiquement tous les pays sont à même de satisfaire la demande militaire en biens et services civils, essentiellement à partir de sources nationales; la production d'armement, en revanche, est concentrée dans un très petit nombre de pays. Il est certain que cette catégorie d'emplois liés à la défense ne pose aucun problème majeur de reconversion. Si les gouvernements adoptent des mesures pour compenser la baisse de la demande effective résultant de la mise en application de mesures de désarmement, la production affectée auparavant au secteur militaire pourrait facilement trouver d'autres débouchés.

---

52/ Chris Pite "Employment and Defence", Statistical News, No 51, novembre 1980, p. 19.

123. L'emploi industriel financé indirectement par les commandes militaires représente probablement une proportion de 50 à 100 p. 100 de l'emploi direct, soit un effet multiplicateur de 1,5 à 2. Il s'agit là d'une fourchette établie pour les Etats-Unis 53/; le chiffre du Royaume-Uni est d'environ 1,8 54/. Si l'on part d'une estimation grossière de six millions pour le total des emplois industriels directs dans le monde, il s'ensuit que 3 à 6 millions d'emplois industriels supplémentaires sont indirectement financés par les dépenses militaires. Il convient d'insister encore une fois sur le fait que la production liée à cet emploi indirect sera principalement orientée, dans le cas du désarmement, vers des marchés civils qui seraient en expansion grâce à la mise en oeuvre de programmes de compensation.

#### B. La production industrielle militaire

124. Les administrations militaires modernes passent des commandes à des entreprises industrielles très diverses. Dans certains cas, ces entreprises n'existent que pour répondre à la demande militaire : par exemple, pour fabriquer des tourelles de chars ou des obus d'artillerie. Dans d'autres cas, l'industrie peut fournir aussi bien des clients militaires et civils en produits tout à fait similaires, bien que les produits militaires puissent nécessiter des normes plus strictes en matière de qualité, de précision et de fiabilité. Enfin, l'administration militaire achète toute une gamme de produits identiques à ceux vendus aux clients civils : par exemple, les véhicules de transport et le matériel de bureau. De plus, bien sûr, tous ces fournisseurs de produits industriels finis au secteur militaire passent des commandes aux fournisseurs de pièces détachées et de composants et ainsi de suite jusqu'aux fournisseurs de produits de base tels que l'aluminium, l'acier et les matières plastiques.

125. Il n'est pas facile d'évaluer l'importance de la production industrielle militaire mondiale. Un point de départ logique est la rubrique budgétaire "achats", qui figure dans les statistiques officielles de la plupart des principaux pays producteurs d'armements. Dans les principaux pays occidentaux producteurs d'armements, la part des achats dans le budget militaire se situe entre 13 et 22 p. 100 55/. Toutefois, ces données portent plutôt sur des achats d'équipements importants et sous-estiment largement la valeur de la production industrielle suscitée par la demande militaire. Les principales omissions semblent concerner la production destinée à l'exportation, les composants et pièces détachées et toute la gamme des produits industriels qui sont utilisés ou consommés par le secteur militaire mais qui par ailleurs ne se distinguent pas des produits civils. Aux Etats-Unis, par exemple, le montant des achats inscrits au budget militaire pour 1975 et 1976 était respectivement de 15,2 milliards de dollars et 16 milliards de dollars, alors que

---

53/ Le chiffre de 1,5 pour les Etats-Unis figure dans le National Defense Budget for FY 1979, Department of Defense, Washington D.C., 1978, p. 102 et le chiffre de 2 est tiré de l'étude de M. H. Best et W. Connolly, The Politicized Economy (Lexington, Mass.; C. D. Heath, 1976), p. 55 et 56.

54/ Chris Pite, loc. cit.

55/ R. Väyrynen et H. Tuomi, Transnational Corporations, Armaments and Development, p. 13 (rapport établi pour le Groupe).



les livraisons de produits industriels destinées à la défense pour ces années représentaient respectivement 29,21 milliards de dollars et 34 milliards de dollars 56/.

126. Pour les années 1976 et 1977, on dispose de données permettant d'évaluer à 95,5 milliards de dollars la production industrielle militaire des Etats-Unis, de l'URSS, de la France, du Royaume-Uni, de la République fédérale d'Allemagne, de l'Italie et de sept autres pays d'Europe occidentale 57/. Il est difficile d'évaluer de combien il faudrait majorer ce chiffre pour obtenir une évaluation au niveau mondial. D'une part, de nombreux pays dont la production de défense locale est importante tels que la Chine, le Japon, la Tchécoslovaquie, Israël, l'Inde et le Brésil ont été omis 58/. D'autre part, le chiffre cité engloberait, dans l'ensemble, la production destinée à l'exportation et les quatre principales puissances sur lesquelles portent les estimations se taillent la part du lion dans le commerce international d'armes. En d'autres termes, si l'on considère que la production industrielle militaire représente par exemple 20 p. 100 de la totalité des dépenses militaires du reste du monde, cela peut supposer des chevauchements considérables dans les données disponibles.

127. Toutefois, il semblerait qu'une estimation de 105 milliards de dollars pour la production industrielle militaire mondiale en 1976-1977 soit tout à fait plausible et même en-deçà de la réalité. Si l'on prend les évaluations faites par l'Institut international de recherches pour la paix de Stockholm et l'Arms Control and Disarmament Agency des Etats-Unis (ACDA) des dépenses militaires de la Chine (35 à 40 milliards de dollars en 1976), la production industrielle militaire de ce pays porterait à elle seule notre estimation globale à près de 105 milliards de dollars 59/. Et l'on sait que beaucoup d'autres pays ont une capacité industrielle importante.

128. Notre estimation de 105 milliards de dollars représente 30 p. 100 de la dépense militaire mondiale de 1976. Ce chiffre global est plausible si l'on considère que la production industrielle militaire est une activité qui va bien au-delà du simple achat d'armes importantes. Toutefois, pour traduire l'insuffisance des données dont on dispose et les facteurs contradictoires qui influent sur notre estimation, il semblerait raisonnable d'utiliser une fourchette de 28 à 32 p. 100 des dépenses militaires mondiales comme estimation de la valeur de la production industrielle affectée à des fins militaires. Ces estimations pour la période 1977-1980 calculées d'après les données de l'Institut international de recherches pour la paix de Stockholm sur les dépenses militaires mondiales figurent dans le tableau III.1.

---

56/ Ibid., et M. Kaldor, The Role of Military Technology in Industrial Development, p. 85 (rapport établi pour le Groupe).

57/ M. Kaldor, op. cit., voir aussi D. Greenwood, West European Defence Efforts in the 1970s and Beyond (rapport établi pour le Groupe).

58/ World Armaments and Disarmament, Annuaire de 1981 du SIPRI, p. 74 à 82.

59/ La Chine a récemment rompu un silence de 18 ans sur ses dépenses militaires. Converties au taux de change touristique (1,6 yuan pour un dollar) les dépenses officiellement déclarées sont nettement inférieures aux estimations de l'Institut international de recherches pour la paix de Stockholm et du Centre asiatique d'administration pour le développement. A savoir, 8,05 milliards de dollars en 1977; 9,98 milliards de dollars en 1978 et 12,8 milliards de dollars en 1979. (Pékin informations, No 29, 20 juillet 1979).

Tableau III.1

Valeur estimative de la production industrielle  
militaire mondiale (en millions de dollars E.-U.,  
prix et taux de change de 1978)

---

<u>Année</u>	
1977	121 400 - 138 700
1978	123 200 - 140 800
1979	124 800 - 142 700
1980	127 500 - 145 700

---

129. Ces estimations font nettement ressortir que la majeure partie de la production industrielle militaire est entreprise par les pays industrialisés. La production industrielle à des fins militaires dans les pays en développement (à l'exclusion de la Chine) représenterait moins de 5 p. 100 du total mondial bien que ces pays possèdent presque la moitié du personnel militaire en uniforme et représentent environ 16 p. 100 des dépenses militaires mondiales. Cette estimation de la part approximative des pays en développement est confirmée par l'Arms Control and Disarmament Agency des Etats-Unis, qui évalue à plus de 5 milliards de dollars la valeur des armes et de l'équipement militaire produit dans ces pays en 1979 60/. Les pays en développement ayant investi le plus largement dans les industries de la défense sont notamment l'Afrique du Sud, le Brésil, la Corée du Nord, la Corée du Sud, l'Inde et Israël 61/. De nombreux autres pays déploient des efforts moins importants mais déterminés en ce domaine.

130. La demande militaire en biens industriels est indiscutablement importante : d'après nos estimations, ce marché représente au moins 127 milliards de dollars. Cependant, il est intéressant de ventiler quelque peu ce chiffre global et de le comparer aux agrégats nationaux. Du point de vue de la reconversion, il est particulièrement nécessaire de savoir quelle peut être la part de la demande

---

60/ Arms Control and Disarmament Agency des Etats-Unis, World Military Expenditure and Arms Transfer, Washington D.C., décembre 1980, p. 19.

61/ Selon la plupart des critères applicables, l'Afrique du Sud et Israël devraient être classés dans la catégorie des pays développés, de sorte que notre estimation de la part des pays en développement dans la production industrielle militaire tomberait sans doute à moins de 4 p. 100. En raison du manque de données fiables, les évaluations de l'importance de la production destinée à la défense sont très subjectives, car fondées principalement sur le nombre de modèles et la complexité des armes produites. Pour cette raison, ces pays sont cités par ordre alphabétique, sans aucune idée de rang.

industrielle militaire par rapport à l'ensemble de l'économie, à des secteurs particuliers de l'économie et même à des entreprises particulières. En règle générale, on peut penser que l'importance de la demande militaire augmenterait au fur et à mesure que l'on descend le long de la pyramide, à partir des principaux éléments du PIB, jusqu'à des entreprises spécialisées dans la production de biens militaires.

131. Dans un certain groupe de pays occidentaux industrialisés, la demande militaire par rapport à la production industrielle totale et à la production totale de l'industrie manufacturière en 1977 se situait entre 1,1 et 7,5 p. 100 et 1,6 et 8,7 p. 100 respectivement. Ces pourcentages - même s'ils sont probablement plus élevés dans quelques autres pays - sont importants mais non considérables.

132. On pourrait s'attendre à trouver des proportions plus élevées dans les industries qui produisent les principaux matériels militaires -- aéronautique, construction navale, électronique et communications, etc. De fait, c'est bien le cas. Aux Etats-Unis, au milieu des années 70, environ 45 p. 100 du total des ventes de l'industrie aéronautique et 75 p. 100 de l'ensemble des fabrications nouvelles des chantiers navals étaient destinés à satisfaire la demande militaire 62/. Les données dont on dispose pour le Royaume-Uni, la France et la République fédérale d'Allemagne font apparaître une concentration analogue des activités à des fins militaires dans un certain nombre de secteurs d'activité. Par exemple, la part du secteur militaire dans la production annuelle de l'industrie aérospatiale (cellules, moteurs et missiles) était de 46 p. 100 en France, de 70 à 80 p. 100 en République fédérale d'Allemagne et au Royaume-Uni, elle a atteint environ 50 p. 100 en 1980 63/. La structure de l'industrie de la défense dans les principaux producteurs d'armes sera examinée plus en détail dans le chapitre V ci-dessous.

---

62/ Jacques S. Gansler, op. cit., p. 176 et 185.

63/ R. Väyrynen et H. Tuomi, op. cit., p. 22 (pour la France et la République fédérale d'Allemagne) et Statement on the Defence Estimates 1981, p. 46 (pour le Royaume-Uni).

C. Les matières premières

133. Les graves préoccupations exprimées au sujet des possibilités d'approvisionnements suffisants en pétrole et en minéraux, c'est-à-dire en matières premières non renouvelables, pour répondre aux besoins de l'homme et de l'industrie moderne, ont constitué l'un des faits les plus marquants des années 70. La préoccupation concernant les approvisionnements en est venue à rivaliser avec l'importance traditionnellement accordée à la demande effective comme principale contrainte pesant sur la croissance. Dans l'avenir immédiat, le problème est envisagé en fonction de la sécurité d'accès aux réserves de matières premières et non de leur épuisement. Tous les calculs et projections montrent qu'on dispose de vastes ressources dans l'écorce terrestre, suffisantes pour répondre, pour presque toutes les matières premières, aux besoins mondiaux jusqu'à la fin du siècle. Toutefois, moins de 20 ans nous séparent de la fin de ce siècle, de sorte que de véritables pénuries des ressources naturelles ne sont pas une perspective si lointaine sauf si l'on admet l'hypothèse que de nouvelles réserves importantes seront découvertes en temps opportun et pourront être techniquement et économiquement exploitables. De plus, les projections de la demande comparée aux réserves prouvées sont solidement fondées sur les expériences antérieures et sur la croissance de la consommation. La croissance accélérée et l'industrialisation des pays en développement dans le cadre du nouvel ordre international pourraient avoir un effet significatif sur la validité générale de ces projections. Le tableau III.2 fait ressortir le rapport entre les réserves prouvées en 1974 et les projections de la demande mondiale pour 16 importants minéraux non énergétiques entre 1974 et 2000.

134. Les réserves mondiales de pétrole et de minéraux sont fortement concentrées géographiquement : pour plus d'une douzaine de minéraux essentiels pour l'industrie, la part des trois pays qui disposent des plus vastes réserves dépasse 50 p. 100 <sup>64/</sup>. L'importance de cette situation apparaît clairement si l'on tient compte du fait que la consommation de minéraux est encore plus fortement concentrée géographiquement : les pays industrialisés à économie de marché - essentiellement l'Amérique du Nord, l'Europe occidentale et le Japon - consomment plus des deux tiers de la production annuelle des neuf principaux minéraux. La consommation des pays socialistes industrialisés se situe aux environs de 20 à 25 p. 100 du total mondial pour la plupart des minéraux. Entre 1971 et 1975, les pays en développement d'Afrique, d'Amérique latine et d'Asie (y compris la Chine) n'ont consommé que 7 p. 100 de la production mondiale d'aluminium, 9 p. 100 du cuivre et 12 p. 100 du minerai de fer. De ce fait, les principales nations consommatrices ont enregistré une forte diminution de leur degré d'autosuffisance dans le domaine des minéraux. En 1950, les Etats-Unis, par exemple, étaient tributaires des importations pour plus de 50 p. 100 de leurs besoins pour seulement quatre minéraux importants dans l'industrie et, en 1976, ce nombre était passé à 23. De fait, pour au moins

---

<sup>64/</sup> H. Hveem and Raino Malnes, Military Use of Natural Resources : the Case for Conversion and Control, Oslo, 1980, p. 58 (Rapport établi pour le Groupe).

12 minéraux, les Etats-Unis dépendent actuellement à plus de 80 p. 100 des importations. La dépendance vis-à-vis des importations est encore plus forte dans les pays membres de la Communauté économique européenne et au Japon où 75 p. 100 ou plus de ces minéraux essentiels que sont le minerai de fer, le nickel, le cuivre, la bauxite, le chrome, l'amiante, le manganèse, le cobalt, le zinc, le plomb et l'argent sont importés.

Tableau III.2

Rapport entre l'offre et les projections de la demande pour un certain nombre de minéraux non énergétiques

Minéral	Rapport entre les réserves récupérables (en 1974) et la demande cumulée entre 1974 et 2000	Variation en pourcentage des réserves mondiales prouvées entre 1970 et 1978
Aluminium	4,0	+ 317 (pour la bauxite)
Chrome	5,7	+ 248 (pour le chromite)
Niobium	10,0 +	-
Cuivre	1,3	+ 64
Minerai de fer	4,5	+ 3
Plomb	1,2	+ 43
Manganèse	4,9	+ 142
Nickel	2,1	-
Platine	3,1	-
Argent	0,4	-
Etain	1,3	+ 55
Titane	4,4	-
Tungstène	1,2	+ 36
Vanadium	7,5	-
Zinc	1,1	+ 41
Phosphate	2,6	- 9

Sources : Congrès des Etats-Unis, Joint Economic Committee, Special Study on Economic Change, vol. 2 : Energy and Materials : A shortage of Resources or Commitment? 96ème Congrès, 2ème session, 1er décembre 1980, p. 211, 214 et 215.

135. L'inquiétude devant la dépendance croissante vis-à-vis des minéraux importés est essentiellement liée à l'effet qu'aurait une rupture des approvisionnements sur la situation économique générale du pays consommateur. Les effets de cette situation sur la capacité d'une nation de mener une guerre sont une autre source majeure de préoccupation. Cette question comporte plusieurs aspects dont certains négatifs tels que l'éventualité envisagée de plus en plus explicitement ces dernières années d'un recours à la force en tant que moyen de garantir l'accès aux matières premières indispensables. Mais, dans ce cas, la préoccupation particulière est liée à l'importance de la consommation d'énergie et de minéraux à des fins militaires.

136. L'importance des activités militaires mondiales incite fortement à penser que la consommation à ces fins n'est pas insignifiante. L'accent mis depuis la seconde guerre mondiale sur la réalisation de coûteuses améliorations qualitatives dans les armements donnerait à penser que cette consommation n'a pas augmenté dans les mêmes proportions que les dépenses militaires mondiales. De même, l'augmentation spectaculaire du coût unitaire des armes en raison de leur complexité et de leur perfectionnement a contribué à la baisse progressive du volume de la production. L'accent mis sur les progrès qualitatifs permet aussi de conclure que l'importance relative du fer et de l'acier dans la consommation militaire a baissé alors que celle de l'aluminium, du titane et d'autres minerais peu courants a augmenté. Par exemple, la part du titane dans le poids d'un avion de combat perfectionné actuel est d'environ 20 à 25 p. 100 alors qu'elle n'était que de 8 à 10 p. 100 dans les modèles construits dans les années 50. Ce métal commence aussi à être utilisé dans les coques de certains types de sous-marins. De même, l'aluminium est maintenant très largement utilisé dans les superstructures des navires modernes. Enfin, pour construire et déployer les 200 missiles balistiques intercontinentaux mobiles basés à terre, il a fallu utiliser, selon les estimations, 10 000 tonnes d'aluminium, 2 500 tonnes de chrome, 150 tonnes de titane, 24 tonnes de beryllium, 890 000 tonnes d'acier et 2,4 millions de tonnes de ciment.

137. On ne peut établir une estimation de la consommation mondiale de minéraux à des fins militaires qu'en extrapolant à partir des données concernant les Etats-Unis, ce qui constitue une contrainte importante du fait que les Etats-Unis, bien qu'étant de gros consommateurs, n'occupent nullement une position dominante dans ce domaine. De plus il est difficile de réunir des données sur la consommation globale de certains minéraux qui soient comparables aux données disponibles sur la consommation militaire des Etats-Unis. Les estimations indiquées ci-dessous devraient donc être utilisées avec précaution.

138. La production industrielle à des fins militaires est fortement concentrée aux Etats-Unis, en Union soviétique et en Europe occidentale, mais même entre ces trois groupes, une étude comparative des dépenses militaires ne donne qu'un aperçu très approximatif de la consommation de minéraux à des fins militaires. L'ampleur du programme de production d'armes n'est pas la même d'un groupe à l'autre, pas plus que le degré d'importance donné à différents types d'armements. Les capacités technologiques varient elles aussi et la structure de la consommation de minéraux peut s'en ressentir considérablement. Nous ne pouvons guère que prendre note de cette difficulté, mais il convient de souligner que la fabrication d'un chasseur bombardier moderne ou d'un missile sol-air à moyenne portée nécessitera

/...

approximativement les mêmes quantités de métaux quel que soit l'endroit où il est fabriqué.

139. On trouvera au tableau III.3 nos estimations de la consommation mondiale de certains minéraux à des fins militaires. Afin de donner un aperçu des ordres de grandeur en cause, on peut souligner que dans le cas de l'aluminium, du cuivre, du nickel et du platine, la consommation globale estimative à des fins militaires dépasse la demande de ces minéraux à des fins militaires et autres dans l'ensemble de l'Afrique, de l'Asie (y compris la Chine) et de l'Amérique latine.

Tableau III.3

Consommation militaire estimative de certains minéraux  
en pourcentage de la consommation totale

<u>Minéral</u>	<u>Pourcentage</u>
Aluminium	6,3
Chrome	3,9
Cuivre	11,1
Fluorine	6,0
Minerai de fer	5,1
Plomb	8,1
Manganèse	2,1
Mercure	4,5
Nickel	6,3
Minerai de platine	5,7
Argent	6,0
Etain	5,1
Tungstène	3,6
Zinc	6,0

---

Sources : E. E. Hughes et autres, Strategic Resources and National Security : An Initial Assessment (Menlo Park : Stanford Research Institute, 1975). The Global 2000 Report to the President... Vol. II, p. 206-207.

Ces estimations ont été établies de la manière suivante : les données concernant la part des activités militaires dans la consommation nationale des Etats-Unis et la part des Etats-Unis dans la demande mondiale de ces minéraux ont été regroupées pour élaborer des estimations de la consommation du secteur militaire des Etats-Unis en pourcentage de la consommation mondiale. Les estimations mondiales ont alors été établies sur la base d'une évaluation grossière attribuant aux Etats-Unis une part d'environ un tiers dans la consommation mondiale de minéraux à des fins militaires. Cette évaluation est fondée sur les dépenses militaires relatives, la valeur relative de la production industrielle militaire (voir la section B du présent chapitre) et des études sur les programmes de production d'armements exécutés actuellement dans le monde.

140. La dernière question qu'il convient de mentionner dans la présente section est la consommation de pétrole à des fins militaires. Le pétrole est beaucoup plus important pour le secteur militaire que pour l'ensemble de l'économie car il représente plus des trois quarts de la consommation d'énergie globale militaire. En comptant la consommation indirecte, c'est-à-dire le pétrole consommé dans la production de biens et de services militaires, cette part a été évaluée à 5 ou 6 p. 100 de la consommation mondiale totale. Encore une fois, la proportion est énorme : 5 p. 100 de la consommation mondiale de pétrole représentent plus que la consommation de la France et près de la moitié de la consommation de l'ensemble des pays en développement (à l'exclusion de la Chine).

#### D. Les terres<sup>65/</sup>

141. Les données dont on dispose sur les terres utilisées à des fins militaires sont bien trop limitées pour permettre d'établir une estimation mondiale fiable. Il est toutefois presque certain, et cela n'est guère surprenant, qu'à l'échelle mondiale l'utilisation des terres à des fins militaires est très réduite, car elle représente moins de 0,5 p. 100 du total et peut-être même seulement 0,33 p. 100 du total. Cela dit, il ne s'ensuit pas nécessairement que l'utilisation des terres à des fins militaires soit sans importance. En termes absolus, le secteur militaire occupe encore d'importantes superficies de terres : les pays ayant un territoire terrestre représentant 0,3 à 0,5 p. 100 du total mondial sont notamment la France, le Maroc, le Paraguay, la Suède et la Thaïlande. Qui plus est, il y a de grandes étendues de terres qui n'intéressent pas plus les militaires que les autres utilisateurs de terres. En d'autres termes, malgré l'importance relativement réduite de sa demande, le secteur militaire peut être et est souvent en concurrence directe avec la demande civile (urbanisation, industries, agriculture, loisirs ou protection de l'environnement).

142. Les besoins militaires en matière de terres ont augmenté régulièrement au cours de ce siècle en raison de l'accroissement des effectifs des forces armées régulières, et, plus particulièrement, du rythme rapide des progrès techniques en matière d'armements. A mesure que les forces armées deviennent de plus en plus mécanisées

---

<sup>65/</sup> La présente section est fondée presque exclusivement sur l'étude de Malven Lumsden, "The Military Use of a Scarce Resource : The Case of Land", Institut international de recherches pour la paix de Stockholm (SIPRI), 1980.



et que la portée et la rapidité des armes augmentent, il faut une superficie de plus en plus grande pour l'entraînement et les manoeuvres. Par exemple, il faudrait à l'armée de terre des Etats-Unis une zone d'au moins 235 km<sup>2</sup> pour des exercices auxquels participerait toute une division blindée, et jusqu'à 664 km<sup>2</sup> pour en tirer le parti maximum. L'armée de l'air a besoin de superficies encore plus importantes étant donné la grande vitesse des avions de combat modernes et la portée considérable des engins air-sol. Enfin, il va sans dire que les zones utilisées pour expérimenter les armes nucléaires ne sauraient être assez étendues. On peut ajouter qu'en raison de considérations de sécurité et de sûreté, on tend à calculer de façon très large les besoins en terres du secteur militaire.

143. Les tendances militaires actuelles laissent à penser que, dans l'ensemble, la demande de terres du secteur militaire continuera de croître. Nombre de pays dans le monde entier augmentent leurs effectifs militaires. De même, le nombre de pays utilisant des chars d'assaut, des avions de combat modernes et des missiles de tout type ne cesse de croître. Il en est de même pour le nombre de pays qui se lancent dans la fabrication et, dans certains cas, la conception et la mise au point d'armes modernes. Toutes ces tendances entraînent la croissance des besoins en terres pour l'entraînement, les manoeuvres et les essais d'armes. En outre, comme la précision des armes offensives s'améliore, on est poussé à donner davantage de mobilité aux armes déployées et de réserver de plus grandes superficies aux manoeuvres. Le mode de déploiement envisagé actuellement aux Etats-Unis pour le système MX comporte l'utilisation d'une superficie de près de 9 600 km<sup>2</sup>. L'Union soviétique possède déjà des systèmes de missiles nucléaires à moyenne portée extrêmement mobiles basés à terre dont on peut supposer qu'ils disposent de zones réservées de superficie comparable, interdites aux civils.

144. Dans l'ensemble, l'importance économique qu'il y a à réserver les terres à des usages militaires est bien plus grande qu'on ne pourrait le croire lorsqu'on ne considère que la fraction des terres totales utilisées à cette fin. La superficie de terrains dans le monde est presque constante mais la demande croît sans cesse dans tous les domaines : culture, pâturages, forêts, urbanisation et réseaux de transports terrestres. La superficie de terres arables dans le monde a en fait augmenté d'environ 15 p. 100 au cours de ces trente dernières années 66/. Néanmoins, on peut raisonnablement penser que cet accroissement n'a pu être fait qu'aux dépens, dans une certaine mesure, des pâturages et des forêts et, si tel est bien le cas, ce n'est pas là une solution viable à long terme. En outre, il est également vrai que de grandes superficies de terres productives sont perdues chaque année en raison de la surexploitation, de la désertification et de l'imprégnation saline. La restauration de ces zones est un processus coûteux qui demande beaucoup de temps.

145. En d'autres termes, lorsque l'on examine l'usage militaire des terres, il ne faut surtout pas perdre de vue que cet usage est parfaitement improductif et qu'il est souvent en concurrence avec les demandes de plus en plus grandes du secteur civil. L'aspect le plus fâcheux pour les usages civils futurs de l'usage militaire

---

66/ Julian L. Simon, "Worldwide Land for Agriculture is Increasing, Actually". New York Times, 7 octobre 1980, page des éditoriaux.

des terres est peut-être que les terres sont ainsi gravement dégradées, souvent pour de longues périodes. Dans certains cas, comme dans les zones d'essais d'armes nucléaires - en particulier, bien entendu, les zones où l'on a mené des essais atmosphériques - ces terres sont inutilisables pour les civils pendant une période indéfinie. Qui plus est, les effets des essais nucléaires atmosphériques ne peuvent pas être limités à l'intérieur de la zone d'essai désignée. Même avec les essais souterrains, il y a eu des accidents et des erreurs de calcul, ce qui a provoqué des effets néfastes au-delà de la zone d'essai. Les zones d'entraînement où les véhicules blindés à chenilles sont très largement utilisés, deviennent très vulnérables à l'érosion du fait de la destruction de la végétation et de l'ameublissement de la surface du sol. Les champs de tir d'artillerie et de bombardement deviennent une mosaïque de cratères qu'il est difficile de combler et restent improductifs pendant des années même après le comblement des cratères, même si cette situation est due à la disparition de la couche fertile du sol. Si les cratères ne sont pas comblés, l'utilisation de machines agricoles devient particulièrement difficile. Les engins qui n'ont pas explosé constituent un autre danger à long terme. En cas de guerre réelle, bien entendu, les résultats produits par toutes ces activités sont les mêmes mais à bien plus grande échelle. Les effets de la guerre moderne sur terre et sur d'autres éléments naturels, notamment l'emploi des agents chimiques, ont été étudiés en détail dans plusieurs publications de l'Institut international de recherches pour la paix de Stockholm (SIPRI) 67/.

#### E. Recherche-développement

146. L'une des caractéristiques les plus frappantes du secteur militaire depuis la seconde guerre mondiale est le rythme extraordinairement rapide de l'évolution de la technologie des armes. C'est cette caractéristique de la course aux armements après la guerre qui est responsable au premier chef de l'intensité exceptionnelle de cette course. Au cours de ces 30 dernières années, des armes nouvelles et plus efficaces ont été mises au point à un rythme incroyablement rapide, ce qui a ajouté aux soupçons et aux incertitudes et amené les Etats, en particulier les grandes puissances, à accorder aux questions militaires une importance probablement sans précédent. Trop souvent la technique a évolué plus rapidement que la stratégie et la tactique. De même, la course aux armements techniques a rendu plus difficiles le processus d'évaluation politique et les efforts pour mettre un frein à cette course dans le cadre de négociations.

147. Dans presque toutes les catégories d'armes importantes, un modèle entièrement nouveau est mis au point tous les cinq à huit ans et, pendant cette période, l'ancien ou les anciens modèles sont constamment perfectionnés et modifiés. En outre, la gamme de types d'armes qui fait l'objet de ce processus s'est étendue constamment à mesure que les progrès techniques ont rendu possible la conception de nouvelles armes ou ont permis une plus grande spécialisation fonctionnelle. D'après les estimations du SIPRI, le coût en facteurs de production de la recherche-

---

67/ Voir *Ecological Consequences of the Second Indochina War, 1976, Weapons of Mass Destruction and the Environment* (1977) et *Warfare in a Fragile World; Military Impact on the Human Environment* (1979), publiés par Taylor and Francis, Ltd., Londres pour le SIPRI.

développement par unité de production dans les secteurs militaire et civil aux Etats-Unis, au Royaume-Uni et en République fédérale d'Allemagne, montre qu'actuellement le produit militaire moyen exige quelque vingt fois plus de recherches que le produit civil moyen 68/.

148. Ces indications de l'intensité relative de l'effort de recherche-développement militaire sont amplement confirmées par ce que l'on sait ou ce que l'on peut raisonnablement supposer au sujet de l'importance de cet effort dans le monde. Les dépenses mondiales de recherche-développement militaire étaient de l'ordre de 35 milliards de dollars en 1981, soit environ le quart du montant total des dépenses de recherche-développement qui est évalué à 150 milliards de dollars 69/. Vingt ans plus tôt, en 1960, la recherche-développement militaire mondiale s'élevait à 13 milliards de dollars 70/, mais représentait une fraction beaucoup plus grande de toute la recherche-développement. On peut tirer cette conclusion du fait que la recherche-développement dans six pays (Etats-Unis, Union soviétique, République fédérale d'Allemagne, Japon, France et Royaume-Uni) représente environ 85 p. 100 de la recherche-développement dans le monde et dans cinq de ces pays (c'est-à-dire Union soviétique non comprise), on sait que la part du secteur militaire dans l'ensemble de la recherche-développement était beaucoup plus élevée en 1960 qu'elle ne l'est aujourd'hui 71/. Les dépenses de recherche-développement militaire sont encore plus fortement concentrées que dans l'ensemble des autres activités de recherche-développement, et seuls deux pays (Etats-Unis et Union soviétique) consacrent une fraction similaire à la recherche-développement militaire 72/. Si l'on y ajoute la France et le Royaume-Uni, cette part dépasserait 90 p. 100.

149. Les informations dont on dispose sur le nombre de scientifiques et d'ingénieurs participant à la recherche-développement militaire sont encore plus limitées que les données financières. L'étude la plus récente sur la recherche-développement dans le monde laisse à penser qu'il y avait 2 279 000 scientifiques et ingénieurs dans le secteur militaire en 1973 73/. L'estimation la mieux connue du nombre de personnes travaillant dans la recherche-développement militaire est le chiffre que donne le SIPRI, qui est de 400 000 personnes pour le début des années 70 74/.

---

68/ World Armaments and Disarmament, Annuaire de 1981 du SIPRI, ... p. 7.

69/ Colin Norman, Knowledge and Power : The Global Research and Development Budget, Worldwatch Paper 31, juillet 1979, p. 5.

70/ Ruth Leger Sivard, World Military and Social Expenditure 1978, (Leesburg, Virginie), publications de l'Institut international d'études stratégiques, 1978, p. 9.

71/ Colin Norman, op. cit., p. 18. Au début des années 60, par exemple, la Fédération mondiale des travailleurs scientifiques avait estimé que jusqu'à 70 p. 100 du personnel scientifique mondial travaillaient, sous une forme ou sous une autre, pour l'industrie de guerre. Voir la réponse du Gouvernement soviétique, E/3593/Add.1.

72/ Armaments and Disarmament in the Nuclear Age, SIPRI : Stockholm, Almquist et Wiksell, 1976, p. 186.

73/ Colin Norman, op. cit., p. 10.

74/ SIPRI, Armaments and Disarmament in the Nuclear Age..., p. 186.

Plus récemment, on a laissé entendre que plus de 500 000 scientifiques et ingénieurs participaient à la recherche-développement militaire 75/. En d'autres termes, environ 20 p. 100 des scientifiques et ingénieurs qualifiés du monde participaient à la recherche militaire dans les années 70. Comme pour les dépenses, cette proportion aurait été beaucoup plus élevée dans les années 60 et peut-être même encore plus élevée à la fin des années 50.

150. Il convient de rappeler que selon l'étude de 1972 sur le désarmement et le développement 76/, la part des activités de recherche-développement militaire représente 40 p. 100 des dépenses (25 milliards de dollars sur un total de 60 milliards de dollars). Comme ce chiffre, ou même des chiffres plus élevés sont largement cités au cours de débats publics, il n'est peut-être pas sans importance de souligner que d'après les estimations les plus récentes, la part des ressources utilisée pour des activités de recherche-développement militaire représenterait 20 à 25 p. 100 des effectifs employés et des dépenses. Toutefois, en valeur absolue, les dépenses de recherche-développement militaire sont encore extrêmement élevées et le secteur militaire demeure de très loin le domaine le plus important des recherches scientifiques et du développement technique. S'il était possible d'obtenir des chiffres plus exacts, les chiffres présentés ci-dessus se situeraient presque certainement en-deçà de la réalité. Par exemple, la plus grande partie des dépenses consacrées aux activités spatiales aux Etats-Unis et en Union soviétique ont soit une utilité directe soit une grande utilité indirecte pour le secteur militaire et lesdites activités sont sans aucun doute entreprises essentiellement à des fins militaires. Ces deux pays, et d'autres pays, consacrent un montant de 10 milliards de dollars aux activités spatiales (non militaires) par an.

151. Il importe de considérer la recherche-développement militaire avec un certain recul. La masse de connaissances accumulée à une période donnée est le résultat direct de l'effort de recherche-développement mené au cours des décennies précédentes et, indirectement, du même effort mené au cours des siècles précédents. Il est probable que la masse actuelle de connaissances utiles est bien inférieure à ce qu'elle aurait pu être si nous n'avions pas poursuivi la course aux armements avec autant d'enthousiasme. Il est vrai que plusieurs découvertes techniques de grande importance pour la vie civile ont été appliquées très vite parce qu'on s'était rendu compte de leur utilité militaire. Cette évolution ne signifie naturellement pas que les progrès accomplis dans ces domaines auraient été plus lents en l'absence d'activités de recherche-développement militaire. Il est possible que sans ces activités, les progrès nécessaires dans les domaines économiques et sociaux auraient pu être accomplis plus efficacement. Pour évaluer dans quelle mesure l'accumulation de la masse de connaissances réellement utiles a été favorisée ou entravée par l'exécution des activités de recherche-développement militaire, il faudrait entreprendre une étude spéciale dont les conclusions reposeraient plus sur des hypothèses que sur des données empiriques.

---

75/ Ruth Leger Sivard, op. cit., p. 9.

76/ ST/ECA/174 (publication des Nations Unies, numéro de vente F.73.IX.1).

152. On a avancé que les demandes du secteur militaire avaient été dans une large mesure à l'origine de l'augmentation rapide des ressources consacrées à l'ensemble de la recherche-développement, ce qui faisait que le processus de désarmement et de réduction de la tension risquait de réduire l'ampleur des efforts même dans le secteur civil. Cette opinion pourrait paraître assez justifiée si la situation économique et sociale du monde était solide et si l'on ne voyait pas déjà se profiler d'importants problèmes à l'horizon, mais on ne peut guère dire qu'il y ait actuellement pénurie de projets civils auxquels pourraient éventuellement être affectés les scientifiques de recherche-développement qui travaillent actuellement dans la défense. Pour donner une indication plus positive, il faut bien reconnaître que l'on a bien étudié et perfectionné dans le secteur militaire l'approche par système dans la recherche-développement, ce qui a permis de prévoir les progrès scientifiques et techniques dans une mesure inconnue avant la seconde guerre mondiale. Pour ces diverses raisons, on peut dire sans trop s'avancer que la masse de connaissances et de techniques dont nous disposerons en l'an 2000 sera élargie de façon incalculable si nous réussissons à détourner à des fins civiles une fraction considérable des fonds et des effectifs qui sont actuellement destinés au secteur militaire.

F. Le commerce international des armes

153. En raison de son importance, de son caractère manifeste et du fait qu'il est étroitement lié aux guerres locales et régionales, le commerce international des armes est devenu l'un des principaux sujets de préoccupation du public et des autorités. Ce commerce n'est pas recensé officiellement dans les statistiques du commerce international, ce qui fait qu'il n'existe pas d'ensemble de données générales et officielles sur lequel fonder une analyse. De grands efforts ont été faits pour combler indirectement cette lacune dans l'information et il a été suggéré d'établir un registre des Nations Unies pour recenser les importations et les exportations et armes au niveau mondial. Mais, pour l'instant, les renseignements sont loin d'être complets. En particulier, il n'y a pas de données d'ensemble sur le sujet susceptibles de servir réellement à analyser l'effet économique sur les fournisseurs et les importateurs.

154. Il n'y a que deux sources - l'Institut international de recherches pour la paix de Stockholm (SIPRI) et l'Arms Control and Disarmament Agency (ACDA) des Etats-Unis - qui cherchent à établir systématiquement des estimations de la valeur annuelle du commerce des armes. Mais, dans chaque cas, les données sur les valeurs sont obtenues essentiellement sur la base des transactions observées de matériel militaire. En ce qui concerne les fournisseurs, on ne peut pas réellement considérer que ces valeurs représentent les coûts de production et c'est pourquoi on ne peut pas les comparer de près avec les dépenses militaires, le PNB ou d'autres agrégats. Il en est de même pour les importateurs. Pratiquement, toutes les transactions d'armes donnent lieu actuellement à des paiements, mais leurs modalités sont très variables : accords de troc, remise totale ou partielle, prêts à des conditions rigoureuses ou de faveur, paiements par des tiers, accords de compensation. Cela étant, les estimations dont on dispose sur la valeur du commerce international de biens et services militaires n'ont pas nécessairement de rapport avec les courants financiers effectifs et les flux de produits liés à ces transactions. Il convient de tenir compte de cette situation dans la discussion qui suit.

155. Les données du SIPRI sur la valeur de ce commerce ne portent que sur ce que le SIPRI appelle les "armes importantes" - avions, missiles, navires de guerre et véhicules blindés - qui, essentiellement sur la base des données concernant les Etats-Unis, représenteraient à peu près la moitié du commerce total de biens et services militaires. L'ACDA s'efforce d'englober dans ses données d'autres catégories de matériel militaire mais exclut la construction, l'entraînement et la formation et les services techniques. L'omission de ce dernier secteur est importante. Nombre de pays qui ont fait d'importants achats de systèmes d'armes perfectionnés ne possédaient pas l'infrastructure nécessaire pour utiliser, entretenir et réparer ces armes. En conséquence, les fournisseurs ont souvent entrepris des vastes programmes de formation et, pendant une longue période transitoire, ils ont assuré les services de personnels techniques dans le cadre du contrat de vente d'armes. On estime, assez approximativement, que ces "services" constituent environ 15 p. 100 de la valeur mondiale actuelle du commerce des armes 77/.

---

77/ M. Brzoska et autres, An Assessment of Sources and Statistics of Military Expenditure and Arms Transfer Data, p. 49 (Rapport établi pour le Groupe).

156. Le tableau III.4 indique la valeur du commerce international des armes ces dernières années sur la base des estimations de l'ACDA.

Tableau III.4

Chiffres estimatifs de l'ACDA sur la valeur du commerce des armes  
(En millions de dollars des Etats-Unis aux prix courants)

Année	Destinataires		
	Pays développés	Pays en développement	Total
1978	3 910	16 690	20 600
1977	4 115	15 185	19 300
1976	4 170	12 230	16 400
1975	3 510	9 090	12 600
1974	3 380	8 370	11 750

157. En se fondant sur les hypothèses énoncées ci-dessus, il faudrait ajouter environ 15 p. 100 aux données de l'ACDA pour aboutir à une estimation approximative de la valeur globale du commerce mondial de biens et services militaires. Le chiffre pour 1978 serait alors de quelque 23 700 millions de dollars. Les informations plus récentes dont on dispose laissent à penser que le marché international des armes demeure dynamique et que pour 1980 ou 1981 le commerce international d'armes serait donc, selon les estimations, bien supérieur à 25 milliards de dollars. En outre, il y a de bonnes raisons de supposer que ces chiffres estimatifs sont bien en-deçà de la réalité. D'après le SIPRI, la valeur cumulative du trafic international d'armes importantes au cours de la période 1977-80 était de 57 459 millions de dollars (exprimée en prix constants de 1975), soit un chiffre annuel moyen de 14 365 millions de dollars. En supposant un taux d'inflation de 9,5 p. 100, le chiffre pour 1980 aux prix courants serait de 22 614 millions de dollars. En outre, comme on l'a mentionné plus haut, les armes importantes ne forment qu'une partie du commerce d'armes, de matériel militaire et des services qui s'y rattachent. Si l'on ajoute les autres éléments, la valeur estimative du commerce mondial de biens et services militaires atteint 35 à 45 milliards de dollars en 1980 78/.

78/ World Armaments and Disarmament, Annuaire de 1981 du SIPRI,..., p. 197-198. Il convient de souligner que le SIPRI considère que ses données sur le commerce d'armes servent surtout à indiquer des tendances. Ces calculs ont été faits simplement pour confirmer la thèse selon laquelle la valeur absolue du commerce d'armes peut de nos jours être beaucoup plus importante qu'on ne le pense généralement.

/...

158. En tout état de cause, même en tenant compte des limitations des données disponibles du point de vue analytique, il semble indiscutable que le commerce international des armes revêt une grande importance économique aussi bien que politique. En ce qui concerne les fournisseurs, ce commerce est dominé par quatre pays : les Etats-Unis, l'Union soviétique, la France et le Royaume-Uni. D'après l'ACDA, les exportations d'armes de ces quatre pays ont représenté 80 p. 100 de la valeur cumulative des exportations d'armes au cours de la période 1974-1978 79/. Les exportations de quatre autres pays européens - la République fédérale d'Allemagne, la Tchécoslovaquie, l'Italie et la Pologne - représentent plus de 10 p. 100, ce qui fait que seulement huit pays fournissent plus de 90 p. 100 des armes faisant l'objet d'un commerce international. L'importance économique des exportations d'armes pour ces principaux fournisseurs sera examinée plus en détail au chapitre V, mais on peut d'ores et déjà faire observer qu'elles présentent des avantages qui sont très divers en permettant notamment d'obtenir des recettes en devises considérables et d'assurer une plus grande stabilité de la production et de l'emploi au sein de l'industrie de la défense. Ce dernier élément est particulièrement important étant donné la diversité et le niveau moyen élevé des compétences de la main-d'oeuvre utilisée et la difficulté qui s'ensuit de reformer de telles équipes de travail si on les a laissées se dissoudre.

159. Une autre conclusion de toutes les études réalisées est que les pays en développement absorbent depuis longtemps plus de la moitié de toutes les importations d'armes : pour l'ensemble des années 70, leur part était de l'ordre de 75 p. 100. En soi, ce pourcentage n'est guère surprenant. La capacité des pays en développement de fabriquer des armes modernes est extrêmement limitée. De même, le volume du commerce d'armes a été fortement influencé par les guerres, et presque toutes les guerres depuis 1945 ont été menées dans des pays en développement bien que très souvent des pays développés y aient participé directement ou indirectement. La répartition des importations d'armes dans les pays en développement est aussi fortement concentrée dans certains pays et certaines régions. D'après les estimations du SIPRI, par exemple, cinq pays du Moyen-Orient seulement - l'Iran, l'Arabie saoudite, la Jordanie, la République arabe syrienne et l'Iraq - ont absorbé plus du tiers des importations totales d'armes importantes des pays en développement au cours de la période 1977-1980 80/. Néanmoins, dans le présent rapport, nous nous occupons surtout des ramifications économiques éventuelles de cette répartition particulière du commerce international d'armements. La question présente plusieurs aspects, mais celui qui nous intéresse surtout ici est le montant des devises que les pays en développement consacrent à l'importation d'armes.

160. Malheureusement, nous ne disposons pour nos calculs que de sommes globales très grossièrement arrondies et il faut considérer les résultats comme tout à fait spéculatifs. Néanmoins, la tentative mérite d'être faite, ne serait-ce que pour souligner l'étendue de notre ignorance sur un aspect important des armements mondiaux. Nous pouvons prendre comme hypothèse de départ que la

---

79/ Arms Control and Disarmament Agency des Etats-Unis, 1978, World Military Expenditure and Arms Transfers, 1969-1978, ..., p. 159.

80/ World Armaments and Disarmament, Annuaire de 1981 du SIPRI, ..., p. 198, tableau 7.7.



valeur nominale du commerce mondial de biens et services militaires est actuellement de 26 milliards de dollars. La part des pays en développement dans ce total est de 75 p. 100, soit 19,5 milliards de dollars. En outre, nous nous intéressons au coût en devises des importations d'armes car le manque de devises constitue souvent l'un des principaux obstacles à l'accélération de la croissance économique et du développement dans les pays en développement. Les principaux pays qui font exception à cet égard sont les Etats membres de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP) dont les importations d'armes représentent depuis 1974 environ 40 p. 100 de la valeur totale des importations d'armes des pays en développement. Compte tenu de ce fait, la valeur nominale des importations d'armes par les autres pays en développement est estimée à 11 700 millions de dollars. Il faut encore réduire ce chiffre pour tenir compte des subventions, des rabais, des prêts à des conditions de faveur et de la remise partielle ou totale des dettes contractées pour des achats militaires. On ne dispose pas de bases solides pour évaluer l'importance de l'ajustement qu'il faudrait faire dans ces cas et il nous faut donc nous contenter de faire observer qu'à la fin des années 70, les pays en développement non membres de l'OPEP ont peut-être consacré jusqu'à 10 milliards de dollars par an à l'importation d'armes. Si l'on compare ce montant aux dépenses militaires totales de ce groupe de pays (environ 37,75 milliards de dollars en 1980 d'après le SIPRI), l'estimation selon laquelle la part des achats serait de l'ordre de 15 à 20 p. 100, soit 5,5 à 7,5 milliards de dollars, apparaît assez plausible.

#### G. Dépenses militaires

161. Il est généralement admis que les dépenses mondiales annuelles consacrées à la défense sont évaluées à plus de 500 milliards de dollars, montant qui est loin de résulter de statistiques précises. Il n'y a pas de définition généralement reconnue des dépenses militaires : les catégories de dépenses inscrites officiellement au budget de la défense varient considérablement selon les pays. Dans certains cas, on peut calculer avec plus de précision le montant des dépenses militaires sur la base de données de sources publiques mais dans la plupart des cas il n'est pas possible d'obtenir des résultats satisfaisants. En réalité, plus d'un tiers du total susmentionné repose sur des estimations établies indirectement suivant des méthodes contestables sur le plan théorique. Par ailleurs, la nécessité de convertir toutes ces dépenses en une seule monnaie soulève des difficultés méthodologiques et pratiques, ce qui est également le cas, dans une large mesure, de la correction par un coefficient déflateur lorsque l'on compare les dépenses dans le temps en prix constants.

162. Tout ceci revient à dire, évidemment, que les données disponibles sur les dépenses militaires mondiales sont bien moins fiables qu'on pourrait le croire 81/. Quoiqu'il faille constamment tenir compte de cette situation en utilisant et en interprétant les données en question, ces renseignements sont d'une grande utilité. Il n'est guère contestable que les estimations disponibles sur les dépenses militaires mondiales sont considérablement gonflées et que la croissance à long terme du montant total n'est pas conforme à la réalité. Des problèmes se posent lorsque ces données sont utilisées pour procéder à des comparaisons détaillées entre les différents pays qui servent de base à des conclusions concernant leur puissance militaire relative. Cependant, il est certain que ces données peuvent être utilisées pour déterminer des ordres de grandeur ou des tendances mondiales ou régionales.

---

81/ Brzoska et autres, op. cit.

163. En 1980, les dépenses militaires mondiales aux prix courants, ont atteint 500 milliards de dollars, soit environ 110 dollars pour chaque homme, femme et enfant de la Terre. Dans les pays développés considérés en tant que groupe, les dépenses militaires par habitant sont plus élevées que dans les pays en développement mais, comme les écarts entre le revenu global par habitant sont encore plus accentués, la charge réelle de ces dépenses est plus lourde dans les pays en développement <sup>82/</sup>. Les dépenses militaires mondiales représentent environ 6 p. 100 de la production mondiale, à peu près la part correspondant à l'Amérique latine avec ses 340 millions d'habitants ou à l'Afrique et l'Asie du Sud avec leur 1,3 milliard d'habitants. Ce n'est que récemment que les dépenses publiques mondiales en matière d'enseignement ont dépassé les dépenses militaires bien que, si l'on ne tient compte que des pays en développement, la part des dépenses militaires reste encore plus élevée. Les dépenses publiques mondiales en matière de santé restent sensiblement inférieures aux dépenses militaires et, là encore, l'asymétrie est particulièrement forte dans les pays en développement considérés en tant que groupe. Les dépenses mondiales d'armements sont à peu près équivalentes au montant de la formation brute de capital fixe dans l'ensemble des pays en développement. Si l'on tient compte à la fois des forces régulières et des forces paramilitaires, il y a encore bien plus de militaires que d'enseignants dans le monde. Les objectifs militaires restent, de loin, l'objet essentiel des activités mondiales de recherche-développement, faisant passer au second plan, par exemple, l'ensemble des dépenses de recherche-développement dans les domaines de l'énergie, de la santé, de la lutte contre la pollution et de l'agriculture <sup>83/</sup>. De fait, il semble que les dépenses mondiales en matière de recherche-développement à des fins militaires soient au moins six fois supérieures à l'ensemble des dépenses de recherche-développement des pays en développement.

164. De telles comparaisons pourraient être poursuivies presque indéfiniment, mais ce qui précède prouve peut-être déjà amplement que les activités militaires mondiales absorbent des ressources réellement massives et que leur importance relative témoigne de l'ordre des priorités aberrant qui prédomine depuis la fin de la deuxième guerre mondiale. En outre, on n'observe aucun signe d'amélioration, bien au contraire. Il a été signalé, dans l'introduction au présent chapitre, que depuis la fin de la guerre, les dépenses militaires mondiales augmentaient par à-coups pour ensuite se stabiliser relativement à un nouveau niveau plus élevé. Auparavant, chaque augmentation des dépenses militaires était étroitement liée à une guerre, à une grave crise internationale ou à l'impression qu'il existait un déséquilibre important entre les potentiels nucléaires stratégiques. La croissance actuelle n'est pas le résultat d'un événement particulier. Elle semble plutôt procéder de l'idée largement répandue que les circonstances générales exigent un accroissement progressif mais constant des dépenses militaires. Par conséquent, il sera peut-être plus difficile d'inverser cette dernière tendance puisqu'il n'y a aucune grande guerre à laquelle l'on puisse mettre fin, aucune crise particulière qui puisse être résolue ni aucun écart particulier entre les potentiels qui ne puisse être comblé.

---

<sup>82/</sup> Suivant l'une des méthodes de calcul, sur la base des niveaux actuels des revenus par habitant, les dépenses militaires annuelles correspondent à 156 millions d'années-hommes de revenu dans les pays en développement, contre 46 millions d'années-hommes dans les pays développés (voir Ruth Leger Sivard, World Military and Social Expenditures, 1980, p. 17).

<sup>83/</sup> Colin Norman, op. cit., p. 6.

/...

165. La répartition des dépenses militaires mondiales reste très inégale, bien que des changements notables se soient produits au cours des deux dernières décennies (tableau III.5). De manière générale, la part de l'OTAN et de l'Organisation du Pacte de Varsovie a sensiblement diminué, bien que les dépenses des Etats membres de ces deux alliances militaires représentent encore près de 70 p. 100 du total. Il est significatif, toutefois, qu'elles semblent se stabiliser à ce niveau. Cette diminution relative a été compensée par des augmentations dans presque toutes les régions du monde, mais de manière encore très inégale. L'accroissement relevé dans la part des autres pays développés revient presque entièrement à la Chine et, dans une moindre mesure, au Japon, à Israël et à l'Afrique du Sud. En ce qui concerne les pays en développement, le rythme spectaculaire de la militarisation du Moyen-Orient apparaît clairement. Même en faisant abstraction d'Israël, près de 50 p. 100 des dépenses militaires totales des pays en développement sont imputables à cette région. La part de l'Afrique s'est également accrue très rapidement bien que sur ce continent, plus que dans d'autres régions en développement, la création de nouveaux Etats ait influé sur cette tendance. Parmi les autres facteurs à l'origine de cette tendance, il faut citer les guerres qui se sont succédées pendant la décennie écoulée et l'affrontement croissant entre les Etats africains noirs et l'Afrique du Sud. Bien que ces diverses précisions soient importantes, il n'en reste pas moins que la répartition des dépenses militaires mondiales s'est modifiée très systématiquement au cours des 25 dernières années. Dans toutes les grandes régions du monde, le taux de croissance moyen des dépenses militaires a été au moins égal et, dans la plupart des cas, supérieur à celui de l'OTAN et de l'Organisation du Pacte de Varsovie dans leur ensemble.

Tableau III.5

Répartition des dépenses militaires dans le monde, 1955-1980  
(En pourcentage)\*

Groupements	1955	1960	1965	1970	1975	1980
Etats dotés d'armes nucléaires <u>a/</u>	81,4	78,9	76,0	75,8	67,1	64,6
Quatre principaux exportateurs d'armes <u>b/</u>	76,2	73,3	67,4	65,8	57,4	55,8
OTAN et Organisation du Pacte de Varsovie dont :						
Etats-Unis et URSS <u>c/</u>	(68,7)	(63,7)	(48,9)	(47,4)	(31,9)	(27,1)
Autres pays développés <u>d/</u>	9,8	10,1	13,6	15,4	16,0	15,1
Pays en développement dont :						
Moyen-Orient <u>e/</u>	0,6	0,9	1,3	2,2	7,3	7,8
Asie du Sud	0,6	0,6	1,1	0,9	0,9	1,1
Extrême-Orient <u>f/</u>	1,0	1,4	1,4	1,6	1,9	3,6
Afrique <u>g/</u>	0,1	0,3	0,8	1,2	1,8	1,7
Amérique latine	1,0	1,3	1,3	1,3	1,6	1,8

\* Source : World Armaments and Disarmament, Annuaire de 1981 du SIPRI, p. 156-169 /pour toutes les notes de renvoi, sauf l'alinéa c)/.

a/ Etats-Unis, URSS, France, Royaume-Uni, Chine.

b/ Etats-Unis, URSS, France, Royaume-Uni.

c/ Comme le reconnaissent les milieux internationaux qui traitent de ces questions, les chiffres officiels des budgets militaires de l'un de ces pays ne sont pas directement comparables à ceux de la plupart des autres pays, en raison des différences de champ statistique et des difficultés que soulèvent les taux de conversion monétaire.

Le SIPRI estime que la part des Etats-Unis et de l'Union des Républiques socialistes soviétiques dans les dépenses budgétaires mondiales serait la suivante :

<u>1955</u>	<u>1960</u>	<u>1965</u>	<u>1970</u>	<u>1975</u>	<u>1980</u>
66,0	62,6	58,2	58,7	50,1	48,0

Les difficultés notoires que soulève la comparaison des dépenses militaires dans le temps et entre les pays sont examinées par plusieurs organismes des Nations Unies et organes nationaux. Une plus large participation des Etats dans ces efforts et l'échange de leurs informations sur les aspects techniques contribueraient encore à surmonter ces difficultés (voir Conséquences économiques et sociales de la course aux armements et des dépenses militaires (publication des Nations Unies, numéro de vente : F.78.IX.1), note de renvoi 63, p. 33 et 36).

d/ Europe à l'exclusion des pays membres de l'OTAN et de l'Organisation du Pacte de Varsovie plus l'Australie, la Chine, Israël, le Japon, la Nouvelle-Zélande et l'Afrique du Sud.

e/ A l'exclusion d'Israël.

f/ A l'exclusion de la Chine et du Japon.

g/ A l'exclusion de l'Afrique du Sud.

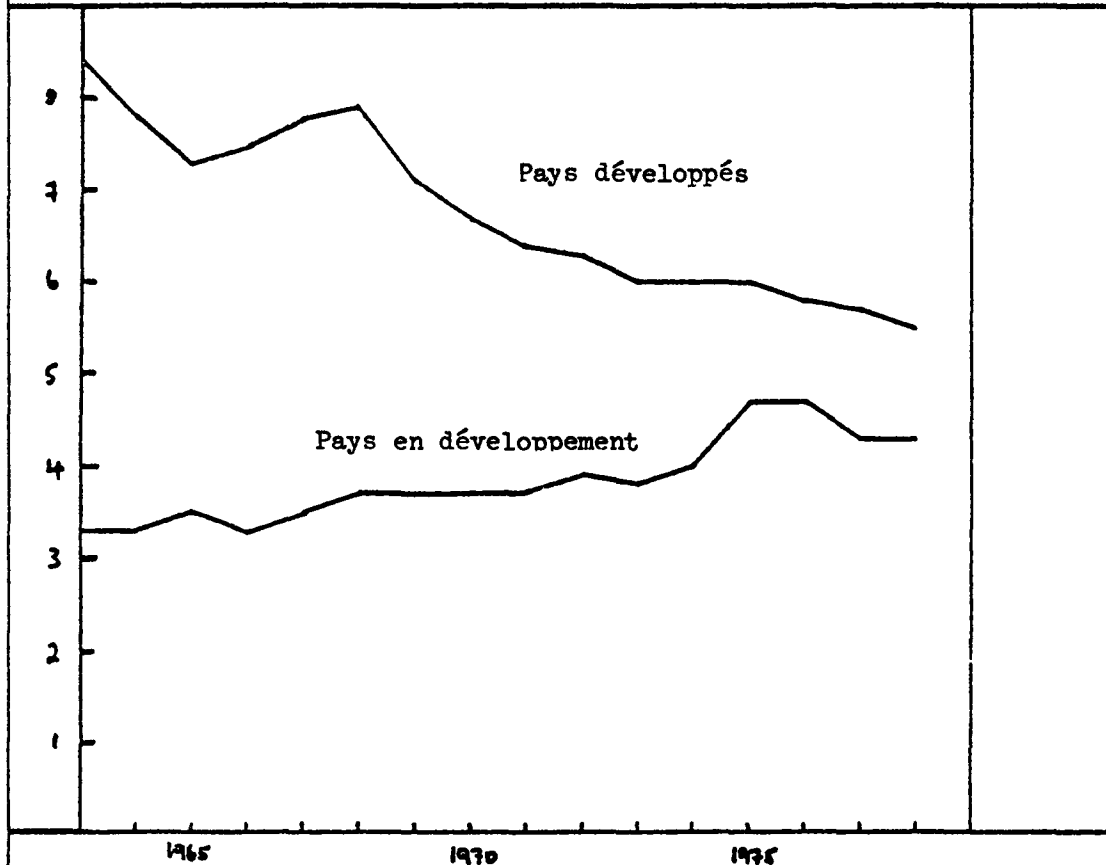
166. La comparaison entre les dépenses militaires et les grands agrégats économiques est une méthode souvent utilisée pour donner une idée de la charge que font peser ces activités. La méthode la plus répandue consiste à évaluer les dépenses militaires en pourcentage du produit intérieur brut (PIB). Comme nous l'avons constaté, les dépenses militaires mondiales représentent actuellement environ 6 p. 100 de la production mondiale, ce qui marque une baisse par rapport aux pourcentages sans précédent atteints depuis la guerre (environ 9 p. 100) au début des années 50. Les dépenses militaires mondiales étant fortement concentrées dans un petit nombre d'Etats, la part du PIB consacrée aux dépenses militaires doit avoir baissé, dans la plupart d'entre eux, bien que pour l'ensemble du monde cette évolution n'ait pas empêché les dépenses réelles de croître presque continuellement en valeur absolue. Inversement, comme les dépenses militaires des pays en développement pris globalement ont augmenté beaucoup plus vite que la moyenne mondiale, on pourrait s'attendre à un accroissement de la part du PIB consacrée aux dépenses en matière de défense dans bon nombre de ces pays. Ces tendances diverses apparaissent dans le diagramme III.2 dont il ressort clairement que les dépenses militaires du Moyen-Orient ont augmenté très rapidement, cinq des six pays en développement qui ont consacré plus de 10 p. 100 de leur PIB aux dépenses militaires en 1975 appartenant à cette région.

167. Un autre dénominateur commun est la part de leurs dépenses ou de leurs recettes que les Etats consacrent à la défense. Cette méthode est assez séduisante, car c'est dans le budget national que s'opèrent des dosages et des choix entre les objectifs militaires et civils. En d'autres termes, cette mesure pourrait être utilisée pour indiquer le degré de priorité que les gouvernements se sentent obligés d'attribuer à la sécurité dans le domaine militaire. Il est toutefois important de ne pas interpréter trop littéralement cet indicateur. En effet, la mesure dans laquelle le gouvernement est directement responsable des domaines économiques et sociaux varie considérablement suivant les pays et, à l'intérieur d'un pays donné, la portée de ses responsabilités peut se modifier dans le temps. Si le gouvernement joue un très grand rôle, des dépenses militaires même élevées ne représenteront qu'une proportion relativement faible du budget national et, vice-versa, si le rôle du gouvernement est relativement modeste. Autrement dit, bien que ce moyen d'évaluation soit très révélateur, il faut l'employer avec beaucoup de circonspection.

168. Ces difficultés peuvent être sensiblement atténuées si l'on examine la part des dépenses militaires dans l'ensemble des dépenses nationales pour laquelle les écarts entre les pays sont moindres, en se fondant sur des agrégats mondiaux et régionaux, comme c'est le cas au tableau III.6

Diagramme III.2

Pourcentage du PNB consacré aux dépenses  
militaires 1963-1978



Les pays développés comprennent les Etats membres de l'OTAN et de l'Organisation du Pacte de Varsovie, d'autres pays d'Europe plus l'Australie, la Chine, Israël, la Nouvelle-Zélande et l'Afrique du Sud.

Source : Arms Control and Disarmament Agency, World Military Expenditures and Arms Transfers, Washington, D.C., portant sur différentes années.

Tableau III.6

Pourcentage des dépenses de l'Etat consacré aux activités militaires, par régions, en 1969 et en 1979

	<u>1969</u>	<u>1978</u>
Monde	33,5	22,4
Europe	32,8	24,4
Amérique du Nord	41,3	22,6
Océanie	15,4	8,4
Moyen-Orient	28,5	24,3
Extrême-Orient	31,5	22,5
Asie du Sud	20,4	15,0
Afrique	15,0	10,2
Amérique latine	13,5	10,9

---

Source : Arms Control and Disarmament Agency des Etats-Unis, World Military Expenditure and Arms Transfers, 1969-78, Washington D.C., décembre 1980, tableau 1, n. 23.

169. Puisqu'il incombe, en grande partie, aux gouvernements de tous les pays (notamment, peut-être, à ceux des pays en développement) de créer les conditions fondamentales nécessaires à l'activité économique, ces pourcentages sont très élevés. En 1977, la situation s'était fortement améliorée par rapport à 1968, mais il convient de souligner que les conséquences de l'affectation d'une part relativement plus importante des ressources publiques au secteur militaire dans le passé se font encore sentir aujourd'hui, dans les domaines de l'éducation, de la santé, du logement, des réseaux de transport, etc.

170. Les transferts internationaux de ressources financières et de produits liés aux activités militaires constituent un autre aspect important des dépenses militaires mondiales, dont le principal est, de loin, la vente d'armements, de matériel militaire et de services qui s'y rattachent. Il a été indiqué plus haut que la valeur nominale annuelle de ces échanges était actuellement de l'ordre de 26 milliards de dollars au moins, ce qui ne signifie pas évidemment que cette somme soit effectivement versée chaque année par des acheteurs à leurs fournisseurs. Dans les pays industrialisés à économie de marché ou socialistes, les ventes d'armements importantes font généralement l'objet d'accords de compensation complexes visant à réduire au minimum les sorties directes de réserves en devises. Ces accords peuvent porter sur la vente réciproque de matériel militaire, la coproduction et l'acceptation par le fournisseur de commander des biens et

/...

services civils dans le pays destinataire <sup>84/</sup>. Lorsque l'acheteur est un pays en développement, des produits de base ou matières premières servent parfois de monnaie d'échange à cet effet. Il faut également citer à cet égard la fourniture par les grandes puissances à leurs alliés ou pays amis d'une assistance financière générale que l'on qualifie aux Etats-Unis de soutien en matière de sécurité pour les aider à surmonter les difficultés économiques qui suscitent leurs activités militaires. Les frais qu'entraînent les forces militaires basées à l'étranger constituent un troisième aspect important. Aux Etats-Unis, ces frais ont varié en moyenne entre 4 et 5 milliards de dollars pendant les années 70; au Royaume-Uni, ils ont atteint 672 millions de dollars en 1975. Dans les deux cas, ces dépenses ont été effectuées principalement dans le cadre de l'OTAN et certains accords de compensation sont appliqués afin de limiter leur incidence sur la balance des paiements. Il est évidemment impossible d'évaluer, même approximativement, le montant réel de ces dépenses, mais il est clair que le système financier international doit, d'une manière ou d'une autre s'adapter au paiement de sommes très importantes et parfois très variables dans le cadre des activités militaires.

171. Si les dépenses de défense ne donnent qu'une idée imprécise des ressources qu'exige la sécurité, c'est aussi parce que les données financières peuvent surestimer ou sous-estimer le volume de ressources utilisées. Par exemple, le coût en matière de défense des forces qui exécutent certaines tâches civiles (voir plus haut par. 116) est gonflé dans les statistiques, tandis que le coût des soldats du contingent est sous-évalué parce qu'ils toucheraient des salaires plus élevés s'ils étaient employés dans le secteur civil. On soutient parfois que lorsque, comme c'est le cas actuellement dans de nombreux pays, le taux de chômage est élevé, le coût des emplois dans le secteur de la défense est presque nul. Cependant, cet argument n'est vrai que si les autorités ne disposent pas d'autres moyens d'accroître le nombre d'emplois, mais non dans les cas où le chômage tient à des mesures adoptées par les pouvoirs publics pour atteindre d'autres objectifs comme la lutte contre l'inflation.

172. Les données financières sur des activités militaires ont le grand mérite d'être aisément disponibles et de se prêter à de nombreuses manipulations, ce qui exige toutefois une grande prudence. La qualité des données actuelles n'est pas très satisfaisante et il faut faire preuve de la plus grande circonspection en interprétant les indicateurs qui en découlent concernant la charge que représentent les activités militaires sur le plan économique. Il est peut-être encore plus important de noter que les activités militaires n'absorbent pas des ressources financières proprement dites, mais des ressources en terres, en main-d'oeuvre, en matières premières, en capacité industrielle et en devises. Le présent chapitre avait principalement pour objet d'essayer d'appeler l'attention sur cet état de choses.

---

<sup>84/</sup> On peut citer comme exemple le Defence Production Sharing Agreement (accord relatif à la production conjointe de matériel de défense) signé entre le Canada et les Etats-Unis d'Amérique pour établir un équilibre relatif entre l'importation par le Canada de systèmes d'armes complets en provenance des Etats-Unis et l'achat par les Etats-Unis au Canada de pièces détachées et éléments pour leurs systèmes d'armes.



#### CHAPITRE IV

##### EFFETS ECONOMIQUES ET SOCIAUX D'UNE POURSUITE DE LA COURSE AUX ARMEMENTS ET DE L'APPLICATION DES MESURES DE DESARMEMENT

173. Qualifier les effets négatifs des efforts militaires mondiaux de socialement néfastes, économiquement injustifiables, politiquement inefficaces, écologiquement dangereux et moralement intolérables est devenu un thème commun dans la plupart des analyses des conséquences terrifiantes d'une poursuite de la course aux armements 85/. En dépit de ces mises en garde répétées, une course aux armements apparemment sans fin continue à absorber les énormes ressources humaines, matérielles et financières dont il est question au chapitre III. Cette situation ne peut être entièrement attribuée à l'absence d'une volonté politique.

174. La volonté politique est à certains égards à la fois un facteur et un effet du milieu économique qui commence à laisser apparaître les marques visibles d'une tension sans précédent imposée par les modes d'utilisation des années passées. Simplement en volume, les pays industrialisés ont consommé plus de pétrole et de produits minéraux non combustibles durant les 25 années qui ont suivi la deuxième guerre mondiale que dans toutes celles qui l'ont précédée. Pour ce qui est de la structure de la consommation, moins de 25 p. 100 de la population mondiale ont consommé plus de 75 p. 100 des ressources 86/. Les processus interdépendants de surdéveloppement et sous-développement, d'une part, et les exigences continues d'une intensification des activités militaires dans le monde, d'autre part, se conjuguent pour porter atteinte au milieu économique qui, pour la première fois peut-être dans l'histoire de l'homme, fait apparaître que la demande sans cesse croissante, en ressources mondiales - dont quelques unes sont inépuisables, de nombreuses autres très limitées et certaines non renouvelables - risque d'excéder la capacité des nouvelles techniques de contrebalancer les contraintes inhérentes aux systèmes naturels dont dépend la vie 87/. Prévoir que le plein effet de ces

---

85/ Voir Les conséquences économiques et sociales de la course aux armements et des dépenses militaires, publication des Nations Unies, numéro de vente : F.78.IX.1; North-South : A Program for Survival M.I.T. Press, Cambridge, 1980; The Global 2000 Report to the President : Entering the Twenty First Century, (Washington D.C. 1980), vol. I; "Face aux futurs", Interfuturs, Paris, OCDE, 1979; Reshaping the International Order : A Report to the Club of Rome, New York, Dutton and Co., 1976; Ruth Leger Sivard, World Military and Social Expenditures 1980, Leesburg, Virginie, publications de l'Institut international d'études stratégiques, 1980; World Armaments and Disarmament : Annuaire de 1980 du SIPRI, Londres, Taylor and Francis, Ltd., 1980.

86/ Voir Richard J. Barnet, The Lean Years : Politics in the Age of Scarcity, New York, Simon and Schurster, 1980. Voir également W. Mallenbaum, World Demand for Raw Materials in 1925 and 2000, New York, McGraw-Hill Inc., 1979. Mineralnye resursy promyshlenno razvitykh kapitalisticheskikh i razvivaiushchikhsya stran (Ressources minérales des pays capitalistes industriellement développés et des pays en développement) Moscou, 1974.

87/ Voir Antony Dolman, Disarmament, Development, Environment : Three Worlds in One, Etude établie pour le Service de liaison gouvernemental des Nations Unies à Genève, novembre 1980.

contraintes ne sera peut-être pas visible avant un quart de siècle ou plus ne fait qu'attirer l'attention des dirigeants internationaux et nationaux sur le temps dont ils disposent pour examiner les incidences à court et long terme de leurs politiques actuelles 88/.

175. Les mesures politiques visant à examiner les gains immédiats par rapport aux perspectives d'avenir nécessitent le calcul des coûts d'opportunité d'une course continue aux armements 89/. La course aux armements a une incidence réelle sur les perspectives incertaines de l'économie mondiale 90/, qui ne peuvent être évaluées entièrement en fonction des tendances passées et actuelles qui traduisaient dans une très large mesure la situation internationale qui a suivi la seconde guerre mondiale, marquée par l'absence de confrontations militaires directes entre les deux superpuissances et un milieu économique où aucune menace immédiate ne pesait sur les ressources. Comme il est indiqué au chapitre II, la situation a changé dans ces deux domaines. Le volume des ressources nécessaires pour maintenir, accroître et perfectionner les arsenaux d'armes nucléaires et classiques existants est l'un des aspects les plus visibles des incidences de ces tendances sur les perspectives économiques mondiales. Les autres aspects de cette évolution concernent notamment la possibilité désastreuse d'une utilisation, ne serait-ce que partielle, des arsenaux d'armes existants ou qui seront mis au point, qui crée de graves lacunes dans les projections économiques actuelles et fait ressortir le risque d'une accélération de la course aux armements en raison des incertitudes économiques.

176. Même les projections optimistes qui ne prévoient aucune limite matérielle ou physique à la croissance économique mondiale dans les cinquante années à venir reconnaissent que les grandes incertitudes sur l'évolution future, constituent des lacunes implicites dans leurs estimations 91/. En premier lieu, l'absence de limite physique aux réserves mondiales n'exclut pas la possibilité dans certaines régions du monde d'une pénurie due à la situation géographique et aussi par le fait que très souvent les centres de consommation ne se trouvent pas dans les pays qui possèdent ces réserves ou qui les produisent. C'est notamment le cas des matières premières industrielles pour lesquelles une pénurie générale en raison de l'épuisement naturel des ressources n'est pas considérée comme une éventualité probable. En deuxième lieu, les projections risquent de comporter de graves lacunes en raison de bouleversements politiques susceptibles d'apparaître à trois niveaux : soulèvements sociaux et agitation politique dans les pays en développement, notamment chez les grands producteurs de pétrole ou de matières premières; conflits locaux entre certains pays en développement; et divergences politiques et militaires entre l'OTAN et l'Organisation du Pacte de Varsovie qui pourraient aggraver d'autres conflits.

---

88/ Voir "Face aux futurs", Interfuturs.

89/ Voir Bhabani Sen Gupta, "Arms Control Negotiations Among the Major Powers : The Toils of Sisyphus" (document établi dans le cadre d'une étude de l'UNESCO sur Les obstacles au désarmement) Paris, 1981.

90/ Voir Les conséquences économiques et sociales de la course aux armements et les dépenses militaires, A/32/88, publication des Nations Unies, F.78.IX.1.

91/ "Facing the Future", Interfuturs, p. 69 à 101.

177. Dans un monde où ne manquent pas les situations de conflit déclaré ou non, la pénurie économique et physique peut aisément déboucher sur l'activisme et des confrontations, source de pressions en faveur d'une diversification des activités militaires et d'un accroissement des crédits qui leur sont alloués 92/. Par exemple, la militarisation accrue de l'océan Indien, ces dernières années, semble être étroitement liée non seulement au fait que cette région est la route de passage vers d'autres secteurs de grand intérêt stratégique, notamment les gisements pétroliers du golfe Persique, mais encore qu'elle contient une proportion notable des ressources minérales mondiales 93/. La préoccupation concernant un accès libre aux ressources, qu'il s'agisse de minéraux, de minerais, d'eau ou de poisson a été et continue à être l'une des principales, sinon la première, source de plusieurs situations de conflit qui sont apparues depuis la deuxième guerre mondiale. Selon le rapport Global 2000, les possibilités de conflit au sujet des ressources en eau douce sont accentuées par le fait que sur les 200 grands bassins hydrographiques dans le monde, 148 se trouvent dans deux pays et 52 dans 3 à 10 pays 94/.

178. L'établissement des budgets militaires dans l'avenir tiendra-t-il compte de la situation mondiale sur le plan des ressources? L'économie mondiale est-elle en mesure d'assurer une expansion illimitée des activités militaires? Le prix payé pour la poursuite de la course aux armements sera-t-il encore moins acceptable que dans le passé? Doit-on voir essentiellement les avantages éventuels d'un renversement des tendances actuelles de la course aux armements comme un reflet des conséquences existantes? Ces questions et d'autres qui sont au centre du présent chapitre sont liées à une évaluation des coûts de substitution de la course aux armements aux niveaux national et international et, outre les ressources, mettent aussi en cause les attitudes.

179. Le présent chapitre examine quelques unes des opinions les plus répandues sur les effets supposés positifs des dépenses militaires sur la croissance économique. Compte tenu des explications théoriques et des données empiriques recueillies dans le cadre des études exécutées à la demande spéciale du Groupe, le présent chapitre met également en question quelques-unes des idées classiques concernant les effets des activités du secteur militaire sur l'emploi et les retombées techniques pour les secteurs civils de l'économie.

---

92/ Voir Orlando Letelier et Michael Moffitt, The International Economic Order (première partie), Washington D.C., Transnational Institute, 1977, p. 5 à 9.

93/ Selon une étude établie à l'intention du Groupe, la région de l'océan Indien contient 20 p. 100 des réserves mondiales de caoutchouc, 71 p. 100 d'étain, 28 p. 100 de manganèse, 32 p. 100 de chrome, 16 p. 100 de minerai de fer, 12,5 p. 100 de minerai de plomb, 11,5 p. 100 de nickel, 10 p. 100 de zinc, 30 p. 100 d'antimoine, plus les plus grandes réserves mondiales connues de thorium ainsi que des réserves non négligeables de titane. Le fonds de l'océan Indien contient de vastes gisements de nodules de manganèse, nickel, cuivre, cobalt et molybdène, entre autres. Un mille carré du fonds de l'océan Indien pourrait produire à lui seul 30 000 tonnes de manganèse, 3 600 tonnes d'aluminium, 2 500 tonnes de cadmium, 17 000 tonnes de nickel et 650 tonnes de cuivre. Voir Swadesh Rana, P.K.S. Namboodiri, R.R. Subrawanian, Reallocation of Military Resources from the OECD to Primary Sectors of LDC's : Mutuality of Interests : A Third World Perspective (rapport établi par le Groupe).

94/ The Global 2000, Report to the President..., p. 40.

/...

Les coûts de substitution de la course aux armements

180. Appliqués aux dépenses militaires, les coûts de substitution des ressources réelles acquises par ces dépenses représentent des avantages qui pourraient être tirés d'autres utilisations de ces mêmes ressources. L'évaluation des coûts de substitution soulève de nombreuses difficultés dans le secteur militaire, dont la plus importante est la détermination des possibilités auxquelles les dépenses militaires obligent à renoncer 95/. L'établissement d'indices qui permettrait des comparaisons dans le temps et à l'échelle internationale des prix et des quantités de biens et de services dans les secteurs civil et militaire soulève d'autres difficultés. Toutefois, cet état de fait ne veut pas dire que rien d'utile ne peut être dit quant aux effets économiques et sociaux de la course aux armements et de l'application de mesures de désarmement potentiel. Il semblerait au contraire, sur la base des études exécutées à la demande du Groupe, que les dépenses militaires ont des effets négatifs certains sur le développement économique et social.

181. Comme toutes les dépenses militaires sont essentiellement des dépenses publiques, une réduction de ces dépenses peut, d'une part, favoriser la consommation et les investissements de l'Etat en faveur du développement économique et social général. D'autre part, à la suite de réductions fiscales, la consommation et les investissements du secteur privé pourraient également être encouragés. Cette analyse paraît dans une très large mesure contredire l'opinion, soutenue dans certains milieux, que l'accroissement des dépenses militaires a des effets positifs sur la croissance économique et l'emploi et, partant, sur le développement économique et social, bien que l'étendue de ces effets peut varier en fonction de l'étape de développement des pays intéressés et de la période d'analyses. L'erreur de conception de ce raisonnement tient au fait qu'il n'établit pas une comparaison avec une situation dans laquelle les ressources actuellement utilisées du secteur militaire sont affectées à d'autres activités de production civile.

182. Les conclusions des études exécutées à la demande du Groupe donnent fortement à penser que, indépendamment de leur niveau de développement actuel, tous les pays engagés dans des activités militaires intenses ou croissantes détournent des ressources qui auraient pu être utilisées à des fins sociales productives 96/. Elles corroborent également la conclusion selon laquelle les avantages économiques à court terme tirés des activités militaires de pays aux ressources inexploitées ou sous-exploitées seront vraisemblablement annulés par leurs effets à long terme sur leur croissance économique. La coexistence dans le passé de niveaux de croissance économique et de dépenses militaires élevés dans certains pays n'est pas une preuve d'une relation positive entre les deux phénomènes : si une telle relation existait, sa cause serait peut-être le contraire, les fortes dépenses militaires n'étant

---

95/ Voir Michel Brzoska, An Assessment of Sources and Statistics of Military Expenditures and Arms Transfer Data (Rapport établi pour le Groupe).

96/ Voir Dan Smith and Ron Smith, Military Expenditures, Resources and Development; Seymour Melman, Barriers to Conversion from Military to Civilian Industry in Market, Planned and Developing Countries; Mary Kaldor, The Role of Military Technology in Industrial Development; Jose A. Encinas del Pando, Declaration of Ayacucho : Analysis and Quantification of a Possible Agreement on Limitation of Military Expenditures in South America. (Rapports établis à l'intention du Groupe).

possibles qu'en raison d'une croissance élevée. Les taux de croissance à long terme des pays développés ont été fortement ralentis en raison de l'existence d'importants secteurs militaires et du fait que les ressources affectées à l'accroissement de la productivité n'ont pas été compensées sur une grande échelle par les "retombées" positives de la dynamique de la technique militaire. De plus, à bien des égards, les problèmes socio-économiques actuels des pays industrialisés, comme l'inflation et peut-être le chômage, ont sans doute été aggravés par l'effet cumulatif du volume élevé de leurs dépenses militaires.

183. L'évaluation des coûts de substitution de la course aux armements dans tous ses aspects porte sur toute la gamme des relations économiques et politiques internationales. Libérer des ressources supplémentaires susceptibles d'être consacrées au développement présentera sans aucun doute des avantages évidents, mais obtenir des principaux participants à la course aux armements qu'ils réduisent sensiblement leurs budgets militaires risque de modifier la physionomie de l'économie dans son ensemble et le contexte politique qui alimente la course aux armements et est engendré par cette évolution. Chaque nouveau ralentissement de la course centrale aux armements peut servir de point de départ à un ralentissement à tous les niveaux de la compétition militaire et donner à l'ordre économique international et à la détente des assises plus durables que celles qui reposent actuellement sur des séries de surenchères qui compliquent les mécanismes politiques et économiques des relations internationales.

184. Les projections concernant les avantages éventuels des restrictions militaires ne peuvent être considérées que comme le reflet des conséquences négatives actuelles de la course aux armements, essentiellement du fait que le prix payé sera encore plus lourd que dans le passé. En premier lieu, consacrer 5 à 6 p. 100 de la production globale à des fins militaires peut être considéré comme un coût supportable dans des conditions économiques relativement favorables, mais pèsera plus lourdement dans des situations de ralentissement de la croissance économique que l'on ne peut simplement attribuer à des tendances conjoncturelles ou à un phénomène unique comme la crise de l'énergie. En deuxième lieu, il n'est plus possible pour de nombreux pays, dans un monde caractérisé par une plus grande indépendance, de gérer leur économie à l'aide de moyens strictement nationaux. Si les économies les moins développées continuent à dépendre des transferts de ressources et de techniques des pays plus avancés, ces derniers eux aussi deviennent de plus en plus tributaires de l'importation de minéraux et de matières premières stratégiques, y compris ceux indispensables pour maintenir et élargir le niveau de leurs activités militaires. Il ressort d'une analyse établie à l'intention du Groupe sur l'état actuel de dépendance de sept grands pays - les Etats-Unis, l'Union soviétique, la France, la République fédérale d'Allemagne, le Royaume-Uni, le Japon et la Chine - que, outre l'énergie, au moins une douzaine d'autres produits

peuvent influencer défavorablement sur le PNB des pays importateurs dans des situations de pénurie. Une réduction de 15 à 20 p. 100 de l'approvisionnement de ces produits peut avoir de graves conséquences pour les économies des pays importateurs susceptibles de créer une stagnation et de réduire la production 97/.

---

97/ Les minéraux dont l'importation est la plus susceptible d'abaisser le PNB des pays importateurs en période de pénurie sont par ordre décroissant : le titane, le platine, le cobalt, l'étain, le chrome, l'aluminium, le cuivre, l'argent, le nickel et le tungstène. Les réserves mondiales et l'utilisation de presque tous ces minéraux ont les mêmes caractéristiques. D'abord, plus de 50 p. 100 des réserves mondiales se trouvent dans trois pays ou plus, et, pour des minéraux stratégiques, comme le manganèse, le molybdène, le tungstène, le chrome et le platine, trois pays se partagent plus des trois quarts des réserves mondiales. Ensuite, les pays qui disposent des réserves les plus importantes ne sont pas nécessairement les plus grands producteurs ou les plus grands consommateurs et les relations fournisseurs-consommateurs ne correspondent pas à la proximité géographique ou aux affinités politiques habituelles. Voir Helge Hveem et Raino Malnes, Military Use of Natural Resources (Rapport établi à l'intention du Groupe).

/...

Effets de la course aux armements sur la croissance économique et le développement

185. La poursuite de la course aux armements entravera la croissance économique mondiale et retardera le développement, avec les conséquences socio-économiques sérieuses qui en résulteront, en particulier dans les pays en développement. Toutes les projections économiques pour la prochaine décennie reconnaissent la nécessité de stimuler la croissance économique et parviennent à deux conclusions fondamentales : premièrement, la croissance économique mondiale sera assez lente et, deuxièmement, le taux de croissance des économies de marché sera un peu plus faible que celui des économies planifiées et des pays en développement, à l'exclusion des pays d'Afrique situés au sud du Sahara 98/. De même, la plupart des projections sur l'avenir du développement admettent le besoin urgent de faire face à deux problèmes parallèles : réduire la pauvreté absolue et fournir des emplois salariés à la population active sans cesse plus nombreuse des pays en développement. On estime que d'ici l'an 2000, sur les 6,4 milliards d'êtres humains que comptera le monde, la population des pays en développement s'élèvera à 5 milliards, dont 800 millions au moins essaieront de subsister au-dessous du seuil de la pauvreté. On estime également qu'entre 1975 et la fin du siècle, la population active de ces derniers pays se sera accrue de 500 millions de personnes, dont plus des deux cinquièmes seront sans emploi ou ne seront pas employés à plein temps 99/. Comme nul ne l'ignore, la pauvreté et le chômage ou le sous-emploi provoquent l'agitation sociale et l'instabilité politique. Les couches les plus pauvres de la société, qu'elles constituent des îlots dans le monde développé généralement prospère ou soient largement dispersées entre les pays en développement, sont toujours plus vulnérables aux pressions inflationnistes que les classes plus aisées. On peut donc dire que, dans la mesure où les dépenses militaires accentuent le chômage et l'inflation, la course aux armements a d'importantes conséquences socio-économiques.

186. Croissance économique et processus de développement sont étroitement inter-dépendants, car une croissance économique plus rapide peut améliorer les perspectives de développement. Mais, s'agissant d'évaluer les incidences de la course aux armements sur ces deux phénomènes, il est utile de conserver cette distinction surtout du fait qu'en termes simples, la croissance économique prend la forme d'un accroissement du revenu réel par habitant, ce qui implique une augmentation de la production, des revenus et de la consommation. Par ailleurs, le développement implique non seulement l'existence de la croissance économique mais également des modifications de la structure de la demande, de l'offre, de la répartition des revenus, des modifications des institutions sociales et politiques et l'amélioration du bien-être matériel. Comme l'ont montré nos études, les dépenses militaires ont des effets nuisibles sur ces variables macro-économiques et entravent donc pour ne pas dire plus le rythme de la croissance et du

---

98/ Voir Banque mondiale, Rapport sur le développement dans le monde, 1980, août 1980.

99/ Ibid., voir également Ruth Leger Sivard, World Military and Social Expenditures, 1980, North-South: A Program for Survival, "Facing the Future", Interfutures.

développement économique. Une situation analogue se produit avec les transferts internationaux d'armes dans lesquels les pays développés jouent un rôle prépondérant en tant que fournisseurs. Les coûts de substitution de ces transferts seront représentés par les autres biens et services civils auxquels le fournisseur doit renoncer. Mais les effets sur le développement (techniques importées etc.) seraient plus que compensés par les coûts des infrastructures nécessaires pour assurer l'entretien et le fonctionnement efficaces des systèmes d'armes importés 95/.

### Croissance économique

187. Comme l'expérience historique l'a montré, la croissance économique revêt différentes formes qui traduisent les caractéristiques sociales, politiques et culturelles des peuples intéressés. Ces expériences ont été interprétées différemment et ces interprétations sont reprises dans les différentes théories de la croissance et du développement économiques. Quelles que soient la théorie et l'expérience de la croissance économique dans différents pays, l'expérience actuelle ainsi que les études que nous avons effectuées montrent que le secteur militaire et le secteur civil sont en concurrence pour l'utilisation des ressources dans chaque pays quelles que soient les différences d'organisations sociales et économiques ou les niveaux de développement économique.

188. Outre qu'elles entrent directement en concurrence avec les investissements, les dépenses militaires peuvent indirectement compromettre la croissance économique dans le secteur civil en limitant le taux de productivité fortement tributaire des crédits consacrés aux activités de recherche-développement. Les preuves empiriques et historiques ne manquent pas pour démontrer que dans le passé les retombées civiles des activités de R-D dans le domaine militaire ont été largement exagérées car, à quelques exceptions près, dans le secteur de l'électronique notamment et, à un degré moindre, celui de l'aérospatial, l'écart entre les techniques civiles et militaires est assez important et, dans certains cas, a tendance à s'élargir 99a/. De surcroît, le long délai nécessaire pour bénéficier des retombées civiles des techniques militaires constitue un obstacle important dans les cas où le faible niveau de productivité appelle une intensification immédiate des activités de recherche-développement dans les secteurs civils. Des comparaisons dans le temps des activités de recherche-développement non militaires ou intéressant le secteur économique entreprises par les grands pays industrialisés font apparaître une structure de l'activité économique qui permet de constater que sur la base des dépenses et de l'emploi de personnel spécialisé par unité de PNB dans la seconde moitié des années 60, le Japon venait en tête dans le domaine de la recherche-développement non militaire, suivi d'assez loin par les Etats-Unis, qui accusaient

---

99a/ On trouvera à l'annexe III du document intitulé Désarmement et développement, ST/ECA/174 (publication des Nations Unies, numéro de vente : F.73.IX.1) une liste de certaines des utilisations pacifiques éventuelles des ressources de recherche-développement consacrées actuellement à des fins militaires. Voir également Plan d'action mondial pour l'application de la science et de la technique au développement (publication des Nations Unies, numéro de vente : F.71.II.A.18.



également un retard sensible par rapport aux grandes puissances d'Europe occidentale. Une diminution relative de la productivité du capital dans le secteur civil due à une insuffisance des activités de R-D a pour effet de détourner des capitaux du secteur civil vers le secteur militaire.

189. Un aspect essentiel de la théorie de la croissance économique fondé sur une action sur la demande concerne l'effet dit multiplicateur des dépenses militaires. Une question intéressante à cet égard consiste à déterminer si l'effet multiplicateur d'un volume donné de dépenses supplémentaires sera plus élevé ou moins élevé qu'une augmentation égale des dépenses civiles. Sur la base de certaines études, il semble que l'effet multiplicateur des dépenses militaires soit quelque peu inférieur à celui des dépenses civiles 100/. Il convient de noter que les études mentionnées ci-dessus s'appliquent à un groupe limité de pays en développement. Si ces conclusions ont une validité plus générale, les effets des dépenses militaires supplémentaires seraient moins étendus que ceux imputables à un accroissement des dépenses civiles.

190. En ce qui concerne la formation de capital, une réduction des dépenses militaires aurait des effets positifs sur la croissance économique. Pour leur majeure partie, les dépenses militaires ne contribuent pas à la production de biens d'équipement et n'accroissent pas la capacité de production d'une économie. Mais elles entrent en concurrence au sujet de l'utilisation des ressources qui peuvent être investies. En outre, les commandes militaires sont en concurrence avec les investissements civils, car elles s'adressent en général à peu près aux mêmes industries, par exemple, la métallurgie, l'industrie chimique et l'énergie. Un accroissement de la demande d'achats militaires tendra donc à provoquer une baisse relative des investissements en donnant lieu à des goulets d'étranglement du côté de l'offre qui limiteront les investissements. La mesure dans laquelle une réduction des dépenses militaires influera sur la croissance économique dépendra naturellement de la manière dont les ressources libérées seront utilisées.

191. De nombreuses études économétriques ont montré que les progrès techniques, dans leur sens le plus large, constituent la source principale de la croissance économique. Les dépenses consacrées aux activités de recherche-développement constituent une incitation dans ce processus. Au chapitre III, on a estimé que quelque 20 p. 100 du personnel de recherche technique et scientifique hautement qualifié se consacre à l'exécution de projets de recherche et de développement concernant le secteur militaire. Dans plusieurs autres parties du présent rapport, la course aux armements est décrite comme un processus technique dynamique. Il est donc tout à fait compréhensible que la recherche et le développement soient en général considérés comme un stimulant important de la croissance et du développement économiques.

---

100/ Voir Jacques Fontanel, Etudes normalisées et analyses économétriques des relations entre les dépenses militaires et le développement économique. (Rapport établi pour le Groupe). Lance Taylor et autres, Defence Spending, Economic Structure and Growth : Evidence among Countries and Over Time, (rapport établi pour le Groupe). Voir également Smith and Smith, J. A. Encinas del Pando, op. cit.

Néanmoins, cette opinion induit en erreur. Il y a plusieurs erreurs fondamentales dans cette façon de raisonner. En premier lieu, nul ne peut nier que les activités de R-D dans le domaine militaire ont des retombées positives dans certains secteurs civils comme dans le secteur de l'énergie nucléaire et des techniques spatiales. Mais le contraire est également vrai. De nombreux progrès techniques accomplis dans les secteurs civils ont également des retombées positives sur le secteur militaire. Plusieurs progrès techniques importants n'ont rien à voir avec la recherche militaire. Quelques-unes des études exécutées à la demande du Groupe fournissent des arguments quantitatifs et qualitatifs qui permettent de dire, qu'en réalité, la recherche civile est plus utile à la croissance économique que la recherche militaire 101/.

192. Il convient de souligner que les activités de R-D dans le domaine militaire sont en concurrence avec les activités de R-D dans le domaine civil. Les coûts de substitution directe des activités de R-D dans le domaine militaire sont des possibilités d'entreprendre des projets de recherche civile auxquels il a fallu renoncer. De même, on constate un gaspillage important de ressources dans les activités de R-D dans le domaine militaire. De nombreux prototypes de systèmes d'armes nécessitant des activités de recherche de R-D importantes n'ont jamais été mises en service 102/. Les activités de R-D dans le domaine militaire font appel à des effectifs importants constitués surtout du personnel scientifique et technique hautement qualifié. De fait, de l'avis du Groupe, les arguments favorables aux retombées civiles des activités de R-D dans le domaine militaire sont contrebalancés par le détournement des transferts des ressources humaines et techniques que comportent les recherches civiles comparables. Compte tenu des apports techniques énormes nécessaires pour accélérer le processus de développement, particulièrement au profit des pays en développement, la disparité considérable entre les activités de R-D dans le secteur militaire et dans le secteur civil apparaît d'autant plus clairement.

193. Sur la base de différents modèles macro-économiques concernant différentes séries de pays, plusieurs études exécutées à la demande du Groupe font apparaître une forte corrélation entre les dépenses militaires et les faibles taux de croissance économique 103/. Cette corrélation négative a été expliquée par les effets que les activités militaires ont sur plusieurs facteurs de production disponibles pour l'investissement dans le secteur civil. Comme les ressources sont limitées dans tous les pays du monde, un accroissement des dépenses militaires et les besoins qui en résultent sur les ressources réelles, conduit à une réduction de ressources en capital, en main-d'oeuvre, en énergie, en minéraux et en R-D disponibles pour les dépenses civiles.

---

101/ Voir Smith and Smith, op. cit., voir également Mary Kaldor, op. cit.

102/ Voir Les conséquences économiques et sociales de la course aux armements et des dépenses militaires.

103/ Voir Jacques Fontanel, op. cit. Voir aussi Smith and Smith, op. cit.

194. Si les dépenses militaires avaient un effet stimulant sur l'économie des pays industrialisés, toutes choses égales par ailleurs, la stagnation devrait être plus étendue dans les pays où le secteur militaire tient une moins grande place que dans ceux où il est prédominant et pour prévenir la stagnation, les dépenses non militaires pèseraient donc moins que les dépenses militaires. Ce n'est pas toutefois ce qui ressort de l'expérience des pays industrialisés les plus riches. Une étude de 18 pays industrialisés ayant un PNB supérieur à 4 milliards de dollars, un revenu par habitant de plus de 1 400 dollars et un rapport moyen dépenses militaires/PNB de 3,8 p. 100 - y compris un rapport maximal de 13,6 p. 100 et un rapport minimal de 0,8 p. 100 au cours de la période 1950-1968 - montre que dans les pays où le rapport est le plus élevé, la croissance est plus lente que dans ceux où ce même rapport est plus bas 104/. Dans le même groupe, les pays qui consacrent des ressources considérables à la mise au point de techniques militaires ont enregistré des taux de croissance plus faibles que ceux qui n'étaient pas à la pointe du progrès dans ce domaine, ce qui donne fortement à penser que l'affectation de compétences et ressources limitées à la recherche-développement militaire, a des effets à long terme importants sur les distorsions de l'économie. Des programmes militaires faisant appel à des techniques perfectionnées créent des habitudes, des qualifications et des attitudes en matière de recherche-développement, de production et de commercialisation, parfois inadaptées aux conditions de la concurrence des marchés civils : les difficultés rencontrées sur les marchés civils encouragent une plus grande concentration sur le secteur militaire, créant un cercle vicieux dont les effets se font sentir dans des domaines tels que l'industrie aérospatiale, le secteur de la mécanique lourde, l'électronique et la construction navale 105/.

195. D'une manière générale, les dépenses militaires n'ont ni plus ni moins d'effets défavorables à la croissance économique dans les pays à économie planifiée que dans les pays à économie de marché. Dans les deux cas, l'intensification de la course aux armements a des effets préjudiciables à l'économie cumulatifs qui, avec le temps, sont de plus en plus difficiles à corriger. Récemment, la plupart, voire toutes les économies de marché planifiée ont été caractérisées par des taux de croissance économique plus hauts, un rendement des investissements plus faible et un net ralentissement de la croissance de la productivité. Que les économies planifiées aient tout autant souffert de la tendance du secteur militaire à concurrencer les demandes de l'investissement tient au rôle clef qu'a joué une politique d'investissement intense dans leurs efforts visant à mobiliser toutes leurs ressources pour la mise en place de structures économiques et industrielles modernes et efficaces 106/. Elles n'ont pu réaliser pleinement leurs objectifs

---

104/ Voir Albert Szymanski, 'Military Spending and Economic Stagnation', American Journal of Sociology, vol. 79, No 1, p. 2 à 14. Voir également Smith and Smith, op. cit.

105/ D. S. Grenberg, 'Will Military Research and Development Hog It All?', The Washington Post, 18 novembre 1980.

106/ Voir Eastern Europe and the New International Economic Order : Representative Samples of Socialist Perspective, UNITAR, 1980.

ambitieux de développement, dont une croissance économique soutenue constitue un aspect important, et, dans certains cas, en sont toujours à ce qu'une étude de l'UNITAR sur l'Europe occidentale et le nouvel ordre économique international décrit comme "la limite supérieure du développement moyen et la limite inférieure du développement avancé" 107/. C'est ainsi que le PIB par habitant des pays d'Europe membres du Conseil d'assistance économique mutuelle (CAEM) est environ la moitié de celui des pays développés à économie de marché et que les efforts continus qu'ils déploient pour réduire l'écart dépendent beaucoup des ressources qu'ils peuvent mobiliser pour augmenter leurs investissements et accroître leur productivité 108/.

196. La nécessité d'accroître la productivité pour compenser une croissance plus lente de la population active devient extrêmement urgente dans les pays à économie planifiée de l'Europe orientale qui avec le reste de l'Europe font face à un ralentissement du taux d'accroissement démographique. Il faut s'attendre à ce qu'entre 1980 et 1985, toute l'Europe enregistre un ralentissement de l'accroissement de la population en âge d'activité, tendance qui s'aggravera fortement entre 1985 et 1990, années où le taux de croissance tombera d'environ 40 p. 100 pour atteindre le niveau le plus bas observé dans la période d'après-guerre 109/. La baisse du taux de fécondité ayant commencé plus tôt en Europe orientale et en Union soviétique que dans le reste de l'Europe, les projections portant sur la période 1980-1985 font apparaître dans ces pays à la fois une baisse sensible de la population en âge d'activité, et une possible augmentation notable du nombre de personnes cessant d'appartenir à la population active. D'après une étude établie à l'intention du Groupe, une réduction des dépenses militaires pourrait fortement contribuer à atténuer la pénurie de main-d'oeuvre en libérant des ressources qui seraient utilisées pour des investissements visant à accroître la productivité et, dans la seule République démocratique allemande, chaque fois que 20 000 personnes quittent le secteur militaire, 500 millions de marks peuvent être ajoutés au revenu national global, soit un accroissement de 0,3 p. 100. Dans un même ordre d'idée, une réduction de 20 p. 100 des dépenses militaires, même si 10 p. 100 seulement peuvent être utilisés en République démocratique allemande pour des investissements, représente 2 p. 100 du volume total d'investissements de ce pays 110/.

---

107/ Ibid., p. 67.

108/ Voir Le Conseil d'assistance économique mutuelle et le processus du développement (rapport établi pour UNITAR par l'Institut d'économie mondiale de l'Académie des sciences hongroises, 1981). (Designé dans la suite du document sous le titre Le CAEM et le processus de développement.)

109/ 'Perspectives économiques de la région de la CEE jusqu'en 1990 : tendances démographiques et ressources de main-d'oeuvre', (EC.AD (XVII)/R.2), p. 12 à 15.

110/ Voir Klaus Engelhardt et autres, Effects of the Arms Race and Disarmament on the Labour Situation in Countries of Different Social Systems (rapport établi à l'intention du Groupe).

197. En Chine, pays qui, par rapport à la terre et au capital, dispose d'un énorme réservoir humain, l'absence de problème de main-d'oeuvre n'écarte pas la nécessité de réduire les activités militaires pour promouvoir l'investissement et la productivité nécessaires dans une économie en expansion. Dans ce pays, non seulement le potentiel de production de la population en âge d'activité n'est pas pleinement utilisé, mais les objectifs économiques fondamentaux - nourrir, vêtir, loger dans des conditions satisfaisantes une population croissante et assurer les services qui lui sont nécessaires et mettre sur pied une base industrielle moderne - ne sont toujours pas atteints 111/. Les déclarations faites récemment en Chine, notamment sur les compressions budgétaires, témoignent bien que ce pays a conscience qu'une expansion et une modernisation de son secteur militaire risquent d'absorber des ressources nécessaires au développement agricole et industriel 112/.

### Inflation

198. Les pays industrialisés à économie de marché, après avoir enregistré des taux de croissance économique élevés dans les années 50 et 60 se heurtent maintenant au phénomène quelque peu paradoxal de la stagflation, c'est-à-dire simultanément au chômage et à l'inflation. Entre le début des années 60 et à la fin des années 70 le taux d'inflation de ces pays, mesuré par l'indice implicite du PNB, est passé de 2,5 p. 100 à 7,5 p. 100 113/. Durant les années 70 et au début des années 80, la plupart d'entre eux ont accusé des taux de chômage relativement plus élevés que pendant les périodes antérieures et en constante augmentation. C'est ainsi qu'entre 1975 et 1979, le nombre total de chômeurs dans les pays de l'OCDE est passé de 15 millions à 16 750 000, soit plus de deux fois la moyenne de la période de 1962 à 1972 qui était alors de quelque 7,5 millions 114/.

199. Les pressions inflationnistes sont encore plus marquées dans les pays en développement : en 1979 et en 1980, la hausse moyenne des prix dans les pays en développement non producteurs de pétrole aurait été de 20 à 30 p. 100 contre 9 à 12 p. 100 dans les pays industrialisés. Cette évolution s'explique notamment par les rigidités qui, à de nombreux égards, caractérisent l'offre dans les pays en développement, notamment le degré de diversification plus faible

---

111/ Michael D. Eiland, "Military Modernization and China's Economy", Asian Survey, vol. XVIII (1977), p. 1147.

112/ Gerald Segal "China's Nuclear Posture for the 1980's", Survival, IISS, Londres, janvier-février 1981, p. 11.

113/ Rapport du Groupe d'experts gouvernementaux de haut niveau chargés d'étudier les effets du phénomène mondial de l'inflation sur le développement, (TD/B/704), p. 64.

114/ Geoffrey Renshaw, "Employment, Trade and North-South Co-operation : An Overview". (Rapport établi pour le colloque de l'OIT sur L'emploi, le commerce international et la coopération Nord-Sud, Genève, mai 1980), p. 30.

correspondant à une souplesse limitée de la structure de la production, et le fait que leurs exportations soient essentiellement constituées par un petit nombre de produits primaires dont les prix sont exposés à d'amples et brutales fluctuations 115/. Un autre aspect important des pressions inflationnistes dans ces pays est l'aggravation de leurs difficultés de balance des paiements qui est due à l'interaction économique avec les pays industrialisés enregistrant des taux d'inflation élevés. L'endettement à court terme des pays en développement s'est aggravé et atteint actuellement 50 milliards de dollars, si bien que l'on estime que pour quatre dollars empruntés à l'extérieur en 1980, un à deux dollars sont utilisés pour le remboursement de leurs dettes.

200. La propension inflationniste des économies à budget militaire important s'explique à la fois sur le plan théorique et le plan empirique. En théorie, toutes les causes de l'inflation telles que celles imputables à la demande, aux coûts et à la création de monnaie peuvent servir à démontrer que les dépenses militaires peuvent avoir des effets inflationnistes sur toute économie. Du côté de la demande, les périodes de tension internationale, accompagnée de conflits militaires déclarés ou non, source de dépenses élevées, créent des pressions inflationnistes. Même lorsque la demande globale n'excède pas le volume de la production, les partisans de la théorie de l'inflation par la demande soutiennent que la concentration des dépenses militaires non affectées au personnel dans certains secteurs de l'industrie manufacturière peut, associée à la demande du secteur civil, provoquer d'importants goulets d'étranglement et une hausse brutale des prix qui se répercutent sur les coûts et les prix tout au long de la chaîne de fabrication. L'accroissement de la production militaire, contribuant à accroître la demande de certains facteurs de production, tend à créer des pénuries, notamment dans les cas où l'offre est inélastique, et fait monter les prix en général en élevant les coûts de production.

201. La théorie d'une inflation par les coûts dans le secteur militaire est un peu plus difficile à comprendre et à expliquer que la théorie d'une inflation par la demande. Dans les théories de l'inflation, l'inflation par les coûts doit avoir un caractère autonome, c'est-à-dire qu'elle doit être indépendante d'autres facteurs. L'inflation par les coûts a des caractéristiques différentes telle que l'inflation par les salaires, l'inflation par les marges (inflation par le profit) et l'inflation importée. En ce qui concerne l'inflation par les salaires, il est important que la production de biens militaires soit effectuée dans des industries de pointe, comme l'électronique et la métallurgie, caractérisées par des tendances à une plus forte productivité par rapport aux autres secteurs de l'économie. D'une manière générale, les taux de salaire ont des rapports avec la productivité de la main-d'oeuvre. Les industries liées aux activités militaires appartiennent aux secteurs qui sont à la pointe en matière de salaires, les industries qui adoptent donc les premières mesures dans le cadre des négociations collectives sur les salaires. Dans les économies de marché modernes, une poussée des salaires dans cette industrie conduira à une pression à la hausse des salaires dans d'autres secteurs caractérisés par des tendances à une plus faible productivité, par exemple le secteur des services et en conséquence à une inflation

---

115/ TD/B/704, p. 58.

stimulée. Il n'est pas impossible lorsque les industries militaires se trouvent en situation de monopole qu'elles réussissent à améliorer leur rentabilité. Si un des principaux pays producteurs d'armes accroît sa production militaire, il en résultera une hausse des prix des produits de base utilisés dans le processus de production. Cette situation exercera des pressions sur les coûts qui seront aggravés pour d'autres utilisations de ces produits de base.

202. Sur le plan monétaire, l'expérience du passé montre que l'accroissement des dépenses militaires a souvent été de pair avec des pressions inflationnistes, parce que cette augmentation a conduit à un accroissement de la masse monétaire qui n'a pas été accompagné d'une croissance correspondante de la production. Cette explication de l'inflation donne à penser qu'un déficit budgétaire tendra à avoir un caractère inflationniste s'il s'ajoute à la croissance de la masse monétaire, ce qu'il fera en général s'il n'est pas financé par des emprunts du secteur public non bancaire 116/.

203. L'analyse qui précède donne à penser que les dépenses militaires peuvent contribuer à accroître le taux général d'inflation si elles ne sont pas compensées par des réductions des dépenses dans d'autres secteurs de l'économie qui pourraient entraîner une réduction de l'emploi ou de la consommation du secteur civil. D'après différentes explications de l'inflation, il existerait différents mécanismes par lesquels cet excès de dépenses alimente la hausse des prix. Un transfert des dépenses du secteur militaire aux activités de développement ne réduira pas forcément à lui seul les pressions inflationnistes de ce genre s'il ne provoque pas un accroissement de l'offre de biens et de services.

204. Dans un grand nombre de pays d'Europe occidentale, le rythme de l'inflation dans le secteur militaire a souvent dépassé celui de l'ensemble de l'économie 117/.

---

116/ See World Military Expenditures and Arms Transfers, Arms Control and Disarmament Agency des Etats Unis, Washington D.C., 1980, p. 33. Voir aussi The Defence Monitor, Center for Defense Information, Washington D.C., janvier 1974, vol. III, No 3 et Lütz Köllner, Financial Disarmament Developing Aid and the Stability of the World Monetary System (rapport établi pour le Groupe).

117/ En Grande-Bretagne l'indice des prix de l'industrie aéronautique a augmenté de 38,9 p. 100 entre 1963 et 1969, soit près de deux fois plus rapidement que dans l'industrie des biens d'équipement (20,1 p. 100). Entre 1966 et 1972, en République fédérale d'Allemagne, l'indice des prix des biens militaires est passé de 100 à 135, alors que la hausse n'était que de 100 à 122,3 pour les prix à la consommation pendant la même période. En Suède, ce même rapport, pour la période 1963-1969 était de 100 à 134,9 pour le secteur militaire et de 100 à 126 pour l'indice des prix à la consommation. En 1971, le Gouvernement français a dû modifier le montant des dépenses militaires inscrites au plan quinquennal car la hausse des prix dans le secteur militaire a été supérieure de 5 p. 100 à l'augmentation de l'indice général des prix. Au Danemark, les dépenses militaires ont été réduites à la suite d'une diminution du pouvoir d'achat des crédits inscrits au budget des forces armées, ces dépenses augmentant plus rapidement que l'indice général des prix.

Voir Ulrich Albrecht, "Armaments and Inflation", Instant Research on Peace and Violence (Tampere Peace Research Institute), No 3, 1974, p. 157 à 167.

Nombre de pays d'Europe occidentale ont essayé d'atténuer les effets de l'accroissement des coûts de l'armement perfectionné en réduisant leurs stocks. A la suite de l'acquisition de 600 chasseurs F-104, l'armée de l'air de la République fédérale d'Allemagne n'a commandé que 320 chasseurs polyvalents; les stocks des forces aériennes d'autres pays d'Europe occidentale ont fait l'objet de réductions du même ordre. Leurs stocks de navires et de chars modernes sont moins importants que ceux qu'ils possédaient auparavant. L'inflation dans le secteur militaire n'en a pas cessé pour autant, en partie du fait que des réductions quantitatives peuvent entraîner une perte des économies d'échelle et une hausse du coût unitaire. Par exemple, dans l'industrie aéronautique, un abaissement de 20 p. 100 du coût moyen unitaire peut nécessiter un doublement de la capacité de cette industrie dans le pays de production qui disposera ou ne disposera pas d'un marché intérieur suffisant pour absorber ces produits supplémentaires 118/.

205. La part croissante que tiennent les armes dans le total des exportations des grands producteurs d'armements traduit en partie une tendance croissante à rechercher des débouchés permettant de réaliser des économies d'échelle susceptibles de compenser la hausse des coûts de fabrication d'armements perfectionnés. Dans la mesure où cette recherche de débouchés à l'exportation vise à faire face à la hausse des coûts, l'incidence de l'inflation dans le secteur militaire des pays à budget militaire élevé se répercute dans de nombreux autres secteurs. La plupart des pays importateurs d'armes appartenant à des zones de conflits, toute augmentation quantitative ou qualitative de l'arsenal de l'une des parties incite inévitablement l'adversaire à adopter la même attitude. Cette aspiration profonde à rester en tête de la course régionale aux armements crée un climat stratégique malsain qui modifie l'ordre des priorités des pays en développement, qui occupent une place de plus en plus importante dans le commerce mondial des armes.

206. Certains spécialistes estiment que les possibilités de juguler les pressions inflationnistes créées par les activités militaires sont entravées par les fortes influences et les habitudes bien établies de ceux que certains des rapports présentés au Groupe ont décrit comme un assez petit nombre de dirigeants de l'industrie de la défense dans les principaux centres de production du monde 119/. Sur le plan national, leurs activités se limitent généralement à quatre grands secteurs industriels, à savoir l'aéronautique, l'électronique et les communications, la construction et la réparation navales et les munitions. Mais leurs activités font appel à de nombreux fournisseurs de matières premières, indépendamment du grand nombre de spécialistes employés par le secteur militaire. A l'échelon international, elles englobent un nombre croissant de cessionnaires, de filiales et de coproducteurs, un peu partout dans le monde. Le fonctionnement de ce complexe militaro-industriel n'a pas eu à faire face, dans une mesure notable, à des problèmes du genre de la minimisation des coûts.

---

118/ Two Way Street: U.S.A. - Europe Arms Procurement: The Klepsch Report.  
Londres, Brassey's, 1979, p. 59.

119/ Seymour Melman, op. cit.; Mary Kaldor, op. cit.; Marek Thee, The Establishment of an International Disarmament Fund for Development. (Rapports établis pour le Groupe).



207. Etant donné que des raisons techniques et de sécurité complexes font obstacle à toute enquête d'experts extérieurs, les concepteurs et fabricants d'armes de caractère secret ont toutes les occasions de faire monter les coûts et de créer ainsi des pressions inflationnistes, car, en général, ils ne risquent pas la fermeture de l'entreprise ou d'autres conséquences néfastes si les coûts réels de production dépassent les devis initiaux. Le problème fondamental de la solvabilité financière, critique pour la survie des entreprises civiles, ne semble pas peser sur l'industrie militaire qui, comme l'a indiqué Kenneth Boulding, opère dans des conditions d'économie subventionnée où la répartition et l'affectation des ressources et des revenus sont caractérisées par un transfert à sens unique et non pas par l'échange ou le transfert à deux sens propres aux économies de marché. Les importantes subventions publiques accordées à des entreprises privées, comme Lockheed, Rolls Royce et Chrysler, pour maintenir leurs activités industrielles et rétablir leur solvabilité financière montrent que, même dans les économies de marché, l'industrie militaire n'est pas soumise au mécanisme autocorrecteur de la solvabilité, de sorte qu'il est rare de voir un grand établissement industriel militaire faire faillite ou perdre des marchés lorsque ses produits ne se conforment pas aux spécifications prévues 120/.

208. Les paragraphes qui précèdent contiennent une explication des incidences inflationnistes que peuvent avoir les dépenses militaires dans les économies de marché. Cette explication ne s'applique pas aux économies planifiées parce qu'elles sont dotées d'un système socio-économique complètement différent, dans lequel la planification joue le rôle des mécanismes du marché. En outre, la hausse générale des prix est bien moins élevée que dans les économies de marché et les pays en développement. De même, les comparaisons internationales des niveaux de prix ont une validité contestable en raison de la fonction différente que jouent les prix dans des systèmes économiques différents. Une autre différence importante tient au fait que si des tendances à une hausse du niveau général des prix sont observées dans certains pays à économie planifiée, hausses qui se sont effectivement produites dans les années 70 et au début des années 80, elles auront moins d'effets sur d'autres pays, du fait que les pays à économie planifiée participent beaucoup moins au commerce mondial que les pays à économie de marché.

---

120/ Il ressort de rapports sur les résultats de 13 grands programmes de production d'avions et de missiles depuis 1955 - dont le coût total était de 40 milliards de dollars - que seuls quatre de ces programmes - dont le coût était de 5 milliards de dollars - ont été conformes à 75 p. 100 aux caractéristiques techniques prévues. La production du char XMI, dont le coût unitaire serait, selon les estimations, 30 fois plus élevé que le coût moyen d'un char de la deuxième guerre mondiale, se poursuit en dépit d'une performance technique inférieure aux prévisions, qui se traduisent en moyenne par une panne importante tous les 230 km et deux heures d'entretien pour chaque heure de fonctionnement (Ruth Leger Sivard, op. cit.).

209. Si dans les pays à économie planifiée, les dépenses militaires augmentent, la capacité de produire d'autres produits diminuera. Si la demande d'un produit est importante, l'accroissement des dépenses militaires créera des déficits dans le secteur des produits civils. Dans les pays à économie de marché, cette évolution provoquera des hausses de prix mais aboutira dans les économies planifiées à un rationnement inévitable de la demande. La hausse des coûts de production des systèmes d'armes perfectionnés aura essentiellement les mêmes effets que dans d'autres pays.

210. Les pays membres du CAEM ne sont pas très tributaires des importations de produits de base qui sont utilisés pour la production militaire mais on observe toutefois une inflation importée qui peut être la conséquence des dépenses militaires effectuées dans d'autres pays.

### Emploi

211. Les incidences des activités militaires mondiales sur le secteur de l'emploi font nettement ressortir les coûts de substitution de la course aux armements. Un des objectifs majeurs et généralement reconnu des politiques économiques est de maintenir la demande à un niveau qui garantisse un nombre satisfaisant d'emplois car, à longue échéance, le taux de croissance par habitant est essentiellement déterminé par le taux d'accroissement de la productivité, qui subit d'importantes fluctuations à court terme provoquant une progression ou un abaissement du niveau de l'emploi. Les évaluations des effets des mesures de désarmement suscitent souvent la crainte que la réduction des dépenses militaires n'entraîne une suppression de postes de travail car, outre le personnel militaire et civil qu'il emploie directement, le secteur militaire a un effet multiplicateur sur l'emploi dans l'ensemble des secteurs de l'économie en raison de la répercussion de sa demande dans les secteurs liés à la défense. Pour apaiser ces craintes, il y a lieu de noter que les quelque 50 millions de personnes employées actuellement dans le monde dans les secteurs liés à la défense entraînent des dépenses qui dépasseront bientôt le montant stupéfiant de 500 milliards de dollars par an et que rien ne prouve que des dépenses non militaires du même ordre n'auraient pas permis la création d'un aussi grand nombre d'emplois, sinon davantage.

212. Pour démontrer les différences qu'ont sur le marché de l'emploi les dépenses consacrées au secteur civil d'une part, et au secteur militaire, d'autre part, un rapport établi pour le Groupe donne à penser que la suppression d'un emploi dans le secteur militaire permettrait en moyenne la création de deux emplois dans le secteur civil. Il est évident que le nombre réel d'emplois créés à court terme dépendra de la branche du secteur militaire dans laquelle ils auront été supprimés <sup>121/</sup>. Les salaires dans le secteur de la recherche-développement militaire, par exemple, tendent souvent à être six à huit fois supérieurs à ceux payés généralement dans un grand nombre de sociétés de recherche à des fins civiles. Par ailleurs, la réduction du personnel des forces armées ou le démantèlement d'un important système d'armement peut sembler entraîner la suppression d'un grand nombre

---

<sup>121/</sup> Voir Klaus Engelhardt, op. cit.

d'emplois en raison de l'effet de réactions en chaîne sur les effectifs militaires du haut au bas de l'échelle, y compris ceux employés à la mise au point, à la fabrication et au fonctionnement du système, mais, à la longue, les emplois supprimés par des mesures de désarmement progressif seront vraisemblablement plus que compensés par des créations d'emplois dans des activités non militaires et les effets sur le marché du travail de la réduction des dépenses militaires seront tout aussi bénéfiques aux économies qui font face actuellement à une pénurie de main-d'oeuvre ou au chômage.

213. Plusieurs études sur le redressement économique de l'après-guerre en Union soviétique et en Europe orientale ont confirmé que la reconversion au secteur civil des efforts militaires de guerre avait, dans la plupart des cas, accru le nombre d'emplois créés par rapport à la période d'avant-guerre 122/. En Union soviétique, par exemple, en 1950, la main-d'oeuvre industrielle s'était accrue de trois millions de travailleurs par rapport à 1940 : durant la même période, le nombre de créations d'emplois s'élevait à 250 000 dans l'industrie mécanique, 1 542 000 dans le secteur du bâtiment, 657 000 dans les transports et 64 000 dans les communications. En 1950, le nombre total des employés de bureau et d'usine en Union soviétique dépassait de 7,7 millions le niveau de 1940 123/. Les analyses rétrospectives de l'économie soviétique de l'après-guerre considèrent en général comme particulièrement positifs les résultats de la période 1946-1950 où une réduction de 42,6 p. 100 des dépenses consacrées à la défense a libéré 42,7 p. 100 de ressources supplémentaires pour le redressement économique et le développement et 27,6 p. 100 pour le relèvement social. En 1946, la production de biens de consommation a augmenté de 8 p. 100, celle des denrées alimentaires de 12 p. 100 et celle des biens d'équipement ménager a été multipliée par 3,3 124/.

---

122/ Voir Institut des affaires américaines et canadiennes de l'Académie des sciences de l'URSS, Problèmes politiques, sociaux et économiques urgents rencontrés au stade actuel de développement de l'humanité et moyens pratiques de détourner au profit du développement les ressources absorbées à l'heure actuelle par la course aux armements; Institut d'économie mondiale et de relations internationales de l'Académie des sciences de l'URSS, Effets économiques et sociaux de la poursuite de la course aux armements et de l'application de mesures de désarmement; Institut polonais des affaires internationales, La course aux armements et les problèmes mondiaux des relations économiques internationales. (Rapports établis pour le Groupe).

123/ Alexander Krusky et Mikhail Khlusov, "Relèvement économique de l'après-guerre en URSS", dans Problèmes socio-économiques du désarmement, par le Comité soviétique de la paix, Institut international pour la paix, Vienne, p. 21 à 29.

124/ Les biens d'équipement ménager comprennent les montres, les bicyclettes, les machines à coudre de ménage, les appareils photographiques, les tourne-disques, les appareils de radio, etc. ... (ibid., p. 31).

214. S'agissant des pays qui ont des problèmes de chômage, quelques enquêtes préliminaires exécutées pour la plupart aux Etats-Unis, laissent à penser que les dépenses militaires comptent peut-être parmi les catégories de dépenses les moins efficaces en matière de création d'emplois. Il ressort d'une étude des suppressions d'emplois provoquées par l'accélération des dépenses militaires, qu'aux Etats-Unis, chacune des 26 industries manufacturières a enregistré une perte de 5 000 emplois ou plus causée par une baisse croissante de leur compétitivité durant la période 1964-1972, qui a marqué un engagement de plus en plus important du pays dans la guerre du Viet Nam 125/. Une autre analyse portant sur les années 1968 à 1972, où le budget militaire des Etats-Unis s'établissait autour de 80 milliards de dollars, indique que la suppression moyenne nette annuelle d'emplois pour l'ensemble du pays s'est élevée à 840 000 : le gain net dans un petit nombre d'Etats étant annulé par des pertes nettes dans un grand nombre d'autres Etats dont certains des plus peuplés 126/. En comparant les emplois créés dans le cadre du programme de mise au point du bombardier stratégique B-1 et ceux d'un programme de réduction d'impôts ou de construction de logements sociaux de même ampleur, une étude de Chase Econometrics Associates a conclu que sur une période de 10 ans le programme B-1 créerait moins d'emplois, essentiellement du fait qu'il fait fortement appel au secteur manufacturier dont les besoins en main-d'oeuvre sont relativement faibles 127/. Une autre étude aboutit à des conclusions analogues en comparant la production nette et les effets sur l'emploi d'accroissements comparables du budget militaire d'une part et des dépenses publiques engagées au titre de programmes de santé, d'enseignement, d'aide publique et de protection de l'environnement d'autre part 128/.

215. On a calculé que dans un grand pays industrialisé comme les Etats-Unis, une dépense d'un milliard de dollars dans le secteur public créerait quelque 51 000 emplois de plus qu'une dépense du même montant consacrée aux activités militaires,

125/ Seymour Melman, op. cit., p. 362.

126/ Voir Marion Anderson, The Empty Pork Barrel : Unemployment and The Pentagon Budget, Lansing, PIRGRIM, avril 1975.

127/ Chase Econometrics Associates, Economic Impact of the B-1 Program on the U.S. Economy and Comparative Case Studies (Cynnyd, Pennsylvanie, 1975).

128/ Sur la base d'un vaste modèle d'échanges interindustriels de l'économie américaine en 1975 et partant de l'hypothèse que l'objectif de la politique budgétaire est le plein emploi, cette étude conclut que sur une période de cinq ans, en prenant pour base le budget de 1975, pour une réduction de 30 p. 100 du budget militaire le gain net en matière de production et d'emploi serait plus élevé si cette réduction était compensée par une augmentation comparable des dépenses des autres secteurs, alors qu'un accroissement du même ordre du budget militaire produirait un effet contraire (Roger H. Bezdek, "The 1980 Economic Impact - Regional and Occupational - of Compensated Shifts in Defence Spending", Journal of Regional Science, vol. 15, No 2, 1975, p. 183 à 198.

ce qui peut en partie s'expliquer par le fait que dans les pays dotés d'un secteur militaire avancé, les dépenses militaires autres que les dépenses de personnel sont en général concentrées dans des secteurs de l'industrie à forte intensité de capital et de technique qui ne deviennent grand utilisateur de main-d'oeuvre qu'au stade final du montage. Dans les pays moins avancés qui se heurtent à un grave problème de chômage, les suppressions d'emplois résultant d'un accroissement des dépenses militaires pourraient avoir des effets plus profonds à long terme du fait que l'importance attachée au perfectionnement technique dans le secteur militaire impose d'ordinaire l'emploi d'un personnel à la formation plus poussée et, partant, un recrutement de plus en plus sélectif au détriment de l'ouvrier non qualifié, autrement dit du chômeur "difficile à employer".

La course aux armements et les pays en développement

216. La course aux armements impose des charges relativement inégales sur des pays ayant différents niveaux de revenu national par habitant, au détriment des économies les moins développées. Certaines caractéristiques communes rendent un grand nombre de pays en développement particulièrement vulnérables aux conséquences nuisibles des dépenses militaires des autres pays même si leurs perspectives de développement sont également entravées par leurs propres dépenses militaires. On observe de fortes différences entre les situations des différents pays en développement et, dans l'ensemble, tous ces pays subissent les effets économiques directs et indirects particulièrement nuisibles de la course aux armements en général. La plupart de ces pays ne bénéficient dans l'ensemble que de très peu ou pas du tout de retombées positives. La nécessité urgente pour ces pays de recevoir régulièrement des apports extérieurs que ce soit sous forme d'aide, d'échanges et de capitaux ou de "savoir-faire" technologique, fait étroitement dépendre leurs perspectives économiques des résultats de l'économie mondiale en matière d'augmentation des taux de croissance, de lutte contre l'inflation et de réduction du chômage, problèmes qui sont généralement, comme nous l'avons indiqué plus haut, aggravés par des dépenses militaires plus fortes des pays industrialisés.

217. Le rapport de 1978 de la Banque mondiale, par exemple, avance certaines projections sur la croissance économique des pays en développement jusqu'en 1985, sur la base de ce qui était alors considéré comme une évolution probable de la situation internationale et des hypothèses sur les résultats économiques de ces pays. En l'espace d'un an, ces projections ont été révisées à la baisse pour tenir compte du ralentissement de la croissance des pays industrialisés et de la baisse concomitante du commerce mondial et de l'aide extérieure à des conditions de faveur qui se sont ajoutés aux restrictions en matière de prêts commerciaux aux pays en développement. La croissance annuelle prévue du PIB des pays en développement pour la période 1975-1985 s'est par conséquent trouvée réduite de 5,7 p. 100 à 5,2 p. 100, essentiellement parce que la reprise économique mondiale faisant suite à la récession de 1974-1975 avait été plus lente que prévu. La croissance lente et irrégulière dans les pays industrialisés, associée à d'autres facteurs qui ont perturbé leur économie, comme l'inflation et l'instabilité des taux de change, ont également réduit le volume de la croissance du commerce mondial d'environ 9 p. 100 par an entre 1965 et 1973 à tout juste plus de 4 p. 100 par an entre 1973 et 1977; la croissance des exportations des pays en développement a également baissé, passant de 6,4 p. 100 à 3,6 p. 100 par an durant la même période. On peut comprendre toutes les conséquences d'une baisse de la capacité des pays industrialisés à absorber les importations en provenance des pays en développement si l'on sait qu'en 1976 ils achetaient les deux tiers de tous les produits exportés par les pays en développement 129/.

---

129/ Voir Banque mondiale, Rapport sur le développement dans le monde, 1980 (Washington, D.C., 1980).

218. Pour de nombreux pays en développement dans les premières années de leur indépendance nationale, le souci de survivre comme Etat nation indépendant à l'intérieur de frontières territoriales héritées de la colonisation, constituait une considération capitale dans leurs dépenses militaires. Le défi de l'édification d'une nation, qui implique qu'on donne un contenu socio-économique à la liberté politique, a été accentué pour la plupart des pays ayant récemment accédé à l'indépendance par un environnement stratégique hostile. Les problèmes de la construction d'une nation sont aggravés par des menaces perçues comme provenant de l'extérieur et créant une préoccupation primordiale pour la sécurité nationale qui, pour toutes les sociétés, indépendamment de leur niveau de développement, constitue le stimulant le plus fort pour les dépenses militaires.

219. Les évaluations générales sur les coûts de substitution et le calcul des charges des dépenses militaires par les pays en développement risquent d'être fondées en général sur des données incomplètes et quelquefois non comparables. Les hypothèses les plus nettes sur les dépenses militaires de ces pays sont en général fondées sur des données peu fiables. Un aspect important sur lequel les rapports établis à la demande du Groupe vont plus loin que beaucoup d'autres études déjà faites sur le sujet, est l'importance accordée au caractère individuel de l'expérience des différents pays en développement pour le calcul des coûts de substitution des dépenses militaires et pour l'identification de tout lien de cause à effet ou de tout rapport définitif entre les dépenses militaires d'une part et les problèmes socio-économiques d'autre part. Les principaux secteurs critiques identifiés dans ces rapports et qui sont en relation directe ou indirecte avec le secteur militaire dans les pays les plus pauvres sont décrits ci-dessous :

a) Les augmentations des dépenses militaires en pourcentage du PIB sont associées aux réductions du taux de croissance économique. L'étude d'un échantillon de 69 pays dans la période 1950-1970, montre que l'augmentation des dépenses militaires a tendance à être liée à un investissement plus faible et des charges fiscales plus élevées 130/. Une autre étude portant sur 70 pays en développement a abouti à des conclusions semblables et a constaté que tout résultat positif sous forme de retombée ou de modernisation est soit très limité, soit d'utilité économique très restreinte en raison de ses conséquences sociales et politiques 131/.

b) Les effets nuisibles des dépenses militaires sur la formation de capital fixe, la consommation en termes réels et les tendances inflationnistes ne sont sans doute pas sensiblement différents dans les pays développés et les pays moins développés. Une étude comparative d'un pays développé et d'un pays en développement conclut que toute augmentation à court terme de la consommation globale résultant de l'augmentation de la masse salariale après addition des dépenses militaires, est suivie par des baisses sensibles, à long terme, du fait de la réduction notable du taux de croissance 132/.

---

130/ Lance Taylor et autres, op. cit.

131/ Bruce M. Russett and David J. Sylvan, The Effects of Arms Transfers on Developing Countries (rapport établi à l'intention du Groupe).

132/ Jacques Fontanel, op. cit.

c) Pour un pays en développement importateur d'armes, le prix payé pour le matériel ne représente qu'une charge initiale entraînant d'importants engagements économiques et politiques qui vont bien au-delà de l'exploitation et de l'entretien ultérieurs de ce matériel. Une étude portant sur un échantillon de 10 pays en développement importateurs d'armes attribue au commerce des armes une valeur économique productive faible ou nulle pour le pays importateur 133/. Des résultats analogues ressortent d'une enquête par sondage concernant 37 pays en développement, et qui conclut que la relation fournisseur-consommateur entre un pays industrialisé exportateur d'armes et un pays en développement importateur d'armes est à l'avantage du premier 134/. Les coûts purement économiques des importations d'armes sont aggravés par la charge politique que représente la nécessité d'accueillir un grand nombre de techniciens du pays fournisseur, chargés de faire fonctionner le matériel importé, et la condition politique implicite prévoyant que le pays importateur ne pourrait utiliser ce matériel que si ses objectifs militaires et politiques sont sinon partagés du moins approuvés par le pays fournisseur 135/.

d) Il ressort d'une étude des données concernant 70 pays en développement et portant sur la période 1960-1975 que ces pays sont extrêmement vulnérables à la pénétration politique et culturelle qui va de pair avec l'achat d'armes 136/. Cette pénétration est caractérisée par la constitution de secteurs uniquement axés sur l'exportation, un développement inégal, des niveaux de rémunération des effectifs différents dans les divers secteurs de l'économie et la marginalisation d'une grande partie de la main-d'oeuvre, ce qui suscite des tensions sociales et des troubles politiques. L'étude admet l'hypothèse qu'une marginalisation accrue de la main-d'oeuvre se manifeste à la fois par une baisse ou une stagnation du niveau de vie et un accroissement du chômage.

e) Une monographie portant sur trois pays en développement, qui a attribué une dimension culturelle au secteur militaire qui diffuse les valeurs de la militarisation, aboutit à la conclusion que très peu de pays ayant récemment accédé à l'indépendance ont réussi à mettre en place un secteur militaire national 137/. Les traditions, la formation, les relations et les équipements des forces militaires des pays en développement peuvent souvent les conduire à s'isoler de leur propre société, à pratiquer un interventionnisme politique et à imposer des demandes excessives, non productives aux économies nationales. Même parmi les pays développés qui ont créé leur propre secteur d'armement, la dépendance à l'égard de

---

133/ Jose A. Encinas del Pando, op. cit.

134/ Graciela Chichilnisky et autres, The Role of Armament Flows in the International Market and in Development Strategies in a North-South Context (rapport établi pour le Groupe).

135/ Ali E. Hillal Dessouki, The Effects of Arms Race and Defence Expenditures on Development (rapport établi pour le Groupe).

136/ Russett and Sylvan, op. cit.

137/ Marga Institute, Armament Culture and the Diffusion of the Values of Militarization (rapport établi à l'intention du Groupe).



l'importation d'armes coûteuses est restée importante, notamment en raison des pressions constantes exercées par les forces militaires pour disposer des armes comportant les innovations les plus avancées possibles. Cette conclusion est confirmée par le fait que l'établissement d'un secteur national de production d'armes n'a pas forcément réduit les besoins d'importation d'armes de certains des pays en développement qui fabriquent leurs propres armes. Sur les 15 pays en développement producteurs d'armes, neuf sont également des importateurs d'armes (sur les 20 pays importateurs) 138/.

f) Pour une grande partie des pays en développement, d'ambitieux programmes de production d'armes constitueront vraisemblablement une charge extrêmement lourde pour l'industrie et la main-d'oeuvre car, par sa nature même, la fabrication d'armes n'est pas possible dans une économie où certains secteurs sont exclusivement tournés vers l'exportation. Une étude sur les capacités de production d'armes de 32 pays en développement conclut, après avoir identifié les six industries clefs nécessaires à cette activité, à savoir la sidérurgie, l'électronique, la fonderie, la métallurgie, le matériel de transport et les machines-outils, que seuls 15 de ces pays sont en mesure de dépasser le stade du montage et de la simple transformation; cinq pays au moins n'ont pas encore atteint le niveau de production que permettrait leur appareil industriel, tandis que quatre autres au moins se heurteront probablement à des difficultés techniques et économiques du fait que leur programme de production d'armes dépasse de loin leur capacité industrielle 139/.

g) La dépendance presque toujours inévitable à l'égard des techniques importées peut, dans une large mesure, réduire à néant les effets de l'auto-suffisance, préconisée par de nombreux pays en développement comme facteur déterminant d'une production nationale d'armes. Si la politique d'autosuffisance fait partie intégrante d'une stratégie visant à remettre en question les relations entre le centre et la périphérie, l'un de ses principaux objectifs doit donc être de briser les relations actuelles de dépendance technologique 140/. Mais les techniques militaires, obtenues directement ou indirectement, laissent peu de place à l'innovation; elles ont tendance à reproduire leur environnement d'origine et non à s'adapter au pays utilisateur. La capacité d'innovation est la chose au monde la plus difficile à transférer 141/. On peut transférer des techniques car elles sont par définition exportables jusqu'à un certain point, en fonction de la réceptivité d'une culture différente; mais la capacité d'innovation dépend beaucoup plus étroitement de la culture. Même dans les sociétés développées, de nombreuses innovations ne sont pas exploitées parce qu'en fin de compte elles ne "cadrent pas" avec la culture environnante. La situation se complique encore plus lorsqu'on tente de reproduire des innovations nées dans une société se trouvant à un niveau culturel et matériel donné dans une autre société qui est à un tout autre niveau. Même sur le seul plan de la sécurité nationale, la dépendance à l'égard de l'importation de composants techniques et de pièces de rechange essentiels peut créer d'autres

---

138/ Herbert Wulf et autres, Transnational Transfer of Arms Production Technology, op. cit.

139/ Ibid., p. 42 à 45.

140/ Raimo Väyrynen, Industrialization, Economic Development and the World Military Order (rapport présenté au Groupe), p. 474 à 479.

141/ Harvey Brooks, "Technology, Evolution and Purpose", Daedalus, Winter 1980, p. 79 et 80.

problèmes : en cas de conflit, la poursuite de leur livraison ne peut être garantie; la coopération de personnel d'entretien étranger ne peut être assurée et les techniques risquent d'être devenues obsolètes.

h) Presque toutes les études qui ont défini les principaux problèmes susmentionnés font clairement ressortir l'existence de relations triangulaires entre le désarmement, la sécurité et le développement dans les dépenses militaires des pays en développement. A peu d'exceptions près, tous ces pays semblent accepter d'engager des dépenses militaires parce qu'ils ne se sentent pas en sécurité ni économiquement ni politiquement, ce qui n'est guère surprenant étant donné que la plupart des conflits importants depuis la seconde guerre mondiale se sont déroulés, soit sur le territoire des pays en développement, soit dans des pays voisins. Une étude sur 36 pays en développement, dont le taux de croissance varie entre 0,1 et 9,9 p. 100 et dont les dépenses militaires inscrites à leur budget national varient entre 5 et 20 p. 100, conclut que tous ces pays ont activement participé au moins à l'une des trois sortes de crises suivantes : i) relations tendues avec les pays voisins; ii) groupes hostiles faisant planer des menaces d'insurrections et de sécessions; iii) environnement stratégique défavorable où s'affrontent les intérêts des grandes puissances, qui n'ont rien à voir avec les préoccupations immédiates de sécurité des pays en développement <sup>142/</sup>. Vingt pays au moins sur les 36 de l'étude étaient en conflit; 30 au moins faisaient face à des menaces de sécessions et d'insurrections; dans près des deux tiers des pays se trouvant dans une ou plusieurs des situations susmentionnées, on peut prouver sans peine que le conflit initial était attisé ou élargi par une ingérence étrangère.

220. Même s'ils sont conscients des tensions que peuvent engendrer l'insuffisance des progrès accomplis dans les domaines socio-économiques, il est peu probable que les pays en développement soient disposés à réaffecter aux activités de développement les ressources nationales consacrées au secteur militaire : en effet, ils ont tendance à s'offenser de toutes les tentatives visant à les ranger dans une catégorie distincte pour ce qui concerne les relations entre désarmement et développement. De fait, attribuer leur sous-développement à leurs dépenses militaires reviendrait, semble-t-il, à méconnaître le fait que la plupart de ces pays continuent à enregistrer des taux de croissance économique faibles ou négligeables, et à consacrer des dépenses militaires également faibles ou négligeables. Cependant, quelques-uns de ceux qui obtiennent les meilleurs résultats sur le plan économique consacrent des dépenses importantes au secteur militaire, ce qui a peut-être entravé leur développement dans le domaine social. Il importe encore plus de faire observer qu'accorder une place excessive à la responsabilité de ces pays dans ces domaines reviendrait à perdre tout sens des proportions. Les ressources consacrées à leurs dépenses militaires seront certainement plus directement réaffectées à des fins de développement, mais il convient de rappeler que ces dépenses représentent au total 16 p. 100 des dépenses militaires mondiales, dont une grande partie est concentrée dans une seule région. Ainsi, les pays développés se taillent la part du lion dans les plus de 500 milliards de dollars de dépenses militaires effectuées chaque année, précisément les sommes nécessaires qui pourraient influencer sensiblement sur la solution des problèmes mondiaux du sous-développement.

---

<sup>142/</sup> Swadesh Rana et autres, *op. cit.*

221. L'expérience des deux dernières décennies a déjà montré que, parmi tous les arguments susceptibles d'amener les principaux pays ayant des dépenses militaires importantes à les limiter, le moins persuasif jusqu'ici a été la nécessité d'une aide accrue au développement 143/. Une telle situation persistera tant que l'on présentera les pays en développement comme les principaux bénéficiaires des relations entre le désarmement et le développement. Si le développement, y compris la nécessité d'une croissance économique soutenue et accélérée des pays développés, est considéré par ailleurs comme une nécessité mondiale, sa relation avec le désarmement devient une préoccupation économique pour le monde entier, en particulier lorsqu'on se rend compte que les activités militaires non seulement entravent la croissance économique mais risquent d'ôter aux pays ayant de gros budgets militaires les moyens de réagir efficacement devant les nouveaux facteurs non militaires qui menacent le bien-être de leurs sociétés, comme par exemple, les problèmes de l'écologie et de l'énergie ou la nécessité de s'adapter à un monde caractérisé par une compétition économique dynamique et une interdépendance dans des conditions propres à maintenir et à améliorer le bien-être de leurs propres populations.

Priorités de développement dans le monde et réaffectation des ressources libérées par les mesures de désarmement

222. Pour évaluer les besoins en ressources pour faire face aux nouvelles priorités de développement, il faut examiner de près l'évolution des dépenses militaires dans tous les pays, quels que soient leurs niveaux actuels de développement, et en particulier, des pays qui envisagent d'augmenter régulièrement leurs dépenses militaires. Les spécialistes qui se préoccupent des priorités nationales actuelles dans l'affectation des ressources dans les pays à économie de marché, par exemple, estiment que, dans les premières années de la décennie 80, les Etats-Unis à eux seuls devraient augmenter les ressources affectées à la santé publique de 32,5 p. 100, de 41 p. 100 celles concernant la construction de logements, de 58,5 p. 100 celles de la sécurité sociale et de 154 p. 100 celles consacrées à la protection de l'environnement 144/. Il ressort des estimations de l'OCDE que, si on n'augmente pas par rapport à la décennie précédente les ressources allouées à la protection de l'environnement, la pollution atmosphérique en Europe occidentale augmentera de 70 à 80 p. 100 au début de la décennie 80. La National Planning Association des Etats-Unis a estimé que 45,7 milliards de dollars seront sans doute nécessaires pour un programme visant à protéger l'environnement contre la pollution nucléaire et industrielle sur le seul territoire des Etats-Unis. La communauté internationale doit encore trouver des moyens suffisamment sûrs d'élimination des déchets nucléaires. Par ailleurs, la crise de l'énergie les forcera inévitablement à revoir de fond en comble les plans prévoyant de continuer à consacrer sept à huit fois plus de ressources à la R-D militaire qu'à la recherche sur les économies d'énergie et de nouvelles sources d'énergie.

---

143/ Issues at the Summit, auditions devant le Joint Economic Committee du Congrès des Etats-Unis, Washington, D.C., 1978, p. 135 à 153 et 185 à 189.

144/ L. Lecht, Dollars for National Goals : Looking Ahead to 1980's (New York, 1974), p. 25 à 30.

223. Les pays à économie planifiée doivent eux aussi investir davantage dans les domaines de la construction de logements, de la protection de l'environnement et de l'énergie 145/. D'après des estimations publiées par le Conseil économique et social, ces pays devront investir au cours de la prochaine décennie une proportion de leur revenu national relativement plus grande que dans le passé dans les secteurs énergétiques. Entre 1979 et 1990, ces investissements devront passer de 3,2 p. 100 du produit matériel net (PMN) (environ 4 p. 100 du PMN avec le transport et la distribution par oléoducs et gazoducs) à 3,7 - 3,8 p. 100 (environ 4,4 - 4,5 p. 100 avec le transport et la distribution) 146/. L'énergie n'est pas le seul domaine où des investissements plus importants sont nécessaires dans les pays à économie planifiée. Dans plusieurs études sur les perspectives économiques de ces pays, y compris celles présentées au Groupe, on insiste à plusieurs reprises sur le fait que l'un des obstacles les plus importants à la mobilisation intégrale de tous les facteurs internes pour le développement est le gaspillage énorme des ressources actuellement affectées au secteur militaire. En libérant des ressources humaines du secteur militaire, les pénuries de main-d'oeuvre pourraient être atténuées et la réaffectation des ressources matérielles pourrait contribuer à accélérer le processus d'industrialisation en accroissant les possibilités de satisfaire au maximum les besoins en biens de consommation dans ces pays tout en leur permettant d'être plus compétitifs pour participer au commerce international où leurs échanges ne sont pas proportionnels à leur part de la production industrielle mondiale 147/.

---

145/ Voir, par exemple, Nyitrai Ferencné dans The Hungarian Economy and Society in the Seventies (Budapest, 1981).

146/ "Perspectives jusqu'en 1990 des investissements énergétiques dans la région de la CEE" (EC.AD (XVIII)/R.5), p. 7.

147/ Une étude reposant sur l'expérience des pays du CAEM (à savoir Bulgarie, Hongrie, Pologne, République démocratique allemande, Roumanie, Tchécoslovaquie, URSS), et publiée par l'UNITAR indique que : "si on compare leurs exportations à la part qui leur revient dans le produit brut mondial (PBM), on constate que la proportion est de 1 à 2. Ceci signifie que, considérées ensemble (il y a des différences sensibles entre les pays du CAEM), leurs exportations sont inférieures de moitié à la part qui leur revient dans la production mondiale. En ce qui concerne la production industrielle, la proportion avec les exportations est de 1 à 3. En 1976, les exportations des sept pays du CAEM constituaient 8,8 p. 100 des exportations mondiales alors que leur part était de 17 à 18 p. 100 dans le produit brut mondial et près de 26 à 27 p. 100 dans la production industrielle". Voir Ervin Laszlo et Joël Kurtzman, Eastern Europe and the New International Economic Order (L'Europe de l'Est et le nouvel ordre économique international), UNITAR 1980.

/...

224. Pour l'ensemble des pays en développement, les conséquences à court terme de la réduction de leurs dépenses militaires sont peut-être généralement moins évidentes. Pour certains d'entre eux, notamment ceux dont les ressources sont inutilisées ou sous-utilisées, il peut y avoir d'autres contraintes structurelles pesant sur les activités de développement, ce qui signifie que les dépenses militaires n'entrent pas toujours nécessairement en concurrence avec les dépenses prévues pour d'autres domaines. Par ailleurs dans certains cas, les retombées visibles des activités militaires peuvent parfois sembler considérables, comme par exemple, dans la possibilité de disposer de personnel qualifié. Mais même si c'était le cas, et s'il n'y a pas de production supplémentaire entraînée par la réaffectation des ressources allouées au secteur militaire, la plupart de ces pays pourraient utiliser les ressources ainsi libérées pour mieux répondre aux besoins fondamentaux de la population. Dans les pays où les importations d'armes sont importantes et où l'apport de capitaux et de techniques dans les secteurs vitaux de l'économie est insuffisant, une atténuation des difficultés de balance des paiements contribuera sensiblement à améliorer les perspectives de croissance économique.

225. Toutefois, des réductions mêmes importantes des dépenses militaires des pays en développement ne contribueront qu'en partie à remédier à l'insuffisance des ressources qui fait obstacle à leur développement, notamment lorsqu'il s'agit de pays où les dépenses militaires sont négligeables. La part la plus importante des investissements globaux devra continuer de provenir de sources internes, mais les pays développés devront aussi continuer à transférer des ressources qui pourraient jouer un rôle de catalyseur, et la réaffectation des ressources libérées par les mesures de désarmement dans les pays industrialisés pourrait faciliter ce transfert de différentes façons, notamment par une stimulation des échanges, un accroissement des investissements, des transferts des techniques, des courants de prêts et du montant de l'aide publique au développement.

226. La question de l'insuffisance des ressources dont disposent les pays en développement a été maintes fois soulignée dans toutes les grandes instances internationales qui s'occupent de l'instauration du nouvel ordre économique international. Tout en reconnaissant qu'il est inconcevable pour les pays plus pauvres de se développer sans mobiliser leurs ressources internes, les études de l'OCDE, par exemple, réaffirment qu'un flux accru d'assistance extérieure sera toutefois nécessaire pendant les 50 prochaines années. Les estimations de l'OCDE sur l'ampleur de l'aide extérieure qui sera nécessaire coïncident avec celles de la Banque mondiale qui juge qu'un taux d'accroissement annuel de 5 p. 100 en termes réels de ce flux est le minimum indispensable à une croissance acceptable des pays en développement.

227. Pour donner une idée des retombées éventuelles des mesures de désarmement, l'une des études présentées au Groupe comprend des projections sur les perspectives économiques dans le monde selon trois scénarios retenus comme hypothèses, à savoir la poursuite de la course aux armements, son accélération, et des mesures modestes de désarmement permettant de libérer des ressources qui seraient affectées aux pays en développement. Dans cette étude, l'auteur, s'inspirant du modèle des échanges interindustriels de l'économie mondiale, déjà mis au point par l'Organisation des

Nations Unies, et prenant 1970 comme base, a divisé le monde en 15 régions pour évaluer l'effet des divers scénarios sur l'économie mondiale jusqu'en l'an 2000 148/.

a) Le premier scénario suppose que la part des dépenses militaires dans le PNB et la répartition géographique de l'industrie militaire resteraient sensiblement les mêmes pendant toute la période 1970-2000.

b) Dans le scénario de l'accélération de la course aux armements, on admet l'hypothèse que la part du PNB consacrée aux dépenses militaires doublera en l'an 2000 par rapport à l'année 1970, retenue comme référence.

c) Dans le scénario du désarmement, on suppose que les niveaux respectifs des dépenses militaires des Etats-Unis et de l'URSS, telles qu'elles sont projetées dans le premier scénario, diminueront d'un tiers en 1990 et d'un autre tiers en l'an 2000. Pour toutes les autres régions, on suppose dans ces projections que la part du PNB consacrée aux dépenses militaires diminuera en 1990 de 75 p. 100 par rapport à 1970 et, en l'an 2000, de 60 p. 100 par rapport à 1970. Dans ce modèle, on suppose également que les régions relativement riches du monde (8 sur 15 dans le modèle) transféreront une part des économies qu'elles réaliseraient dans le scénario du désarmement aux quatre régions les plus pauvres, à savoir les pays arides d'Afrique, les pays d'Asie à faible revenu, les pays d'Amérique latine à revenu moyen et l'Afrique tropicale. Le tableau IV.1 établit une projection de l'importance approximative des activités militaires dans le monde selon les trois scénarios.

Tableau IV.1

Importance projetée des activités militaires dans le monde en l'an 2000 en partant de l'hypothèse de la poursuite de la course aux armements (A), de l'accélération de la course aux armements (B) et du désarmement (C)

(En milliards de dollars de 1970)

	1970	2000		
		A	B	C
Dépenses militaires	214,6	646,0	1 286,7	420,9
Achats de matériel militaire	86,0	265,5	526,6	173,6
Commerce des armes	5,8	36,8	90,3	24,8

148/ Voir Wassily Leontief, Worldwide Economic Implications of Limitation on Military Spending (Conséquences économiques à l'échelle du monde d'une réduction des dépenses militaires) (rapport établi pour le Groupe). Voir aussi Wassily Leontief et Faye Duchin, Worldwide Implications of Hypotheticals Changes in Military Spending (établi pour l'Arms Control and Disarmament Agency des Etats-Unis, Washington, D.C., août 1980).

228. Dans ce modèle, on calcule que par rapport au premier scénario, l'accélération de la course aux armements aura des conséquences négatives sur le bien-être économique général de toutes les régions décrites, sauf une. Outre les conséquences néfastes sur la consommation par habitant dans les diverses régions indiquées dans le tableau figurant à la fin du chapitre (tableau IV.3 A), il en résulterait également une diminution en capital de près de 12 p. 100 des ressources mondiales, une baisse de 4 p. 100 de la valeur des exportations non militaires et une réduction de 4,5 p. 100 de l'emploi dans les industries (environ 11 millions d'emplois dans les régions les plus pauvres du monde, à savoir les pays arides d'Afrique, les pays d'Asie à faible revenu, les pays d'Amérique latine à revenu moyen et l'Afrique tropicale).

229. Contrairement au scénario de l'accélération de la course aux armements, celui du désarmement prévoit, par rapport au premier scénario, une consommation plus forte par habitant dans les différentes régions, comme l'indique le tableau figurant à la fin du chapitre (tableau IV.3 B) et également un PNB mondial plus élevé (+ 3,7 p. 100), des ressources en capital plus importantes (+ 5,3 p. 100), un accroissement général de la production agricole, notamment une augmentation de 4,6 p. 100 d'une production donnée, pour ne mentionner que quelques-uns des gains économiques les plus évidents.

230. Outre les avantages économiques globaux susmentionnés, le modèle du désarmement prévoit également d'importants avantages pour les régions les plus pauvres comme le décrit le tableau IV.2.

Tableau IV.2

Projection des avantages économiques dans les  
 pays en développement plus pauvres selon le  
 scénario du désarmement en l'an 2000

	<u>Scénario</u>		
	Premier scénario	Désarmement	Variation (en pourcentage)
A. (PIB par habitant en dollars E.-U.)			
Pays arides d'Afrique	143,4	353,1	146,2
Pays d'Asie à faible revenu	136,1	190,4	39,8
Pays d'Amérique latine ayant peu de ressources	418,2	488,1	16,7
Afrique tropicale	244,9	381,5	55,8
B. Emplois industriels (en millions d'années/hommes)			
Pays arides d'Afrique	20,6	48,4	134,9
Pays d'Asie à faible revenu	134,1	177,6	32,4
Pays d'Amérique latine ayant peu de ressources	52,8	58,3	10,4
Afrique tropicale	41,6	67,9	63,2
C. Ressources en capital (en milliards de dollars E.-U.)			
Pays arides d'Afrique	57,3	135,8	136,9
Pays d'Asie à faible revenu	364,4	501,3	37,5
Pays d'Amérique latine ayant peu de ressources	327,5	378,3	15,5
Afrique tropicale	110,6	185,4	67,6

/...



231. Le modèle décrit ci-dessus est très agrégé, quelque peu statique et la finesse de ses résultats dépend d'un certain nombre d'hypothèses explicites et implicites dont quelques-unes peuvent être aisément mises en doute, comme le maintien de l'égalité entre le niveau des dépenses militaires des Etats-Unis et celui de l'Union soviétique ou encore l'hypothèse du maintien du plein emploi dans les pays développés. Sa force principale tient à sa projection de base, selon laquelle la libération de ressources même modestes par le désarmement pourrait aider considérablement au développement de l'économie mondiale, et notamment à la satisfaction des besoins de développement des régions les plus pauvres du monde. Ces besoins peuvent être plus aisément satisfaits dans le cadre d'un scénario de désarmement que dans celui de l'accélération ou de la poursuite d'une course aux armements susceptible de restreindre la marge de manoeuvre dont disposent les pays ayant les budgets militaires les plus importants lorsqu'ils planifient une modification considérable du volume de leurs transferts d'aide aux régions pauvres. Cette conclusion revêt en elle-même une grande importance si l'on rappelle qu'en de nombreuses occasions, les augmentations des dépenses militaires des pays industrialisés ont été de pair avec une baisse des transferts d'aide, bien que la plupart des experts en matière de développement aient souligné à plusieurs reprises que le volume actuel de l'aide publique au développement ne suffit pas pour répondre aux besoins essentiels des pays pauvres. Comme exemple de transfert supplémentaire libéré par le désarmement pouvant améliorer considérablement les niveaux actuels de l'aide publique au développement, le diagramme IV.1 donne quelques variantes de projections établies à partir des niveaux actuels et dans des conditions de désarmement.

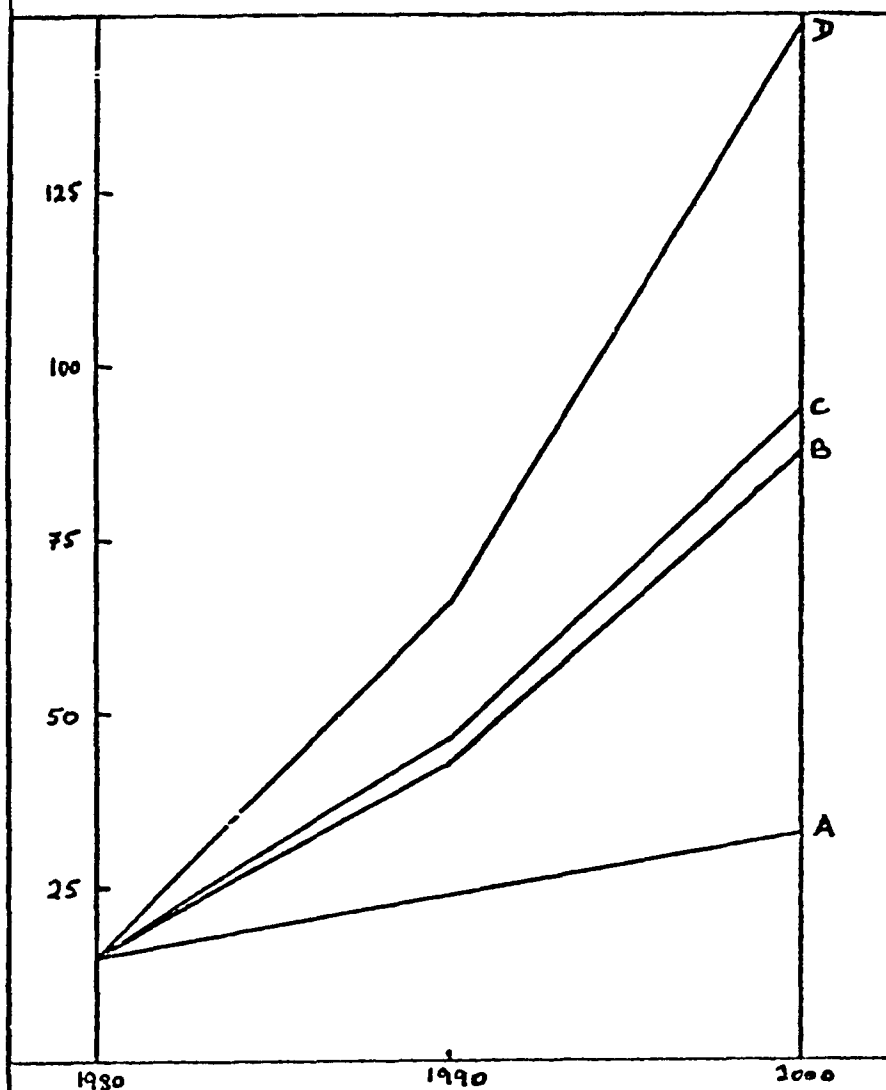
L'effet de catalyseur de la réaffectation des ressources sur le nouvel ordre économique international et la détente

232. Aucune analyse de l'ensemble des avantages socio-économiques des mesures de désarmement ne peut être menée à bien sans tenir compte de leurs effets indirects de catalyseur qui peuvent en fin de compte engendrer un climat politico-stratégique mondial plus favorable aux restrictions des dépenses militaires que la situation actuelle, dans laquelle l'accroissement de ces dépenses est souvent attribué aux menaces permanentes provenant d'un environnement stratégique hostile. L'un des faits marquants du climat international actuel est l'incertitude qui caractérise les tentatives mondiales de réorganiser les liens entre le Nord et le Sud dans le cadre du nouvel ordre économique international et de stabiliser la relation Est-Ouest dans le cadre de la détente. Dans ces deux domaines, l'effet de catalyseur des restrictions des dépenses militaires peut améliorer considérablement les résultats obtenus jusqu'à présent, car les considérations politico-stratégiques qui sont à l'origine de la course aux armements ont tendance à empiéter sur les considérations économiques qui plaident en faveur d'une gestion coopérative de l'interdépendance mondiale.

Diagramme IV.1

Variantes de projection de l'aide publique au  
développement 1980-2000

(Milliards de dollars E.-U., prix de 1970)



- A. APD représentant 0,35 p. 100 du PNB du pays donateur 1980-2000.
- B. A plus 15 p. 100 et 25 p. 100 des économies dues au désarmement en 1990 et 2000 respectivement.
- C. APD représentant 0,7 p. 100 et 1 p. 100 du PNB du pays donateur en 1990 et 2000 respectivement.
- D. C plus économies dues au désarmement, comme dans le cas de B.

233. La réforme du système monétaire international, le redressement des déséquilibres commerciaux, l'élimination des difficultés actuelles de balance des paiements, et un flux ininterrompu de capitaux, de fonds et de techniques entre les pays plus développés et les pays moins développés constituent quelques-unes des principales conditions préalables à l'instauration d'un nouvel ordre économique international. Les mesures de désarmement peuvent améliorer les perspectives des échanges internationaux dans ces trois domaines parce qu'il existe suffisamment d'indices qui donnent à penser que la poursuite de la course aux armements a accentué les perturbations du système monétaire international, aggravé les difficultés de la balance des paiements des pays les moins développés et interrompu le flux continu des transferts de capitaux et de techniques entre les pays plus développés et les pays moins développés 149/. Cette situation peut être attribuée en partie à l'effet des dépenses militaires importantes qui tend à limiter les résultats économiques des pays dotés des budgets militaires les plus importants mais, dans certains cas, les pays les plus développés ont délibérément mis fin à leur coopération économique avec des partenaires considérés comme des adversaires ou des rivaux dans la course aux armements.

234. Les crises successives des marchés internationaux des changes et du système monétaire international dans son ensemble, imputables en partie à la création massive de liquidités internationales en raison des déficits enregistrés par quelques pays à monnaie de réserve, ont été largement de pair avec une inflation galopante et des augmentations rapides de dépenses militaires. La croissance du trafic international d'armements a également contribué en partie aux difficultés de la balance des paiements des pays importateurs. Cette tendance s'est prononcée de plus en plus à mesure que les considérations sur la nécessité de répondre à la hausse des coûts de production ont amené plusieurs des principaux pays producteurs d'armements à réexaminer leurs politiques antérieures, qui consistaient à utiliser les transferts d'armements principalement comme instruments de promotion d'objectifs de politique étrangère plus vastes où la motivation du profit économique n'était qu'un élément parmi d'autres, et non nécessairement le plus important. Dans la période 1967-1976, caractérisée par quelques crises militaires graves au Moyen-Orient et en Asie du Sud venues s'ajouter aux répercussions économiques mondiales de la crise de l'énergie du début des années 70, seuls 23 des 77 pays importateurs d'armements avaient une balance commerciale excédentaire, 9 d'entre eux appartenant à la région des pays exportateurs de pétrole. Les 48 pays qui accusaient un déficit de leur balance commerciale comprenaient à la fois des pays développés et des pays en développement et 23 d'entre eux étaient à la fois exportateurs et importateurs d'armements 150/.

---

149/ Voir Les conséquences économiques et sociales de la course aux armements et des dépenses militaires.

150/ Voir Institut polonais des questions internationales, Arms Race and International Economic Relations.

235. L'influence nuisible de la course aux armements est devenue une question particulièrement préoccupante dans le domaine du commerce international. La préoccupation croissante des pays à économie de marché en ce qui concerne leurs problèmes immédiats de stagflation influencera vraisemblablement leur rôle de participants les plus importants à l'aide et aux relations commerciales des pays en développement. En raison de leur pouvoir d'achat, les pays à économie de marché constituent le débouché le plus important pour la production industrielle des pays moins développés dont les perspectives de développement dépendent dans une très large mesure de leurs recettes d'exportation, qui peuvent faciliter les importations de biens d'équipement en vue de la modernisation de leurs économies. Une interaction économique étendue avec les pays en développement peut également fournir aux économies de marché un instrument qui leur permette de relever le défi de la stagnation des taux de croissance 151/. Mais les véritables possibilités que présenterait une relation réciproquement bénéfique entre les intérêts des économies de marché et ceux des économies en développement n'ont pas été pleinement explorées jusqu'à présent, en partie parce que quelques pays à économie de marché adoptent des mesures protectionnistes dans certains secteurs pour faire face aux problèmes de la stagflation.

236. La mise en place de barrières protectionnistes aggraverait certainement les difficultés économiques des pays en développement et pourrait également aller à l'encontre du but recherché dans les pays à économie de marché. Dans le seul domaine de l'emploi, un accroissement d'un million de dollars à la fois des exportations et des importations des pays en développement pourrait créer plus d'emplois que ceux qui seraient supprimés dans les pays de l'OCDE. Une étude dans ce domaine donne à penser que 2 400 000 emplois étaient dans les pays de l'OCDE, en 1976, directement tributaires des exportations vers les pays en développement, alors que 850 000 emplois dans les pays de l'OCDE pouvaient être considérés comme 'supprimés' ou inexistantes par suite des importations de ces pays en provenance des pays en développement. Les effets sur la balance de l'emploi se traduisaient donc, sur la base des niveaux d'exportation et d'importation des pays de l'OCDE vers le Sud et en provenance du Sud par un excédent de 1 550 000 emplois 152/.

---

151/ Espérant que le Sud en développement pourrait devenir un moteur de la croissance pour le Nord développé mais quelque peu stagnant, un participant à la réunion de la Société du développement international à Rome en 1978 avait dit : 'Continuez à leur prêter de l'argent de façon qu'ils puissent le dépenser chez nous, investissez dans l'alimentation à leur profit de façon que les prix alimentaires mondiaux se stabilisent à un niveau raisonnable; réduisez les barrières commerciales de façon que nous puissions tous acheter la meilleure qualité au meilleur prix; enfin, développez leurs ressources énergétiques nationales pour que la demande de pétrole n'augmente pas encore davantage. Réunissez les effets de toutes ces actions et le tiers monde non seulement ne connaîtra pas de grandes catastrophes pouvant avoir des répercussions sur notre système mais encore contribuera grandement à la croissance de l'Occident, sans qu'elle s'accompagne pour autant d'inflation rapide'. Voir aussi Arthur Lewis, 'The Slowing Down of the Engine of Growth', American Economic Review, vol. 70, 1980, p. 555 à 564.

152/ Voir Geoffrey Renshaw, op. cit.

Deux des études exécutées à la demande du Groupe aboutissent à des résultats semblables. L'une de ces études conclut qu'un accroissement du volume du commerce entre la République fédérale d'Allemagne et les pays en développement entre 1972 et 1976 a eu pour conséquence d'accroître, directement ou indirectement, la production brute de la République fédérale d'Allemagne qui est passée de plus de 53 milliards de deutsche Mark à près de 120 milliards; pendant la même période, le nombre de personnes employées directement ou indirectement dans le secteur des exportations à destination des pays en développement a atteint plus d'un million, soit 4,4 p. 100 du total de la main-d'oeuvre, contre 2,4 p. 100 en 1972 153/. L'autre étude tire une conclusion plus pertinente sur les effets comparables sur l'emploi qui accompagnent les accroissements relatifs de dépenses militaires et le commerce de biens et services non militaires en laissant supposer que dans l'éventualité d'une réduction de 10 p. 100 des dépenses militaires mondiales, la conséquence sur l'emploi en République fédérale d'Allemagne serait une réduction de 0,4 p. 100 seulement de la main-d'oeuvre, chiffre relativement modeste si on le compare au potentiel d'emplois que représente le commerce de biens et services non militaires auquel il a été fait référence précédemment 154/.

237. Ces dernières années, les pays en développement n'ont cessé de mettre l'accent sur la nécessité que les pays à économie planifiée accroissent leur aide et leurs échanges commerciaux avec eux et participent plus largement aux discussions économiques internationales. S'ils admettent qu'il est nécessaire et souhaitable d'accorder une aide plus importante aux pays en développement et d'accroître leurs échanges commerciaux avec eux, les pays à économie planifiée mettent à cet égard l'accent sur les limites que leur impose la course mondiale aux armements. Les pays du CAEM participent également à la coopération économique avec les pays en développement, mais la possibilité de renforcer rapidement cette coopération dépend de plusieurs facteurs, dont certains sont liés à des raisons historiques et d'autres relèvent de circonstances indépendantes de leur volonté. Les pays du CAEM, par exemple, prévoient de doubler leurs importations en provenance des pays en développement dans les années 80 et de porter à 15 p. 100 la part de leurs exportations vers ces pays pendant la même période. Mais ils soulignent aussi "qu'il serait pratiquement impossible d'appliquer ces plans pour les années 80 dans un monde en proie à l'intensification d'une course aux armements extrêmement coûteuse" 155/.

238. Dans leurs relations économiques avec les pays en développement, les pays à économie planifiée subissent les effets de la situation économique et des politiques menées par les pays à économie de marché parce que les deux groupes de pays développés ont tendance à se trouver en concurrence sur les marchés des pays en développement et également parce que les pays en développement et quelques-uns des pays à économie planifiée ont des produits d'exportation

---

153/ Rolf Krengel, Macro-Economic Effects of Disarmament Policies on Sectoral Production and Employment in the Federal Republic of Germany, with Special Emphasis on Development Policy Issues (rapport établi pour le Groupe).

154/ Voir David Greenwood, West European Defence Efforts in the 1970's and Beyond (rapport établi pour le Groupe).

155/ Voir CMEA and the Development Process.

analogues 156/. La nécessité de coordonner leurs politiques économiques tant avec les pays à économie de marché qu'avec les pays en développement est à l'origine même de leur désir croissant de participer plus activement à l'instauration du nouvel ordre économique international.

239. Une intensification de l'interaction économique entre les économies planifiées et les économies de marché peut être mutuellement avantageuse. Ne serait-ce qu'en ce qui concerne le volume des échanges, les économies planifiées peuvent progresser plus rapidement dans la réalisation de leurs objectifs consistant à mieux répondre aux besoins du consommateur et d'accélérer leur croissance économique par des importations ininterrompues de pétrole brut, de minéraux, de métaux et de céréales, s'ajoutant à celles de produits chimiques et alimentaires, les économies de marché pouvant profiter des possibilités d'emploi accrues créées par l'élargissement des débouchés à l'exportation, sans compter les avantages indirects dont bénéficieraient leurs contribuables grâce à l'accroissement des revenus nationaux.

240. L'accroissement du volume du commerce entre l'Est et l'Ouest est cependant étroitement lié à l'état de la détente. Les considérations politico-stratégiques qui déterminent la détente ont eu une influence historique sur les relations économiques entre l'Est et l'Ouest. Dans les meilleurs moments de la détente, le volume du commerce entre l'Est et l'Ouest a été multiplié par six, accroissement supérieur à la dynamique du commerce mondial total : les périodes de tension ont entraîné l'exclusion d'une liste de quelque 2 000 groupes d'articles du commerce Est-Ouest pour des raisons politico-stratégiques 157/. Depuis la seconde moitié des années 70, la dynamique du commerce Est-Ouest s'est ralentie. Durant cette période, toute une série de tensions se sont produites dans la détente Est-Ouest, notamment une accélération des dépenses militaires dans les dernières années.

241. La détente s'était accompagnée d'une réduction considérable de l'écart technologique et militaire entre l'Est et l'Ouest, mais l'écart politique a persisté. Une stabilisation plus poussée du Sud, qui serait capable de garantir son indépendance par de meilleurs résultats économiques réduira probablement les domaines de conflits politiques entre l'Est et l'Ouest. L'accroissement de la coopération économique internationale sous toutes ses formes, notamment les relations commerciales, revêt également une grande importance. Toutes ces mesures contribueront à donner à la détente des bases plus stables que dans les dernières années, où elle s'est trouvée constamment remise en question. Vu sous cet angle, tout investissement supplémentaire dans le développement des pays en développement peut contribuer indirectement à la détente. L'augmentation des flux d'assistance extérieure vers les pays en développement améliorera les perspectives de développement, mais le fait de lier ce processus aux restrictions militaires des Etats ayant les budgets militaires les plus importants est susceptible de créer un nouveau climat politique qui peut devenir lui-même un catalyseur pour la réduction des budgets militaires. Le montant des ressources financières libérées

---

156/ Ibid.

157/ Institut polonais des questions internationales, Arms Race and Global Problems of International Economic Relations.

pour le développement par la réduction des budgets militaires bénéficiera grandement au développement, mais le fait d'admettre qu'il s'agit là d'une tentative délibérée de considérer le développement comme partie intégrante de la détente constituera un encouragement essentiel aux relations Est-Ouest.

Tableau IV.3 a)

Effet sur la consommation par habitant en l'an 2000 d'un scénario d'accélération de la course aux armements par rapport au scénario de base d'une poursuite de la course aux armements

<u>Région</u>	<u>Variation en pourcentage</u>
Pays arides d'Afrique	-42,3
Pays d'Asie à économie planifiée	-8,0
Pays d'Asie à faible revenu	-13,4
Pays d'Asie à revenu élevé	-4,1
Amérique latine, pays riches en ressources	-6,3
Amérique latine, pays à revenu moyen	-5,1
Amérique du Nord	-12,6
Océanie	-2,8
Pays en développement producteurs de pétrole	-0,0
Union soviétique et Europe orientale	-19,3
Afrique australe	-4,4
Afrique tropicale	-10,0
Europe occidentale, pays à revenu élevé	-6,0
Europe occidentale, pays à revenu moyen	-11,7

Tableau IV.3 b)

Projections concernant les accroissements entre 1970 et 2000 de la consommation par habitant dans le scénario de base et gains supplémentaires qui pourraient être réalisés à la suite du désarmement en l'an 2000

<u>Région</u>	Pourcentage	
	<u>1970-2000</u> <u>Scénario de base</u>	<u>Gains supplémentaires</u> <u>qui pourraient être</u> <u>réalisés à la suite</u> <u>du désarmement en</u> <u>l'an 2000</u>
Pays arides d'Afrique	-33,3	+166,7
Pays d'Asie à économie planifiée	+116,0	+2,9
Pays d'Asie à faible revenu	+2,1	+47,6
Pays d'Asie à revenu élevé	+266,9	+1,1
Amérique latine, pays riches en ressources	+244,0	+7,5
Amérique latine, pays à revenu moyen	-45,7	+21,3
Amérique du Nord	+67,8	+3,7
Océanie	+111,0	+0,7
Pays en développement producteurs de pétrole	+1 444,8	+0,0
Union soviétique et Europe orientale	+200,9	+6,3
Afrique australe	+58,8	+1,4
Afrique tropicale	+51,1	+65,8
Europe occidentale, pays à haut revenu	+114,3	+1,2
Europe occidentale, pays à revenu moyen	+15,6	+7,1

/...



CHAPITRE V

RECONVERSION ET REAFFECTATION AUX FINS DU DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE  
ET SOCIAL DES RESSOURCES QUI CESSERAIENT, GRACE A DES MESURES DE  
DESARMEMENT, D'ETRE UTILISEES A DES FINS MILITAIRES

242. Les termes reconversion et réaffectation décrivent le processus de changement par lequel des ressources réelles, humaines et matérielles, sont transférées de la production d'une certaine catégorie de biens et de services à la production d'une autre catégorie. Il s'agit ici en particulier de la réaffectation des ressources de la production de biens et de services à des fins militaires à la production de biens et de services pouvant contribuer au développement économique et social. Nous pensons notamment à la reconversion et à la réaffectation des ressources engagées pour produire les biens qui sont utilisés ou consommés par le secteur militaire et qui présentent peu ou pas d'utilité pour le secteur civil. Une partie importante de la demande du secteur militaire concerne en effet des biens et services qui sont pour l'essentiel identiques à ceux consommés par le secteur civil. Dans ce cas, le problème, relativement mineur, est de s'assurer que la demande civile compense la baisse enregistrée par la demande militaire à la suite de la réduction du budget militaire. Mais ce n'est pas le cas des armes nucléaires et chimiques, des avions de combat, des missiles, des navires de guerre, des chars, etc. Il est probablement difficile sinon impossible d'adapter ces facteurs de production à la fabrication de biens civils et il est donc nécessaire d'examiner de près les moyens de modifier leurs caractéristiques afin d'assurer une transition sans heurts vers la production de biens et de services utiles à la société.

243. Les entreprises travaillant à la mise au point et à la production d'armements et d'équipements militaires modernes sont conscientes de leur spécialisation et des difficultés qu'elles pourraient rencontrer dans le secteur civil et considèrent donc que des mesures de désarmement menaceraient à la fois leurs moyens d'existence et les structures actuelles du pouvoir et de l'influence. Dans la structure sociale et économique actuelle où des groupes nombreux répondent exclusivement aux besoins militaires, il faut s'attendre inévitablement à rencontrer de puissantes pressions politiques et bureaucratiques en faveur du maintien du statu quo. Les obstacles politiques qui s'opposent au désarmement sont suffisamment difficiles sans que s'y ajoute l'opposition, directe ou indirecte, de groupes agissant dans ce qu'ils croient être leur intérêt économique ou bureaucratique. En fait, l'objectif principal de la planification et de la préparation en vue de cette reconversion, est d'affaiblir l'opposition aux mesures de désarmement qui est motivée par des considérations économiques et bureaucratiques.

244. A une certaine époque, on a pensé qu'éliminer le secteur militaire de l'économie de marché industrielle actuelle, menacerait la viabilité de tout le système. Les tenants de cette hypothèse faisaient valoir que les économies de marché avaient tendance à aboutir à la sous-consommation ou à l'excédent de capacités productives par rapport à la demande effective, et donc au chômage et à la sous-utilisation de

ces capacités. Cette tendance exigerait que l'on crée une demande supplémentaire à l'extérieur du marché et le système capitaliste tendrait à recourir à la production d'armements dans ce but. On a renoncé à cette analyse et l'on pense maintenant que le rôle de stimulant des économies de marché que l'on faisait jouer aux dépenses d'armements était tout à fait exagéré. En outre, dans les pays industrialisés, les politiques économiques se préoccupent davantage désormais des limites de la capacité d'offre que de l'insuffisance de la demande, tandis que dans les pays en développement, on s'inquiète toujours de l'insuffisance de l'offre pour répondre à l'immensité des besoins encore insatisfaits. Comme on l'a montré au chapitre IV, le coût de substitution de la course aux armements est actuellement très élevé pour tous les participants, quel que soit leur système économique et social et leur niveau de développement. Les besoins que l'on estime être ceux de la défense nationale compte tenu de la situation contemporaine supposent des investissements en temps, en ressources financières et en main-d'oeuvre qui, en mettant les choses au mieux, ne profiteront que de façon très limitée aux autres secteurs industriels et qui, à long terme, contribuent de façon déterminante mais indirecte, à provoquer toute une série de déséquilibres économiques. Ainsi, si le présent chapitre se préoccupe particulièrement de la reconversion de ressources réelles du secteur militaire vers le secteur civil, dans un contexte plus large, cette question n'est qu'un des aspects concrets de la reconversion et de l'adoption d'une méthode plus équilibrée et réaliste pour aborder le problème de la sécurité internationale et nationale, qui reconnaîtrait que l'importance de la sécurité militaire a été surestimée, au détriment en particulier de la sécurité économique.

245. La reconversion et la réaffectation ne sont pas uniquement liées au désarmement. En effet, toute forme de développement économique et social est un processus continu de reconversion. Les facteurs de production, en particulier dans les économies industrielles modernes, doivent s'adapter en permanence à la mise au point de nouveaux produits et à l'obsolescence des anciens ainsi qu'à l'adoption de nouvelles techniques de production 158/. De fait, le rythme de l'évolution technique et l'extraordinaire mobilité des capitaux, pendant ces dernières décennies, ont amené la plupart des pays à prendre des mesures propres à faciliter les nécessaires restructurations de l'industrie, et à adopter une législation protégeant quelque peu les travailleurs touchés par ces changements. Ce qui revient à souligner que les économies industrielles modernes, y compris celles qui entretiennent les plus gros effectifs militaires ont acquis une capacité intrinsèque à réorienter les ressources d'une activité vers une autre. Leur reconversion du secteur des armements vers une production civile ne sera, dans la pratique, qu'un aspect de ce processus. En outre, comme nous le verrons plus tard, le processus de reconversion et de réaffectation provoqué par des mesures de désarmement pourrait s'il se déroule dans le cadre d'adaptations et de modifications des structures des économies nationales et du système économique international encore plus profondes, être intégré avec profit à ces changements plus vastes.

---

158/ Il vaut la peine de noter que c'est probablement dans l'industrie militaire même que ce processus est le plus rapide. Dans le même ordre d'idées, les enquêtes menées sur l'expérience des sociétés ou des usines qui se consacraient à la production de biens militaires et se sont reconverties dans le secteur civil, donnent une meilleure idée du processus de reconversion.

246. Si l'on veut replacer le problème de la reconversion dans une perspective plus large, il est important de se rappeler que le processus de désarmement serait, selon toute probabilité, très progressif. En d'autres termes, il n'est pas du tout réaliste de décrire le problème de reconversion comme impliquant la nécessité de remplacer d'un seul coup 500 milliards de dollars de demande ou d'affecter des dizaines de millions de personnes au secteur civil. D'un point de vue pratique, l'ampleur du problème de reconversion qu'impliqueraient des mesures de désarmement, serait bien plus modeste car échelonné tout au long du processus. En fait, il est probable que le rythme du désarmement dont on conviendrait, serait bien inférieur aux capacités de reconversion; ou, pour être moins pessimiste, il n'y aurait aucune difficulté à adapter le rythme du désarmement au rythme auquel les ressources concernées pourraient se réorienter sans heurt vers de nouvelles activités.

#### L'expérience de l'histoire

247. La plupart des enquêtes générales sur la question de la reconversion prennent comme point de départ la réussite extraordinaire du processus de démobilisation qui a suivi la deuxième guerre mondiale. Aux Etats-Unis, quelque 10 millions de personnes ont quitté les forces armées entre 1945 et 1948 et le budget de la défense a été réduit de près de 40 milliards de dollars. Parallèlement, les emplois industriels liés à la défense sont passés de plus de 12 millions en 1945 à moins d'un million en 1946 159/. Au Royaume-Uni, 7 millions de personnes ont été démobilisées dans les 16 mois qui ont suivi la fin de la guerre. Aucun des deux pays n'a cependant connu de taux de chômage supérieur à 4 p. 100 dans l'immédiat après guerre. L'expérience de l'Union soviétique a été tout aussi positive 160/.

248. Il est exact bien sûr que les circonstances particulières qui régnaient à la fin de la guerre ont énormément contribué à la réussite de l'effort de reconversion. En Union soviétique, et dans une moindre mesure au Royaume-Uni, la reconstruction des villes et des industries détruites par la guerre a fourni un débouché important aux capacités de production libérées par la démobilisation. Aux Etats-Unis ainsi qu'au Royaume-Uni, un accroissement de la demande des biens de consommation - après tant d'années de privation relative et d'épargne forcée - a contribué de façon déterminante à maintenir la demande globale. Il faut aussi tenir compte du fait que pour la plupart des usines, il s'agissait de se reconvertir à la production des biens civils qui étaient déjà produits avant guerre. Si ces circonstances ont sans aucun doute facilité la reconversion de l'après-guerre, il n'en reste

---

159/ Chambre des représentants du Congrès des Etats-Unis, Committee on Armed Services, Overall National Security Programs and Related Budget Requirements, Washington, D.C., décembre 1975, p. 108.

160/ Alexander Kursky and Mikhail Khlusov, "Post-War Economic Reconstruction in the USSR" (Reconstruction économique en URSS après la guerre) dans Socio-Economic Problems of Disarmament, Institut international de la paix, Vienne, 1979.

pas moins que cette adaptation économique de grande envergure s'est effectuée beaucoup plus facilement que la plupart des experts ne l'avaient prédit. Le fait que les principaux problèmes aient été prévus et que les mesures nécessaires pour assurer la transition de la guerre à la paix aient été planifiées en détail, a été d'une importance décisive. L'initiative a été prise bien avant la fin de la guerre et certains considèrent que cela a contribué de façon déterminante à la réussite du processus de reconversion 161/. En Union soviétique, le premier plan économique de l'après-guerre a été mis en place dans les six mois qui ont suivi la fin des hostilités. Et aux Etats-Unis, le gouvernement était prêt, ayant pris tout un ensemble de mesures, parmi lesquelles la démobilisation progressive, des mesures concrètes d'incitation pour stimuler la production de masse de biens de consommation durables, des taux d'intérêt faibles pour encourager les dépenses et de vastes programmes d'enseignement pour adultes.

249. S'agissant de la faisabilité générale de cette reconversion des ressources de la production de biens militaires à la production de biens civils, l'expérience qui a suivi immédiatement la seconde guerre mondiale est de toute évidence encourageante. En outre, la façon dont cette reconversion a été réalisée mérite d'être analysée plus en détail que cela n'a été fait jusqu'à maintenant. Cette situation ne signifie cependant pas que les Etats dotés de forces armées importantes et de vastes industries militaires puissent se permettre d'adopter une attitude optimiste à l'égard des problèmes de reconversion que la limitation des armements et les mesures de désarmement soulèveront. Les caractéristiques du secteur militaire ont profondément changé depuis 1945. Les techniques militaires, et par conséquent l'industrie militaire, se sont nettement différenciées des techniques et de l'industrie civiles. Les principales puissances militaires consacrent des ressources humaines et matérielles considérables à satisfaire plus ou moins exclusivement les besoins militaires, ressources qui n'ont jamais été affectées au domaine civil. La présente section va traiter essentiellement de l'expérience des Etats-Unis mais, compte tenu de l'uniformité des situations qu'impose la course technologique aux armements, on peut considérer qu'elle peut s'appliquer à tous les autres principaux pays qui participent à cette course.

250. Même pendant la période 1946-1948, au moins aux Etats-Unis, les fournisseurs les plus spécialisés dans le domaine de la défense - en particulier ceux de l'industrie aéronautique - ont été les seuls à ne pas pouvoir se reconvertir. Le marché de l'aviation civile n'a bien sûr pas compensé le vide laissé par l'arrêt des contrats militaires, et les expériences tentées pour substituer une nouvelle production ont été très décevantes. Elles ont été abandonnées lorsque le mouvement de réarmement et la guerre de Corée ont redonné au marché militaire une certaine importance. Par la suite, l'industrie américaine de la défense a manifesté sporadiquement et temporairement un certain intérêt à l'égard de la diversification et la reconversion, à chaque fois que le budget militaire connaissait une de ses

---

161/ Voir Ulrich Albrecht "Researching Conversion : A Review of the State of the Art" dans Experiences in Disarmament : On Conversion of Military Industry and Closing of Military Bases, Peter Wallensteen, éditeur, Université d'Uppsala, rapport No 19, juin 1978, p. 34.

réductions périodiques, après la guerre de Corée, par exemple, en 1963-1964 lorsqu'on a mis fin à la production de bombardiers stratégiques et ralenti l'exécution des programmes de missiles balistiques et lors du retrait du Viet Nam. La diversification du secteur militaire et du secteur public des techniques de pointe a été en général un succès considérable et s'est traduite par un mouvement de fusions et de prises de participation dans divers secteurs de production civile. Par ailleurs, la mise au point et la production de biens civils par les branches militaires de ces sociétés toujours plus diversifiées - c'est-à-dire une reconversion véritable - ont été pratiquement négligeables 162/. L'échec de ces tentatives s'est trouvé confirmé par la conviction - à laquelle les faits ont généralement donné raison - que la réduction de la demande militaire ne serait que temporaire. Ce concours de circonstances et d'expériences ont rendu l'industrie militaire très consciente de son haut degré de spécialisation, ce qui est un sérieux obstacle à la compétition dans le domaine commercial. Le désarmement est donc perçu comme une menace.

251. Les perturbations les plus récentes qui aient touché l'industrie américaine de la défense ont été bien sûr le retrait des troupes du Viet Nam et l'anti-militarisme qui lui a survécu de plusieurs années. Les dépenses totales, à prix constants, du Département de la défense ont baissé d'environ 35 p. 100 entre les exercices budgétaires de 1968 et de 1976. Les sommes consacrées aux achats ont baissé encore plus brutalement, ce qui a provoqué une diminution du nombre des emplois industriels liés à ces domaines de plus de 55 p. 100 pendant cette même période, passant de près de 3,2 millions à environ 1,4 million 163/. Il est probable que le chômage dans l'industrie de la défense aurait augmenté si la demande d'exportation en matière d'armements n'avait pas assez sensiblement progressé, notamment au Moyen-Orient.

252. En 1967, le président Johnson a donné pour instruction à divers organismes fédéraux d'accélérer et de coordonner leurs plans préparant la transition vers une économie de paix. Un certain nombre de rapports officiels ont été publiés par la suite, mais aucune enquête n'a été menée pour découvrir jusqu'où allait ce processus officiel de planification et de préparation des adaptations qu'exigeait une réduction sensible des dépenses militaires. De même, aucune étude importante n'a été publiée concernant la réaction de l'industrie de la défense à ces réductions budgétaires. On peut raisonnablement penser que le processus d'adaptation s'est trouvé gravement compliqué par le phénomène de crise du début des années 70 et par la longue période de récession économique mondiale qui a suivi dans le monde. Les données dont on dispose sont quelque peu contradictoires. Nous verrons plus loin

---

162/ Murray L. Weidenbaum, "Industrial Adjustments to Military Expenditure Shifts and Cutbacks" dans Adjustments of the U.S. Economy to Reductions in Military Spending, Bernard Udis (éditeur), U.S. Arms Control and Disarmament Agency, décembre 1970, p. 451 et 452.

163/ Chambre des représentants du Congrès des Etats-Unis, Committee on Armed Services, Overall National Security Programs and Related Budget Requirements, Washington, D.C., décembre 1975, p. 108.

que la baisse brutale d'activité du secteur militaire n'a pas sérieusement aggravé le chômage, et qu'en d'autres termes la reconversion s'est effectuée avec un certain succès. Cependant, la plupart des secteurs de l'industrie américaine de la défense ont enregistré, pendant les années 70, une grave sous-utilisation de leur capacité de production.

253. Comme l'expérience est récente, il n'existe malheureusement pas d'études détaillées sur l'expérience de l'industrie américaine de la défense après la guerre du Viet Nam bien que cet état de choses puisse être dû au fait qu'il ne s'est posé aucun problème grave. Il existe toutefois une masse d'informations concernant les précédentes réductions des budgets militaires et des réactions qu'elles ont provoquées. Ces informations sont aujourd'hui dépassées mais pour cerner la nature du problème qu'il faudra résoudre lors d'un éventuel processus de reconversion et pour élaborer des propositions concernant les mesures préparatoires, nécessaires pour faciliter ce processus, elles demeurent un point de départ irremplaçable.

254. Les informations disponibles sur les efforts de reconversion faits en Union soviétique depuis la deuxième guerre mondiale sont aussi quelque peu dépassées mais, dans l'ensemble, l'expérience semble avoir été assez positive. A la fin des années 50, l'Union soviétique a annoncé une réduction notable de ses effectifs militaires et a eu apparemment peu de difficultés à reformer et à réaffecter le personnel concerné 164/. De même, à la fin des années 50 ou au début des années 60, l'usine de munitions Krasny Proletary a été transformée pour produire des machines-outils. La reconversion a été achevée en moins de deux ans sans que l'usine ait à fermer ou à licencier des travailleurs en grand nombre 165/.

#### Caractères de l'industrie de la défense

255. On estime à juste titre que les problèmes de reconversion entraînés par le désarmement concernent les industries qui mettent au point et fabriquent des armes et des équipements militaires. C'est dans cette partie du secteur militaire que l'on est susceptible de trouver les ressources - personnel, usine et équipement - qui ne seraient pas en mesure de répondre à la demande civile, en raison du haut degré de spécialisation de cette activité. Afin de prévoir la nature des problèmes auxquels on sera confronté lors du processus de reconversion, il est utile d'analyser d'aussi près que possible les caractéristiques des industries de la défense. Si l'on peut s'attendre à découvrir des différences notables en fonction de l'environnement social et économique dans lequel se situent ces industries, on rencontrera également de nombreux points communs, déterminés par la nature même de la production de biens militaires. C'est pourquoi nous avons choisi de classer les points de la discussion qui va suivre par caractéristiques et non pas par pays.

---

164/ "Conséquences économiques et sociales du désarmement" (E/3593/Add.1), p. 203, réponse du Gouvernement de l'URSS.

165/ "Conséquences économiques et sociales du désarmement : affectation à des besoins pacifiques des ressources libérées à la suite du désarmement", réponse du Gouvernement de l'URSS, E/4169/Add.1, p. 5.

256. On a souligné au chapitre III, qu'il s'agit au niveau mondial d'une "industrie" qui emploie directement environ 4 millions de personnes à la production de biens et de services spécialisés à des fins militaires. On évalue la valeur de la production de ce secteur approximativement à 127 milliards de dollars en 1980. Cette industrie est bien sûr très concentrée géographiquement.

257. La répartition des travailleurs directement engagés dans la production de biens militaires suit bien sûr étroitement la répartition de la production. Comme nous l'avons indiqué plus haut, il est très important, lorsqu'on évalue l'ampleur probable du problème de reconversion dans un pays, de faire la distinction entre les emplois directs et indirects et entre la demande de biens militaires spécialisés et celle de biens non spécialisés. Les problèmes qui se poseront concerneront au premier chef la main-d'oeuvre directement occupée à produire des biens et services spécialisés pour répondre à la demande du secteur militaire. Malheureusement, les données disponibles ne sont ni complètes ni suffisamment ventilées pour permettre de faire de telles distinctions.

258. Le deuxième trait important qui caractérise l'industrie mondiale de la défense est son haut degré de concentration dans certains secteurs. Les forces armées modernes s'organisent autour de grands systèmes d'armements très coûteux - avions, missiles, navires de guerre et chars - et l'essentiel des dépenses d'achats vont vers les industries qui fournissent ces articles. En outre, les armes modernes et l'équipement logistique font un large usage du matériel électronique. Dans le groupe des pays principaux producteurs d'armements pour lesquels nous disposons de données, la demande militaire représente entre 40 et 80 p. 100 de la production totale et de l'emploi dans le secteur aérospatial, qui est probablement le secteur le plus fortement engagé dans la production militaire 166/. Dans le secteur de l'électronique de ces pays, la part de la production et de l'emploi affectée à des activités militaires semble actuellement varier entre 20 et 30 p. 100 167/. On observe des variations nationales importantes dans les sources de données. Malheureusement, comme seul un groupe limité de pays publie des données de ce genre, il a été impossible pour le groupe d'établir des généralisations fiables au sujet du degré de concentration dans d'autres pays principaux producteurs d'armements, comme cela aurait dû être fait pour apprécier l'ensemble de la portée des problèmes éventuels et des possibilités de réaffectation.

259. La concentration de la demande militaire dans certaines industries bien précises va de pair avec la dépendance de ces dernières à l'égard des contrats militaires. On remarque souvent à cet égard que les statistiques citées plus haut, en particulier pour l'industrie aéronautique et l'électronique, dans la mesure où elles ne tiennent pas déjà compte de la composante recherche-développement,

---

166/ R. Väyrynen et H. Tuomi, Transnational Corporations, Armaments and Development, p. 40 et 41 (rapport établi pour le groupe) et "Conséquences économiques et sociales de la course aux armements et ses effets profondément nuisibles pour la paix et la sécurité dans le monde" (A/32/88/Add.1), réponse des gouvernements.

167/ R. Väyrynen et H. Tuomi, op. cit., p. 56; A/32/88/Add.1; et Statement on the Defence Estimates 1981, première partie, p. 46.

sous-estiment probablement le degré de cette dépendance, car les commandes militaires peuvent en réalité représenter une part disproportionnée des dépenses de recherche-développement de l'industrie. Les nouvelles techniques mises au point à des fins militaires peuvent, dans une certaine mesure, être appliquées à la production de biens civils, quoique habituellement avec beaucoup de retard. C'est cependant la demande militaire qui permet à ces industries de réunir et de financer les équipes de scientifiques et d'ingénieurs qui sont chargés de la recherche-développement.

260. Un autre aspect de la concentration se traduit par le fait que dans les secteurs industriels les plus engagés dans la production militaire, un nombre relativement réduit de sociétés emporte une très grande partie des contrats. Cette concentration n'est pas en elle-même inhabituelle, mais les caractéristiques propres au marché militaire et l'importance considérable de chacun des contrats rendent ce phénomène particulièrement évident dans le secteur militaire.

261. On fait souvent ressortir le degré de dépendance de chaque société envers les contrats militaires en comparant, pour une année donnée, la valeur des contrats signés au chiffre d'affaires global, au moins pour ce qui est des Etats-Unis pour lequel on dispose de toutes les informations voulues. Cette méthode est trompeuse car les commandes militaires engagent des travaux qui s'étalent sur plusieurs années. Par exemple, en 1978, la société General Dynamics a obtenu des contrats militaires dont la valeur s'élevait à 129 p. 100 du chiffre d'affaires global de la société pour l'année en question. En fait, si cette méthode est correctement appliquée, le degré de dépendance des principales sociétés américaines travaillant pour la défense, envers les contrats militaires, a notablement baissé. Les 25 premières sociétés travaillant pour la défense, qui ont réalisé près de 40 p. 100 de leur chiffre d'affaires dans le secteur de la défense en 1958, ont vu ce pourcentage diminuer et ne plus représenter que moins de 10 p. 100 en 1975 168/. Par ailleurs, il faut distinguer entre la diversification et la reconversion et, en réalité, cette réduction de la dépendance à l'égard des contrats militaires est due à des fusions de sociétés ou à leur expansion. Le secteur de la défense de ces grandes sociétés dépend presque exclusivement des contrats militaires, mais la diversification des activités permettra à ces grandes entreprises de s'adapter plus facilement à une diminution des contrats militaires.

262. Les informations sur l'industrie de la défense en Union soviétique sont très limitées, mais celles dont on dispose indiquent, comme l'on devait s'y attendre, que la production militaire est très concentrée dans certains secteurs industriels. La majeure partie de la production porterait sur le secteur de la construction mécanique et la métallurgie. Il ressort des titres des 20 ministères qui s'occupent de ce secteur que la production militaire concerne essentiellement neuf d'entre eux 169/ et que le niveau de dépendance à l'égard des contrats militaires serait, au moins dans certains ministères, comparable à celui enregistré

---

168/ Jacques S. Gansler, *op. cit.*, p. 39.

169/ Les titres de ces neuf ministères sont : aviation, constructions navales, électronique, radio, industrie de la défense, mécanique générale, mécanique de semi-précision, équipement de communication et machines-outils.



dans les principaux pays occidentaux producteurs d'armements. De même, les pressions technologiques qui poussent à la spécialisation et à la concentration géographique de l'industrie de la défense se manifestent également en Union soviétique.

263. Une troisième caractéristique des industries de la défense est la composition de la main-d'oeuvre. Pendant la période d'après-guerre on a mis l'accent avant tout sur les innovations scientifiques et techniques, que l'on jugeait utiles aux armes et à la guerre, et sur l'application aussi rapide que possible de ces innovations à du matériel opérationnel. L'industrie de la défense travaille en permanence sur la base de concepts, de processus, de techniques et de matériel qui sont, au regard des normes civiles, incompréhensibles et elle tente de les utiliser pour produire des engins qui fonctionneront efficacement dans l'environnement impitoyable du champ de bataille moderne. Il est par conséquent normal de voir les industries de la défense consacrer des sommes disproportionnées à la recherche-développement et employer un nombre considérable de scientifiques, de techniciens et de travailleurs qualifiés. Si c'est ce qui ressort des chiffres précis dont on dispose pour les Etats-Unis et la France, on peut raisonnablement en déduire que les industries de la défense présentent les mêmes caractéristiques dans tous les pays du monde. Aux Etats-Unis en 1978, les dépenses de recherche-développement représentaient 3 p. 100 du chiffre d'affaires moyen de tous les secteurs industriels, 6,6 p. 100 pour l'industrie des composants électroniques et 12,4 p. 100 pour l'industrie aéronautique (avions et missiles). Parallèlement, les industries employaient en moyenne 27 scientifiques et ingénieurs pour 1 000 salariés, contre 54 p. 1000 dans l'industrie des composants électroniques et 80 p. 1000 dans l'industrie aéronautique et le secteur des missiles 170/. En France en 1973, 7,9 p. 100 des effectifs salariés des industries de la défense étaient des ingénieurs, contre 1,4 p. 100 en moyenne dans l'ensemble du secteur industriel. Les techniciens représentaient 19,8 p. 100 des salariés de l'industrie de la défense contre 4,2 p. 100 en moyenne dans l'ensemble du secteur industriel et les travailleurs qualifiés 42,1 p. 100 contre 25,6 p. 100 en moyenne 171/.

264. Une quatrième caractéristique qui pourrait avoir une incidence sur le processus de reconversion est le degré de dépendance des industries de la défense de certains pays à l'égard des exportations. Comme nous l'avons vu dans le chapitre III, et bien que les données disponibles ne soient pas toujours utilisables, il apparaît que le commerce international des armements se fait aujourd'hui sur une échelle qui lui donne une importance économique indéniable. Les estimations reproduites dans ce chapitre indiquent qu'au moins 20 p. 100 de la production totale de biens et services à des fins militaires seraient exportés. Au niveau mondial, les armements représentent moins de 2 p. 100 du volume des échanges internationaux de biens et services mais il en est tout autrement si l'on ne

---

170/ National Science Foundation, National Patterns of Science and Technology Resources 1980, MSF-80-308.

171/ Ignacy Sachs, Reflections on Conversion Strategies for Armament-Related Arms Industries, p. 42 (rapport établi pour le groupe).

considère plus que les quatre principaux fournisseurs d'armes et que certains secteurs de l'industrie de la défense de ces pays. Il faut se rappeler que la valeur des transferts d'armements est estimée indirectement en se fondant sur les livraisons d'armements et d'équipement que l'on a pu observer, et qu'à ces estimations on a ajouté la valeur, approximativement calculée, d'autres transferts tels que les contrats de construction et d'assistance technique conclus au profit des forces militaires d'un pays étranger. En outre, ces estimations ne reflètent pas nécessairement la valeur des paiements en espèces ou en nature effectués en échange de ces armes. On dispose néanmoins de suffisamment d'indications concernant le cas de certains pays ou de certaines sociétés pour savoir que l'exportation d'armements est d'une importance capitale pour les industries de la défense des principaux pays producteurs d'armements.

265. Pour différentes raisons liées aux exigences techniques, à la nature périodique des principales commandes conclues au profit de l'armée nationale et le souci d'assurer une capacité supplémentaire en cas de guerre, l'industrie de la défense est sujette à des excédents de capacité chroniques et en particulier pour remédier à cette situation la plupart des producteurs d'armes ont cherché à exporter. Une fois de plus, des données ne sont disponibles que pour un nombre limité de pays principaux producteurs d'armements et l'extrapolation de ces données à cette catégorie en général serait extrêmement aléatoire. Cette réserve est importante dans le cas des exportations d'armes car les volumes tendent à fluctuer largement en fonction de situations particulières et en fonction des biens militaires disponibles pour être exportés. Les parts de la production de biens militaires exportés par différentes industries varient entre 40 et 70 p. 100 pour certaines années 172/. Si cette évolution s'applique plus largement aux pays exportateurs d'armes en général, elle a toutefois des incidences importantes sur les possibilités de reconversion.

266. L'importance du contrôle direct qu'exerce l'Etat sur les industries militaires constitue une cinquième caractéristique qui intéresse directement le problème de la reconversion. En Union soviétique et dans les autres pays à économie planifiée producteurs d'armements, l'Etat exerce évidemment un contrôle total sur les industries de la défense. Toutefois, même dans les pays à économie de marché, le secteur de la défense dépend naturellement du pouvoir d'achat et de l'influence de l'Etat et appartient souvent au secteur public. En France, en 1980, plus de la moitié des personnes travaillant directement à la production d'armes étaient employées dans des établissements publics ou des entreprises nationalisées et cela était également probablement vrai au Royaume-Uni, étant donné les fortes participations que détient l'Etat dans les deux principales sociétés, la British Aerospace et Rolls Royce. L'étendue et la nature de la participation de l'Etat dans ces pays varient en fonction des politiques suivies par les gouvernements en place. Dans l'ensemble, dans presque tous les pays, y

---

172/ Jacques S. Gansler, op. cit., p. 208 et 209; Congressional Budget Office, The Effect of Foreign Military Sales on the U.S. Economy, Washington, D.C., juillet 1976; Chris Pite, "Employment and Defence", Statistical News, No 51, novembre 1980, p. 19; et R. Väyrynen et H. Tuomi, op. cit., p. 37 et 38.

compris les pays en développement, les industries de la défense sont contrôlées entièrement ou en grande partie par l'Etat. Ce n'est qu'aux Etats-Unis que l'entreprise privée semble dominante dans ce secteur mais là aussi, dans l'industrie aéronautique par exemple, un tiers environ de la surface occupée par les usines, une part importante des équipements de production et tous les dépôts d'entretien, de réparation et de maintenance du matériel militaire sont la propriété de l'Etat. Les installations et le matériel qui appartiennent à l'Etat sont également d'une importance fondamentale dans d'autres secteurs de l'industrie de la défense.

267. Il n'a pas été possible d'éviter, dans la plupart des cas, même dans les pays à économie de marché, un accroissement de la participation de l'Etat dans l'industrie de la défense. Pour des raisons purement pratiques, l'Etat est le principal débouché des produits des secteurs industriels qui fournissent des biens militaires et les transactions sur ce marché sont très différentes de ce qu'elles sont dans le secteur commercial. Le premier souci des fournisseurs, lorsqu'ils mettent au point et fabriquent du matériel militaire, n'est pas de savoir quel sera le coût de ce matériel ou comment en fixer le prix mais d'obtenir des performances techniques meilleures, ou tout au moins aussi bonnes, que celles des adversaires potentiels. Nul n'ignore que cet impératif, qui va de pair avec la mobilisation d'énormes ressources pour la recherche-développement à des fins militaires, a entraîné un taux d'accroissement extrêmement rapide du coût de la mise au point et de la production de systèmes d'armements. Et il n'est pas rare aujourd'hui que la mise au point d'un système d'armes important nécessite des centaines de millions, voire de milliards de dollars et plusieurs autres milliards pour sa production. Aucune entreprise privée n'est en mesure de mobiliser des ressources de cet ordre et, même si elle le pouvait, elle ne les affecterait pas à la fabrication d'un seul produit dont les possibilités de commercialisation dépendraient de tant de facteurs sur lesquels cette société ne peut exercer aucune influence. C'est l'Etat, par conséquent, qui assume tous les risques financiers. Mise au point et production ne sont entreprises qu'après qu'une vente a été réalisée et les contrats signés. Acheteur et vendeur collaborent pour définir les caractéristiques du produit et un ordre raisonnable de prix est établi par la suite, basé sur le coût de production du produit répondant à ces caractéristiques.

268. On peut, en tenant compte de ces considérations, essayer d'énumérer les caractéristiques des industries de la défense en prenant pour base les problèmes que rencontreraient ces industries si une reconversion à une production non militaire devenait nécessaire. En ce qui concerne la main-d'oeuvre, l'accent mis dans les branches spécialisées du secteur militaire sur la qualité et la performance technique a obligé ce secteur à acquérir des compétences et à adopter plus particulièrement, pour ce qui est de la conception et de la production, des attitudes qui seraient impensables dans la plupart des domaines commerciaux où la nécessité d'assurer des taux de production élevés et d'accroître la rentabilité rivalise avec la qualité. Cette constatation s'applique particulièrement aux scientifiques et aux techniciens qui constituent, comme nous l'avons fait observer, une partie importante de la main-d'oeuvre de l'industrie militaire.

Les compétences demandées au personnel de direction des entreprises de l'industrie militaire sont également relativement propres à ce secteur. Pour ce qui est, d'une part, de la complexité technique du produit et du nombre nécessaire de fournisseurs de pièces détachées et de composants, il existe peu d'activités de production sinon aucune dans le domaine commercial qui puissent se comparer à celles du secteur militaire. L'expérience que les principaux fournisseurs militaires ont accumulée dans le domaine de la gestion des systèmes est une des principales raisons pour lesquelles les gouvernements des principaux pays occidentaux producteurs d'armes sont peu disposés à laisser disparaître toute entreprise de ce secteur. D'autre part, avoir pour acheteur l'Etat soulève des problèmes particuliers de commercialisation, car il faut en effet adopter des procédures comptables spéciales et se conformer en général aux règles imposées par l'Etat. S'habituer à la bureaucratie n'est pas une mince affaire et nécessite une grande expérience. Des études faites aux Etats-Unis ont révélé en effet que c'était une des principales raisons pour lesquelles certaines entreprises privées hésitaient à s'engager dans la fabrication de produits destinés à la défense 173/.

269. En outre, la plupart des biens d'équipement utilisés dans certaines branches de la production d'armements destinés à la défense sont hautement spécialisés et n'ont pas la flexibilité nécessaire pour être employés dans le domaine civil. La situation actuelle, profondément différente de ce qu'elle a été pendant la seconde guerre mondiale lorsque l'industrie civile a entrepris de produire du matériel de guerre pour se reconvertir ensuite à la production de biens destinés au marché civil, est le produit d'une période de 30 ans pendant laquelle techniques militaires et civiles ont suivi en partie des voies distinctes et divergentes. Une partie des produits de l'industrie militaire est fabriquée dans des installations qui ne sont utilisées qu'à cet effet. L'effort massif et soutenu fait dans le domaine de la recherche-développement militaire a déjà permis à l'industrie militaire de se doter de capacités dont le niveau technique est très supérieur à celui de la plupart des secteurs de l'industrie civile, mais les normes et les spécifications militaires très strictes (ou simplement différentes) et le désir de cette industrie de disposer d'une capacité supplémentaire pouvant être mobilisée ne font que contribuer davantage à créer un clivage entre secteur militaire et secteur civil. L'un des résultats les plus manifestes de ce processus est l'important excédent de capacité que tend à avoir l'industrie de la défense et qui varie aux Etats-Unis, de plus de 90 p. 100 dans l'industrie des munitions à entre 30 et 50 p. 100 dans la plupart des autres secteurs 174/.

270. L'industrie de la défense possède plusieurs autres caractéristiques qui font que les entreprises de ce secteur voient d'un mauvais oeil les mesures de désarmement et la perspective d'une reconversion à la production civile. La plupart des travaux dans le domaine de la défense par exemple sont payés au fur

---

173/ Voir Michael D. Miller, "Measuring Industrial Adequacy for a Surge in Military Demand : An Input-Output Approach", Rand Corporation, Santa Monica, Californie, septembre 1978, p. ix.

174/ Jacques S. Gansler, op. cit., p. 57.

et à mesure de leur achèvement, ce qui permet une capacité d'autofinancement très favorable, notamment aux entreprises financièrement vulnérables. De même, on comprend que les entreprises qui ont l'habitude de mener des activités de recherche-développement militaire à faible risque hésitent beaucoup à engager leurs propres ressources dans la mise au point et la production de biens destinés à un marché civil aléatoire et concurrentiel. Ces préoccupations se trouveront renforcées par les craintes que les entreprises spécialisées dans le domaine militaire pourraient à juste titre avoir de n'être pas compétitives dans le secteur civil à cause de l'importance de leurs frais généraux - en raison du nombre très important de cadres de gestion, de scientifiques et d'ingénieurs - et du fait qu'elles n'ont pas la connaissance ou l'expérience de la commercialisation de produits civils. En outre, étant donné l'importance financière des contrats militaires et le fait que la mise au point et la production dans ce domaine s'étendent sur de très longues périodes, les principaux fournisseurs disposeront, à un moment ou à un autre, d'un stock important de commandes non exécutées tant pour l'armée nationale et pour les armées étrangères, ce qui compliquera le processus de reconversion à des activités non militaires.

271. Il y a enfin la question du profit. On ne dispose pas dans ce domaine de données concluantes : selon le façon dont on calcule le taux de profit, selon que l'on prend des entreprises d'armements de petite ou de grande taille et des fournisseurs directs ou des sous-traitants il est possible de montrer que le taux de profit dans l'industrie militaire est à la fois élevé et faible par rapport à celui de l'industrie civile. Par ailleurs, une fois passé un contrat militaire, le taux de profit est au moins relativement sûr puisque les prix sont établis en fonction des coûts. En outre, les bénéfices que peut rapporter un seul contrat militaire sont souvent extrêmement élevés, ce qui peut servir certains objectifs importants des sociétés même si le taux de profit est relativement bas. On peut également noter que, tout au moins dans le cas des Etats-Unis, les ventes d'armes à l'étranger rapportent beaucoup plus que les ventes sur le marché national 175/.

272. Il est évident que ces diverses caractéristiques joueront plus ou moins selon le lieu où l'industrie militaire est située. Les profits par exemple ne constituent pas pour l'Union soviétique un facteur important qui puisse inciter les entreprises industrielles à entrer ou à demeurer dans le secteur militaire. De même, les dirigeants des entreprises de l'industrie militaire soviétique n'auront pas à se soucier de leur manque d'expérience de la commercialisation des produits civils puisque ce sont les autorités de planification centrale qui se chargeront de cette tâche. Par ailleurs, tout semble indiquer qu'en raison de la haute priorité qui est accordée à la défense, les dirigeants de l'industrie militaire soviétique ne se heurtent pas à la difficulté essentielle des autres gestionnaires dans les autres secteurs de l'économie, à savoir de disposer du personnel et du matériel nécessaires.

---

175/ Jacques S. Gansler, op. cit., p. 205.

273. En ce qui concerne le recyclage de la main-d'oeuvre, on admet souvent que les travailleurs engagés dans la mise au point et la production de système d'armes modernes perfectionnées possèdent des compétences et des qualifications spécialisées exceptionnelles. De fait, les compétences professionnelles nécessaires dans ce domaine sont liées dans la majeure partie des cas aux techniques de production qui sont identiques ou comparables à celles utilisées pour les produits civils. Une certaine réorientation et un recyclage pourraient être nécessaires pour certains emplois et qualifications spécialisés, en particulier pour le personnel employé dans des activités de R - D 176/. On estime en Union soviétique, de sources bien informées que, pour qu'une reconversion à une activité civile soit réussie, un recyclage allant jusqu'à un an pour les scientifiques et deux ans pour certains ingénieurs, est nécessaire 177/. Un autre problème tient au fait qu'une grande partie des connaissances acquises par les scientifiques et les ingénieurs dans certaines branches spécialisées du secteur militaire sont considérées comme secrètes et ne seraient d'aucune utilité si les restrictions quant à leur utilisation ne sont pas levées.

274. Le caractère spécialisé des biens d'équipement soulève moins de difficultés. Lorsque ces équipements appartiennent à des sociétés privées, diverses mesures indirectes peuvent être adoptées pour les inciter à renoncer à ces équipements et à réinvestir dans la production civile. Lorsque l'Etat détient ou contrôle ces équipements il est possible de recourir à des mesures assez directes. Il est absolument irréaliste, tout au moins pour une période intérimaire assez longue, de s'attendre à ce que les Etats démantèlent complètement leurs installations industrielles militaires et il serait donc hautement souhaitable de réduire le fossé qui existe entre les besoins de l'industrie militaire et ceux de l'industrie civile. Si les produits militaires et les produits civils étaient fabriqués ensemble dans la même usine, il serait possible d'atténuer

---

176/ Les données suivantes confirment cette appréciation :

"Une étude a analysé 127 emplois de production dans l'industrie aérospatiale militaire; sur ce total, 28 étaient considérés comme des emplois manuels (plombier, électricien) alors que 98 pouvaient immédiatement être adaptés à un ou plusieurs emplois de l'industrie civile; les autres activités exigeraient un recyclage pendant une période d'environ six mois pour être compatibles avec des emplois civils... Pour le personnel engagé dans des emplois de R - D, une étude réalisée aux Etats-Unis a abouti à la conclusion que dans le cas d'un désarmement général et complet, seul 13 p. 100 de ce personnel trouvera des emplois dans des activités reconverties (par exemple transfert de l'industrie aérospatiale militaire à l'industrie aérospatiale civile); toutefois, même sans une planification importante de l'Etat, il n'est pas possible de recenser des emplois compatibles pour toutes les autres activités à l'exception de 4 p. 100 d'entre elles. La durée des périodes de recyclage peut atteindre 17 mois".

/Dan Smith et Ron Smith, Military Expenditure, Resources and Development, p. 45 (rapport établi pour le groupe)/.

177/ Seymour Melman, Barriers to Conversion from Military to Civilian Industry, p. 45 (rapport établi pour le groupe).

sensiblement les difficultés de reconversion. Pour y parvenir, il faudrait mettre un terme à la recherche excessive du secteur militaire de performances toujours améliorées et de perfectionnements techniques, ce qui contribuerait dans une très large mesure à ralentir la course aux armements et faciliterait l'application concrète des mesures de limitation des armements et au désarmement. Comme il n'a pas été possible, jusqu'à présent, de diriger le rythme et l'orientation des progrès techniques militaires, il est important par conséquent de noter qu'aux Etats-Unis, même ceux qui se demandent si la base industrielle militaire est suffisante considèrent qu'une plus grande intégration de la production de biens civils et militaires est réalisable et avantageuse 178/. Les syndicats de travailleurs constituent un autre élément puissant en faveur d'une plus grande intégration de la production de biens civils et militaires puisque, dans les circonstances actuelles, il y a peu de sécurité de l'emploi dans l'industrie de la défense aux Etats-Unis et que pour éviter le chômage, les travailleurs doivent être prêts à passer d'une entreprise à une autre, à savoir celle qui remporte les principaux contrats.

---

178/ Jacques S. Gansler, op. cit., p. 266 à 268.

### Recherche-développement à des fins militaires

275. Dans presque tous les pays, les industries de la défense tirent parti des résultats des activités de R-D à des fins non militaires, mais les ressources humaines et matérielles consacrées à la recherche-développement à des fins militaires sont trop largement concentrées dans les industries de la défense. Des laboratoires spécialisés, publics et privés, et des universités effectuent cependant eux aussi une partie importante des activités de R-D à des fins militaires. En Union soviétique, il semble que la recherche-développement à des fins militaires et la production d'armes et d'équipements soient deux domaines rigoureusement séparés. En d'autres termes, il conviendrait d'examiner brièvement les difficultés auxquelles pourraient se heurter les milieux scientifiques en cas de réduction importante de la recherche-développement à des fins militaires.

276. Il a été noté au chapitre III qu'on estime à 500 000 le nombre des scientifiques et des ingénieurs qui, dans le monde, travaillent dans la recherche-développement à des fins militaires, soit à peu près 20 p. 100 de toute la main-d'oeuvre employée dans la recherche-développement en général. Dans la mesure où il est généralement reconnu que ces hommes et ces femmes pourraient se reconverter dans des activités non militaires, les difficultés à cet égard seront relativement mineures. L'effort de recherche-développement à des fins militaires porte sur de très nombreux domaines; rares sont les secteurs de la recherche scientifique qui soient considérés comme n'ayant aucune application militaire potentielle. En outre, les progrès scientifiques et techniques, tout au moins jusqu'à la phase d'application, peuvent être utilisés à la fois à des fins militaires ou civiles. En d'autres termes, on estime en général que le problème de la reconversion à des fins pacifiques des ressources humaines qui sont actuellement consacrées à la recherche-développement à des fins militaires est, à la base, un problème dont la solution dépend de décisions prises au niveau gouvernemental en ce qui concerne le financement et l'orientation de la recherche scientifique.

277. Toutefois, la question ne peut pas être examinée à la légère. Nous avons constaté dans la section précédente qu'une partie du personnel travaillant dans le domaine de la recherche-développement militaire acquérait des attitudes vis-à-vis des problèmes scientifiques et techniques qu'il devrait à de nombreux égards modifier pour être utiles dans le secteur civil. Par ailleurs, certains membres du personnel de la recherche-développement militaire exercent leurs activités dans des domaines et/ou à des niveaux qui n'ont que peu d'utilité immédiate pour le secteur civil. Dans le même ordre d'idée, il est très possible que la répartition du personnel de la recherche-développement militaire entre les diverses disciplines scientifiques soit telle que l'adoption d'une politique scientifique mettant davantage l'accent sur les besoins économiques et sociaux rende inutile l'emploi d'un grand nombre de scientifiques et d'ingénieurs dans certaines disciplines. Le personnel de la recherche-développement militaire est certainement lui-même conscient de cette éventualité et pour qu'il appuie le désarmement et la reconversion, il faudra évidemment lui prouver que la nature et l'importance de ces bouleversements potentiels ont été évalués de façon réaliste et que des dispositions crédibles ont été prises pour que la transition soit moins pénible.

/...



Personnel militaire en uniforme

278. La reconversion du personnel militaire en uniforme pose un autre problème, tant quantitativement que qualitativement. Le nombre total de personnes engagées dans les forces armées est d'au moins 25 millions; même si l'on parvient à s'accorder sur une réduction modeste de ces forces armées, il pourrait être nécessaire par conséquent de démobiliser des millions de personnes. On peut raisonnablement estimer en outre que le secteur civil satisfait déjà les besoins de consommation du personnel militaire; la démobilisation de ce personnel provoquera donc un accroissement de la main-d'oeuvre sur le marché du travail.

279. Il a été mentionné au chapitre III que le personnel militaire devait posséder aujourd'hui des compétences très diverses et d'un niveau de plus en plus élevé, ce qui facilitera en général la transition vers une activité civile, mais les informations que l'on possède tendent à montrer qu'il faut encore s'attendre à d'importantes difficultés. On a estimé à la fin des années 60 que 80 p. 100 des emplois militaires occupés par les hommes engagés dans l'armée des Etats-Unis ne correspondaient qu'à 10 p. 100 environ de ceux qui étaient occupés par les travailleurs civils 179/. Cette situation montre qu'une formation professionnelle théorique et pratique avant la démobilisation contribuera grandement à faciliter la transition. De même, on aura évidemment avantage à faire correspondre de façon tout au moins approximative les compétences acquises avant la démobilisation et les possibilités d'emploi dans le secteur civil. De plus, comme le secteur civil sera influencé par les stratégies de reconversion mises en place dans le secteur de l'industrie militaire, il sera nécessaire de coordonner et d'intégrer les mesures de reconversion adoptées dans les diverses parties du secteur militaire.

280. Il ne faut pas négliger le fait que la majorité des pays auront déjà quelque expérience pour ce qui est du transfert de la main-d'oeuvre du secteur militaire au secteur civil. La conscription demeure le moyen le plus largement utilisé pour disposer d'une main-d'oeuvre militaire et ceci implique l'enrôlement et la démobilisation continue de travailleurs. L'expérience consistant à favoriser un roulement du personnel militaire régulier ou de carrière serait encore plus pertinente. En République fédérale d'Allemagne, par exemple, quelque 10 p. 100 du personnel militaire en uniforme est démobilisé chaque année; il s'agit, dans la plupart des cas, d'appelés, mais également de militaires de carrière qui achèvent des périodes de service plus longues. En outre, plusieurs grandes puissances militaires ont déjà procédé il y a plus ou moins longtemps à d'importantes réductions de leurs effectifs militaires : à la fin des années 50 pour l'Union soviétique par exemple et au début des années 70 pour les Etats-Unis. Le projet de transition, élaboré par le Ministère de la défense des Etats-Unis en 1967 prévoyait une formation et/ou une orientation de six mois avant la démobilisation et la participation active de l'industrie privée comme des autres institutions publiques à la recherche d'emplois et à une préparation adéquate des militaires leur permettant d'acquérir les qualifications voulues. Entre 1967 et 1969, le nombre total des personnes occupant des emplois liés à la défense est passé de 10 p. 100 à 9 p. 100 de la main-d'oeuvre alors que le taux général de chômage passait

179/ Harold Wool, The Military Specialist : Skilled Manpower for the Armed Forces (Baltimore, The John Hopkins Press, 1968), p. 55.

dans le même temps de 4 p. 100 à 3,5 p. 100, ce qui prouve largement que le projet avait remporté un certain succès. Par la suite, entre 1971 et 1973, le taux général de chômage est passé aux Etats-Unis de 6 p. 100 à 5 p. 100 et dans le même temps les emplois dans les secteurs liés à la défense ont continué à diminuer pour tomber de 7 p. 100 à moins de 6 p. 100 de la main-d'oeuvre 180/.

#### Incidences régionales et sous-régionales

281. Comme l'activité de l'industrie militaire est fortement concentrée dans certains secteurs, que quelques très grandes entreprises dominent le marché et qu'un nombre relativement faible de grands systèmes d'armement représentent une part disproportionnée du montant total des dépenses, il est inévitable que l'incidence économique des activités militaires soit particulièrement importante dans certaines régions et collectivités des pays producteurs d'armements. Les principales bases militaires, qui, pour des raisons stratégiques et de sécurité, sont souvent situées dans des zones reculées, fournissent elles aussi l'essentiel de l'activité économique de la région environnante. Pour ces régions et ces collectivités - comme c'est le cas du sud de la Californie aux Etats-Unis et peut-être des bords de la mer Blanche en Union soviétique - le problème de la reconversion devra être abordé de façon particulièrement complète et imaginative car il ne suffira pas de trouver des produits de remplacement et de recycler des travailleurs pour remplacer une part importante de la structure économique et sociale de la région. Dans certains cas, cela se révélera sans doute impossible et les travailleurs ainsi que leurs familles devront se disperser dans d'autres régions.

282. Etant donné les dimensions particulières du problème de la reconversion, il est nécessaire avant tout de rassembler des informations complètes et détaillées sur les répercussions des dépenses militaires sur l'économie en s'efforçant de déterminer avec une très grande précision les incidences directes et indirectes sur l'emploi, dans certaines régions et collectivités. Inutile de dire que ce n'est pas là tâche aisée. Les incidences varieront selon la catégorie de dépenses militaires, ou selon le type de grand système d'armement considérés et se modifieront en même temps que changera la composition des types d'armes fabriqués. On a constaté que dans les économies complexes et interdépendantes des principaux pays producteurs d'armes, la répartition régionale des emplois liés à la défense constituait un vaste amalgame de maillons primaires, secondaires et autres ayant des effets directs et indirects 181/. Il en sera de même dans d'autres pays

---

180/ Chambre des représentants du Congrès des Etats-Unis, Committee on Armed Services, Overall National Security Programs and Related Budget Requirements, p. 109.

181/ A titre d'exemple, on a estimé que si la fabrication du bombardier stratégique B-1 avait été entreprise, plus de 5 000 sociétés dans tout le territoire des Etats-Unis auraient reçu de nouvelles commandes. Le fait que le nombre de sociétés engagées dans le processus varie n'est pas non plus un phénomène nouveau. D'après une déclaration de l'Union soviétique, il y a quelque vingt ans, il fallait en moyenne faire appel à quelque 500 entreprises pour fabriquer un avion de combat, quelque 300 entreprises pour fabriquer un tank et plus de 500 pour fabriquer un navire de guerre. Voir "Les conséquences économiques et sociales du désarmement" (E/3593/Add.1, p. 197), réponse du Gouvernement de l'URSS. /...

industrialisés et en développement possédant une industrie de la défense importante, bien que dans le cas des pays en développement un grand nombre de maillons industriels se trouvent à l'étranger, notamment dans les principaux pays industrialisés fournisseurs d'armes.

283. Tous les gouvernements sont heureusement en mesure de réunir les données pertinentes et disposent des instruments d'analyse leur permettant de traiter cette information de façon à pouvoir disposer d'une base solide pour planifier la reconversion. Les renseignements sur la répartition directe au niveau régional des dépenses militaires, associés à des modèles intersectoriels et à des données sur l'emplacement des industries et des usines permettent d'obtenir des estimations très précises sur les incidences sur l'emploi régional de mesures de désarmement générales ou particulières. Un travail considérable, et qui a apporté des renseignements précieux, a déjà été fait notamment aux Etats-Unis, mais aussi au Royaume-Uni, en République fédérale d'Allemagne, au Canada, en Norvège, en Suède et dans d'autres pays. La plupart des analystes s'occupant de cette question ont déclaré ne progresser que difficilement à cause du nombre limité des données, qui ne sont pas disponibles, ou sont inappropriées ou insuffisamment ventilées. On peut donc se servir de leur expérience pour déterminer les lacunes de la base de données existante.

284. En ce qui concerne plus particulièrement la fermeture des bases militaires, on dispose également d'une expérience considérable qui pourrait être utile. Pour des raisons d'économie ou à cause d'un changement des besoins tactiques et stratégiques, de nombreux pays ont fermé ou déplacé des bases militaires. Aux Etats-Unis, le nombre de bases qui ont été fermées s'est élevé entre 1961 et 1973 à 1 387 et l'Office of Economic Adjustment (OEA) du Ministère de la défense a acquis une expérience et une compétence technique considérables lui permettant d'aider les collectivités touchées à organiser et à planifier une reconversion en faisant connaître notamment aux représentants des collectivités les divers programmes de recyclage des travailleurs, les prêts et les subventions aux fins de reconversion, etc., dont ils pourraient bénéficier au niveau fédéral et au niveau des Etats. Si la contribution de l'OEA a été importante, ce service n'a toutefois pas disposé d'une administration et de ressources propres lui permettant de rationaliser et d'accélérer le processus de reconversion. Nombre des collectivités touchées par cette évolution ont en fin de compte profité du changement nécessité par l'établissement d'une base économique plus stable et plus diversifiée, mais la période de transition a été longue et pénible. C'est pourquoi les propositions de fermeture de bases, tant aux Etats-Unis que dans d'autres pays (en Suède par exemple) suscitent de fortes oppositions. L'expérience de la fermeture de bases militaires a d'une manière générale permis d'obtenir une documentation précieuse et utile mais elle fait une fois encore ressortir la nécessité de préparer minutieusement et judicieusement la reconversion à des activités non militaires plutôt que de recourir après coup à une assistance spéciale.

#### Mesures visant à atténuer le plus possible les problèmes de transition

285. L'examen qui précède a permis d'identifier en passant nombre de politiques et de mesures qui pourraient être adoptées pour faciliter le processus de reconversion. Une conclusion importante qui ressort de cet examen est la nécessité de planifier. Il faut qu'à tous les niveaux, du gouvernement central à l'usine de

munitions et à la collectivité qui dépend des activités militaires, on étudie à fond comment se passer de tout ou partie des activités militaires afin de déterminer la nature et l'importance des difficultés qui pourront surgir et d'évaluer dans quelle mesure les solutions possibles seront efficaces et applicables. On pourrait de cette manière mettre sur pied une stratégie générale de reconversion qui apaiserait les inquiétudes des divers groupes touchés par ce processus et qui déterminerait de la façon la plus efficace possible la répartition des responsabilités pour les divers aspects et les diverses phases du processus.

286. La responsabilité de la reconversion, dans son sens large, incombera inévitablement au gouvernement central. Cet état de fait est dû à la nature des relations entre le gouvernement et le secteur militaire et cela est particulièrement vrai en ce qui concerne la mise en route des préparatifs d'un processus de reconversion. Les pouvoirs publics devraient, à cet égard, jouer un rôle moteur, mais le processus d'acquisition des connaissances détaillées sur la nature et l'étendue probables des problèmes d'adaptation et la mise au point des mesures ou des dispositions propres à les surmonter constituera une tâche commune des employeurs de l'industrie, des syndicats et des fonctionnaires dans les régions et des collectivités qui dépendent le plus des activités militaires 182/.

287. La nature et l'étendue de la participation des pouvoirs publics, après l'application des mesures de désarmement, dans le processus de reconversion lui-même variera d'un pays à l'autre, en fonction en grande partie du type de système économique, mais aussi de nombreux autres facteurs. Chaque Etat, dans le contexte qui lui est propre, pourrait tirer au maximum profit de la diversité des mécanismes de répartition des ressources disponibles qui vont d'une planification centrale ou indicative et d'affectations de crédits budgétaires au niveau fédéral, d'un Etat ou d'un gouvernement local jusqu'au libre jeu des forces du marché pour mener des négociations directes entre la direction et les travailleurs des entreprises industrielles militaires et des groupes de consommateurs tels que les efforts intéressants déployés au Royaume-Uni par les délégués du personnel de la Lucas Aerospace Company.

288. Il convient toutefois de souligner que l'application de mesures de désarmement créera une possibilité stratégique d'utiliser la souplesse ainsi acquise pour traiter des grands problèmes économiques et sociaux qui se posent à la fois dans le pays et à l'étranger. Les gouvernements de tous les Etats devraient être disposés à tirer au maximum profit de cette possibilité en établissant des priorités assez larges - à la fois sur le plan intérieur et sur le plan international - et en adoptant les mesures voulues à l'échelon macro-économique et micro-économique pour veiller à ce que le processus de reconversion contribue, dans toute la mesure du possible, à une répartition des ressources qui tienne compte de ces priorités.

---

182/ Une étude consacrée à l'économie norvégienne a abouti à la conclusion que les mesures destinées à atténuer les problèmes de transition devraient avoir au moins certaines des caractéristiques suivantes : faire appel à une main-d'oeuvre importante, assurer une assez bonne répartition géographique de l'emploi, utiliser une réserve de main-d'oeuvre, répondre à une demande non satisfaite, être connues et apparentes, être déjà financées par le secteur public, être relativement indépendantes des autres ressources limitées ou peu exploitées. (Olav Bjerkholt, Aadne Cappelen, Nils Petter Gleditsch et Knut Moum, Disarmament and Development : A Study of reconversion in Norway (rapport établi pour le Groupe), p. 78.)

289. Les gouvernements de tous les pays peuvent s'appuyer assez largement - du moins à moyen et long terme - sur leur capacité de jouer un rôle majeur dans le maintien du niveau général de l'activité économique en cas de réductions importantes des dépenses militaires. Pour ce qui est de la question clef de l'emploi, nous avons vu qu'il existe des preuves montrant de façon convaincante que toutes les options qui peuvent être adoptées pour remplacer les dépenses militaires et la production d'armements permettront de créer tout au moins autant et, dans la plupart des cas, un plus grand nombre d'emplois. Dans les pays à économie planifiée, le gouvernement dispose évidemment de l'autorité directe et générale pour agir à cette fin et dans les pays à économie de marché il existe toute une diversité de mesures fiscales et financières qui complètent les mécanismes du marché 183/. Dans tous les cas cependant, l'Etat doit veiller attentivement à synchroniser le processus du désarmement et la reconversion des ressources humaines ainsi libérées de façon à ne pas trop s'appuyer sur les possibilités d'adaptation. Les facteurs fondamentaux qui déterminent la durée de la période de transition sont l'identification de nouveaux marchés, la mise au point de nouveaux produits, l'installation de nouveaux équipements permettant de les fabriquer et le recyclage du personnel de direction et de production. Dans les pays à économie de marché, il sera en outre important de tenir compte de la répartition dans le temps des mesures de compensation fiscales et financières afin de faire coïncider les effets de stimulation avec la réduction des dépenses militaires. Bien que le dosage des différents éléments des programmes de compensation n'ait à long terme que des incidences restreintes, il est très important à court terme étant donné les divers délais que nécessite l'application des différentes mesures. Une augmentation par exemple des dépenses publiques dans le secteur non militaire aura des effets directs et immédiats alors que les incidences d'un dégrèvement fiscal ne se feront sentir complètement qu'après plusieurs années.

290. Nombreux sont ceux qui estiment que la possibilité d'appliquer la science et la technique plus directement et plus systématiquement aux problèmes économiques et sociaux est un des avantages les plus importants qu'apportera le désarmement. Les ressources militaires scientifiques et techniques d'une nation comprennent la main-d'oeuvre (les scientifiques, ingénieurs, techniciens et personnel de direction technique), les installations et le matériel ainsi que l'information scientifique et technique. Il faut accorder, pour la reconversion, une attention particulière à chacun de ces éléments. La formulation d'une politique scientifique nationale traduisant les priorités économiques et sociales tant au niveau national qu'au niveau international serait extrêmement utile pour orienter et concentrer l'effort de reconversion. Les exigences spécifiques de l'adaptation du personnel de la recherche-développement militaire varieront considérablement selon les catégories de personnel intéressées et à l'intérieur même de ces catégories. Pour déterminer ce qu'il sera probablement nécessaire de faire pour recycler, reconvertir et

---

183/ Dans les pays à économie planifiée, l'Etat est tenu en vertu de dispositions constitutionnelles de fournir aux travailleurs de nouveaux emplois répondant à leurs qualifications lorsque des mesures de reconversion sont appliquées dans tous les secteurs de l'économie nationale, y compris le secteur de la défense  
/Klaus Englehardt, Effects of the Arms Race and Disarmament on the Labour Situation in Countries of Different Social Systems (rapport établi pour le Groupe).

réaffecter ce personnel il faudra en connaître la composition dans les détails. Il faut penser à la façon dont ce recyclage et cette reconversion se dérouleront, savoir où ils auront lieu et qui en assurera le financement.

291. Il serait nécessaire de dresser un inventaire national détaillé des installations et des équipements pour évaluer les possibilités de les adapter à la recherche-développement civile. De même, les informations scientifiques et techniques militaires pourraient être rendues publiques et analysées systématiquement en vue d'éventuelles applications civiles. Une autre mesure importante consisterait à encourager l'industrie civile à se montrer plus ouverte à la recherche-développement, ce qui pourrait stimuler la productivité et susciter une demande de personnel de direction qualifié et spécialisé dans l'utilisation pratique des ressources de recherche-développement, c'est-à-dire du type de personnel employé en nombre excessif dans l'industrie de la défense.

292. Il ne sera pas facile de mettre directement en pratique le but et la nécessité de mieux adapter la science et la technique aux besoins économiques et sociaux. Il est vrai que des secteurs tels que l'aérospatial civil, la recherche concernant des sources d'énergie de substitution, le perfectionnement des techniques de l'énergie nucléaire de façon à ce qu'elle puisse être utilisée avec plus de sécurité dans le secteur civil ou la conception de dispositifs sous-marins télécommandés pour l'extraction des matières premières sont analogues aux techniques hautement spécialisées de certains domaines du secteur des armements. Faire face à des problèmes comme la pollution, l'efficacité et l'accessibilité à l'enseignement et l'augmentation de la productivité agricole dans les pays en développement est une tâche fort différente et beaucoup plus complexe que les problèmes techniques que pose l'envoi d'un homme sur la Lune ou le lancement d'une ogive nucléaire sur une cible précise à 8 000 kilomètres. Il n'est peut-être pas exagéré de dire que nous ne savons pas encore très bien comment appliquer les moyens de la recherche-développement pour résoudre ces problèmes. La mise au point de nouvelles méthodes, de nouvelles techniques et manières d'envisager l'application efficace des ressources scientifiques et techniques à la solution de problèmes économiques et sociaux, exigera beaucoup de réflexion et d'expérience.

293. En général, la question de la reconversion, telle qu'elle vient d'être envisagée en matière de recherche-développement de caractère militaire, peut aussi s'appliquer à l'industrie militaire. Il faut en premier lieu déterminer avec un maximum de précision quelles sont les industries situées dans des régions qui dépendent essentiellement de la demande du secteur militaire, les qualifications du personnel en cause et le type d'installations et d'équipements utilisés. Lorsque les installations, les équipements et la main-d'oeuvre - et partant la production - ne sont pas trop spécialisés à des fins militaires, le gouvernement peut déterminer si une politique générale de compensations financières et fiscales, associée aux forces du marché, peut suffire à soutenir la demande et l'emploi ou si des mesures spéciales devraient être adoptées. Les modèles interindustriels peuvent être utilisés pour prévoir dans quelle mesure la structure de la demande, associée à des mesures de compensation, est susceptible de différer de la demande

/...

liée aux dépenses militaires. Si l'inadéquation est trop importante, on pourrait prévoir l'application de mesures industrielles spéciales 184/.

294. Dans le secteur des usines de munition et des principales entreprises militaires de l'aérospatial, de l'électronique et de la construction navale, le problème revêt des dimensions encore plus importantes. Le gouvernement, conjointement avec les dirigeants et les syndicats de l'industrie, doit déterminer les autres utilisations de ces ressources qui sont possibles et souhaitables, en accordant nettement plus d'importance aux utilisations applicables à court terme. Lorsque les décisions ont été prises sur le plan stratégique, il reste à prévoir les conditions de recyclage, de reconversion et de réaffectation du personnel et à mettre au point les programmes correspondants. Il est en même temps indispensable de disposer d'une base de données et d'une vaste stratégie de réaffectation des ressources de l'industrie militaire pour déterminer la nature, la portée et la durée d'application des mesures spécifiques, telles que les dégrèvements d'impôts, les incitations à l'investissement, etc., qui sont nécessaires pour effectuer la transition. En ce qui concerne les économies de marché tout au moins, l'Etat n'aurait pas à se préoccuper ou même d'essayer d'indiquer lui-même quels seraient les produits de remplacement qui devraient être fabriqués ou leurs méthodes de production. Son rôle devrait consister à orienter et à faciliter la reconversion en aplanissant les difficultés rencontrées par la main-d'oeuvre dans ce processus. Néanmoins, pour jouer son rôle efficacement, l'Etat doit être très au fait des difficultés que soulèvent la mise au point et la fabrication d'un nouveau produit ainsi que du temps qui est nécessaire à cette fin. Il doit en même temps être prêt à lever les obstacles qui compliqueraient trop l'entrée sur le marché civil des anciens fournisseurs d'équipement militaire. Il faudrait souligner à nouveau que cet aspect capital de la reconversion - les ressources directement utilisées à satisfaire la demande militaire en biens et en services spécialisés - ne soulève cependant pas de problèmes fondamentaux même dans les pays les plus fortement armés. En outre, un processus de désarmement sera progressif et non immédiat, ce qui réduira encore l'ampleur du problème.

295. Il faudra aussi examiner avec une attention particulière la question de savoir si les principales entreprises militaires pourraient se reconvertir dans la production civile tout en conservant la même structure générale. On a déjà fait remarquer que ces entreprises disposaient d'un potentiel de gestion scientifique et technique exceptionnels, que leurs effectifs étaient essentiellement composés de scientifiques, d'ingénieurs et de personnel spécialisé dans la gestion technique et que leurs systèmes de commercialisation étaient exclusivement orientés vers les commandes de l'Etat. Certains analystes pensent que la reconversion de ces larges

---

184/ Les résultats des études antérieures sont quelquefois surprenants. Il semblerait raisonnable de penser que les activités des industries comme les secteurs primaires de la sidérurgie et de la métallurgie des métaux non ferreux seraient entravées par des réductions du budget militaire. Cependant, une étude de l'économie des Etats-Unis, qui suppose que les réductions des dépenses militaires seraient compensées par de nouvelles dépenses publiques équivalentes, dans les domaines de l'éducation, de la santé, de l'aide sociale et de l'environnement ont montré que ces industries en particulier gagneraient énormément au change. Cette situation donne une idée de la complexité des interdépendances qui existent dans l'économie industrielle moderne. Voir l'ouvrage de Roger H. Bezdek "The 1980 Economic Impact - Regional and Occupational of Compensated Shifts in Defence Spending", Journal of Regional Science, vol. 15, No 2, 1975, p. 183 à 198.

unités dans la production civile exigera probablement leur démantèlement 185/. Cependant, tout en reconnaissant la nécessité de changer les habitudes et attitudes acquises dans un milieu militaire, d'autres spécialistes estiment que nombre de conditions importantes propres au domaine civil ressemblent beaucoup aux grandes activités militaires en ce qui concerne les apports scientifiques et techniques nécessaires à l'établissement de potentiels importants de gestion des systèmes. On pourrait donner comme exemple à cet égard les nouvelles sources d'énergie, l'exploitation des ressources des océans, la protection de l'environnement et de nouveaux systèmes d'assainissement et de transports pour les grandes villes 186/.

296. En plus des plans de reconversion que devront établir et réviser périodiquement les industries militaires, d'autres mesures préliminaires devront être prises pour limiter l'ampleur des problèmes qui pourraient se poser lorsque les mesures de désarmement seront effectivement appliquées. On estime possible et souhaitable du moins aux Etats-Unis de renverser la tendance à une séparation croissante entre les transactions militaires et civiles. Afin d'encourager cette intégration, on pourrait adopter des règles et des pratiques commerciales propres aux achats militaires et permettre aux entrepreneurs travaillant pour la défense de faire passer les activités de recherche-développement destinées à préparer la reconversion sur le compte des travaux militaires. Le but serait de réduire la mesure dans laquelle chaque société et usine en particulier est tributaire des entreprises militaires. De même, des mesures peuvent être prises pour diversifier progressivement la base économique des régions et des collectivités qui dépendent fortement des contrats militaires.

297. Il n'est pas inutile de répéter ici que cette analyse porte particulièrement sur les ressources - humaines et matérielles - destinées spécialement en tout ou en partie à satisfaire la demande militaire de biens et services. Il s'agit des ressources qui servent aux dernières phases de la fabrication et du montage de produits à caractère essentiellement militaire. Les industries qui utilisent ces ressources - principalement l'aérospatial, l'électronique et la construction navale - répondent à la fois aux marchés militaires et civils et si l'on remonte la chaîne de fabrication jusqu'au principal entrepreneur militaire, on voit

---

185/ Amitai Etzioni, "Societal Turnability : A Theoretical Treatment", dans Adjustments of the United States Economy to Reductions in Military Spending, Bernard Udis, éditeur, ACDA/E-156, décembre 1970, p. 547 à 598.

186/ Institut des questions concernant les Etats-Unis et le Canada, Académie des sciences de l'URSS. Urgent Political, Social and Economic Problems of the Present Stage of the Development of Mankind, and Practical Ways of Diverting to Development Needs the Resources Now Absorbed by the Arms Race, p. 14.

Des exemples de l'application aux problèmes du secteur civil, des capacités de gestion des systèmes de l'industrie militaire américaine vers la fin des années 60, sont donnés dans l'ouvrage de Marvin Berkowitz, The Conversion of Military-Oriented Research and Development to Civilian Uses (New York, Praeger éditeurs, 1970), appendice 7H, p. 597 à 604.

/...



augmenter les possibilités de satisfaire la demande des deux secteurs à partir des mêmes installations de production. En Union soviétique par exemple, il a été indiqué qu'en 1971 41 p. 100 de la production de l'industrie militaire se composait de produits civils et que l'actuel plan quinquennal (1981 à 1985) prévoit un accroissement considérable de cette production. De même, on estime qu'environ 60 p. 100 de la production de l'industrie militaire aux Etats-Unis en 1978 était destinée au marché civil 187/.

298. Un excellent exemple de la portée et du contenu d'une stratégie de reconversion est fourni par un projet de loi (S.1031) présenté au Sénat américain en 1979 188/. Le projet de loi S.1031 a pour but de faciliter les ajustements économiques des collectivités, la reconversion des industries et de la main-d'oeuvre à des activités civiles en cas de réduction des activités militaires. Il prévoyait la création d'un conseil de la reconversion économique de l'industrie de la défense composé de représentants des principaux ministères du gouvernement fédéral, de l'industrie privée et des syndicats. Le conseil serait doté d'un personnel spécialisé dans des domaines comme la commercialisation et les techniques de production et serait autorisé à se procurer les données et informations dont il aurait besoin auprès de tout organisme public ou parapublic. Le conseil serait notamment chargé d'établir et de diffuser un manuel sur la reconversion et traitant de questions telles que le recyclage, la réorientation des personnels de direction, spécialisés et techniques, ainsi que la reconversion des usines à des fins civiles.

299. Le projet de loi prévoyait aussi la création de comités de reconversion distincts composés de représentants de la direction et des salariés, dans toute entreprise travaillant pour la défense et employant plus de 100 personnes. Ces comités devaient, sous peine de poursuite, mettre au point et tenir à jour des plans de reconversion totale à des activités civiles dans un délai de deux ans, recenser le personnel civil qui devait être réaffecté et prévoir les moyens de son recyclage professionnel. En outre, le projet de loi prévoyait la création d'un fonds spécial de reconversion financé par les économies réalisées par des réductions des dépenses militaires (10 p. 100 des économies) et par les revenus des industries bénéficiant de contrats militaires (1,25 p. 100 des revenus annuels bruts des entrepreneurs provenant des ventes au Département de la défense). D'autres dispositions du projet de loi prévoyaient une garantie de ressources pour les travailleurs qui devront se recycler et trouver un autre emploi. Enfin, le projet de loi donne au Conseil de la reconversion économique de l'industrie de la défense le pouvoir d'affecter, au profit des collectivités gravement touchées par les réductions des budgets militaires, une partie suffisante des fonds de développement économique gérés par différents organismes fédéraux.

---

187/ Seymour Melman, *op. cit.*, p. 14.

188/ Depuis de nombreuses années, des projets de loi de même portée ont été présentés au Sénat et à la Chambre des représentants. Aucun d'eux, y compris le S.1031, n'a été soumis à un vote dans aucune des deux chambres. De nouveaux projets de loi ont été présentés en 1980.

### Reconversion des activités

300. Il a été indiqué au chapitre II que les expériences des années '70 avaient confirmé sans aucun doute possible que les ressources étaient réellement limitées même sur le plan mondial. Les énormes besoins exigés par les activités de développement vigoureusement préconisées dans le cadre du nouvel ordre économique international, la crise du pétrole, la préoccupation croissante concernant l'accès aux autres matières premières non renouvelables et les rapports complexes et synergétiques entre la pollution de l'air, de l'eau et des sols ont créé un nombre impressionnant de problèmes internationaux, économiques et sociaux qui appellent une solution à plus ou moins longue échéance. En d'autres termes, il est facile de déterminer les besoins économiques et sociaux auxquels pourraient être affectées les ressources actuellement consacrées à la course aux armements. En effet, il s'agit une fois de plus d'une question de choix et d'établissement de priorités, étant donné que même le désarmement ne ferait pas disparaître la pénurie générale des ressources par rapport à la demande. Un désarmement à grande échelle pourrait cependant donner une première impulsion du fait surtout qu'il ne manquerait pas de provoquer une rationalisation générale dans la répartition et l'affectation des ressources.

301. A long terme, toutes les ressources sont parfaitement convertibles. Une reconversion à des utilisations civiles de ressources employées dans le secteur militaire est une opération généralement délicate car il n'est pas facile de faire d'un ingénieur en aéronautique de 45 ans un étudiant d'université ou de transformer une usine de montage de missiles en une usine de recyclage de la ferraille selon les modalités voulues. Néanmoins, une solide expérience permet généralement de penser que les ressources utilisées à des fins militaires pourraient après environ deux ans être reconverties dans des conditions satisfaisantes pour répondre aux besoins du secteur civil. Il est préférable que l'entreprise elle-même détermine les produits civils qui pourraient remplacer les produits militaires en utilisant les compétences et les moyens dont elle dispose. Des études antérieures consacrées à la question de la reconversion ont permis de recenser de nombreux secteurs d'activités civils dans lesquels les ressources militaires pourraient être transférées, surtout lorsqu'il s'agit de pays dotés d'un secteur militaire important et diversifié mais aussi dans le cadre du développement international. Cette dernière perspective offre un intérêt particulier dans le présent contexte et sera examinée séparément plus loin.

### La perspective nationale : reconversion des activités dans les pays industrialisés

302. Comme nous l'avons déjà expliqué au cours de chapitres précédents, de nombreux pays industrialisés ont connu au cours des dernières années des taux d'inflation et de chômage exceptionnellement élevés et un ralentissement de la croissance de la productivité. Quelques-uns de ces pays se heurtent à de graves problèmes de pollution, voient leurs villes se détériorer, baisser la qualité de l'enseignement et des soins de santé alors que s'accroît le nombre des personnes vivant dans la pauvreté ou au bord de la pauvreté. Dans ces pays, des problèmes particulièrement urgents se posent à propos de l'énergie. La mise en valeur de sources d'énergie renouvelables commercialement utilisables est une priorité de premier ordre à laquelle les moyens militaires de recherche-développement pourraient être efficacement appliqués. Il semble presque inévitable à court terme de revenir

/...

au charbon quoique dans ce secteur aussi des recherches devraient être exécutées pour essayer de diminuer ses effets nocifs sur l'environnement. Il y a tout lieu de croire qu'un effort systématique ou bien orienté de recherche-développement de la part des gouvernements et de l'industrie pourrait permettre de surmonter les difficultés techniques. Etant donné l'ampleur ou l'urgence des problèmes posés par l'énergie, il est de l'intérêt commun d'assurer un approvisionnement énergétique sûr. On pourrait envisager la création d'un organisme international de l'énergie pour faciliter les échanges scientifiques et réduire les chevauchements d'activités.

303. Non seulement la reconversion du secteur militaire offrirait de nouvelles possibilités d'emploi à un nombre important de scientifiques et d'ingénieurs employés dans la recherche-développement militaire, mais une étude exécutée aux Etats-Unis a montré que les personnes engagées dans des activités de production du secteur militaire pouvaient utiliser rapidement leurs qualifications dans la mise en valeur de l'énergie solaire, de sa production et de son installation 189/. Il est évident qu'une fois mis au point des systèmes solaires commercialement rentables, leur production, installation et entretien représenteraient une entreprise considérable ayant sur l'emploi des conséquences qui dépasseraient de loin les capacités militaires (reconverties) de recherche-développement. D'une manière plus générale, la mise au point de techniques à plus haut rendement énergétique qui pourraient convenir à tous les secteurs industriels de fabrication et de transport est une condition essentielle de ce que l'on appelle la réindustrialisation et offre une diversité de secteurs vers lesquels pourraient être orientées les ressources de la recherche-développement militaire.

304. L'environnement est un autre domaine qui demande beaucoup d'attention. Pour arrêter la dégradation de l'environnement et réparer les dommages déjà causés, il est essentiel de comprendre l'ensemble du problème et les relations synergiques complexes qui existent entre l'air, l'eau et les sols. Une large gamme de disciplines recouvrant à la fois les sciences naturelles et les sciences sociales devraient être étudiées à cet égard, notamment l'ensemble ou la majeure partie de celles qui font l'objet d'activités de recherche-développement militaires. La rénovation du parc de logements et des villes offre un autre débouché pour différentes activités de recherche-développement et par conséquent pour de vastes programmes de reconstruction. Ces programmes demandent la mise au point de nouveaux matériaux, de nouvelles techniques de construction et de nouveaux équipements, ainsi qu'une planification originale pour rendre la vie plus supportable dans les villes et les agglomérations urbaines.

305. Les zones urbaines en particulier ont un urgent besoin de réseaux de transport modernes, réseaux qui sont considérés depuis longtemps comme une importante possibilité d'utilisation, dans le secteur civil, des techniques industrielles avancées du secteur militaire. Cela est toujours vrai, mais l'expérience a fait à nouveau ressortir l'importance au cours de la période de reconversion des facteurs autres que le rendement et la qualité technique. Aux Etats-Unis en particulier, l'amélioration du réseau ferré offre les perspectives d'un marché considérable pour la recherche-développement et les capacités de production du secteur militaire.

---

189/ Robert de Grasse, Jr. et autres, Creating Solar Jobs: Options for Military Workers and Communities, a report of the Mid-Peninsula Conversion Project, novembre 1978.

Le rail est le moyen de transport de passages et de marchandises qui offre le plus haut rendement de combustibles. Les réseaux ferrés les plus modernes utilisent des techniques de pointe, exigent des investissements importants pour le matériel roulant et de nouvelles constructions, en particulier la séparation des lignes passagers et des lignes marchandises sur les trajets à forte densité. En ce qui concerne les soins de santé, les énormes progrès accomplis dans les méthodes de soins n'ont pas été accompagnés d'une organisation qui rende ces services accessibles à des prix raisonnables. Les compétences du secteur militaire en matière d'organisation et de gestion de systèmes pourraient être appliquées dans ce domaine. De même, il est généralement reconnu que la révolution opérée dans les techniques de communication pourrait trouver des applications importantes dans le domaine de l'enseignement. Les possibilités d'emploi pourraient être ouvertes dans ce domaine à des ingénieurs du secteur militaire. Il faut rappeler qu'en ce qui concerne le reclassement les ingénieurs sont susceptibles de poser les problèmes les plus délicats parce que la demande d'ingénieurs, dans la plupart des industries civiles, est en pourcentage de la main-d'oeuvre totale, nettement inférieure à celle de l'industrie militaire.

306. On trouve des informations plus détaillées dans des publications sur les possibilités d'emplois civils que peuvent offrir les ressources actuellement utilisées dans la production de biens et services spécialisés de caractère militaire. Le précédent rapport de l'Organisation des Nations Unies sur le désarmement et le développement a recensé plus de 70 possibilités d'utilisation des capacités de la recherche-développement militaire. Les activités de reconversion qui pourraient être entreprises par l'industrie militaire ont fait l'objet d'enquêtes très poussées au Royaume-Uni ces dernières années. Une des principales caractéristiques de ces enquêtes était la participation directe des travailleurs intéressés, en particulier ceux de l'entreprise Lucas Aerospace and Vyckers. Ces enquêtes ont également permis d'établir de longues listes de produits d'intérêt civil assez adaptés aux capacités de l'usine, de l'équipement et de la main-d'oeuvre actuellement engagée dans la fabrication des systèmes électroniques militaires, de navires de guerre, de véhicules blindés et autres 190/. Cette initiative n'a malheureusement pas eu de suite.

307. Les ressources actuellement consacrées à la mise au point et à la production d'agents chimiques pouvant être utilisés en cas de conflit constituent un aspect particulier de la reconversion, qui présente un grand intérêt. On s'efforce actuellement de favoriser des négociations pour mettre au point une convention qui interdirait la mise au point, la production, le déploiement et le stockage des armes chimiques et la destruction sans risque de ces stocks. Une étude récente exécutée par l'Institut international de recherche pour la paix de Stockholm est arrivée à la conclusion que la reconversion était techniquement possible et n'entraînerait que peu ou pas de perturbation pour la main-d'oeuvre intéressée 191/. D'une part on considère qu'il était techniquement possible de décomposer ces agents chimiques en leurs substances de base et intermédiaires afin de les réutiliser à des

---

190/ Désarmement et développement, ST/ECA/174, publication des Nations Unies. numéro de vente F.73.IX.1, p. 33 à 37. Une liste plus récente mais encore incomplète, établie en partie sur la base de ces dernières enquêtes, a été publiée dans Dan Smith et Ron Smith, Military Expenditure, Resources and Development, et est reproduite à l'appendice II. Voir également Dan Smith, éditeur, Alternative Work for Military Industries (Londres, 1977).

191/ SIPRI, Chemical Weapons: Destruction and Conversion, (Londres, Francis and Taylor Ltd., 1980). Voir en particulier p. 74 et 75, et p. 130 à 133. /...

fabrications d'intérêt civil. En outre, ce procédé exige le même personnel scientifique et technique qualifié que pour la fabrication de tels agents chimiques. Par ailleurs, il est très possible de fabriquer, dans les usines de production d'armes chimiques, des produits commerciaux tels que les insecticides, les agents plastifiants et les produits retardant la combustion. Paradoxalement la facilité de la reconversion n'est pas un avantage en ce cas, car elle permettrait d'entreprendre tout aussi facilement à nouveau la production d'agents toxiques. Si des progrès ne sont pas accomplis dans la solution de la question du contrôle sur place, pour vérifier si la convention sur les armes chimiques est respectée, il faudra sans doute fermer et démanteler les installations.

308. Comme il est généralement admis que les problèmes de transition soulevés par la reconversion pourraient être facilement résolus par une préparation et une planification adéquates et que le désarmement sera sans doute un processus sélectif et progressif, les pays industrialisés et surtout les grandes puissances militaires ne devraient assurément pas manquer de possibilités d'utiliser à des fins d'intérêt civil, les ressources actuellement consacrées au secteur militaire.

#### Perspective nationale : reconversion des activités dans les pays en développement

309. Il faut rappeler que les pays en développement ne représentent encore que 16 p. 100 environ du total des dépenses militaires et que ces dépenses sont essentiellement concentrées dans un petit nombre de pays, en particulier dans la région du Moyen-Orient. A quelques exceptions près, la recherche-développement militaire est négligeable. La production et le montage des principales armes sont beaucoup plus dispersés, mais, là encore, l'effort le plus important est concentré seulement dans un petit nombre de pays. D'une manière générale, la main-d'oeuvre employée dans le secteur militaire ne sera pas seulement spécialisée dans les activités d'intérêt militaire et les techniques utilisées dans l'industrie de l'armement seront assez semblables à celles utilisées par l'industrie civile. Il est vrai que l'industrie des pays en développement repose sur une base restreinte et moins dynamique que celle des pays industrialisés, ce qui diminue leurs capacités d'adaptation et de reconversion. Dans l'ensemble pourtant, les problèmes que pose la reconversion sembleraient relativement limités dans la plupart des pays en développement, où il est plus facile de tirer parti des avantages du désarmement 192/.

310. Les dépenses militaires des pays en développement, qui se sont élevées à quelque 73 milliards de dollars en 1980, ne sont nullement négligeables. De plus, les autres possibilités d'utilisation de ces ressources concernent des besoins particulièrement urgents de sorte que, comme dans les pays industrialisés, les gouvernements devront examiner très soigneusement comment les possibilités qui résulteraient de l'adoption de mesures de désarmement pourraient être utilisées pour alléger le fardeau des problèmes économiques et sociaux les plus pressants et contribuer à orienter l'économie sur une voie plus sûre et plus indépendante à long terme. Dans de nombreux pays en développement, un désarmement important

---

192/ On peut signaler également que certains pays en développement ont déjà une certaine expérience dans ce domaine. L'Inde par exemple a réussi une vaste démobilisation après la seconde guerre mondiale. De même, Singapour, avec l'aide du Gouvernement britannique, est parvenu à surmonter les pertes importantes subies par son économie à la suite du retrait des forces britanniques.

permettrait, dans une très large mesure, d'atténuer les difficultés financières qui font actuellement obstacle à l'application des plans de développement. La réduction des importations d'armes, de pièces détachées, de biens d'équipement et de biens intermédiaires destinés à la production militaire locale permettrait de dégager des devises en vue de supprimer les goulets d'étranglement qui entravent la mise en oeuvre des programmes d'industrialisation et d'accroissement de la production agricole. Les forces armées, les personnels de l'administration militaire et des industries consacrées à la défense fourniraient une réserve permettant de réduire la pénurie de différentes catégories de main-d'oeuvre qualifiée et de cadres de direction. En outre, on pourrait sensiblement limiter l'orientation vers des emplois militaires de la main-d'oeuvre, formée et qualifiée, diplômée des universités et des instituts techniques.

311. Il est clair que les ressources dégagées par l'application de mesures de désarmement devraient être utilisées à court terme et à long terme pour réduire les effets de la faim et de la malnutrition. L'enseignement et la santé sont aussi deux domaines qui nécessitent de vastes ressources pour pouvoir donner à tous l'accès aux services et aux établissements de base. En bref, les pays en développement se heurteront à moins de difficultés que les pays industrialisés pour déterminer les différentes possibilités de réaffectation des ressources actuellement employées à des fins militaires et dans l'ensemble, il devrait leur être plus facile d'opérer cette transition.

#### La perspective internationale : autres possibilités de travaux dans le cadre du nouvel ordre économique international

312. Une transformation structurelle telle que la réaffectation à des activités civiles des ressources actuellement utilisées à des fins militaires serait beaucoup plus facile à faire dans un environnement économique dynamique. Les difficultés économiques actuelles sont peut-être dans une certaine mesure les symptômes non pas d'une récession conjoncturelle temporaire, mais de problèmes structurels plus profonds. La saturation des principaux marchés de consommation et l'apparition, du côté de l'offre, de graves obstacles à la croissance économique - énergie, matières premières, etc. - font ressortir, dans de nombreux pays, la nécessité de modifier sensiblement la structure industrielle, l'orientation des investissements futurs et la structure de la demande de consommation.

313. On a parfois soutenu que les nations industrialisées ne peuvent à elles seules provoquer la reprise de l'économie mondiale 193/. Précisément, on déclare fréquemment et ouvertement qu'il est indispensable de rendre effective l'énorme demande potentielle des pays en développement. Les pays de l'OCDE sont tout à fait conscients que leurs situation économique actuelle serait bien plus grave si la demande des produits qu'ils exportent dans les pays en développement n'était pas restée relativement soutenue pendant les années 70. L'idée se répand qu'un meilleur équilibre de la structure de la croissance et du développement dans le monde

---

193/ Voir par exemple le rapport de l'OCDE, Face au futur; interfuturs, Paris, 1979, et le Rapport sur le développement dans le monde, 1979, de la Banque mondiale, Washington, D.C., 1979.

est nettement dans l'intérêt à la fois des pays industrialisés et des pays en développement pour des raisons tant économiques que politiques. Le resserrement de la coopération économique internationale et la gestion en commun de l'interdépendance au profit de tous les pays et, en particulier, en vue de réduire les déséquilibres actuels dans l'interdépendance entre les pays industrialisés et les pays en développement peuvent et doivent être encouragés pour qu'ils s'étendent aux relations aussi bien Est-Ouest, Est-Sud, Sud-Sud que Ouest-Sud.

314. Il va sans dire que la marge est grande entre un accord pour déterminer où réside la solution et l'élaboration et l'application d'une stratégie pour atteindre cette solution. La Déclaration et le Programme d'action de 1974 concernant l'instauration d'un nouvel ordre économique international adoptés en 1974 /résolutions 3201 (S-VI) et 3202 (S-VI)/ de l'Assemblée générale et son élaboration ultérieure lors de la septième session extraordinaire de l'Assemblée générale et dans la nouvelle Stratégie internationale du développement pour la troisième Décennie des Nations Unies pour le développement /résolution 3362 (S-VIII)/ constituent le plan d'action le plus vaste existant actuellement. Les grandes lignes de cette stratégie ont été examinées au chapitre II et nous ne les analyserons pas à nouveau ici. Il suffit de préciser que l'application avec une rapidité délibérée de cette stratégie est une vaste entreprise qui nécessite d'énormes ressources et a des incidences d'une grande portée sur la structure de l'activité économique mondiale. Quand on parle de programmes économiques et sociaux nouveaux exigeant des ressources évaluées à plusieurs centaines de milliards de dollars, les contraintes que la course aux armements fait peser sur les ressources disponibles apparaissent clairement. On peut légitimement se demander, et cela est encore plus essentiel, si l'adoption d'une perspective témoignant d'autant d'audace et d'autant de sagesse est réellement possible si les relations internationales continuent à être caractérisées essentiellement par la course aux armements.

315. Les questions plus précises qu'il y a lieu d'examiner sont les suivantes : premièrement, comment les ressources actuellement employées à des fins militaires pourraient contribuer à accélérer le développement économique des pays en développement et, deuxièmement, les difficultés de transition liées à la reconversion seront-elles aggravées ou atténuées si la solution de ce problème est recherchée dans le cadre de la coopération internationale. Cette dernière question doit être étudiée plus en détail, mais les indications dont on dispose donnent à penser que la réaffectation à des fins civiles des ressources utilisées à des fins militaires serait plus facile si le processus s'inscrivait dans le cadre des programmes visant à instaurer un nouvel ordre économique international. Mais même dans le contexte actuel, il est difficile de concevoir comment les autres activités prévues pourraient être entreprises exclusivement au sein des pays eux-mêmes et surtout entre pays développés ou entre pays en développement considérés en tant que groupes distincts alors que de très nombreux travaux devront être accomplis dans les parties du monde qui sont le patrimoine commun de l'humanité.

316. Comme nous l'avions indiqué plus haut, il est plus facile d'effectuer des ajustements économiques, quelle que soit leur forme, dans un environnement économique dynamique et il semble reconnu qu'une forte croissance et une forte expansion de l'économie du monde en général et des pays en développement en particulier soient indispensables à cet égard. Mais il semblerait de plus que les importations de biens d'équipement par des pays en développement coïncideraient, dans une large mesure, avec les capacités de production libérées grâce aux mesures de désarmement dans les pays industrialisés. Par exemple, une étude de cas sur le désarmement et la reconversion en Norvège a abouti à la conclusion que, si un accroissement des transferts de ressources vers les pays en développement est considéré comme l'une des possibilités de reconversion, la politique de transfert qui provoquerait le moins de perturbations dans l'économie norvégienne devrait être axée sur les biens et les services qui correspondent le mieux à l'importance nouvelle qu'accordent les pays en développement à la satisfaction des besoins essentiels et à la promotion de l'autosuffisance; c'est-à-dire les machines agricoles, les techniques de pêche, les machines pour les industries extractives, pour les usines manufacturières, la construction et les centrales hydroélectriques et l'équipement et le personnel nécessaires pour les programmes d'enseignement et de santé 194/. De même une étude de cas sur la République fédérale d'Allemagne a permis de constater que les programmes actuels d'aide au développement, bien que pour l'essentiel il ne s'agisse pas d'aide liée, se traduisaient par d'importantes commandes pour l'économie allemande, surtout au profit des industries mécaniques, de la construction de véhicules et de la métallurgie 195/. Il faut rappeler que la demande militaire est également concentrée dans ces mêmes secteurs de sorte qu'un accroissement général de la capacité d'importation des pays en développement faciliterait la reconversion.

317. En ce qui concerne la première question, il semblerait que les possibilités de réaffectation directe à des fins de développement économique et social dans les pays en développement des ressources actuellement utilisées à des fins militaires soient les plus nombreuses dans le domaine de la recherche-développement. On ne saurait guère surestimer l'importance que revêtent la science et la technique pour le développement. De fait, si l'on n'était pas convaincu que les progrès scientifiques et techniques peuvent contribuer à la solution des problèmes du sous-développement, ces problèmes paraîtraient soulever des difficultés presque insurmontables. Cependant, à l'heure actuelle, le nombre de scientifiques et de techniciens des pays en développement qui participent à la recherche-développement ne représente que 12 p. 100 de la même catégorie de personnel de R-D dans le monde et la part de ces pays atteint moins de 3 p. 100 des dépenses mondiales de recherche-développement. L'affectation d'une partie des ressources consacrées aux activités militaires de recherche-développement dans les pays industrialisés à la solution des problèmes économiques et sociaux des pays en développement contribuerait pour une large part à corriger ce déséquilibre. A court et moyen terme, on pourrait à cette fin accorder aux pays en développement un accès temporaire à de nouvelles activités de recherche-développement, mais il est particulièrement important de veiller à renforcer définitivement les capacités

---

194/ Olav Bjerkhoid, Aadne Cappelen, Nils Petter Gleditsch et Knut Moum, op. cit., p. 51 à 53.

195/ Rolf Krengel, Macro-Economic Effects of Disarmament Policies on Sectoral Production and Employment in the Federal Republic of Germany with Special Emphasis on Development Policy Issues (rapport établi pour le Groupe), p. 67.



propres des pays en développement. Il est entre autres nécessaire de faire un beaucoup plus grand nombre de recherches sur la façon de transférer la technologie et sur les conditions nécessaires à l'adaptation et à l'utilisation concrète des techniques.

318. L'actuel déséquilibre dans les capacités de recherche-développement a placé les pays en développement dans une position de dépendance technique quasiment complète vis-à-vis des pays industrialisés. Ces techniques sont coûteuses et, comme l'expérience l'a montré, ne sont souvent pas adaptées aux conditions propres à la plupart des pays en développement. Le transfert de techniques dans ces conditions a généralement provoqué l'implantation d'entreprises à forte intensité de capital au sein d'une économie nationale essentiellement agricole, ce qui a facilité la concentration du pouvoir aux mains d'élites minoritaires et renforcé les inégalités sociales et économiques dans les pays en développement. Il a aussi souvent donné lieu à l'implantation dans les pays en développement d'entreprises industrielles qui tendent à dégrader sensiblement l'environnement. En d'autres termes, si l'on veut opérer dans les pays industrialisés une reconversion des capacités militaires de recherche-développement de nature à permettre de résoudre les problèmes économiques et sociaux des pays en développement, il est essentiel d'agir comme si ces pays possédaient eux-mêmes ces capacités. De cette façon seulement, on peut être raisonnablement assuré d'obtenir des résultats particulièrement utiles et compatibles avec les objectifs de développement et les besoins des différents pays.

319. Comme c'est le cas dans les pays industrialisés, une des nécessités prioritaires des pays en développement est de mettre en valeur des sources d'énergie nouvelles et renouvelables pour compléter l'approvisionnement en pétrole. Bien que rien ne fasse obstacle à la recherche des solutions hautement technologiques, il est essentiel que des matériels puissent être produits à petite échelle et qu'ils soient d'un emploi et d'un entretien relativement faciles, de façon à permettre leur utilisation dans l'ensemble du secteur rural. De nombreux pays en développement n'ont même pas les ressources techniques et le personnel qualifié nécessaires à l'élaboration d'une stratégie énergétique, c'est-à-dire pour réaliser les études géologiques et géophysiques des minéraux combustibles et des autres sources d'énergie, pour examiner les techniques traditionnelles et nouvelles et évaluer les tendances de la demande en énergie commerciale et non commerciale. La technique des satellites serait à cet égard d'une grande utilité.

320. La production alimentaire soulève aussi des difficultés. Dans les conditions actuelles, il est prévisible que de nombreux pays en développement vont devenir davantage tributaires de l'importation de produits alimentaires pendant les deux prochaines décennies. Il y a là un grave danger, d'une part, parce que l'équilibre mondial entre l'offre et la demande pourrait très bien devenir difficile, d'autre part, parce que le coût réel des produits alimentaires va très certainement augmenter sensiblement de sorte que les principaux besoins d'importation de produits alimentaires absorberont une partie encore plus importante des réserves de devises et porteront indirectement atteinte à la capacité de soutenir la croissance. Il y a de nombreuses activités de recherche-développement à entreprendre dans ce domaine. La mise au point de variétés à haut rendement de produits de première nécessité dans les conditions diverses de climat et de sol des pays en développement; la lutte phytosanitaire; les méthodes de stockage et de traitement adaptées aux conditions locales; la gestion de l'eau et les techniques d'irrigation;

/...

l'outillage et l'équipement pouvant être fabriqués dans le pays sur la base des matières premières locales à faibles coûts d'acquisition, d'utilisation et d'entretien.

321. Les récents progrès en biologie moléculaire offrent des perspectives particulièrement intéressantes pour les pays en développement qui enregistrent un déficit alimentaire. On considère maintenant qu'il est possible de produire des protéines à partir de bactéries et d'algues beaucoup plus rapidement qu'à partir des sources animales et végétales et à un prix considérablement moins élevé. Il reste à tirer parti de ces connaissances pour mettre au point des équipements et procédés pouvant être utilisés dans les pays en développement. Une enquête récente conclut que "... les progrès dans les techniques enzymatiques, la génétique microbienne et la technique de fermentation... permettent d'envisager de nouvelles manières d'aborder la mise au point de procédés à petite échelle qui pourraient servir logiquement de point de départ à un démarrage industriel" 196/.

322. Les pays en développement ont attribué à l'industrialisation un rôle moteur dans l'accélération de leur développement dans le cadre du nouvel ordre économique international. On a estimé que pour atteindre l'objectif fixé à Lima tendant à porter à 25 p. 100 la part des pays en développement dans la production manufacturière mondiale d'ici l'an 2000, il fallait multiplier par neuf la production industrielle des pays en développement, ce qui exige des investissements de l'ordre de 400 à 500 milliards de dollars 197/. On a déjà mentionné plusieurs bases possibles pour un programme d'industrialisation et il ne fait aucun doute que les capacités scientifiques et techniques militaires des pays développés pourraient être utilisées dans bien d'autres domaines pour servir de base technologique à l'industrie.

323. La santé et l'enseignement sont deux autres domaines où les besoins des pays en développement sont considérables et où les possibilités de réaffectation des ressources utilisées actuellement à la recherche-développement militaire sont très nombreuses. Pour diverses raisons, y compris, jusqu'à une période récente, pour se préparer à l'éventualité d'une utilisation des armes biologiques au cours d'une guerre, les militaires des pays industrialisés se sont penchés avec beaucoup d'intérêt sur les maladies infectieuses, l'hygiène alimentaire et la gestion de l'eau et des déchets dans des conditions opérationnelles. La connaissance qu'ils ont acquise et les capacités préventives qu'ils ont développées ont d'énormes applications potentielles pour l'amélioration des conditions de santé dans les pays en développement. On a aussi estimé que les capacités militaires dans le domaine de la biologie pourraient être facilement utilisées pour lutter contre les maladies infectieuses, particulièrement celles qui frappent les enfants, et les compétences militaires en matière d'organisation et de planification logistique

---

196/ SIPRI, The Fight Against Infectious Diseases: A Role for Applied Microbiology in Military Redeployment, Londres, Francis and Taylor Ltd., 1979, p. 139 p. 139.

197/ ONUDI, The Technological Self-Reliance of Developing Countries: Towards Operational Strategies, (UNIDO/ICIS. 133, novembre 1979) p. 7 et le Rapport de la Troisième Conférence générale de l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel (ID/CONF.4/22), p. 32.

/...

devraient fournir l'appui essentiel pour assurer l'application systématique et effective des soins. Comme on l'a dit plus haut, les techniques modernes de communication et les nouvelles techniques d'information offrent aux pays en développement d'énormes possibilités de disposer plus largement de moyens d'éducation. Les applications pratiques de ces moyens d'action permettraient d'employer fructueusement les capacités techniques et de gestion de systèmes du secteur militaire des pays industrialisés.

324. La réaffectation des capacités de recherches, de développement et de technologie au profit des réseaux d'information et de communication des pays en développement contribuerait pour une large part à favoriser leur développement économique et social. La première conférence administrative des radiotélécommunications internationales de 1979, la première de son genre qui se soit tenue en 20 ans, a entrepris une étude en profondeur des réglementations des radiotélécommunications internationales consacrées aux procédures régissant l'utilisation du spectre des fréquences radio et de l'orbite des satellites géostationnaires (l'unique orbite équatorial dans lequel un satellite doit être placé pour rester stationnaire par rapport à la surface terrestre). Les pays en développement se trouveraient défavorisés à de nombreux égards, surtout en raison de l'utilisation des fréquences par les Etats dotés d'armes importantes à des fins militaires d'une manière incompatible avec les procédures acceptées. Cet état de fait influe défavorablement sur les capacités des pays en développement d'utiliser des fréquences radio pour les communications. Un programme massif de lutte contre l'analphabétisme constituerait un autre domaine qui, grâce à la réaffectation des ressources, pourrait bénéficier aux pays en développement.

325. La présente section ne traite pas en détail l'ensemble des travaux qui pourraient être accomplis. Il convient de mentionner les cycles plus ou moins prévisibles des catastrophes naturelles et la nécessité de disposer de vastes quantités de ressources pour alléger la souffrance et contribuer à la reconstruction. Un autre domaine est le problème mondial des réfugiés qui exige encore de vastes quantités de ressources pour répondre aux besoins essentiels pour assurer leur survie. Il s'agit là de deux domaines pour lesquels la communauté internationale s'est montrée disposée récemment à assumer une responsabilité collective.

326. De même, une étude des possibilités de réaffectation des ressources militaires, dans un cadre international, ne serait pas complète sans une analyse des flux de capitaux vers les pays en développement. Même si les pays en développement réussissent à mobiliser davantage de ressources internes et quels que soient les résultats obtenus dans des domaines comme les activités communes de recherche-développement, le transfert des techniques, les termes de l'échange et l'accès préférentiel aux marchés des pays industrialisés, il faudra pour atteindre des taux de croissance élevés et soutenus des flux croissants de capitaux pour combler l'écart entre l'épargne intérieure et les besoins en investissements. Dans un récent rapport, la Banque mondiale a évalué ces besoins dans ce qu'elle appelle "l'hypothèse haute", une projection optimiste si l'on tient compte des perspectives généralement austères de l'économie mondiale 198/. La projection

---

198/ Banque mondiale, Rapport sur le développement dans le monde, 1980, Washington, D.C., août 1980.

a été qualifiée d'optimiste parce qu'elle suppose que, dans tous les pays, des ajustements au coût élevé et croissant de l'énergie sont effectués grâce à des politiques vigoureuses; que les pays industrialisés enregistrent d'importants déficits de leur balance des paiements afin de maintenir le niveau de leur demande en biens importés et éviter un ralentissement excessif du commerce mondial au début des années 80; que les pays industrialisés fournissent une aide suffisante, particulièrement aux pays à faible revenu pour atténuer les difficultés du service de la dette; et que les pays en développement continuent résolument à s'efforcer d'accroître les ratios d'investissements et la productivité.

327. Les taux de croissance considérés comme possibles dans ces conditions sont indiqués au tableau V.1 pour les pays en développement importateurs de pétrole 199/.

Tableau V.1

Projection concernant le taux moyen annuel de croissance  
du PNB des pays en développement

	<u>1980-1985</u>	<u>1985-1990</u>
Pays à faible revenu	4,1	4,6
Pays à revenu moyen	4,9	5,7

Ces projections de croissance relativement modestes - prévoyant une croissance annuelle du PNB par habitant que de 2 à 3 p. 100 par an pendant la prochaine décennie 200/ - aboutissent néanmoins à des excédents d'investissement par rapport à l'épargne intérieure qui, en 1990, pour les pays en développement à faible revenu et pour les pays en développement à revenu moyen s'élèvent respectivement à 3,8 p. 100 et 1,2 p. 100 du PIB 201/. La projection concernant l'apport total net de capitaux extérieurs nécessaires pour combler ce déficit de ressources en 1990 - y compris pour satisfaire les besoins plus modestes des pays en développement exportateurs de pétrole - est de 177,9 milliards de dollars. En établissant des projections sur la base de la situation actuelle, la Banque mondiale estime que 62,1 milliards, soit 35 p. 100 de cette somme, seraient fournis sous forme de dons ou de prêts à des conditions de faveur et le reste sous forme de prêts à des conditions commerciales. Cependant, dans ce cas, les pays en développement consacreront vers 1990 presque 85 p. 100 des ressources provenant des nouveaux flux de capitaux à moyen et à long terme au paiement des intérêts et du principal

---

199/ Ibid., p. 6.

200/ Il convient de noter que les objectifs de croissance définis dans la nouvelle Stratégie internationale du développement pour la troisième Décennie des Nations Unies pour le développement sont beaucoup plus élevés. Voir le chapitre II ci-dessus.

201/ Banque mondiale, Rapport sur le développement dans le monde, 1980 ..., p. 9.

de la dette accumulée et il ne resterait que 15 p. 100 pour financer les importations et compléter les réserves 202/.

328. Il est clair que les "conditions actuelles" régissant le transfert des capitaux internationaux ne sont pas satisfaisantes compte tenu des besoins en matière d'investissements et de croissance des pays en développement. L'ampleur et l'urgence des besoins militaires contribuent fortement et directement à cet état de choses. D'une part, les besoins militaires absorbent une quantité importante de ressources qui peuvent être investies dans les pays en développement; d'autre part, ils limitent considérablement le volume de capitaux destinés au développement que les pays industrialisés peuvent fournir à des conditions de faveur. Des mesures de désarmement permettraient donc de réduire les contraintes des deux côtés. En particulier, un désarmement substantiel permettrait d'augmenter notablement la part des besoins globaux en capitaux étrangers fournis sous forme de dons et de prêts à des conditions avantageuses.

## CHAPITRE VI

### MESURES INSTITUTIONNELLES QUI POURRAIENT ETRE PRISES POUR REAFFECTER, AU NIVEAU INTERNATIONAL, LES RESSOURCES CONSACREES AUX ARMEMENTS EN FAVEUR DU DEVELOPPEMENT

329. Le désarmement et le développement ont été des préoccupations essentielles de l'Organisation des Nations Unies pendant toute son histoire, et une longue série de résolutions de l'Assemblée générale 203/ et de rapports spéciaux 204/ a permis de mettre en évidence les relations entre le désarmement et le développement. Un thème qui revient souvent dans l'examen des questions touchant au désarmement au sein de l'Organisation des Nations Unies est la perspective de libérer des ressources supplémentaires pour les pays en développement grâce aux mesures de désarmement. C'est ainsi que le Document final de la dixième session extraordinaire de l'Assemblée générale évoque "... la nécessité de libérer les ressources réelles utilisées actuellement à des fins militaires en vue du développement économique et social, notamment au profit des pays en développement" (résolution S-10/2, par. 94, non souligné dans le texte).

330. On entend certainement par là une augmentation de l'aide au développement, mais également bien plus que cela. Les rapports entre le désarmement et le développement constituent une nouvelle perspective qui tend à transformer les conditions de l'examen de ces questions d'une manière constructive. Dans ses déclarations récentes sur ces rapports entre le désarmement et le développement, y compris au paragraphe 16 du Document final, l'Assemblée générale affirme également que la course aux armements est incompatible avec le nouvel ordre économique international. C'est pourquoi les besoins du développement et les contributions potentielles du désarmement au développement ont commencé actuellement à être envisagés en termes de modifications structurelles plus larges de l'économie internationale et des institutions internationales.

331. Comme nous l'avons fait observer dans les chapitres précédents, les principaux avantages du désarmement pour le développement seront de nature directement économique grâce au réinvestissement des ressources dans les secteurs civils des économies qui comprennent actuellement un secteur militaire important, et ils pourront jouer un rôle de catalyseur pour la réalisation des objectifs du nouvel ordre économique international. La plus grande partie des investissements nécessaires aux pays en développement continuera d'être financée à l'aide de leurs propres ressources. Toute augmentation de l'aide publique au développement qui

---

203/ Résolutions 330 (7) ; 214 (X) ; 1837 (XVII) ; 2387 (XXIII) ; 2526 (XXIV) ; 2602 (XXIV) ; 2667 (XXV) ; 2605 (XXV) ; 3470 (XXX) ; 31/68 ; 34/88.

204/ Les conséquences économiques et sociales de la course aux armements et des dépenses militaires, A/32/88/Rev.1 (publication des Nations Unies, numéro de vente : F.78.IX.1) ; Réduction de 10 p. 100 des budgets militaires des Etats membres permanents du Conseil de sécurité et utilisation d'une partie des fonds ainsi libérés pour l'aide aux pays en voie de développement, A/9770/Rev.1, (publication des Nations Unies, numéro de vente : F.75.I.10) ; Désarmement et développement, ST/ECA/174 (publication des Nations Unies, numéro de vente : F.73.IX.1) ; Les conséquences économiques et sociales du désarmement, E/3593/Rev.1 (publication des Nations Unies, numéro de vente : F.62.IX.1).

pourrait résulter, soit par l'intermédiaire d'un mécanisme bilatéral ou multilatéral existant ou par l'intermédiaire d'un nouveau fonds créé pour réorienter, au niveau international, les fonds économisés grâce au désarmement en faveur du développement, doit être considérée dans cette perspective supplémentaire et appropriée. Les économies réalisées grâce à une réduction des dépenses militaires pourraient apporter des avantages substantiels directs à un certain nombre de ces pays, mais les possibilités de transferts qui viendraient s'ajouter au volume actuel de l'APD seront particulièrement importantes pour les pays en développement.

332. En examinant les arrangements institutionnels qui pourraient être adoptés en vue du transfert des ressources libérées par le désarmement au profit des pays en développement, le présent chapitre analyse les modalités techniques, les problèmes et les perspectives soulevés par les propositions visant à créer un organisme ayant le caractère d'un fonds. Dans ce contexte, et conformément au mandat que lui a confié l'Assemblée générale (résolution 33/71 I), le Groupe a accordé une attention particulière à la proposition faite par la France à la dixième session extraordinaire de l'Assemblée (voir par. 344).

333. La situation actuelle en ce qui concerne les négociations relatives au désarmement et les problèmes du développement, considérés séparément, ne fournit guère de raisons d'être optimiste. Le climat plus optimiste en matière de désarmement qui existait au début des années 70 a disparu. La mise en place d'une nouvelle génération d'armes et le nouvel esprit de confrontation dans les relations Est-Ouest font craindre qu'il se produise un nouvel épisode de la course aux armements, encore plus dangereux et plus coûteux. Les négociations sur l'instauration d'un nouvel ordre économique international, après avoir suscité au début de grands espoirs, n'ont pas encore enregistré de progrès sensibles, et la situation financière ainsi que les perspectives de développement d'un grand nombre de pays en développement se sont, en fait, détériorées. Les négociations globales dans le cadre de l'Organisation des Nations Unies n'ont encore même pas commencé. Par conséquent, à un moment où les progrès en ce qui concerne les questions de désarmement et de développement sont minimes ou semblent entravés par des divergences de vues importantes, des intérêts contradictoires et un manque d'incitation politique, il semble audacieux de faire des propositions en vue de la création d'un nouveau fonds du désarmement pour le développement, qui établirait un lien entre les deux questions. Par ailleurs, l'impasse actuelle dans les relations Est-Ouest et le dialogue Nord-Sud concernant le développement semblerait démontrer qu'il est nécessaire d'avoir des perspectives et des impulsions nouvelles.

A. Propositions en vue de l'établissement d'un organisme ayant le caractère d'un fonds concernant les rapports entre le désarmement et le développement

Les niveaux de l'action politique

334. La question de savoir si et dans quelle mesure l'ensemble favorable des succès dans le domaine du désarmement pourrait être utilisé au profit du développement dépendra en partie, bien entendu, de la formation des opinions et des actions politiques, en premier lieu dans les pays développés et au sein de la communauté internationale, y compris à l'intérieur du système des Nations Unies. En dehors des actions entreprises au niveau national afin de réorienter certaines des ressources libérées grâce aux mesures de désarmement en faveur du développement, comme, par exemple, au moyen d'une augmentation de l'aide publique au développement, on pourrait également entreprendre des activités internationales au niveau régional ou mondial.

335. La Déclaration d'Ayacucho constitue un exemple d'une initiative régionale visant à limiter les armements et ses dispositions prévoient la réaffectation des économies réalisées grâce au désarmement en faveur des besoins de développement à l'intérieur de la région 205/. Cependant, étant donné que toutes les parties à cet accord sont des pays en développement, il n'impliquerait aucune réaffectation des ressources consacrées aux armements par les grandes puissances développées, en faveur du développement. Les traités relatifs à la limitation des armements entre les Etats-Unis et l'Union soviétique ou entre les membres de leurs alliances respectives pourraient également prévoir l'affectation d'une partie des économies réalisées en faveur de l'aide au développement, soit sur le plan bilatéral soit par l'intermédiaire d'une institution internationale existante ou nouvelle. Des accords analogues pourraient être conclus entre les pays membres de l'OTAN ou de l'Organisation du Pacte de Varsovie en vue de l'affectation d'un certain pourcentage des économies réalisées grâce au désarmement en faveur de l'aide au développement.

336. Etant donné l'intérêt particulier de l'Organisation des Nations Unies à la fois pour le désarmement et le développement, sa participation sous une certaine forme aux efforts visant à orienter les économies réalisées grâce au désarmement vers l'aide au développement semble naturelle et inévitable. Son action pourrait être limitée à son rôle en tant qu'instance ou autorité morale dans le cadre de laquelle les normes applicables à la communauté internationale et ses espoirs, dans le cas présent, en vue de l'affectation d'une partie des économies réalisées grâce au désarmement en faveur d'une certaine forme d'aide au développement, sont définis et établis. En dehors de la fixation de normes, il serait peut-être souhaitable d'établir à l'intérieur du système des Nations Unies des mécanismes officiels qui seraient chargés spécifiquement d'orienter, selon une formule convenue, les ressources libérées par le désarmement vers les activités de développement, au-delà de l'objectif de 0,7 p. 100 qui a été fixé pour l'APD et qui pourraient symboliser la reconnaissance des rapports entre le désarmement et le développement tout en servant de catalyseur pour l'adoption de mesures de fond

---

205/ José Antonio Encinas del Pando, Déclaration d'Ayacucho (Rapport établi pour le Groupe).



visant à leur donner une application pratique. Toutefois, les objectifs de l'APD ont été fixés sans qu'il ne soit tenu compte de la possibilité du désarmement; les résultats qui pourraient être obtenus dans le cadre des procédures de l'APD et/ou grâce aux mesures de désarmement seront examinés séparément les uns des autres.

#### Propositions antérieures

337. Depuis la création de l'Organisation des Nations Unies, on a non seulement constamment mis l'accent sur les avantages que présenterait le désarmement pour le développement, mais également proposé à plusieurs reprises d'établir un lien institutionnel précis pour promouvoir la réaffectation des ressources consacrées aux armements au profit du développement. Dès 1955, le premier ministre français M. Edgar Faure avait proposé la création d'un fonds international d'entraide et d'équipement 206/. La création de ce fonds était proposée dans le cadre d'un "projet d'accord sur le contrôle financier du désarmement et l'affectation des ressources rendues disponibles à des fins pacifiques" complet et détaillé, présenté devant la Commission du désarmement de l'Organisation des Nations Unies à Genève.

338. Selon ce projet, les Etats auraient convenu de réduire leurs dépenses militaires d'un pourcentage progressif d'année en année; les ressources ainsi dégagées auraient été transférées au fonds. L'autorité administrant le fonds serait chargée d'élaborer et de mettre en application une définition uniforme des dépenses militaires comportant une classification normalisée des postes des budgets militaires. Les Etats parties à l'accord se seraient engagés à communiquer au fonds tous les documents relatifs à leurs dépenses militaires. Ce projet constituait une des premières propositions de désarmement par la réduction des budgets militaires.

339. Le projet d'accord prévoyait également des accords de limitation des armements qui se seraient traduits ensuite par des réductions correspondantes des budgets militaires, sous le contrôle du fonds. Dans ce dernier cas, le contrôle par le fonds des budgets militaires aurait servi de moyen de vérification des mesures de désarmement convenues. Une partie des ressources libérées et attribuées au fonds à la suite des réductions des budgets militaires qui auraient été décidées aurait été laissée à la disposition du gouvernement intéressé, et le reste aurait été transféré au fonds pour être affecté au développement. Compte tenu des problèmes de reconversion, il avait été prévu que 75 p. 100 des fonds ainsi affectés auraient été utilisés dans le pays donateur. Ce projet voyait dans le contrôle budgétaire une possibilité intéressante de remplacer le "contrôle matériel" d'un accord de désarmement par des moyens techniques ou autres. Un autre avantage de ce plan, selon M. Faure, était que son application aurait été relativement automatique. Chaque Etat aurait dû verser au fonds une contribution déterminée et s'il avait dissimulé des dépenses militaires dépassant le montant de la réduction convenue, il aurait dû verser une somme équivalente.

---

206/ Documents officiels de la Commission du désarmement, Supplément d'avril à décembre 1955, document DC/71, annexe 16.

340. En mars 1956, l'Union soviétique a proposé de créer au sein de l'Organisation des Nations Unies un fonds spécial d'assistance aux pays en développement, qui serait financé grâce aux réductions des budgets militaires (DC/SC.1/41). Deux ans plus tard, l'Union soviétique a renouvelé et exposé plus en détail cette proposition. Dans un mémorandum joint à une demande d'inscription à l'ordre du jour d'une question concernant la réduction des budgets militaires, le chef de la délégation de l'URSS, M. Gromyko, a souligné que la méthode budgétaire proposée procédait d'une "façon judicieuse de résoudre le problème du désarmement" par "des mesures partielles et progressives" (A/3925). Le projet de résolution, soumis à la Première Commission, demandait une réduction de 10 à 15 p. 100 des budgets militaires de l'URSS, des Etats-Unis, du Royaume-Uni et de la France, et l'utilisation d'une partie des sommes économisées pour l'aide au développement 207/.

341. En 1964, le Brésil a présenté un document de travail à la Conférence du Comité des dix-huit puissances sur le désarmement de Genève, document intitulé "utilisation des économies réalisées sur les budgets militaires", qui demandait la création d'un "Fonds de reconversion industrielle et de développement économique". Une somme d'au moins 20 p. 100 de la valeur globale des réductions des budgets militaires serait créditée à ce fonds, et serait utilisée pour financer l'aide au développement 208/. Les auteurs du document de travail brésilien soulignaient que le déséquilibre économique et social existant alors dans le monde représentait, du fait des tensions sociales qu'il entraînait, une menace grave pour la paix et la sécurité internationales et que la lutte contre la misère dans le monde favoriserait le développement économique du monde.

342. En 1973, l'Assemblée générale a adopté, à l'initiative de l'Union soviétique 209/, une résolution qui demandait une réduction de 10 p. 100 des budgets militaires des Etats membres permanents du Conseil de sécurité et l'affectation de 10 p. 100 des fonds ainsi économisés au développement social et économique des pays en développement [résolution 3093 A (XXVIII)]. La résolution demandait également la participation d'autres Etats disposant de capacités militaires et économiques importantes. Il était prévu tout au moins au départ, que cette réduction des budgets militaires se ferait en une seule fois. Un comité spécial serait créé pour répartir les fonds qui devaient s'ajouter aux courants existants d'aide au développement et être distribués sans aucune discrimination. Une

---

207/ Documents officiels de l'Assemblée générale, treizième session, annexes, points 64, 70 et 72 de l'ordre du jour, document A/C.1/L.204.

208/ Documents officiels de la Commission du désarmement, Supplément de juin à décembre 1964, document DC/209, annexe I, section F.

209/ Voir la lettre du Ministre des affaires étrangères de l'URSS (documents officiels de l'Assemblée générale, vingt-huitième session, annexes, point 102 de l'ordre du jour, document A/9191) et le projet de résolution soumis par l'URSS (ibid., document A/L.701/Rev.1).

résolution connexe proposée par le Mexique 210/ demandait l'exécution d'une étude d'experts des problèmes techniques et autres associés aux accords de réduction des budgets militaires [résolution 3093 B (XXVIII)]. Le rapport qui en est résulté a abouti à une série d'études d'experts sur les problèmes de mesure, de comparaison et de vérification des dépenses militaires des Etats 211/. Un instrument normalisé de rapport a été mis au point et expérimenté pour définir et ventiler les dépenses militaires. A sa trente-cinquième session, l'Assemblée générale a adopté la résolution 35/142 B demandant à tous les Etats d'utiliser cet instrument pour faire rapport au Secrétaire général sur leurs dépenses militaires. Ainsi, des progrès ont été réalisés dans la solution des problèmes techniques liés aux réductions convenues des dépenses. Jusqu'à présent, toutefois, cette résolution n'a pas trouvé un écho à l'échelle mondiale et on ne sait pas encore quand ce sera le cas.

343. A la dixième session extraordinaire de l'Assemblée générale consacrée au désarmement, en 1978, un certain nombre de nouvelles propositions visant à établir un lien institutionnel ayant le caractère d'un fonds entre le désarmement et le développement ont été présentées. Le président du Sénégal, M. Senghor, a proposé de percevoir un impôt sur les armements qui serait calculé sur la base des budgets militaires des Etats. Cet impôt représenterait 5 p. 100 des budgets militaires et serait versé à l'Organisation des Nations Unies, et les fonds seraient utilisés exclusivement pour l'aide au développement. Le président Senghor a estimé à 20 milliards de dollars les recettes annuelles tirées d'un tel impôt (A/S-10/PV.17, p. 13).

344. Dans son discours prononcé à la dixième session extraordinaire de 1978, le président de la France, M. Giscard d'Estaing, a proposé la création d'un fonds international du désarmement pour le développement qui affecterait à des fins de développement les fonds libérés par le désarmement (voir A/S-10/PV.3, p. 2-30). Cette proposition, qui a été par la suite exposée plus en détail dans un mémorandum du Gouvernement français (A/S-10/AC.1/28), envisageait le fonds comme une nouvelle institution spécialisée de l'Organisation des Nations Unies qui serait une manifestation concrète de la relation, reconnue par la communauté internationale,

---

210/ Documents officiels de l'Assemblée générale, vingt-huitième session, annexes, point 102 de l'ordre du jour, document A/L.715.

211/ Ces rapports sur la réduction des budgets militaires étaient les suivants :

1974 : A/9770/Rev.1 (publication des Nations Unies, numéro de vente : F.75.I.10);

1976 : A/31/222/Rev.1 (publication des Nations Unies, numéro de vente : F.77.I.6);

1977 : A/32/194 et Add.1;

1980 : A/35/479 (publication des Nations Unies, numéro de vente : F.81.I.9).

/...

entre le désarmement et le développement. Les contributeurs au fonds seraient à la fois les Etats les plus armés et les plus développés; les bénéficiaires en seraient les pays les moins armés et les moins développés. En principe, le fonds serait basé sur la méthode des "fonds libérés par le désarmement", c'est-à-dire sur des ressources dégagées par des mesures de désarmement. Toutefois, la proposition française prévoyait également une phase de transition du fonds avec une dotation initiale unique de 1 milliard de dollars, jusqu'à ce que les ressources économisées par le désarmement puissent être utilisées comme base à long terme. Au cours de la phase de transition, les contributions au fonds seraient calculées sur la base du niveau d'armement d'un Etat, mesuré par sa possession de certains types d'armements dont l'existence, selon la proposition, peut être déterminée objectivement. Les Etats contributeurs comme les Etats bénéficiaires potentiels qui souscriraient à l'accord portant création du fonds seraient membres de celui-ci et les décisions seraient prises en se fondant sur le principe d'équilibre entre les uns et les autres. Le fonds accorderait des dons ou des prêts aux pays en développement et aux organisations intergouvernementales, en faisant appel autant que possible aux institutions internationales existantes pour l'administration de ses prêts et de ses dons. On a également proposé que les versements des Etats contributeurs au fonds soient pris en considération dans le calcul de l'objectif fixé par l'Organisation des Nations Unies à 0,7 p. 100 du PNB pour l'aide publique au développement.

345. Le Mexique, tout en approuvant l'initiative française, a proposé l'ouverture immédiate à titre provisoire d'un compte spécial dans le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD). Le Mexique a insisté sur la nécessité d'instituer des procédures concrètes pour acheminer et répartir parmi les pays en développement une part considérable des ressources qui seraient dégagées par de véritables mesures de désarmement (A/S-10/PV.3, p. 47).

346. La Roumanie a proposé de geler et de réduire progressivement les budgets militaires sur la base d'un programme concret. Dans une première phase, les budgets militaires seraient réduits d'au moins 10 p. 100 et la moitié des fonds ainsi dégagés serait transférée sans condition à un fonds des Nations Unies pour le développement, en particulier au profit des pays ayant un revenu par habitant inférieur à 200 dollars (A/S-10/AC.1/23 du 12 juin 1978).

347. Des organisations non gouvernementales et des experts indépendants ont également fait récemment un certain nombre de propositions tendant à la création d'un lien institutionnel ayant le caractère d'un fonds entre le désarmement et le développement. Par exemple, le rapport de la Commission indépendante sur les problèmes du développement international (Commission Brandt) proposait d'envisager la création d'un nouveau fonds mondial du développement pour mieux répondre aux besoins financiers des pays en développement et, plus particulièrement, pour fournir de nouvelles sources de financement complémentaire et plus durable pour les programmes. La Commission a proposé un certain nombre de nouvelles sources potentielles de revenu qui présenteraient les qualités requises d'automatisme, notamment la possibilité d'instituer un impôt sur les dépenses militaires ou sur le commerce des armes. D'autres propositions prévoyaient notamment la perception

d'un impôt sur le commerce international en général, le commerce international du pétrole brut, la consommation d'énergie et les produits de luxe durables 212/.

Principales caractéristiques des méthodes autres que la création d'un lien institutionnel ayant le caractère d'un fonds entre le désarmement et le développement

348. Toutes ces propositions sont fondées sur la reconnaissance d'un énorme gaspillage des ressources utilisées pour les armements et qui pourraient être mieux employées pour répondre aux besoins réels de l'homme et, plus particulièrement, aux nécessités urgentes de développement des pays en développement. Les diverses propositions visant à réaffecter en faveur du développement les ressources employées pour les armements reposent sur trois principes fondamentaux :

a) La méthode des fonds libérés par le désarmement, consistant à affecter les fonds économisés grâce aux mesures du désarmement, ou une partie de ces fonds, à des fins de développement;

b) La méthode de perception d'un impôt sur les armements, dans le cadre de laquelle les contributions nationales au développement sont calculées sur la base d'une mesure convenue des ressources affectées par chaque Etat à des fins militaires;

c) Des contributions volontaires sur le modèle des nombreux autres fonds de l'Organisation des Nations Unies et des institutions spécialisées, où chaque Etat fixe lui-même sa contribution.

---

212/ North-South : A Program for Survival (Cambridge, Mass. : MIT Press, 1980), p. 122 et 123, 244, 252 et 253.

La méthode des fonds libérés par le désarmement

349. Tout d'abord, il convient de noter que les ressources dégagées par la plupart des accords conclus en matière de désarmement et de limitation des armements depuis la naissance de l'Organisation des Nations Unies ont été insignifiantes, voire inexistantes. C'est ainsi que, par exemple, les accords multilatéraux limitant les utilisations militaires de l'Antarctique, de l'espace extra-atmosphérique et des fonds marins étaient destinés à empêcher l'introduction d'armements dans certaines zones non encore touchées par la course aux armements. Ces accords sont certes importants, mais on ne peut guère dire qu'ils aient dégagé des ressources. D'autres accords internationaux comme le Traité interdisant les essais d'armes nucléaires dans l'atmosphère, dans l'espace extra-atmosphérique et sous l'eau et le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires n'ont dégagé aucune ressource, eux non plus. De toute façon, ce n'était pas l'intention première de ces traités. Seule la Convention sur l'interdiction de la mise au point, de la fabrication et du stockage des armes bactériologiques (biologiques) ou à toxines et sur leur destruction peut être vraiment considérée comme ayant dégagé de véritables ressources. Même les accords bilatéraux importants tels que les accords SALT étaient des accords de limitation des armements qui fixaient des limites quantitatives au déploiement futur de certains types d'armements. Toutefois, ces limites ont été presque entièrement fixées au-dessus du niveau des forces existantes. Dans SALT I, par exemple, les Etats-Unis et l'Union soviétique sont convenus de limiter à 100 le nombre des missiles anti-missiles (balistiques) déployés de chaque côté, nombre que ni l'un ni l'autre n'avait encore atteint. Les seuls fonds importants libérés par le désarmement et résultant de ces accords ont un caractère prévisionnel et ne consistent pas à dégager des ressources véritablement utilisées à des fins militaires, c'est-à-dire que par la suite on utilise moins de ressources à des fins militaires qu'on ne l'aurait fait en l'absence d'un tel accord. Même lorsque des ressources sont libérées, la vérification soulèvera des difficultés.

350. Parallèlement aux efforts de limitation des armements, les limites budgétaires ou la réduction des dépenses militaires constituent une autre stratégie du désarmement qui a été très largement examinée au sein de l'Organisation des Nations Unies. Il a déjà été fait référence à la résolution de 1973 de l'Assemblée générale /3093 A (XXVIII)/ qui demandait une réduction de 10 p. 100 des budgets militaires et l'affectation au développement de 10 p. 100 des fonds ainsi économisés. Des propositions de ce type ont été faites à plusieurs reprises, mais ont eu encore moins de succès que celles concernant les mesures concrètes de limitation des armements. Si les pays de l'OTAN et de l'Organisation du Pacte de Varsovie devaient convenir d'une telle réduction, l'aide au développement pourrait être augmentée de l'ordre de 4 milliards de dollars, ce qui représente un accroissement d'environ 14 p. 100 de l'APD mondiale. Des réductions plus importantes ou un pourcentage plus important d'affectation des fonds économisés au développement permettraient d'augmenter proportionnellement cette somme.

351. Tous fonds libérés par le désarmement devraient résulter de réductions de dépenses militaires décidées d'un commun accord et de stratégies de limitation des armements. L'attention accordée à la réduction des dépenses militaires en tant que stratégie du désarmement a permis à la communauté internationale d'acquérir une expérience et des connaissances considérables dans la mesure et la déclaration des dépenses militaires. Les difficultés sont généralement techniques, mais

surtout politiques, même si l'on admet le principe que les parties intéressées sont disposées à opérer des réductions de leurs dépenses militaires : il faudrait normaliser le volume des dépenses militaires, comparer les prix au niveau international et surveiller la mise en application des réductions convenues. Des problèmes de mesure difficiles peuvent également se poser dans le cas des accords de limitation des armements et de désarmement. Si une part des sommes économisées devait être affectée à un fond, il faudrait déterminer l'économie réalisée sous forme de ressources véritablement dégagées ou sous forme d'économies prévues. Dans ce cas, le problème consiste à attribuer une valeur monétaire aux réductions ou limitations convenues en ce qui concerne le niveau des forces, dont l'essentiel peut consister en économies à caractère purement prévisionnel et par conséquent quelque peu hypothétique.

352. A titre d'exemple, on peut citer une évaluation des incidences du Traité sur la limitation des systèmes de missiles anti-missiles (balistiques) de 1972 sur les dépenses militaires des Etats-Unis 213/. Selon cette évaluation, l'accord a mis fin au déploiement par les Etats-Unis de systèmes de missiles anti-missiles et a donné largement satisfaction aux partisans d'un ralentissement de la modernisation des systèmes de défense aérienne et une réduction du niveau des forces de défense aérienne (économies annuelles estimatives de 5 milliards de dollars aux prix de 1976). Par ailleurs, des réductions des deux types se seraient produites de toute façon, quoique moins rapidement, même en l'absence de ce traité. Après la conclusion du traité, les dépenses relatives aux autres éléments de l'arsenal stratégique des Etats-Unis ont augmenté, surtout en ce qui concerne les programmes de modernisation des systèmes d'armements offensifs, et le total des dépenses, après être resté au même niveau pendant plusieurs années, a de nouveau commencé à augmenter. La conclusion de cette évaluation est que le traité a probablement abouti à une économie nette en comparaison des niveaux de dépense qui auraient été atteints si les négociations n'avaient pas eu lieu ou si elles n'avaient pas abouti.

353. Comme le montre cet exemple, les problèmes de mesure dans les cas d'économies réalisées sur le désarmement du fait de mesures de limitation des armements ne sont sûrement pas moins complexes et peut-être encore plus difficiles à déterminer objectivement, en raison de l'élément hypothétique lié au caractère prévisionnel de ces économies.

#### La méthode consistant à instituer un prélèvement sur les armements

354. Selon la méthode consistant à instituer un prélèvement sur les armements, le lien financier entre le désarmement et le développement constitué par un fonds reviendrait à calculer les contributions des Etats au fonds pour le développement

---

213/ Barry M. Blechman et Edward R. Fried, "Désarmement et Développement : Etude analytique et examen des possibilités d'action" (document établi à l'intention du Comité de la planification du développement, janvier 1977), p. 8-9. Voir également trois études de cas faisant ressortir les possibilités d'économie résultant d'accords de contrôle des armements (ibid., p. 14 à 16).

en proportion de l'importance de leur effort militaire. Les Etats déployant des efforts militaires plus importants verseraient donc des contributions proportionnellement plus élevées au fonds pour le développement. Le prélèvement sur les armements pourrait être basé sur le niveau absolu des dépenses militaires, sur les dépenses militaires en pourcentage des dépenses publiques ou en pourcentage du PNB. Ces deux dernières possibilités soulèvent également des problèmes de fiabilité et de comparabilité des données concernant les comptes nationaux et les budgets des Etats. De plus, en raison du pourcentage relativement élevé de leur PNB ou de leur budget national que certains pays en développement affectent aux efforts militaires, le pourcentage particulièrement important des dépenses militaires mondiales imputable aux pays développés n'apparaîtrait pas clairement, ce qui est contraire à l'aide au développement, raison essentielle de la création du fonds.

355. Comme il a été indiqué plus haut (par. 342 et 351) une série d'études sur les problèmes de mesure, de comparaison et de vérification du niveau absolu des dépenses militaires a été entreprise par l'Organisation des Nations Unies, sans aboutir à un accord à l'échelle mondiale. D'autres sources d'information sur les dépenses militaires largement utilisées, telles que les publications de l'Arms Control and Disarmament Agency des Etats-Unis, et de l'Institut international de recherches pour la paix de Stockholm sont encore limitées du point de vue des méthodes employées et des données fournies, ce qui réduit leur utilité en tant que sources de données objectives sur les dépenses militaires 214/ et ces sources ne seraient pas universellement acceptables pour servir de base à un fonds de l'Organisation des Nations Unies.

356. Il a également été proposé d'instituer un impôt sur certaines parties des dépenses militaires, par exemple, sur le commerce des armes - récemment par la Commission Brandt, bien que des doutes aient été exprimés sur ses possibilités d'application. Là encore, les problèmes, tant techniques que politiques, de mesure du commerce des armements sont du même type que ceux qui concernent l'ensemble des dépenses militaires. On peut opposer une autre objection à cet impôt sur les ventes d'armements : l'impôt serait, au moins en partie, soit directement soit indirectement, à la charge de l'importateur des armements, qui est en général un pays en développement. Dans ce cas, l'effet de l'impôt ne serait pas progressif mais dégressif, et pèserait plus lourdement sur les pays en développement, ce qui entraînerait une redistribution des ressources employées dans l'armement vers l'aide au développement, non pas entre le Nord et le Sud mais, dans le meilleur des cas, entre différents pays en développement. Même l'enregistrement du commerce international des armements a été contesté par de nombreux pays en développement qui ont fait valoir qu'une telle mesure mettrait injustement l'accent sur les pays importateurs d'armements.

---

214/ Voir notamment Michael Brzoska, et autres, An Assessment of Sources and Statistics of Military Expenditure and Arms Transfer Data (Rapport établi à l'intention du Groupe).



357. Une troisième méthode d'imposition des armements consisterait à calculer une contribution fondée sur la possession de certains types d'armements, qui caractérisent un effort militaire national et dont l'existence est généralement connue ou peut être confirmée par des moyens techniques de vérification au niveau national. Cette méthode présenterait l'avantage d'éviter certains problèmes techniques que pose l'institution d'un impôt sur les armements fondé soit sur le budget militaire global soit sur le commerce des armements.

#### Les contributions volontaires

358. Les contributions volontaires pourraient également servir de base à un fonds spécial destiné à promouvoir la réaffectation au profit du développement des ressources consacrées aux armements. Ces arrangements sont déjà largement utilisés par les organismes du système des Nations Unies pour recueillir des fonds. Le PNUD, par exemple, finance ses activités au moyen de contributions volontaires. Pour la seule année 1980, les Etats ont annoncé des contributions volontaires au PNUD pour un montant de 724 millions de dollars E.-U., et pour plus de 3,4 milliards de dollars E.-U. pour les années 1975 à 1980 215/. Toutefois, si le fonds du désarmement était financé par des contributions volontaires générales, le lien particulier entre le désarmement et le développement devrait être constitué par les fins auxquelles le fonds spécial serait employé. Les rapports de recherche de cette étude des rapports entre le désarmement et le développement, par exemple, ont été financés par des contributions volontaires versées à un fonds spécial, le Fonds pour les projets en matière de désarmement, ou par des contributions nationales à la suite d'un appel lancé par le Secrétaire général (voir A/34/534). De même, le nouvel Institut de recherches des Nations Unies sur le désarmement (UNIDIR) de Genève a été initialement financé par une donation du Gouvernement français.

359. Une autre méthode consisterait à établir un lien entre la source de financement et les efforts militaires. Par exemple, le Secrétaire général a suggéré, dans le discours qu'il a prononcé à la session extraordinaire de 1978 consacrée au désarmement, que les Etats "consacrent aux efforts nationaux et internationaux de désarmement un million de dollars pour chaque milliard consacré actuellement aux armements" qui serait expressément affecté à l'exécution d'une étude internationale dans le domaine du contrôle des armements et du désarmement et à l'accroissement et à l'élargissement de la portée des programmes nationaux d'information et d'étude concernant le désarmement (A/S-10/PV.1, p. 23 à 25). Sur la base du niveau actuel des dépenses militaires, cette suggestion, si elle était retenue, permettrait d'obtenir 500 millions de dollars E.-U. pour ces activités. Un tel lien entre les efforts de désarmement et le niveau des dépenses militaires constituerait "un objectif moral et politique" important (ibid.). Entre autres activités, la Campagne mondiale pour le désarmement qui a été proposée peut être financée par ces contributions volontaires. La méthode consistant à faire appel à des contributions volontaires a déjà permis de financer des activités de recherche et d'information, mais il y a lieu de déterminer si elle peut contribuer à recueillir des ressources complémentaires suffisantes pour un fonds du désarmement pour le développement.

---

215/ 1980 United Nations Pledging Conference for Development Activities.

Les bénéficiaires d'un fonds

360. L'emploi des ressources du fonds qui serait éventuellement créé devrait être conforme aux objectifs de ce fonds : le désarmement, le développement et l'expression d'une relation entre les deux types d'activité. Un certain nombre de suggestions ont été faites concernant l'affectation des ressources d'un tel fonds, en plus des critères qui s'appliquent habituellement aux programmes d'aide multilatérale au développement. On a suggéré, par exemple, qu'il conviendrait peut-être d'accorder la priorité aux Etats ayant un faible niveau d'armement et de dépenses militaires. Par ailleurs, on fait valoir qu'une telle discrimination serait malvenue pour un fonds des Nations Unies pour le développement et méconnaîtrait les exigences légitimes de sécurité des pays en développement.

361. En plus d'une utilisation prioritaire des ressources pour des projets exécutés dans les Etats à faible potentiel militaire, on a suggéré qu'un fonds pourrait - dans la limite des ressources disponibles - offrir des incitations positives sous forme de fonds de compensation destinés aux pays en développement qui seraient en mesure de réduire le niveau de leurs efforts militaires au moyen d'accords de désarmement 216/. Il semble que cela pourrait se faire même avec un niveau de financement minimum d'un milliard de dollars E.-U., car la plupart des pays en développement ont un niveau relativement bas, en valeur absolue, de dépenses militaires. On peut penser que cette incitation serait efficace, compte tenu de l'importance des profits marginaux qu'une telle formule de compensation donnerait aux réductions des budgets militaires.

362. Selon une autre suggestion, l'utilisation des ressources du fonds pourrait être plus orientée vers certains types de projets. Une orientation de ce type pourrait soit affecter l'essentiel des ressources à certains besoins internationaux particuliers pour que leur soit accordée la plus grande attention possible, soit également choisir des projets ayant une relation symbolique particulière avec la perspective de désarmement et de développement d'un tel fonds. Il pourrait par exemple être axé essentiellement sur la reconversion des installations militaires au profit d'investissements civils propres à contribuer au développement; sur des projets d'assainissement de l'eau; sur la mise en valeur de sources d'énergie renouvelables et compatibles avec l'environnement; sur la lutte contre la désertification; ou sur le financement de propositions concernant la stabilisation des prix des produits de base. Il pourrait également être axé spécialement sur la satisfaction des besoins de reconstruction et d'autres projets exécutés dans des pays en développement touchés par une guerre ou des troubles civils et fournir non seulement un financement spécial mais également des données spécialisées dans ce domaine. L'applicabilité de critères spéciaux d'utilisation des ressources dépendrait d'un volume de financement suffisant.

363. Si des progrès importants étaient réalisés en matière de désarmement permettant de dégager des ressources importantes au titre des fonds libérés par le désarmement, il serait peut être nécessaire d'établir un lien entre l'utilisation des ressources et les projets du fonds visant à répondre aux besoins de reconversion économique

---

216/ C'est ce que suggèrent Blechman et Fried, op. cit., p. 18 et Pierre Dabezies, Création d'un fonds international du désarmement pour le développement (Rapport établi pour le Groupe), p. 50.

des pays développés intéressés, tant au niveau macro-économique qu'au niveau micro-économique. Si les fonds libérés par le désarmement étaient très importants et avaient de fortes incidences macro-économiques sur l'économie du pays donateur, il faudrait alors utiliser une partie des fonds dégagés pour procéder à des achats dans l'économie en reconversion et, dans la mesure du possible, reconvertir les installations de production spécialisée et la main-d'oeuvre employée auparavant dans la production militaire dans la production destinée aux marchés des pays en développement. L'idée consistant à résoudre en partie les problèmes de reconversion des pays développés en répondant à la demande stimulée par l'aide au développement des pays en développement était un élément original de la proposition française faite par M. Edgar Faure en 1955 217/.

La proposition française de création d'un fonds international du désarmement pour le développement

364. La proposition française (A/S-10/AC.1/28) contient un certain nombre d'éléments originaux qui méritent d'être examinés de manière très approfondie. Le fonds en question est conçu comme un moyen de faire ressortir et de promouvoir par son existence même les rapports entre le désarmement et le développement. Le fonds dépendra des ressources dégagées à la suite de l'application des traités de limitation des armements qui pourraient être conclus. La première étape ne fera que préliminer l'étape finale, le financement final pourrait être considéré comme assez modeste et la proposition tendant à tenir compte des ressources qui pourraient être transférées par le fonds dans le calcul des contributions des Etats au titre de l'objectif de l'APD de 0,7 p. 100 pourrait être également considérée comme de portée très limitée. Toutefois, les objectifs de l'APD sont encore très loin d'avoir été atteints. Il a toutefois été souligné au Colloque de Sanderfjord 218/ qu'un montant initial d'un milliard de dollars pourrait avoir des effets considérables si on le répartissait entre quelques-uns des pays les plus démunis. Ces deux éléments de la proposition pourraient être négociés au moment de la création du fonds international pour le désarmement. Le financement initial représente un pourcentage modeste de 0,2 p. 100 des dépenses militaires mondiales actuelles. L'impression de relative modicité de ce montant initial est renforcée par la clause du mémorandum du Gouvernement français afférent à la proposition de Fonds du désarmement prévoyant que les contributions au Fonds sont prises en compte pour le calcul des contributions au titre de l'aide publique au développement. Etant donné les progrès extrêmement limités accomplis dans la réalisation de l'objectif fixé par l'Organisation des Nations Unies en matière d'aide au développement, les pays en développement seraient certainement enclins à estimer que les contributions au Fonds devraient s'ajouter aux apports versés au titre de l'aide et non déduites des

---

217/ Documents officiels de la Commission du désarmement, Supplément d'avril à décembre 1955, document DC/71, annexe 16.

218/ The Sanderfjord Report on Disarmament and Development (Oslo, 1950), p. 99.

contributions au titre de l'objectif de l'APD par l'Organisation des Nations Unies. Cette opinion est également exprimée dans les rapports qui ont été présentés au Groupe de travail 219/.

365. Aux termes du mémorandum du Gouvernement français, la création du fonds se ferait en deux étapes : la première étape, ou régime transitoire, fondée sur le versement d'une contribution assise sur les armements des Etats les plus fortement armés, aurait lieu avant tout transfert de ressources libérées à la suite de l'application des accords de désarmement. Au cours de cette phase, un milliard de dollars seraient versés par les pays les plus riches et les plus fortement armés; pendant la seconde et dernière étape, le fonds serait alimenté par les ressources dégagées à la suite de l'application des accords de désarmement, conclus aux niveaux bilatéral, régional ou international.

366. Selon le mémorandum du Gouvernement français et les précisions qu'il a fournies par la suite, au cours de l'étape transitoire, divers critères pourraient être utilisés pour identifier les pays qui sont à la fois "les plus riches et dotés des arsenaux militaires les plus importants". Comme les cinq membres permanents du Conseil de sécurité des Nations Unies feraient automatiquement partie de ces pays, on pourrait retenir les critères suivants 220/ :

- comme critère de richesse : un PNB par habitant supérieur à 1 100 dollars
  - comme critère d'armement : un pourcentage de dépenses militaires supérieur à 2 p. 100 du PNB
- un volume de dépenses militaires supérieur à  
1,5 milliard de dollars

En associant le premier critère aux deux autres, une liste des Etats contributeurs reflétant assez fidèlement la situation actuelle pourrait, selon la proposition française, être établie. Le montant retenu pour la contribution prévue pendant l'étape transitoire, soit 1 milliard de dollars, devrait être calculé pour 50 p. 100 sur la base des armements nucléaires et pour 50 p. 100 sur la base des armements de type classique. Pour calculer les contributions assises sur les armements nucléaires des Etats-Unis et de l'URSS, les critères utilisés pourraient être le

---

219/ Cet examen de la proposition française de création d'un fonds s'appuie pour une part essentielle sur les rapports suivants établis pour le Groupe : Pierre Dabezies, *op. cit.*; Marek Thee, La création d'un fonds international du désarmement pour le développement : étude de faisabilité; Bulletin of Peace Proposals, vol 12, No 2, 1981; Ove Narvesen et Finn Sollie, Analyse d'une proposition de création d'un fonds international du désarmement pour le développement.

220/ Cette proposition repose sur les statistiques de 1977 et les chiffres sont exprimés en dollars E.-U. de 1977.

/...

nombre des vecteurs prévus par l'Accord SALT. La contribution commune de ces deux pays représenterait 80 p. 100 du montant total. La Chine, le Royaume-Uni et la France verseraient les 20 p. 100 restants, soit 6,66 p. 100 pour chacun de ces trois pays. En ce qui concerne les armements de type classique, la répartition suivante est proposée :

- 20 p. 100 par la marine de guerre, sur la base des grandes unités;
- 40 p. 100 par l'armée de terre, sur la base du nombre de véhicules blindés lourds;
- 40 p. 100 par l'aviation militaire, sur la base du nombre d'avions de combat.

Les données sur ces matériels seraient fondées sur les statistiques les plus couramment employées sur le plan international.

367. Au cours de la seconde et dernière étape, les contributions seraient fixées dans le cadre des accords de réduction des armements. De l'avis du Gouvernement français, le monde dans son ensemble est surarmé et, si chaque Etat est le meilleur juge des ressources qu'il consacre à sa sécurité, il est nécessaire d'abaisser le seuil de sécurité universellement considéré actuellement comme dangereux. Le seul moyen d'atteindre cet objectif est que les Etats souverains concluent des accords bilatéraux, régionaux ou mondiaux de limitation des armements. A son avis, les Etats parties à ces accords pourraient, dans le cadre de négociations, déterminer quel doit être pour eux le seuil de sécurité optimale, le niveau auquel il pourrait être progressivement réduit par des négociations ultérieures. Les ressources réelles et financières libérées à la suite de l'application de ces accords devraient être connues lorsque les Etats conclueront des accords sur la limitation des armements.

#### Autres propositions de fonds et sources de financement

368. Outre différentes propositions antérieures concernant la création d'un fonds et la récente proposition française, nous avons évoqué un grand nombre de propositions relatives au transfert de ressources du secteur militaire au secteur civil. La caractéristique commune de ces différentes propositions est d'établir une relation entre la source de financement et le niveau ou la réduction des efforts militaires. L'importance des fonds qui pourraient ainsi être dégagés dépend du prélèvement qui pourrait être opéré sur les armements ou du pourcentage des fonds libérés par le désarmement qui pourrait être réaffecté à d'autres fins.

369. Les propositions de création d'un fonds spécial du désarmement proches de la proposition française se distinguent d'autres programmes d'aide au développement par leur mode de financement, qui établit une relation expresse, réelle ou symbolique, entre le désarmement et le développement. D'autres propositions de création de fonds spéciaux d'aide au développement, comme le Fonds sur la désertification et le Fonds sur les produits de base, offrent des formules d'aide différentes, portant par exemple sur les investissements en biens d'équipement ou sur l'assistance technique, ou bien s'appliquent à des régions déterminées. Dans la mesure où d'autres fonds au titre de l'aide multilatérale seraient créés, il pourrait être également envisagé soit de constituer le fonds en simple compte spécial dans le cadre d'un

programme existant, comme le PNUD, soit de le réunir en tant que nouvelle source de financement à un fonds d'affectation spéciale. La décision de créer un fonds international du désarmement pour le développement qui soit autonome ou intégré à un autre organe des Nations Unies sera adoptée d'un commun accord et a, par ailleurs, moins d'importance que la nécessité pour le fonds d'établir un lien concret entre le désarmement et le développement. Il est important de faire connaître à l'opinion publique la provenance de ses ressources et leur affectation à des objectifs de développement.

370. Au cours des dernières années, on a de plus en plus insisté, au sein du système des Nations Unies, sur la nécessité d'instaurer un financement de l'aide au développement qui soit à la fois complémentaire et automatique, nécessité qui a encore été tout récemment soulignée dans le rapport de la Commission Brandt. Cette préoccupation sert en partie de base aux discussions consacrées à la possibilité d'instituer un prélèvement sur les dépenses militaires ou des transferts d'armes. On a également envisagé d'instituer un impôt général sur le commerce international ou un produit particulier, comme le pétrole 221/, un impôt sur le transfert inverse de techniques (c'est-à-dire l'immigration de main-d'oeuvre, en particulier de travailleurs qualifiés et de spécialistes en provenance de pays en développement) 222/, un impôt sur les excédents réalisés par les pays développés dans leurs échanges avec les pays en développement 223/, un impôt sur la consommation de certains produits de luxe 224/, un impôt sur l'exploitation du patrimoine commun de l'humanité 225/, et même une loterie des Nations Unies 226/.

---

221/ La proposition a été faite, par exemple, par la Commission Brandt, (North-South : A Program for Survival).

222/ La résolution 34/200 de l'Assemblée générale, en date du 19 décembre 1979, a demandé au Secrétaire général de réaliser une étude sur l'applicabilité d'un service international de compensation en matière de main-d'oeuvre.

223/ Proposé par le Groupe des 77 à la Conférence des Nations Unies sur la science et la technique au service du développement.

224/ Proposé tout récemment par la Commission Brandt.

225/ Les questions relatives à ce point ont été tout récemment évoquées à la troisième Conférence des Nations Unies sur le droit de la mer. Voir le texte officieux du projet de convention sur le droit de la mer, A/CONF.62/WP.10/Rev.3.

226/ Voir Documents officiels de l'Assemblée générale, trente-sixième session, Cinquième Commission, 1430<sup>e</sup> séance, et document A/8985/Add.1.

B. Evaluation des diverses propositions relatives aux mesures visant à réaffecter les ressources consacrées aux armements au profit du développement

371. Eu égard au mandat du Groupe d'experts, l'examen des propositions présentées ne pouvait être entrepris qu'en tenant essentiellement compte de leur acceptabilité politique, et partant, de leur applicabilité. Il est bien entendu possible de faire une évaluation de ces facteurs décisifs dans une perspective immédiate ou à un peu plus long terme. Dans l'état actuel des négociations sur le désarmement, la perspective à plus long terme est probablement beaucoup plus réaliste. Le critère de l'applicabilité politique devrait concerner les diverses méthodes décrites aux paragraphes 348 à 359, ainsi que la proposition de création d'une institution ayant le caractère d'un fonds.

Autres méthodes

372. La méthode consistant à utiliser les fonds libérés par le désarmement est certainement, dans son principe, la solution la plus intéressante en matière de contribution à un fonds et qui est la plus conforme à la stratégie des Nations Unies pour le désarmement. Par ailleurs, l'expérience de nombreuses années a montré la complexité des problèmes d'évaluation des dépenses militaires et, partant, des économies qui pourraient être réalisées à la suite de l'application de mesures de désarmement. Il serait souhaitable qu'à l'avenir, les études réalisées par des experts de l'Organisation des Nations Unies sur la normalisation et la déclaration des dépenses militaires tiennent plus explicitement compte des problèmes propres au calcul des économies réalisées par le désarmement dans le cadre d'accords de limitation des armements, problèmes qui sont quelque peu différents de ceux que soulève l'évaluation des budgets militaires.

373. Jusqu'à ce que soient résolues les difficultés techniques et politiques que soulève le calcul des fonds qui seraient libérés à la suite du désarmement, on pourrait utiliser une méthode du même genre consistant à demander aux parties aux accords de limitation des armements d'indiquer dans le cadre d'un accord mutuel le montant des économies directes ou indirectes qu'elles réaliseraient, durant un certain nombre d'années, du fait de l'accord conclu, en partant de l'hypothèse qu'un pourcentage fixe des ressources financières libérées par le désarmement serait affecté à un fonds. Les sommes ainsi fixées d'un commun accord devraient, d'une manière générale, être considérées comme vraisemblables par la communauté internationale et par l'opinion publique des Etats parties à l'accord. Cette solution politique permettrait d'éviter bien des problèmes de détail concernant la détermination objective des économies réalisées grâce au désarmement auxquelles se sont heurtées les propositions de réduction des budgets militaires. Il y aurait lieu de résoudre dans le traité lui-même, d'un commun accord entre les parties, la question de la vérification des mesures de limitation des armements prévues.

374. Dans le cadre de la méthode consistant à instituer un impôt sur les armements, la relation entre les ressources consacrées au désarmement et au développement n'apparaît pas très clairement, car on pourrait penser que les fonds supplémentaires dégagés au profit du développement dépendraient de la poursuite de la course aux

armements. Toutefois, si un tel prélèvement conduisait à une réduction des dépenses militaires et donc à une réaffectation des ressources au profit du secteur civil, cet état de fait ferait plus que compenser les fonds qui auraient été recueillis grâce à ce prélèvement, et fourniraient des ressources supplémentaires aux pays en développement.

375. Etant donné l'ampleur des débats publics consacrés à cette question, c'est-à-dire à la méthode de l'impôt sur les armements, il est sans doute nécessaire de l'évaluer un peu plus en détail. Nous avons mentionné au paragraphe 354 les différents moyens d'établir l'assiette de tout prélèvement sur les armements. Pour des raisons techniques et compte tenu des objectifs d'un fonds du désarmement pour le développement, il est, semble-t-il, préférable d'appliquer le critère des dépenses militaires absolues pour utiliser la méthode du prélèvement sur les armements destiné à financer le fonds en question.

376. Outre les objections de principe ci-dessus mentionnées, les paragraphes 355 et 356 traitent d'un certain nombre de difficultés que semblent soulever cette méthode. Il a été indiqué dans les rapports soumis au Groupe que certaines des difficultés techniques que soulève cette méthode seraient atténuées si un système assez simple établissait une relation entre les contributions et l'importance de l'effort militaire des Etats pouvant être mis au point. On pourrait, par exemple, envisager de fixer par négociation une part du prélèvement sur les armements à verser par les grandes puissances membres permanents du Conseil de sécurité, dont les dépenses militaires sont les plus élevées dans le monde. L'étape suivante consisterait à parvenir à un accord sur le pourcentage de leur contribution en fonction de leurs niveaux respectifs de dépenses militaires. Dans ce cas, comme pour l'ensemble de la méthode considérée, il suffirait d'indiquer des ordres de grandeur faisant l'objet d'un assez large accord et non des chiffres précis. Ainsi, si l'on admet que la contribution des grandes puissances représentera 60 p. 100 des fonds qui devraient être réunis au cours d'une année donnée, l'accord portant création du fonds pourrait prévoir que les Etats-Unis et l'Union soviétique verseraient des parts égales de 24 p. 100 et le Royaume-Uni, la France et la République populaire de Chine, 4 p. 100, une part plus réduite a été attribuée à cette dernière (par rapport à ses dépenses militaires) pour tenir compte de sa situation de pays en développement. Les 40 p. 100 restants pourraient être répartis entre les autres Etats au prorata du niveau officiel de leurs dépenses militaires, sur la base des données officielles 227/.

377. Une solution politique fondée sur les parts à verser par les grandes puissances pourrait être applicable car, contrairement aux problèmes d'évaluation des dépenses militaires, il suffirait de s'entendre sur des ordres de grandeur dans les cas où ne se pose aucun problème de sécurité militaire. Les montants absolus en question (initialement l'équivalent par exemple de 0,5 à 1 p. 100 des dépenses militaires annuelles) seraient également très limités : il n'y aurait guère lieu de mettre l'accent sur les différences marginales d'estimation des

---

227/ Cette méthode générale est proposée par Marek Thee, op. cit., p. 56 à 58.



forces militaires respectives. On a également soutenu que les données officielles relatives aux dépenses militaires telles qu'elles sont fournies à l'Organisation des Nations Unies pourraient être utilisées dans le cadre de la méthode du prélèvement sur les armements, pour fixer les contributions des autres puissances. Dans ce cas, les ordres de grandeur respectifs, que les chiffres en question permettraient de dégager, suffiraient à établir une relation équitable, même approximative, entre les contributions et les niveaux de dépenses militaires.

378. Une autre méthode proposée dans les rapports techniques établis à la demande du Groupe consisterait à envisager de fixer un barème de contributions en vue d'un prélèvement sur les armements, sur la base d'un groupe d'Etats définis en fonction de leurs niveau d'armement et de développement 228/. Selon cette méthode, les Etats contributeurs s'affilieraient volontairement, après consultation de l'organisme qui gère le fonds, à la catégorie correspondant au groupe approprié.

379. Un impôt sur les dépenses militaires, tel que le prévoit la méthode du prélèvement sur les armements, pourrait, comme tout impôt, avoir deux objectifs. Il pourrait simplement avoir pour but de produire des recettes ou de décourager un certain type de comportement pour en encourager un autre. On a émis l'idée qu'un prélèvement sur les armements pourrait en outre comporter l'avantage de décourager efficacement les dépenses militaires soumises à cette "imposition". Toutefois, des "taux d'imposition" très limités (0,2 à 1 p. 100) ne sauraient être considérés comme pouvant avoir une incidence sensible sur le niveau de dépenses militaires, du fait des considérations de caractère non économique qui jouent un rôle prépondérant dans la prise des décisions relatives à ces dépenses 229/.

380. Au paragraphe 50, il a été indiqué que la relation entre le désarmement et le développement fondée sur les ressources que suppose la méthode consistant à instituer un impôt sur les armements n'apparaît pas clairement. Les systèmes prévoyant une relation plus accentuée, plus pratique et plus directe entre le désarmement et le développement en matière de ressources permettrait de mieux atteindre les objectifs du désarmement et de l'instauration d'un nouvel ordre économique international.

#### Contributions volontaires

381. Les arrangements concernant le versement de contributions volontaires aux activités de coopération internationale dans le cadre ou par l'intermédiaire de l'Organisation des Nations Unies donnent des résultats satisfaisants dans certains cas mais non dans d'autres. Il a été estimé que cette méthode pourrait être utilisée pour réunir des ressources financières supplémentaires pour un fonds du désarmement pour le développement, mais qu'elle ne permettrait pas de recueillir

---

228/ On trouvera des exemples d'application de cette méthode dans Pierre Dabezies, op. cit., p. 40 à 49.

229/ Voir, par exemple, l'étude consacrée à l'efficacité de l'imposition dans l'ouvrage de Dabezies, op. cit., p. 37 et 38.

des montants importants si des mesures de désarmement efficaces ne sont pas adoptées. Il n'y a toutefois aucune raison d'exclure dans l'avenir une étude plus poussée de ces possibilités, en particulier peut-être dans des secteurs précis et bien définis du désarmement.

La proposition française de création d'un fonds international du désarmement pour le développement

382. La proposition française (A/S-10/AC.1/28), décrite aux paragraphes 364 à 367, constitue une initiative positive visant à créer un rapport institutionnel entre le désarmement et le développement. En tant que telle, elle mérite d'être examinée avec soin en ce qui concerne son applicabilité technique et son acceptabilité politique. Comme il a été indiqué au paragraphe 364, elle contient également un certain nombre d'éléments originaux qui nécessitent qu'on leur accorde une attention particulière. Le Groupe d'experts voudrait donc commencer par faire quelques observations d'ordre général, avant de se pencher sur les éléments contenus dans la proposition.

383. Si l'on veut définir un cadre d'évaluation de la proposition française, il est indispensable de la considérer comme une initiative institutionnelle importante mais limitée, dont l'intérêt reposerait sur le fait qu'elle constitue un début d'action politique de la part de la communauté internationale 230/. Les rapports entre la sécurité, le désarmement et le développement sont tellement étroits (voir chap. II ci-dessus) que les intérêts de la sécurité des Etats tels qu'ils les définissent eux-mêmes sont essentiels; le désarmement reposera en fin de compte sur des règlements politiques qui seront conclus au niveau mondial ou régional entre des groupes d'Etats. Par ailleurs, la propagation de l'idée de mettre le désarmement au service du développement pourrait faciliter l'apparition dans l'opinion publique de courants favorables à la limitation des armements et au désarmement, condition indispensable à la réalisation de ce règlement politique et militaire.

384. On peut raisonnablement penser qu'un tel fonds aura forcément des effets limités sur le flux global des ressources en faveur du développement, tout au moins à court terme. Le fonds en question ne peut que compléter ou faciliter les efforts en vue d'instaurer un nouvel ordre économique international et favoriser les efforts de développement de chaque pays.

385. Si un accord politique suffisamment large pouvait être conclu, un fonds du désarmement pour le développement pourrait contribuer à la réalisation de certains objectifs importants. Premièrement, ce fonds établirait, au point de vue politique et institutionnel dans le cadre du système des Nations Unies, la relation entre le désarmement et le développement perçue par un nombre de plus en plus grand de membres de la communauté internationale. Deuxièmement, la création et l'existence de ce fonds devraient contribuer à une meilleure prise de conscience par les

---

230/ Cette étude de la proposition française de création d'un fonds s'appuie pour une part essentielle sur les rapports établis pour le Groupe; Pierre Dabezies, op. cit.; Marek Thee, op. cit.; Ove Narvesen and Finn Sollie, op. cit.

gouvernements et par l'opinion publique du lien qui doit être établi entre le désarmement et le développement. Ce fonds faciliterait également l'élaboration de nouvelles normes de solidarité internationale en exigeant un engagement de principe de transférer une partie des économies réalisées du fait du désarmement au développement et la réaffirmation pratique de cet engagement, même s'il s'agit au départ d'un niveau de financement modeste. Troisièmement, ce fonds permettrait bien le transfert de ressources de la course aux armements au développement.

386. Les aspects théoriques et pratiques de la proposition française de fonds ont une longue histoire au sein du système des Nations Unies et ont été approuvés dans de nombreuses résolutions. La question est plutôt de savoir si l'établissement de ce lien institutionnel serait plus opportun à l'heure actuelle que dans le passé. Le Groupe d'experts se propose donc maintenant de se pencher sur les éléments originaux suivants de la proposition.

387. Il a été fait référence au paragraphe 364 à l'idée de tenir compte des contributions au fonds dans l'évaluation du montant de l'APD. Le Groupe aimerait rappeler et confirmer des déclarations faites antérieurement dans des rapports émanant de groupes d'experts des Nations Unies, selon lesquels l'absence de mesures de désarmement et, partant, de fonds libérés à cette occasion ne devait pas servir de prétexte pour ne pas essayer d'atteindre les objectifs assignés par l'Organisation des Nations Unies à l'aide publique au développement. Il serait, semble-t-il, difficile d'appuyer cet aspect de la proposition.

388. Comme nous l'avons indiqué au paragraphe 366, la proposition prévoit la création du fonds en deux étapes, la première étapes ou régime transitoire comportant une sorte de prélèvement sur les armements. Cet aspect de la question a déjà été examiné aux paragraphes 374 à 380. L'opinion exprimée dans ces paragraphes s'applique également à cet élément de la proposition française.

389. Pendant la deuxième et dernière étape, les contributions au fonds seraient fixées dans le cadre d'accords de réduction des armements : c'est la méthode des fonds libérés par le désarmement. Au paragraphe 372, le Groupe a indiqué qu'il jugeait cette méthode positive et conforme à la stratégie des Nations Unies pour le désarmement. Il est donc facile d'approuver cette méthode de création d'un fonds du désarmement pour le développement encore que son application soulève de nombreuses difficultés techniques et politiques, difficultés examinées plus haut en détail et dont il faudra tenir compte. Une autre difficulté est liée à un autre élément de la proposition française, à savoir l'établissement de ce qui est appelé "seuil optimal de sécurité" qui sera fonction d'une diminution progressive du niveau d'armement.

390. Si la proposition française peut paraître à l'heure actuelle trop ambitieuse dans son ensemble, il peut être souhaitable et réaliste de prendre quelques mesures initiales et modestes. La forme que pourraient prendre ces mesures appelle naturellement d'autres discussions techniques et politiques plus approfondies. On pourrait par exemple donner à ce fonds une identité et une place distincte dans le cadre de la structure de telle ou telle institution existante. Cette possibilité permettrait d'éviter la multiplication des institutions ou des chevauchements administratifs, tout en offrant une nouvelle source potentielle de financement et

en consacrant dans un cadre symbolique et institutionnel important la relation entre le désarmement et le développement au sein du système des Nations Unies. On pourrait par exemple reprendre la proposition faite en 1978 par le Mexique, de création d'un compte spécial destiné à un fonds sur le désarmement dans le cadre du Programme des Nations Unies pour le développement (A/S-10/PV.3, p. 47). Ce fonds reposerait sur le principe selon lequel les fonds libérés par le désarmement seraient utilisés pour accroître l'aide au développement, et constituerait un engagement précis de la communauté internationale au regard de cet objectif à long terme. Pendant la période de transition, le financement pourrait provenir de contributions volontaires, les quelques chiffres relatifs aux objectifs symboliques à atteindre étant exprimés en pourcentage des dépenses militaires; on pourrait retenir à cet égard le montant proposé en 1978 par le Secrétaire général, à savoir 1 million de dollars pour chaque milliard de dollars consacré à la course aux armements. Etant donné le niveau peu élevé du financement prévu à l'étape initiale, le fonds pourrait consacrer ses ressources à des activités d'information et de recherche sur le désarmement, en donnant la priorité à la relation entre le désarmement et le développement. Quelles que soient les modalités administratives qui seront arrêtées par la suite, le Groupe considère comme nécessaire de prévoir des dispositions permettant de transférer les parties des ressources financières libérées à la suite de l'application de mesures de désarmement qui devraient être consacrées au développement économique et social des pays en développement. L'intérêt tout particulier de la proposition française tient à ce qu'elle attire l'attention de la communauté internationale sur ce fait.

## CHAPITRE VII

### RESUME, CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS

391. La présente recherche conduit fortement à penser que le monde peut, soit poursuivre la course aux armements avec une singulière énergie, soit s'orienter consciemment et avec une promptitude délibérée vers un développement économique et social stable et équilibré dans le cadre d'un ordre économique et politique international plus acceptable. Il ne peut poursuivre les deux objectifs à la fois. Il convient de reconnaître que la course aux armements et le développement sont en concurrence, notamment sur le plan des ressources, mais aussi du fait des attitudes et perceptions essentielles qu'ils suscitent. La principale conclusion du présent rapport est que des rapports effectifs peuvent et doivent être établis entre le désarmement et le développement.

392. La croissance et le développement économiques ne seraient certes pas inconciliables avec la poursuite de la course aux armements, mais ils seraient dans cette hypothèse, relativement lents et répartis très inégalement dans le monde. Par ailleurs, on peut démontrer qu'une gestion de l'interdépendance fondée sur la coopération est conforme à l'intérêt économique et à la sécurité de tous les Etats. Mais l'adoption, ou plutôt l'évolution de cette perspective est fort improbable si la course aux armements et l'inobservation des principes de la Charte des Nations Unies se poursuivent.

393. Il serait pratiquement impossible de contester qu'une inversion du sens de la course aux armements est souhaitable pour accélérer le processus de développement socio-économique. Mais le bilan extrêmement décevant des efforts de désarmement, d'une part, et les résultats moins que satisfaisants obtenus jusqu'ici dans l'instauration du nouvel ordre économique international, d'autre part, ont mis en lumière la réticence déplorable manifestée par certains Etats à percevoir une relation entre le désarmement et le développement. Dans cette situation, l'adoption de mesures concrètes dans le cadre du désarmement au profit du développement pourrait avoir des effets psychologiques et politiques de nature à influencer favorablement sur les relations entre pays développés et pays en développement et, partant, sur la paix et la sécurité internationales.

394. Plusieurs études déjà menées sur les rapports entre le désarmement et le développement, dont un rapport des Nations Unies 231/ de 1972, formulent avec une certaine prudence l'hypothèse qu'il existerait entre ces deux notions un lien très étroit. Dans la plupart des cas, cette attitude prudente fait clairement apparaître la crainte qu'en présentant comme subordonnés l'un à l'autre deux objectifs extrêmement souhaitables, mais malheureusement non réalisés, on ne paraisse dans une certaine mesure ne pas pleinement reconnaître l'urgence de réaliser des progrès rapides pour atteindre ces deux objectifs séparément. La plupart de ces études se sont donc bornées à mettre en relief les énormes contrastes existant entre l'ampleur des ressources absorbées par les activités

---

231/ Désarmement et développement, ST/ECA/174, publication des Nations Unies, numéro de vente F.73.IX.1.

militaires à l'échelle mondiale et les dépenses relativement modestes nécessaires pour pourvoir aux besoins fondamentaux non encore satisfaits des couches les plus pauvres de la société, notamment dans les pays en développement. Les rapports entre le désarmement et le développement ont ainsi acquis un contenu normatif marqué, du seul fait qu'il est souhaitable de l'instituer.

395. Les pays en développement ont encore un urgent besoin de crédits plus élevés afin de satisfaire les exigences accrues de populations toujours plus nombreuses. Mais le monde développé commence aussi à sentir le poids des effets cumulatifs des méthodes qu'il a suivies en matière d'utilisation des ressources. Les économies de marché se heurtent à de graves problèmes socio-économiques comme le chômage et l'inflation. Les économies planifiées subissent aussi de fortes pressions qui leur imposent de progresser plus rapidement vers une meilleure satisfaction des besoins du consommateur et vers une modernisation accrue en raison du ralentissement de leur taux de croissance. Pour l'ensemble du monde, l'affectation de 5 à 6 p. 100 du revenu mondial à des fins militaires paraît d'opportunité douteuse dans une situation caractérisée par la prévision d'une croissance économique très lente au cours des années 80, en comparaison des résultats économiques plus satisfaisants des décennies antérieures.

396. Un autre facteur alarmant du nouveau contexte socio-économique, dans la perspective de la présente étude, est l'incertitude croissante des relations Est-Ouest, dont les incidences se font sentir dans tout le domaine des relations économiques internationales. Plus que jamais auparavant, il est à craindre que des considérations politico-stratégiques ne retentissent sur ces relations. Il semble probable que la course aux armements, qui non seulement absorbe des ressources, mais encore retentit sur l'ampleur et le contenu de la coopération économique internationale, influera défavorablement sur les progrès dans l'instauration d'un nouvel ordre économique international. Dans la mesure où la dynamique de la course aux armements influe sur les progrès réalisés en matière d'ordre économique international, les rapports entre le désarmement et le développement impliquent plus qu'un contraste entre les ressources absorbées par les activités militaires et les besoins fondamentaux non satisfaits des couches les plus pauvres de la société. D'autre part, l'appel normatif à orienter vers le développement une partie des ressources consacrées aux armements s'adresse aux intérêts égoïstes de chaque Etat, si l'on peut démontrer que tous les systèmes sociaux, quel que soit leur niveau actuel de développement, ont besoin de procéder à cette réaffectation.

397. Un objectif essentiel de la présente étude était donc de ne pas considérer que les puissants arguments normatifs et logiques pour étudier comment les relations entre le désarmement et le développement pourraient influencer sur l'adoption par les Etats de possibilités d'action viables, pleinement conformes aux intérêts particuliers et bien compris de chaque Etat. L'aspect moral et rationnel de ces relations n'a non seulement pas été contesté, mais a aussi été réaffirmé. Le Groupe a été en mesure de réunir des preuves historiques et empiriques importantes qui lui permettent de considérer ces relations comme une nécessité économique. Ce choix est conforme aux directives données au Groupe par l'Assemblée générale, qui a expressément demandé que la présente étude

/...

"ait un caractère prospectif et directif et mette l'accent à la fois sur l'opportunité, après des mesures de désarmement, d'une réaffectation au développement économique et social, en particulier au profit des pays en développement, des ressources actuellement utilisées à des fins militaires, et sur la faisabilité technique de cette réaffectation". /A/S-10/9, annexe, par. 5, (c'est nous qui soulignons)/. Le mandat, qui est à l'origine des recherches entreprises en vue de la présente étude, a mis notamment l'accent sur le renforcement des raisons socio-économiques justifiant l'institution de rapports empiriquement quantifiables, contraignants sur le plan rationnel, basés sur une communauté d'intérêts qui se fait jour dans un monde en marche vers une interdépendance économique croissante. Cette perspective est également restée au premier plan des préoccupations du Groupe alors qu'il s'efforçait de conceptualiser les rapports entre le désarmement et le développement; de calculer l'ampleur des ressources réelles absorbées par les dépenses militaires mondiales; d'évaluer les coûts de substitution de la course aux armements pour des sociétés parvenues à différents niveaux de développement et dotées de systèmes économiques et sociaux différents; d'examiner la possibilité technique de reconvertir des activités orientées vers l'armement au profit du développement; de prévoir les avantages directs et indirects du désarmement; et, enfin, d'examiner les possibilités de mettre au point certains arrangements institutionnels de nature à faciliter le transfert, au profit des pays en développement, des ressources financières dégagées par le désarmement.

398. La base conceptuelle de la présente étude est analysée au chapitre II, où sont définis le cadre et l'importance des rapports entre le désarmement et le développement. Après avoir considéré la manière dont cette question est traditionnellement exposée, compte tenu des faits survenus récemment, le Groupe a placé ces rapports dans le contexte d'une interaction triangulaire entre le désarmement, le développement et la sécurité. Pour démontrer que la sécurité peut courir des dangers bien plus graves qui dépassent en particulier les risques purement militaires, nous avons abordé le problème de la sécurité dans une perspective plus large. Après avoir pris connaissance de la diversification dynamique des menaces et des atteintes à la sécurité, le Groupe a soutenu que la course aux armements elle-même avait fini par menacer la sécurité des nations et qu'un désarmement général et complet, mené sous un contrôle international efficace, notamment un désarmement nucléaire, renforcerait directement la sécurité. Le Groupe a également soutenu qu'il existe une série de facteurs non militaires qui aggravent les problèmes de la sécurité des Etats, qui prennent la forme : a) d'une réduction générale des perspectives de croissance économique, b) de limitations d'ordre physique à redouter dans l'avenir immédiat - notamment dans le domaine de l'énergie et de certaines matières premières non renouvelables, mais aussi en ce qui concerne les graves atteintes à l'environnement et l'accroissement constant de la population mondiale - et c) de la concentration, moralement inacceptable et politiquement dangereuse, de la richesse et de la pauvreté et l'insuffisance du développement des pays en développement.

399. De même que pour la notion de sécurité, le Groupe a adopté une définition large du développement qui, en plus de la nécessité d'une croissance économique soutenue, reconnaît la possibilité et la responsabilité de participer pleinement aux processus économique et social et au partage universel des profits à la suite de transformations économiques et sociales profondes de la société. En présentant le développement comme une nécessité mondiale, le Groupe a souligné les dimensions de l'interdépendance économique et comparé les avantages d'une gestion fondée sur la coopération aux risques potentiels inhérents au maintien d'une attitude tendant à préserver le statu quo. Faisant appel à des expériences récentes pour démontrer que le destin économique - et du même coup la sécurité - de toutes les nations sont interdépendants et destinés à le devenir toujours davantage, nous avons soutenu que l'impuissance à contrôler la course aux armements risquait d'engendrer un cercle vicieux d'affrontements et rejets réciproques, qui déterminerait pour toutes les nations des perspectives de coopération économique mutuellement avantageuses et des choix toujours plus limités. L'évolution de la détente Est-Ouest et du dialogue Nord-Sud au cours des dernières années fait ressortir cette possibilité.

400. L'incompatibilité entre les objectifs d'un nouvel ordre économique international et les tendances récentes de la course aux armements, déjà reconnue par l'Assemblée générale à sa dixième session extraordinaire (résolution S-10/2), a été confirmée par les conclusions du Groupe sur les effets de ruissellement de la course aux armements dans le domaine des relations économiques internationales. Faisant appel à des données empiriques pour confirmer cette conclusion, l'image que le Groupe s'est faite des rapports entre le désarmement et le développement laisse penser que, si les responsables politiques en reconnaissaient l'existence, les horizons économiques et sociaux de l'humanité en seraient notablement élargis à plus long terme. L'adoption de politiques reflétant ces rapports devrait être envisagée dans un esprit positif plutôt que négatif, non pas comme une nécessité fâcheuse et grosse de dangers, mais comme l'une de ces occasions trop rares où la réaffectation des ressources aboutit à accroître sensiblement la "production" aussi bien dans le secteur auquel les ressources sont soustraites que dans celui auquel elles sont attribuées. Les effroyables dimensions de la pauvreté, les pénuries menaçantes, la destruction de l'environnement et le malaise économique mondial qui en résulte sont, pour une large part, l'oeuvre des hommes eux-mêmes. En principe, nos capacités techniques et intellectuelles collectives et les capacités productrices du monde suffisent à couvrir les besoins fondamentaux de la population de la Terre et à progresser vers un ordre économique plus équitable, selon un rythme acceptable à tous sur le plan politique.

401. En résumé, l'étude du Groupe a confirmé que la poursuite de la course aux armements constitue un défi décisif et sans cesse plus grave pour l'humanité. Le danger de guerre s'accroît actuellement en raison des nouvelles dimensions que revêt la concurrence dans le domaine des armements - armement quantitatif et qualitatif, classique et nucléaire - et le recours ou la menace du recours à la force par des Etats en violation des principes de la Charte des Nations Unies. Le danger le plus grave qui pèse sur l'ensemble de l'humanité, et qui pourrait mettre son existence même en péril, est le risque d'un conflit conduisant à l'utilisation des armes nucléaires. La nécessité de prévenir ce risque devient particulièrement urgente. En même temps - et il s'agit là d'un aspect que les recherches menées par le Groupe l'ont amené à souligner très énergiquement - la

/...



poursuite de la course aux armements a eu des conséquences économiques et sérieuses graves pour les populations de toutes les nations. Examinées ensemble, ces considérations font ressortir l'extrême urgence de la renonciation du recours à la force dans les relations internationales et de l'adoption de mesures concrètes en vue du désarmement, sous un contrôle international efficace.

402. L'ampleur des ressources absorbées par les activités militaires, à l'échelle mondiale, est analysée au chapitre III, qui offre une documentation aussi complète que possible sur l'utilisation actuelle, à des fins militaires, de la main-d'oeuvre, de la capacité industrielle, des matières premières et du sol. Dans tous les cas possibles, des montants estimatifs valables pour le monde entier ont été proposés, bien que les marges d'erreur soient probablement considérables. Deux autres aspects de la situation militaire contemporaine sont également traités séparément, à savoir la recherche-développement militaire et le commerce international des armes. Sont également présentées en détail dans ce chapitre certaines des mesures les plus connues du fardeau économique imposé par les activités militaires, à l'aide de données d'ordre financier.

403. Selon les évaluations du Groupe, quelque 50 millions de personnes participent, directement ou indirectement, aux activités militaires dans le monde. Ce chiffre comprend : a) les forces armées régulières du monde, dont les effectifs sont de l'ordre de 25 millions; b) les forces paramilitaires du monde, dont les effectifs sont, en gros, de 10 millions; c) environ 4 millions de civils qui travaillent actuellement dans les ministères de la défense des pays du monde; d) environ 500 000 scientifiques et ingénieurs qui participent à la recherche-développement à des fins militaires; et e) au moins 5 millions de travailleurs qui participent directement à la production d'armes et de matériel militaire spécialisé de toute nature.

404. Gardant à l'esprit que la production industrielle à des fins militaires constitue une activité beaucoup plus large que la vente et l'achat de cette production, les évaluations du Groupe permettent d'avancer un ordre de grandeur plausible : la production industrielle à des fins militaires représenterait approximativement 28 à 32 p. 100 des dépenses militaires mondiales. Selon des évaluations prudentes, elle se serait élevée en 1980, dans le monde à un total de 127,5 milliards de dollars.

405. Les calculs et les projections du Groupe concernant l'utilisation de matières premières à des fins militaires ne sauraient être formulés sans méconnaître une grave préoccupation : continuerons-nous à disposer des ressources pétrolières et minérales suffisantes, c'est-à-dire de matières premières non renouvelables? S'il n'envisage pas un épuisement immédiat des ressources avant la fin du siècle, le Groupe prévoit certaines difficultés en ce qui concerne la sécurité d'accès aux réserves de matières premières. Comme les prévisions actuelles de la demande, en comparaison des réserves connues, sont en grande partie basées sur la structure passée et sur la croissance de la consommation, le Groupe estime que la croissance et l'industrialisation accélérées des pays en développement pourraient remettre largement en cause leur validité générale. Des extrapolations très approximatives basées sur les montants estimatifs (publiés) de la part des Etats-Unis dans la consommation d'un groupe déterminé de minéraux non

générateurs d'énergie à des fins militaires, indiquent que 3 à 11 p. 100 de la production de 14 de ces minéraux sont utilisés, dans le monde, à des fins militaires. L'utilisation du pétrole à des fins militaires, y compris sa consommation indirecte, dans l'industrie militaire a été évaluée à 5 ou 6 p. 100 de la consommation mondiale totale.

406. Les données disponibles sur l'étendue des sols utilisés à des fins militaires sont beaucoup trop imprécises pour autoriser des évaluations sûres à l'échelle mondiale. Si cette étendue est négligeable par rapport à la surface totale des terres émergées et si de vastes régions n'ont pas plus d'intérêt pour les militaires que pour d'autres catégories d'utilisateurs, l'utilisation du sol à des fins militaires n'est pas sans conséquence. De plus, fait révélateur d'une tendance, les besoins militaires ont constamment augmenté sur ce plan au cours du siècle, en raison de l'accroissement des effectifs des forces armées permanentes et, plus particulièrement, des progrès techniques rapides réalisés en matière d'armement. Malgré l'étendue de sol relativement faible qu'ils occupent, les militaires peuvent rivaliser, et souvent rivalisent effectivement, avec les civils, que leurs exigences concernent l'espace urbain, l'industrie, l'agriculture, les zones de loisir ou soient inspirées par des préoccupations écologiques.

407. Le chiffre absolu des dépenses engagées au titre des activités de recherche-développement militaire est fort élevé et ces activités restent de loin l'objectif le plus important de la recherche scientifique et du développement technique. Les dépenses faites dans le monde, en 1980, au titre de la recherche-développement militaire ont été probablement de l'ordre de 35 milliards de dollars, soit environ un quart de toutes les dépenses de recherche-développement. Environ 20 p. 100 des scientifiques et ingénieurs qualifiés du monde ont participé au cours des années 70 à des recherches militaires. On a estimé qu'un produit militaire moyen exige une vingtaine de fois plus d'activités de recherche-développement qu'un produit civil moyen. L'effort mondial de recherche-développement dans le domaine militaire présente aussi certains caractères que l'on ne saurait faire apparaître dans un ensemble de données statistiques. En premier lieu, la course aux armements, dans son aspect technique, a compliqué le processus d'évaluation politique et les efforts visant à freiner la course aux armements par la négociation. En second lieu, les dépenses de recherche-développement militaire sont encore plus concentrées que l'ensemble de la recherche-développement. Alors que six pays représentent environ 85 p. 100 de l'ensemble de la recherche-développement, deux pays seulement se partagent une part similaire de la recherche-développement militaire.

408. Comme le commerce international des armes n'est pas officiellement comptabilisé dans les statistiques du commerce mondial, il n'existe aucun ensemble de données globales et officielles. Selon des évaluations approximatives, cependant le trafic international des armes s'élève chaque année à près de 26 milliards de dollars. En laissant de côté le transfert de matériel militaire, les transactions en cause comprennent aussi des programmes de formation à grande échelle et, pour une période intérimaire prolongée, les services de personnel technique inclus dans la transaction. Selon une évaluation grossière, ces "services" représentent environ 15 p. 100 de la valeur actuelle du commerce mondial des armes.

409. Sur le plan strictement financier, les dépenses militaires mondiales ont atteint en 1980 le chiffre stupéfiant de 500 milliards de dollars, soit environ 6 p. 100 de la production mondiale. Ce montant représente en gros la valeur de la formation brute de capital fixe de l'ensemble des pays en développement et environ 19 fois le montant total de l'aide publique au développement fournie par les pays de l'OCDE en 1980. Si les dépenses militaires ne représentent plus un pourcentage aussi élevé de la production mondiale que dans les années 50, elles ont toutefois continué à progresser en chiffres absolus, même compte tenu de l'inflation. Les tensions internationales actuelles et la mise en place d'une nouvelle génération d'armes plus meurtrières et plus coûteuses pourraient bien encore accroître les dépenses militaires si des mesures de désarmement ne sont pas prises. En admettant un taux de croissance annuelle de 2 p. 100, ce qui est peu en comparaison du passé, le montant total des dépenses s'élèverait en l'an 2000, soit dans 20 ans seulement, à 742 973 millions de dollars (aux prix actuels); dans l'hypothèse d'un taux de croissance de 3 p. 100, le chiffre correspondant serait, à la fin du siècle, de 903 055 millions de dollars. Avec de tels taux de croissance, la seule valeur des ressources supplémentaires qui ne seraient pas affectées au secteur civil au cours des vingt prochaines années - c'est-à-dire les ressources s'ajoutant aux dépenses annuelles de 500 milliards de dollars - représenterait un quart et près de la moitié respectivement de la production mondiale actuelle.

410. Au chapitre IV, le Groupe a examiné une série de questions. Face à un ralentissement universel de l'activité économique, le monde peut-il se permettre de poursuivre l'utilisation à des fins militaires des ressources réelles dans de telles proportions? Est-il possible de démontrer que les problèmes socio-économiques actuels résultent dans une certaine mesure des structures antérieures de consommation militaire? Les multiples inconvénients traditionnellement associés aux dépenses militaires seront-ils moins acceptables dans l'avenir qu'ils ne l'ont paru dans le passé? Quels sont les avantages directs et indirects qui découleront vraisemblablement d'un renversement des tendances actuelles de la course aux armements? Ces questions et d'autres questions connexes sont abordées dans le présent chapitre où sont analysées les conséquences socio-économiques de la course aux armements et de l'application des mesures de désarmement. Le sujet, qui a été traité en détail dans deux études de l'Organisation des Nations Unies et plusieurs autres documents, a été abordé à partir de données chiffrées d'un caractère plus concret dans le présent chapitre, qui repose très largement sur les conclusions d'une enquête conduite à l'échelle mondiale, à la demande expresse du Groupe, afin d'évaluer la charge que représentent les dépenses militaires pour des économies parvenues à différents niveaux de développement.

411. Les données historiques et empiriques analysées par le Groupe l'ont amené à admettre que les dépenses militaires tombent par définition dans la catégorie des dépenses de consommation et non d'investissement. En conséquence, des dépenses militaires constamment élevées ou en augmentation exerceront vraisemblablement un effet négatif sur la croissance économique, directement en détournant les investissements et indirectement en imposant des restrictions à la productivité, qui dépend elle-même dans une large mesure de l'effort de recherche-développement actuellement conçu dans une trop large mesure en fonction des besoins de la

/...

technique militaire. La coexistence, dans le passé, de dépenses militaires élevées et d'une croissance économique rapide, ne peut être considérée comme une preuve de l'existence d'une relation de cause à effet entre les deux phénomènes. La disponibilité de ressources inutilisées et sous-utilisées dans les économies les moins développées peut produire des résultats à court terme qui laisseraient supposer que des taux de croissance élevés et des dépenses militaires importantes vont de pair. Mais, à longue échéance, l'ensemble des conséquences socio-économiques négatives de dépenses militaires considérables l'emporte sur leurs retombées immédiates.

412. En calculant les coûts de substitution des dépenses militaires, le Groupe a trouvé relativement plus simple d'évaluer les sacrifices entraînés par les dépenses militaires nationales que de prévoir les effets directs et de catalyse d'un renversement de la course mondiale aux armements. Reconnaissant a) que toutes les dépenses militaires sont essentiellement des dépenses publiques et constituent donc une partie du budget ou du dispositif de planification des gouvernements; et b) que les fonctions socio-économiques traduisent fondamentalement un engagement pris par l'Etat d'assurer le bien-être de ses ressortissants, le Groupe a soutenu que toutes les ressources supplémentaires, dégagées par une réduction des dépenses militaires, peuvent permettre à 300 Etats d'élargir le champ d'application de sa protection sociale, aussi bien directement qu'indirectement. Les réaffectations directes de crédits peuvent bénéficier à des types d'activités sociales telles que l'enseignement, la nutrition, les soins médicaux, le logement et le transport; des politiques tendant à réduire les impôts peuvent contribuer indirectement à accroître la consommation et les investissements du secteur civil.

413. Les prévisions que le Groupe a formulées touchant les effets directs et de catalyse qui résulteraient d'un renversement des tendances malsaines actuelles de la course mondiale aux armements partent de l'hypothèse que la dynamique de la course aux armements ne concerne pas seulement un certain nombre de ses participants et la somme totale des ressources absorbées, à l'échelle nationale, par les dépenses militaires. L'effet de ruissellement exercé par les considérations politico-stratégiques dans les divers domaines des relations économiques internationales, mentionné au chapitre II, a été présenté en détail afin d'ajouter aux arguments qui recommandent d'inverser la course aux armements. Comme l'ont exposé des rapports antérieurs de l'Organisation des Nations Unies, la course aux armements a rendu plus difficile le processus de stabilisation du système monétaire international, a aggravé les problèmes de balance des paiements et dévié l'évolution souhaitable des échanges internationaux dans une période d'interdépendance économique croissante. La connaissance du Groupe du degré de dépendance économique mutuelle qui caractérise les différents systèmes socio-économiques l'autorise aussi à déclarer que les effets de catalyse liés au désarmement élargiront la base de la détente Est-Ouest et que l'utilisation au profit des pays en développement d'une partie des ressources dégagées par le désarmement renforcera ce processus.

/...

414. Conformément aux directives expresses de l'Assemblée générale, le Groupe a accordé une attention particulière à la mesure des charges et aux coûts de substitution résultant de la course aux armements pour les pays en développement. Les dépenses militaires font peser une charge inégale sur les économies selon l'importance du revenu national, ce qui joue au détriment des économies les moins développées. D'autre part, leur besoin urgent d'un courant ininterrompu d'apports extérieurs - capitaux, ressources financières, commerce et techniques - rend les économies moins développées vulnérables aux effets des dépenses militaires du monde développé, et s'ajoute au fardeau de leurs propres dépenses militaires. Les pays en développement sont ainsi les victimes les plus gravement touchées par un environnement stratégique défavorable, dont la course aux armements apparemment sans fin que se livrent ses principaux participants constitue la note dominante.

415. Mais la politique qui s'incarne dans une concrétisation des rapports entre le désarmement et le développement au bénéfice des pays en développement améliorera également les perspectives économiques du monde entier. L'effet de catalyse qui résulte d'un renforcement du contenu économique de la détente constituera en lui-même une contribution majeure aux relations entre l'Est et l'Ouest. D'autre part, l'intensification de l'activité économique du Sud stimulera la demande du Nord et améliorera notablement la situation du marché du travail. Des évaluations approximatives des conséquences mondiales de réductions progressives des dépenses militaires, proportionnelles au montant des dépenses militaires actuelles des différents pays, laissent penser que l'affectation aux pays en développement d'une partie des ressources dégagées a) améliorera notablement le PNB par habitant, la situation de l'emploi dans l'industrie et les ressources en capital des pays en développement; et b) assurera des gains économiques notables à toutes les régions du monde, y compris les plus développées. Des prévisions basées sur le modèle des échanges interindustriels établi par l'ONU pour l'économie mondiale indiquent qu'en l'an 2000 même un ralentissement relativement modeste des dépenses militaires - le scénario retenu comme modèle ne prévoit qu'une diminution progressive par rapport aux niveaux actuels de la part des dépenses militaires dans le PNB et non une réduction du niveau des dépenses militaires mondiales en valeur absolue - pourrait aboutir à un accroissement de 3,7 p. 100 du PNB mondial, à une augmentation des capitaux disponibles et de la production agricole mondiale, pour ne citer qu'un petit nombre des avantages économiques les plus évidents.

416. La nécessité d'envisager les rapports entre le désarmement et le développement dans un environnement économique dynamique a été exposée de manière plus détaillée au chapitre V, où sont examinés la faisabilité technique et le potentiel économique du processus de reconversion des fins militaires aux fins civiles. Tout en reconnaissant l'importance de l'expérience de conversion ou de reconversion d'après-guerre, le Groupe a soutenu que le problème est si lourd de conséquences et si fondamental qu'il n'est pas possible de renvoyer la recherche de sa solution tant qu'aucun accord sur des mesures de désarmement n'est pas réalisé. La nature du secteur militaire a radicalement changé au cours de la période d'après-guerre et la reconversion des ressources actuellement utilisées à des fins militaires différera par son caractère même des mesures de démobilisation qui ont suivi les conflagrations et conflits militaires mondiaux du passé.

417. L'industrie mondiale de la défense se caractérise par une très forte concentration géographique et sectorielle. Elle emploie d'autre part une main-d'oeuvre extrêmement spécialisée et l'accent y est nettement mis sur la recherche-développement, surtout dans les économies comportant un secteur militaire de pointe. Ce caractère, apparemment fermé de l'industrie de la défense ne devrait cependant pas poser un problème insurmontable parce que :

a) La reconversion et le redéploiement ne constituent pas un phénomène lié exclusivement au désarmement. Toute forme de changement économique et social représente un processus continu de reconversion. Surtout dans les économies industrielles modernes, les facteurs de production doivent s'adapter constamment à la mise au point de nouveaux produits, au retrait progressif de produits anciens et à l'introduction de nouvelles techniques de production;

b) Une part notable de la demande militaire vise des biens et des services qui sont absolument identiques à ceux qu'absorbe le secteur civil. Le problème qui se pose dans le présent cas, relativement simple, est de veiller à ce que la demande civile remplisse le vide résultant des coupures opérées dans les dépenses militaires. De manière générale, la responsabilité de la reconversion incombera inévitablement au premier chef au gouvernement central, en particulier en ce qui concerne la mise en route de préparatifs d'une telle évolution. La nature et l'étendue de la participation de l'Etat, après adoption de mesures de désarmement, au processus de reconversion lui-même, variera d'un pays à l'autre, en fonction pour une large part du type de système économique, mais aussi de nombreux autres facteurs.

418. Cependant, l'un des problèmes relativement importants que pose la préparation de la reconversion a trait aux ressources qui ne peuvent être utilisées pour la production de biens civils, comme celles qui servent à la fabrication des avions de combat, des missiles, des navires de guerre, des chars, etc. A cet égard, il faudrait surtout étudier à l'avance comment les capacités pourraient être modifiées pour faciliter le passage avec le moins de heurts possible à la production de biens et de services socialement utiles. En s'engageant à préparer la reconversion, on limitera le plus possible les problèmes de transition et il conviendra d'envisager à cette fin, dans tous leurs détails, les problèmes auxquels pourraient se heurter les travailleurs, les industries et les collectivités en cas de réduction des activités militaires et élaborer les mesures et les dispositions propres à permettre de les surmonter ou d'en atténuer les difficultés.

419. La possibilité d'appliquer plus directement et systématiquement la science et la technique dans les domaines économiques et sociaux constitue probablement l'un des avantages les plus importants qui pourrait être retiré du désarmement. Dans la mesure où elles peuvent être utiles pour la production de biens et de services d'intérêt social, les activités de recherche-développement prévues dans les budgets militaires revêtent la plus grande importance. Le précédent rapport des Nations Unies sur le désarmement et le développement a recensé plus de 70 utilisations possibles des capacités de recherche-développement militaire 232/. Selon

---

232/ Voir Désarmement et développement, p. 35 à 40.

nos études, le personnel de production du secteur militaire pourrait très aisément être réaffecté à la mise en valeur et à la construction d'installations et d'équipements dans le domaine de l'énergie solaire. Le secteur de l'environnement pourrait également tirer parti d'une éventuelle réorientation des activités de recherche-développement dans le domaine militaire. Pour enrayer la dégradation de l'environnement et réparer des dégâts déjà subis, il est indispensable de mieux comprendre les rapports synergiques complexes entre l'air, l'eau et la terre. A cet effet, il faudrait faire appel à une large gamme de disciplines relevant tant des sciences naturelles que des sciences sociales, notamment la totalité ou presque de celles qui font l'objet de recherche-développement militaire. La rénovation des logements et des villes offre d'autres débouchés à tout un ensemble d'activités de recherche-développement qui pourront être entreprises par la suite dans le cadre de vastes programmes de reconstruction. Il est urgent de mettre en place de nouveaux réseaux de transport, en particulier dans les zones urbaines, et l'on considère, depuis longtemps, que c'est là l'une des principales possibilités de reconversion au secteur civil des industries militaires de pointe.

420. La préparation préalable de la reconversion contribuera, dans une large mesure, à en atténuer les effets sur la réaffectation du personnel et des industries; un transfert des ressources humaines et matérielles ainsi libérées dans les pays les moins développés serait un autre moyen d'amortir toute crise économique importante dans les pays ayant des dépenses militaires élevées. A ce propos, la situation économique actuelle et future dans les pays industrialisés est évidemment défavorable. Leurs difficultés économiques témoignent dans une certaine mesure non seulement d'une récession cyclique temporaire, mais aussi d'un malaise économique plus profond. La saturation des grands marchés de consommation et l'apparition, du côté de l'offre, de graves obstacles à la croissance économique - énergie, matières premières, pollution, etc. - font clairement ressortir la nécessité de modifier radicalement la structure industrielle, l'orientation des investissements futurs et la composition de la demande de consommation. Le Groupe estime que les difficultés de transition liées à la reconversion seraient atténuées si elles étaient envisagées dans le contexte de la coopération internationale car il est de plus en plus évident que la structure des importations de biens d'équipement des pays en développement correspondrait dans une très large mesure aux capacités de production par des mesures de désarmement dans les pays industrialisés. Plusieurs des études du Groupe sur le désarmement et la reconversion ont montré que lorsqu'un accroissement des transferts de ressources aux pays en développement était considéré comme l'une des possibilités de reconversion, la politique de transfert qui provoquerait le moins de perturbations dans les économies des pays intéressés consisterait à fournir des biens et des services correspondant étroitement à la nouvelle priorité accordée par les pays en développement à la satisfaction des besoins essentiels et à la promotion de l'autosuffisance, à savoir, des machines agricoles, des techniques de pêche, des machines pour l'industrie extractive, des équipements pour l'industrie manufacturière et la construction et des centrales hydro-électriques ainsi que du matériel et du personnel pour les programmes d'enseignement et de santé.

421. Le chapitre VI analyse les divers arrangements institutionnels qui pourraient être adoptés en vue de transférer aux pays en développement des ressources supplémentaires dégagées à la suite de l'application des mesures de désarmement, ainsi que les différentes propositions faites à l'Organisation des Nations Unies à cet effet. Dans ce contexte, le Groupe a, conformément au mandat que l'Assemblée générale lui a confié, accordé une attention particulière à la proposition présentée par la France, à la dixième session extraordinaire de l'Assemblée générale, concernant la création d'un fonds international du désarmement pour le développement. On se rend compte que la deuxième Décennie du désarmement et la troisième Décennie des Nations Unies pour le développement s'écoulent sans que les résultats concrets n'aient été obtenus dans aucun de ces deux domaines, ce qui n'incite guère à l'optimisme. Cependant, en examinant s'il était possible tant sur le plan technique que sur le plan du réalisme de créer un fonds de caractère institutionnel établissant une relation entre le désarmement et le développement, le Groupe s'est laissé guider par son opinion générale selon laquelle, lorsque l'on parle de ressources, il ne s'agit pas simplement de ressources financières.

422. Les diverses propositions encourageant une réaffectation au développement des ressources financières actuellement utilisées pour les armements contiennent trois formules de financement fondamentales :

a) Le système consistant à instituer un prélèvement sur les armements, dans le cadre duquel les contributions des Etats au développement sont calculées en fonction du montant des ressources qu'ils affectent à des fins militaires;

b) Le système de contributions volontaires établi sur un modèle analogue à celui de nombreux autres organismes et institutions spécialisées des Nations Unies;

c) Le système de fonds libérés par le désarmement consistant à consacrer l'ensemble ou une partie des économies réalisées à la suite des mesures de désarmement à la satisfaction des besoins de développement.

423. Dans le système consistant à instituer un prélèvement sur les armements, le lien financier entre le désarmement et le développement est assuré par un fonds de développement auquel les Etats contribuent au prorata de leurs dépenses militaires, de sorte que les Etats dont les budgets militaires sont plus élevés versent des contributions proportionnellement plus importantes. Il a été reconnu qu'à long terme un impôt sur les armements ne pourrait constituer une base avantageuse et pratique pour mobiliser des ressources supplémentaires en faveur du développement. A cet égard, accepter une telle méthode reviendrait à accepter la poursuite de la course aux armements. Le Groupe s'est déclaré plus favorable à un fonds de contributions volontaires, parce que ce système s'était souvent avéré efficace pour l'exécution de certains programmes de l'ONU par l'intermédiaire de ses divers organes et institutions spécialisées. Il a toutefois été estimé que si cette méthode pouvait servir de base à la mobilisation de ressources supplémentaires en faveur d'un fonds du désarmement pour le développement, elle ne permettrait toutefois pas de réunir des ressources financières importantes si des mesures de désarmement significatives ne sont pas adoptées.

/...



424. Le Groupe a estimé que la méthode des fonds libérés par le désarmement était la plus intéressante des trois solutions proposées dans le cadre des rapports entre le désarmement et le développement. Le recours à cette méthode était d'ailleurs prévu implicitement dans la deuxième phase de la proposition de la France, bien qu'au stade initial la mise en oeuvre de cette proposition soit principalement fondée sur un impôt sur les armements. Cette tentative d'associer un impôt et les fonds libérés par le désarmement constitue certainement une initiative politique importante, mais il faut encore en examiner toutes les incidences techniques pour déterminer si les grandes puissances militaires la jugent applicable et acceptable.

425. La conclusion du Groupe selon laquelle les dépenses militaires font obstacle à la croissance économique, et la course aux armements entrave l'instauration d'un nouvel ordre économique international a confirmé les arguments économiques tendant à établir des rapports entre le désarmement et le développement. Le Groupe a envisagé la course aux armements comme une menace à la sécurité internationale et défini les menaces autres que militaires à la sécurité nationale pour tenter de mettre en lumière les considérations stratégiques permettant d'évaluer avec réalisme les possibilités d'inverser l'évolution de la course aux armements et de réduire les dépenses militaires nationales. En indiquant que les politiques fondées sur la reconnaissance des rapports entre le désarmement et le développement peuvent élargir la portée de la détente entre l'Est et l'Ouest et offrir un cadre mutuellement favorable au dialogue Nord-Sud, le Groupe a défini les avantages politiques que pourrait présenter toute une gamme d'options rationnelles.

426. Sur la base de ses constatations et conclusions qui apparaissent implicitement dans l'ensemble du rapport et qui sont résumées de manière plus explicite ci-dessus, le Groupe formule les recommandations suivantes :

1. Dans le passé, la plupart des gouvernements ont refusé de publier une comptabilité détaillée du coût de leurs activités militaires. Ils se sont fondés sur l'hypothèse que, d'une manière générale, les besoins en matière de sécurité militaire doivent être satisfaits, quel qu'en soit le coût. Les informations publiées dans le présent rapport donnent fortement à penser que cette attitude ne peut être justifiée. Il est assez généralement reconnu que la sécurité nationale doit être fondée sur une économie solide et saine, mais il y a d'innombrables indices qui permettent de dire que les activités militaires actuelles perturbent et sapent les fondements mêmes d'un développement socio-économique soutenu. Par ailleurs, la course aux armements s'accompagne, en réalité, d'un sentiment de plus en plus marqué d'insécurité nationale. Ainsi, dans la mesure où les dépenses militaires ne permettent pas de garantir la sécurité, elles constituent un gaspillage pur et simple de ressources. En conséquence, le Groupe recommande que tous les gouvernements, mais en particulier ceux des grandes puissances militaires, élaborent des évaluations de la nature et de l'ampleur des coûts socio-économiques à court terme et à long terme imputables à leurs préparatifs militaires pour que l'opinion publique en soit informée.

2. Les changements de structure liés à la réaffectation des ressources militaires au secteur civil et, bien plus encore, ceux que nécessitent les mesures propres à instaurer un nouvel ordre économique international exigent un engagement politique ferme et soutenu. Des considérations morales inciteront certainement les gouvernements à prendre cet engagement, mais il est capital que toutes les parties intéressées comprennent également que ces changements servent leurs intérêts. Il est notamment difficile de comparer, en recourant aux méthodes traditionnelles, les avantages et les inconvénients des mesures tendant à instaurer un nouvel ordre économique international. Les inconvénients en sont généralement ressentis plus vite que les avantages. Il ne fait guère de doute, en particulier à long terme, que tous les pays profiteraient considérablement d'une réduction de la charge que les activités militaires fait peser sur leur économie, et qu'il est très largement dans l'intérêt commun des pays industrialisés et des pays en développement d'utiliser une partie importante des ressources ainsi libérées pour accélérer le développement socio-économique des pays en développement. Le Groupe recommande que les gouvernements entreprennent d'urgence des études pour mettre en lumière et faire connaître les avantages qui pourraient être retirés de la réaffectation des ressources militaires d'une manière équilibrée et vérifiable en vue de résoudre les problèmes socio-économiques à l'échelon national et de contribuer à réduire les écarts de revenus qui séparent actuellement les pays industrialisés des pays en développement et d'instaurer un nouvel ordre économique international.

3. Le mandat du Groupe prévoit que la constitution d'une base de données complète et fiable est hautement souhaitable. Il n'a pas été possible d'établir une telle base. La plupart des pays du monde, y compris ceux qui consacrent des dépenses extrêmement importantes aux activités militaires, fournissent très peu d'informations ou d'analyses sur les ressources affectées à leur effort militaire. Cette situation fait obstacle à une analyse des effets socio-économiques de cet effort et des possibilités de reconversion. Une mesure indispensable pour favoriser une prise de conscience des rapports entre le désarmement et le développement et de promouvoir une réaffectation souhaitable des ressources consisterait à s'efforcer de remédier à ces insuffisances en matière d'information et d'analyse. La réduction constante du secret au sujet des efforts militaires et de leurs effets économiques et sociaux et la suppression graduelle de la course aux armements sont nécessaires pour rompre le cercle vicieux actuel dans lequel la course aux armements et le secret inconsidéré et excessif tendent à se renforcer mutuellement. La diffusion publique des données et des informations sur les activités militaires contribuera non seulement à créer un climat de confiance pour atteindre les objectifs du désarmement et de la détente mais leur rassemblement, leur analyse et leur diffusion feront apparaître plus clairement aux décideurs et à l'opinion publique en général les coûts négatifs du bilan de la course aux armements. L'amélioration de la diffusion des informations contribuera également dans une large mesure à accroître les perspectives de conclure des accords sur la réduction des dépenses militaires et d'autres systèmes de transfert financier examinés ci-dessus. L'Organisation des Nations Unies a accompli un travail remarquable sur l'uniformisation des dépenses militaires et dans la résolution 35/142 B il est demandé à tous les Etats de faire rapport à ce sujet à l'Organisation des Nations Unies. Des comptes plus précis sur le désarmement, qui comprendraient cette opération, exigeraient une diffusion plus large d'information sur les ressources, les effets économiques et sociaux et les

/...

préparatifs en vue de la reconversion. Ces efforts doivent toutefois reposer sur la volonté des gouvernements nationaux de fournir des informations sur ces questions à leur opinion publique et à la communauté internationale.

Pour combler les insuffisances importantes mentionnées ci-dessus dans les données disponibles actuellement, le Groupe recommande donc que les gouvernements réunissent et diffusent plus complètement et plus systématiquement des données sur l'utilisation militaire des ressources en hommes et en matériel et les transferts militaires, compte tenu des besoins de l'Organisation des Nations Unies exprimés dans la résolution ci-dessus.

4. Les problèmes examinés dans le présent rapport concernant l'utilisation des ressources, les incidences de la course aux armements, les problèmes de reconversion et les possibilités de réaffectation des ressources pourraient servir de points de repère aux programmes de l'ONU intéressant la recherche, la planification et l'enseignement. Le Groupe recommande que l'étude des rapports entre le désarmement et le développement, qui est décrite dans le présent rapport, soit intégrée, concrètement et pratiquement, dans les activités en cours du système des Nations Unies. Le Groupe note par exemple que le vaste programme en faveur du désarmement qui fait l'objet actuellement de négociations au sein de la Commission du désarmement pourrait tenir compte des rapports entre le désarmement et le développement. Les organes et les organismes de l'ONU qui s'occupent de problèmes internationaux de développement et de la mise en oeuvre de la stratégie internationale du développement pour la troisième Décennie des Nations Unies pour le développement pourraient accorder plus d'attention au paramètre de l'affectation de ressources au secteur militaire à l'échelon mondial et à ses incidences sur les perspectives de développement. A cet égard, la CNUCED a un rôle important à jouer et les études de l'Organisation des Nations Unies intéressant le nouvel ordre économique international et les projections socio-économiques de l'Organisation pourraient prendre en considération de manière plus explicite les rapports entre la course aux armements, la réalisation des objectifs du nouvel ordre économique international et le développement futur des différentes régions du monde. Les instituts de recherche de l'ONU qui seraient compétents dans ce domaine seraient l'UNITAR (Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche) et l'UNIDR (Institut des Nations Unies de recherche sur le désarmement). Le Centre de la science et de la technique au service du développement pourrait accorder une plus grande attention aux avantages, ou aux effets négatifs, de l'importation de techniques militaires et de l'affectation d'une main-d'oeuvre qualifiée au secteur militaire dans les pays en développement. Le Centre des Nations Unies sur les sociétés transnationales pourrait également accorder une plus grande attention au rôle central que jouent les sociétés transnationales dans la production et le commerce des armes. Les problèmes de reconversion de la main-d'oeuvre dans diverses régions du monde et différentes industries pourraient faire l'objet d'études plus approfondies au sein d'organismes et d'organisations comme l'OIT et l'ONUDI qui traitent de ces questions. Le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE) pourrait s'engager à étudier sérieusement les incidences néfastes sur l'environnement des activités militaires mises en lumière dans différents chapitres du présent rapport. Les activités d'information et d'éducation sur le désarmement de l'UNESCO pourraient accorder plus d'importance aux rapports entre le désarmement et le développement, étant donné que ces rapports ne sont pas seulement un sujet de

recherche et d'analyse, mais aussi un thème d'enseignement. Chaque organisme doit déterminer individuellement quel est le meilleur moyen d'intégrer les rapports entre le désarmement et le développement dans ses programmes et ses activités, mais compte tenu du grand nombre d'organismes et d'organisations intéressés, il serait bon d'établir une certaine coordination pour éviter les chevauchements d'activités.

La réaffectation effective des ressources actuellement utilisées à des fins militaires ne pose pas de problèmes insurmontables, notamment parce que le processus de désarmement sera très certainement progressif. Une partie des ressources du secteur militaire libérées à la suite du désarmement ne pourront pas être directement réaffectées à la solution de problèmes socio-économiques, de sorte qu'il y aura une période transitoire pendant laquelle la main-d'oeuvre sera recyclée et les installations seront adaptées, dans la mesure du possible, aux activités civiles. Pour que toute transition se fasse sans trop de heurts et avec le moins de gaspillage possible de ressources, il est indispensable de mettre tout en oeuvre pour prévoir l'ampleur et la nature des problèmes de reconversion qui se poseront. En outre, comme le volume des ressources libérées à la suite de l'application des mesures de désarmement sera limité, il faudra envisager avec beaucoup d'attention les différentes utilisations possibles de ces ressources pour en tirer le meilleur parti possible en vue de résoudre des problèmes socio-économiques, tant au niveau national qu'international. Il importe de préparer la reconversion, non seulement dans l'éventualité du désarmement, mais aussi pour créer, au niveau national, des conditions favorables au désarmement, de façon à ce que les personnes dont l'emploi dépend de la production militaire soient assurées de trouver d'autres affectations et à encourager divers groupes et institutions nationaux à participer à un processus de désarmement. Le processus de reconversion sera la dernière étape de la mise en oeuvre d'un désarmement négocié. Cependant, il ne fait aucun doute que l'une des premières mesures tendant au désarmement doit consister à préparer la reconversion. Le Groupe recommande aux gouvernements de créer toutes les conditions nécessaires notamment en adoptant des mesures préalables et lorsque cela est nécessaire un programme de planification en vue de faciliter la reconversion des ressources libérées par l'application de mesures de désarmement à des fins civiles en particulier pour répondre aux besoins économiques et sociaux urgents, notamment dans les pays en développement. On pourrait envisager à cet égard de constituer dans chaque pays une équipe comprenant de nombreux militaires spécialisés dans les problèmes théoriques et pratiques de la reconversion, de mettre au point des plans de reconversion dans l'éventualité du désarmement des installations de production de matériels militaires spécialisés et de faire participer activement toutes les parties intéressées à la planification de la reconversion, notamment les responsables de l'industrie, les syndicats et les instituts de recherche sur la défense nationale.

6. L'établissement de plans de reconversion, en particulier s'ils sont exécutés dans le cadre des mesures de désarmement en cours de négociation ou convenus d'un commun accord, pourrait contribuer à créer un climat de confiance internationale favorable : une société qui dispose de plans de reconversion est un partisan plus crédible des mesures de désarmement. En outre, la préparation de ces plans n'est pas coûteuse. C'est pourquoi le Groupe estime qu'il serait utile d'inviter les gouvernements à présenter un rapport sur leurs expériences et leurs préparatifs en vue de résoudre les problèmes de reconversion dans leur pays respectif. Ces rapports constitueraient une source de connaissances largement accessibles sur les problèmes de reconversion et pourraient favoriser des échanges fructueux d'idées sur la manière dont ces problèmes pourraient être résolus. Le Groupe recommande

donc que les gouvernements étudient la possibilité de faire connaître les résultats de leurs expériences et de leurs préparatifs dans leur pays respectif en soumettant des rapports périodiquement à l'Assemblée générale sur les solutions éventuelles des problèmes de reconversion.

7. L'application de mesures de désarmement qui dégagerait des ressources réelles profitera en premier lieu aux Etats qui peuvent réduire le montant des ressources qu'ils consacrent à la course aux armements. Le processus de reconversion proprement dit et toutes les mesures de contrôle et d'exécution convenues exigeront des dépenses initiales, mais, les avantages qui pourront être tirés du désarmement en libérant des ressources au profit du développement socio-économique seront très importantes. On peut envisager plusieurs types de mesures pratiques de nature à permettre au désarmement de favoriser le développement des pays en développement. Il a été largement reconnu qu'en plus d'une restructuration des relations économiques au profit des pays en développement, l'accroissement des flux de capitaux en faveur des pays en développement et des moyens de les prévoir, flux qui prendraient la forme de dons ou de prêts à des conditions de faveur seraient d'une importance capitale. L'un des moyens qui a été proposé pour accroître ces mouvements de capitaux consisterait à créer un fonds spécial de développement qui serait financé au moyen des économies budgétaires résultant de la mise en oeuvre de mesures de désarmement ainsi que d'un prélèvement sur les armements ou de contributions volontaires. Un fond international du désarmement pour le développement tel qu'il a été proposé par le Gouvernement français en 1978 établirait une relation institutionnelle directe entre le désarmement et le développement et serait considéré comme un symbole concret d'un rapport plus large entre ces deux phénomènes. Le Groupe estime que la méthode consistant à utiliser les fonds dégagés par le désarmement pour financer un tel fonds est la plus compatible avec la manière dont l'ONU conçoit les rapports entre le désarmement et le développement et également la plus facile à réaliser. Le Groupe recommande d'étudier à nouveau la possibilité de créer un fonds international du désarmement pour le développement et que les modalités administratives et techniques du fonctionnement de ce fonds, soient examinées, en détail par l'Organisation des Nations Unies, en tenant pleinement compte des moyens et possibilités d'action des organismes et institutions actuellement responsables du transfert international des ressources.

8. L'accroissement des activités de recherche et d'information sur le désarmement et le développement tant au niveau national qu'au sein de l'Organisation des Nations Unies nécessitera une coordination plus poussée. L'étude des rapports entre le désarmement et le développement est interdisciplinaire et nécessite la participation de différentes organisations, car il n'existe pas de centre spécialisé dans les rapports entre le désarmement et le développement à l'échelon international ni de service s'occupant particulièrement de cette question au sein du système des Nations Unies. Les deux organismes qui remplissent les fonctions les plus importantes dans les domaines du désarmement et du développement sont le Centre des Nations Unies pour le désarmement et le Cabinet du Directeur général au développement et à la coopération économique internationale respectivement. Compte tenu de cette situation, le Groupe recommande que le Secrétaire général prenne les mesures qui s'imposent, par l'intermédiaire du mécanisme de consultation inter-institutions du Comité administratif de coordination, en vue d'encourager et de coordonner l'intégration de la méthode fondée sur les rapports entre le désarmement et le développement dans les programmes et activités du système des Nations Unies.

9. L'Assemblée générale a demandé que l'opinion publique mondiale soit mobilisée en faveur du désarmement. Une diffusion accrue des données, des résultats de la recherche, des rapports officiels et des publications scientifiques portant sur les rapports entre le désarmement et le développement n'aura guère d'influence si elle ne contribue pas à mieux informer l'opinion publique des dangers de la course aux armements, des difficultés et des avantages du désarmement et à favoriser ainsi la réalisation de l'objectif du désarmement. Il est donc particulièrement souhaitable de faire prendre conscience à un public aussi large que possible, des rapports entre le désarmement, le développement et la sécurité. Le Groupe a recommandé que les gouvernements s'engagent à informer leur population des conséquences sociales et économiques de la course aux armements et des avantages que les mesures de désarmement pourraient procurer. Le Groupe recommande en outre que le Département de l'information de l'Organisation des Nations Unies et d'autres organes et institutions compétents des Nations Unies, tout en continuant d'appeler l'attention sur les risques de guerre - notamment de guerre nucléaire - accorde plus d'importance, dans leurs activités d'information et d'éducation en matière de désarmement, aux incidences socio-économiques de la course aux armements et des avantages correspondants du désarmement. Comme elles ont fortement contribué à faire prendre conscience de ces questions dans de nombreux pays, les organisations non gouvernementales peuvent jouer un rôle particulièrement important à cet égard comme dans le domaine de l'éducation en matière de désarmement et des études sur la paix en général. Il faudra continuer d'encourager et d'intensifier le renforcement des relations entre l'ONU et les organisations non gouvernementales, que la session extraordinaire de l'Assemblée générale consacrée au désarmement a amorcé en 1978, pour que les résultats des recherches et activités d'informations plus intensives de l'ONU concernant les rapports entre le désarmement et le développement soient diffusés auprès d'un public aussi large que possible.

APPENDICE I

Rapports de recherche reçus par le Groupe d'experts gouvernementaux  
qui ont été établis à sa demande

A. Projets financés par le Fonds des Nations Unies pour le désarmement

	<u>Auteur</u>	<u>Titre</u>
1.	A. Bolaji Akinyemi et autres Institut nigérian des questions internationales Lagos (Nigéria)	Disarmament and Development : Utilization of Resources for Military Purposes in Black Africa
2.	Graciela Chichilnisky et Michael de Mello Department of Economics Columbia University New York (Etats-Unis)	The Role of Armaments Flows in the International Market and in Development Strategies in a North-South Context
3.	Pierre Dabezies Centre d'étude de la politique de défense (CEPODE) Paris (France)	Etablissement d'un fonds de désarmement international pour le développement
4.	Ali E. Hillal Dessouki Faculté de sciences économiques et politiques Université du Caire Le Caire (Egypte)	Les effets de la course aux armements et des dépenses de défense sur le dévelop- pement : une étude de cas sur l'Egypte
5.	José Antonio Encinas del Pando Université de Lima (Pérou)	Déclaration d'Ayacucho
6.	Jacques Fontanel UER, Faculté des sciences économiques Université de Grenoble (France)	Etudes formalisées et analyses écono- métriques des rapports entre les dépenses militaires et le développement Exemples : la France et le Maroc
7.	David Greenwood Centre for Defence Studies University of Aberdeen Aberdeen (Ecosse)	West European Defense Efforts in the Later 1970s and Beyond

/...

- | <u>Auteur</u>   | <u>Titre</u>   |
|---|--|
| 8. Godfrey Gunatilleke<br>Directeur<br>Marga Institute<br>Colombo (Sri Lanka)   | La culture en matière d'armements et la diffusion des valeurs de la militarisation   |
| 9. Helge Hveem et Raino Malnes<br>Institut international de<br>recherche pour la paix<br>Oslo (Norvège)                                   | Utilisation militaire des ressources naturelles (les arguments en faveur de la reconversion et du contrôle)                  |
| 10. Mary Kaldor<br>Science Policy Research Unit<br>University Of Sussex<br>Brighton (Royaume-Uni)   | The Role of Military Technology in Industrial Development  |
| 11. Wassily Leontief et Faye Duchin<br>Institute for Economic Analysis<br>New York University<br>New York (Etats-Unis)                    | Worldwide Economic Implications of a Limitation on Military Spending   |
| 12. Seymour Melman<br>Department of Industrial Engineering<br>Columbia University<br>New York (Etats-Unis)                                | Barriers to Conversion from Military to Civilian Industry - in Market, Planned and Developing Economies                      |
| 13. Ikenna Nzimiro<br>Department of Sociology and<br>Anthropology<br>University of Nigeria<br>Nsukka (Nigéria)                            | Economics and Social Effects of (Military) Arms Build-Up in Nigeria : Implications for National Development                  |
| 14. Swadesh Rana, P. K. Namboodiri<br>et R. R. Subramanian<br>The Institute for Defence<br>Studies and Analyses<br>New Delhi (Inde)       | Reallocation of Military Resources from OECD to Primary Sectors of LDCs : Mutuality of Interests : A Third World Perspective |
| 15. K. Nagaraja Rao et Jack Ruina<br>Centre for Policy Alternatives<br>Massachusetts Institute of<br>Technology<br>Cambridge (Etats-Unis) | Disarmament and Development: The Case of Relatively Advanced Developing Countries  |
| 16. Bruce M. Russett et David J. Sylvan<br>Department of Political Science<br>Yale University<br>New Haven (Etats-Unis)                   | The Effects of Arms Transfers on Developing Countries  |



	<u>Auteur</u>	<u>Titre</u>
17.	Ignacy Sachs Centre international de recherche sur l'environnement et le développement Paris (France)	Réflexions sur les stratégies de reconversion des industries liées à l'armement
18.	Dan Smith et Ron Smith Department of Economics Birbeck College Londres (Royaume-Uni)	Military Expenditure, Resources and Development
19.	Ove Narvesen Institut norvégien des questions internationales Oslo (Norvège) et Finn Sollie Fondation Fridtjof Nansen de Polhogda Lysaker (Norvège)	Analyse d'une proposition visant à établir un fonds international du désarmement pour le développement
20.	Marek Thee Directeur de recherche Institut international de recherche pour la paix Oslo (Norvège)	L'établissement d'un fonds international du désarmement pour le développement - une étude de faisabilité
21.	Peter Wallensteen Département de recherche sur la paix et les conflits Université d'Uppsala (Suède)	New Wine and Old Bottles
B.	<u>Projets financés à l'échelon national</u>	
1.	Jean Thomas Bernard Département d'économie politique Université de Laval Québec (Canada)	L'impact du désarmement sur l'économie canadienne
2.	Olav Bjerkholt, Aadne Cappelen, Nils Petter Gleditsch et Knut Moum Institut international de recherche pour la paix Oslo (Norvège)	Désarmement et développement : une étude de la reconversion en Norvège

<u>Auteur</u>	<u>Titre</u>
3. Michael Brzoska Peter Lock et Herbert Wulf Unité de recherche IFSH Université d'Hambourg (République fédérale d'Allemagne)	Une évaluation des sources et des statistiques des dépenses militaires et des données sur le transfert des armements
4. Ekehart Ehrenberg Université de Bonn (République fédérale d'Allemagne)	Obstacles politique et économique aux efforts du désarmement dans les pays en développement : Egypte, Iran, Inde
5. Klaus Engelhardt Institut de sciences politiques et économiques internationales Berlin (République démocratique allemande)	Effets de la course aux armements et du désarmement sur la situation de l'emploi dans les pays dotés de systèmes sociaux différents
6. Institut des questions africaines Académie des sciences d'URSS Moscou (URSS)	Analyse comparative de la situation économique des pays africains, les besoins de ressources pour le développement, les dépenses militaires et les facteurs influant sur la course aux armements sur le continent
7. Institut d'études orientales Académie des sciences d'URSS Moscou (URSS)	La course aux armements et les problèmes économiques et sociaux des pays en développement
8. Institut pour les questions des Etats-Unis et du Canada Académie des sciences d'URSS Moscou (URSS)	Problèmes politiques, sociaux et économiques urgents de la situation actuelle de développement de l'humanité et moyens pratiques d'affecter à la satisfaction des besoins du développement les ressources absorbées actuellement par la course aux armements
9. Institut d'économie politique mondiale et des relations internationales Académie des sciences d'URSS Moscou (URSS)	Effets économiques et sociaux de la poursuite de la course aux armements et de l'application de mesures de désarmement

/...

	<u>Auteur</u>	<u>Titre</u>
10.	John Høsteland Groupe des politiques de ressources Oslo (Norvège)	Stabilisation des prix des matières premières par une réaffectation des dépenses consacrées aux armements
11.	Lutz Köllner Sozialwissenschaftliches Institut der Bundeswehr Munich (République fédérale d'Allemagne)	Désarmement financier, aide au développement et stabilité du système monétaire international
12.	Rolf Krengel Deutsches Institut für Wirtschaftsforschung Berlin (République fédérale d'Allemagne)	Effets macroéconomiques des politiques de désarmement sur la production et l'emploi sectoriels en République fédérale d'Allemagne, compte tenu en particulier des questions liées à la politique de développement
13.	Wassily Leontief et Faye Duchin Institute for Economic Analysis New York University New York (Etats-Unis)	Worldwide Implications of Hypothetical Changes in Military Spending (An Input-output Approach)
14.	Institut polonais des questions internationales Varsovie (Pologne)	Course aux armements et problèmes mondiaux que posent les relations économiques internationales
15.	Ernie Regehr Directeur de recherche Projet Ploughshares Institut d'étude pour la paix et les conflits Université de Waterloo Waterloo, Ontario (Canada)	L'utilisation des ressources à des fins militaires au Canada et les incidences sur l'industrialisation et les achats destinés à la défense au Canada
16.	Lance Taylor International Nutrition Planning Program M. I. T. Cambridge (Etats-Unis)	Defense Spending, Economics Structure and Growth : Evidence Among Countries and Over Time

	<u>Auteur</u>	<u>Titre</u>
17.	Raimo Väyrynen Relations internationales Université d'Helsinki Helsinki (Finlande)	Les sociétés transnationales, les armements et le développement, une étude de la production militaire transnationale, des transferts inter- nationaux des techniques militaires et leurs incidences sur le développement
18.	Constantin Vlad Directeur Institut des sciences politiques et d'étude de la question nationale Académie Stefan Gheorghiu Bucarest (Roumanie)	Le désarmement et le nouvel ordre international
19.	Herbert Wulf Michael Brzoska et Peter Lock Unité de recherche IFSH Université d'Hambourg Hambourg (République fédérale d'Allemagne)	Transfert transnational de techniques de production d'armements

APPENDICE II

Liste d'articles qui pourraient être produits à la suite de la reconversion  
de la capacité industrielle militaire a/

La liste suivante est présentée pour indiquer les différentes possibilités de production qui pourraient être envisagées à la suite de la reconversion. Pour désigner les industries qui pourraient éventuellement, après reconversion, produire les articles énumérés ci-après, les abréviations suivantes ont été utilisées :

- Ae : Moteurs d'avions
- Ai : Cellules d'avions (y compris les missiles)
- E : Electronique
- S : Chantiers navals
- T : Chars et autres véhicules

Agriculture

Machines et équipements	Ai/S
Installations de pompage et canalisations pour l'irrigation	S/T
Broyeurs de betteraves sucrières	S

Construction

Matériels et éléments d'insonorisation industrielle	Ai
Machines et équipements	S
Ponts préfabriqués pour les secours en cas de catastrophe	S
Eléments préfabriqués pour tous types de constructions et d'ouvrages	Ai

Ecologie

Dispositifs de lutte contre la pollution	S
Installations de traitement	Ai/E
Machines et installations de recyclage	Ai/S

---

a/ Dan Smith et Ron Smith, Military Expenditure, Resources and Development (rapport établi pour le Groupe).

Energie

Blocs de puissance adaptables pour générateurs d'électricité collectifs	E
Chaudières pour centrales électriques	S
Condenseurs et évaporateurs pour l'exploitation de l'énergie thermique des océans	S
Centrales électriques à pile à combustible	E
Echangeurs de chaleur	E/S
Pompes de chaleur	E/T
Générateurs intégrés	Ai/E
Dispositifs d'évacuation des matières nucléaires	Ai
Machines et équipements pour gisements pétrolifères	S
Dispositifs de pompage des déversements d'hydrocarbure	T
Blocs électrogènes pour le pompage du pétrole	E
Groupes électrogènes de secours pour l'industrie de l'informatique	E
Equipements submergés pour la production pétrolière	S
Equipements de barrage pour la production d'énergie marémotrice	S/T
Equipements pour la production de l'énergie des vagues	S/T
Moulins à vent	Ai/E/T

Machines et équipements industriels

Machines-outils perfectionnées	Ai/E
Vis à billes et autres composants de précision	E
Souffleries et soufflantes	E/S
Chaudières à bain fluidisé	S/T
Fourneaux et fours industriels	S
Machines pour les produits alimentaires, les textiles, le travail du bois, l'industrie du papier, l'imprimerie, l'agriculture marine et d'autres utilisations spécialisées	S
Matériel de transport mécanique de l'électricité	S
Pompes et compresseurs	S
Installations et dispositifs de contrôle de la qualité pour l'industrie	Ai

Technologies marines

(en plus de celles indiquées ailleurs)

Submersibles et autres équipements pour l'exploitation des minéraux et l'agriculture en milieu marin	Ai/E/S/T
Bassins pour la pisciculture	S

/...

Médecine

Chambres de décompression	S
Matériels électroniques de soins intensifs et d'analyse médicale	E/T
Matériels pour les aveugles	E
Matériel médical de dépistage systématique	T
Régulateurs cardiaques	E
Equipements personnalisés pour les invalides	E
Equipement de dialyse rénale	E
Equipements thermiques à usages chirurgicaux	E

Métallurgie

Moulages et tailles-douces	S
Conteneurs	Ai/S
Produits métalliques fabriqués	S
Forgeages sidérurgiques	S
Accessoires pour machines-outils	S
Machines pour la coupe et le formage des métaux	S
Tôleries	Ai/S
Filières, outils et gabarits spéciaux	S

Equipements pour les bureaux et les services

Tenue de stocks automatisée et systèmes de distribution	E/S
Machines automatisées pour l'exploitation des techniques de vente	S
Machines pour laveries commerciales	Ai/S
Equipements électroniques de bureau	E
Mobilier de bureau en métal et en bois	S
Réfrigérateurs et climatiseurs	Ai/E/S

Transports

Systèmes de sécurité aérienne et de contrôle du trafic aérien	E
Systèmes automatiques d'alerte et de freinage vitesse/distance	E
Vannes d'écluse pour canaux et pompes à grande puissance pour canaux	T
Caravanes et remorques	S/T
Hélicoptères civils	Ai/Ae/E

/...

Moteurs diesel pour locomotives	S
Moteurs à turbine à gaz pour navires	Ae
Aéronefs à l'hélium pour le fret aérien	Ai/Ae/E
Hydroptères	Ai/S/T
Chariots élévateurs industriels	S/T
Véhicules à moteur à batterie intégrée	E
Locomotives	S
Monorails	Ai/E
Cyclomoteurs et cycles à moteur	T
Péniches pour la pose des canalisations et le transport du fret	S/T
Véhicules télécommandés pour (par exemple) la pulvérisation des récoltes	Ai/Ae/E
Systèmes de freins retardateurs pour trains et wagons	E
Véhicules ferroviaires	Ai/E
Matériels roulants	Ai/E/T
Aéronefs pour le fret civil et le transport de passagers à courte et moyenne distance	Ai/Ae/E
Autres systèmes de freinage pour tous types de véhicules	E
<u>Divers</u>	
Matériel de brasserie	T
Matériel de posage des câbles	S
Transporteurs	S
Bibliothèques électroniques et matériels d'enseignement	E
Ascenseurs	S
Matériel de lutte contre le feu	T
Matériel lourd de terrassement	T
Moteurs à grande vitesse	E
Pompes et compresseurs à moteurs linéaires	E
Microprocesseurs	E
Machines et équipements pour les industries extractives	S

/...



Reconstruction de digues	S
Dispositifs télécommandés pour des utilisations dans des milieux dangereux	E
Application plus large des moteurs à turbine à gaz	Ae

Sources : Kaldor (1977); Labour Party Defence Study Group (1977); Lucas Aerospace Combine Shop Stewards Committee (1976), Smith, D (1977a, 1977b); Vickers National Combine Committee of Shop Stewards (1978).

APPENDICE III

Réserves exprimées par certains experts au sujet de l'étude

M. Horst Becker (République fédérale d'Allemagne)

Chapitre II

Paragraphe 51-56

L'examen consacré aux arsenaux et stratégies nucléaires aux paragraphes 51 à 56 du chapitre II contient des aspects controversés et peu équilibrés. Les questions traitées dans ces paragraphes sont extrêmement complexes et ne peuvent être convenablement analysées d'une manière aussi succincte. En outre, elles n'entrent pas dans le cadre du mandat conféré au Groupe et sont en dehors du champ des études exécutées à sa demande. Ces questions relèvent de la compétence d'autres instances; de fait, le rapport de 1981 de la Commission du désarmement contient de longs passages sur la doctrine de la dissuasion nucléaire.

Paragraphe 80

Les réserves formulées par un certain nombre de pays au sujet de l'adoption des résolutions et des documents de l'ONU sur l'instauration d'un nouvel ordre économique international ne sont pas suffisamment mentionnées dans ce paragraphe et dans d'autres parties de cette section du chapitre II.

Paragraphe 83

Dans ce cas, l'inclusion utile et pertinente d'une estimation de l'OCDE sur l'aide en provenance des pays à économie planifiée - 0,1 p. 100 de l'ensemble de leur PNB ces dernières années - a été rejetée à la suite d'un vote. L'utilisation sans réserve de statistiques constitue un aspect négatif de ce paragraphe. Les données concernant les flux de l'aide publique au développement - une notion nette - sont comparées aux flux des intérêts et des profits - qui est une notion brute.

Paragraphe 93

Dans ce paragraphe, des observations sont formulées qui ne paraissent pas corroborées par les faits. Le Groupe a été unanime à reconnaître que le protectionnisme ne constitue pas une solution aux problèmes économiques des pays développés; mais cette opinion est également conforme à l'attitude déclarée de la plupart de ces pays, et on peut dire que dans un très petit nombre d'entre-eux seulement, les mesures protectionnistes ont tendance à augmenter. Ainsi, l'affirmation selon laquelle "de nombreux pays développés s'efforcent de résoudre ... leurs problèmes économiques en intensifiant les mesures protectionnistes" à l'encontre des pays en développement récemment industrialisés est inexacte.

Paragraphe 95

La dernière phrase de ce paragraphe est inacceptable.

/...

M. Hendrick de Haan (Pays-Bas)

Chapitre II

Paragraphe 51-56

L'examen consacré aux arsenaux et stratégies nucléaires aux paragraphes 51 à 56 du chapitre II contient des aspects controversés et peu équilibrés. Les questions traitées dans ces paragraphes sont extrêmement complexes et ne peuvent être convenablement analysées d'une manière aussi succincte. En outre, elles n'entrent pas dans le cadre du mandat conféré au Groupe et sont en dehors du champ des études exécutées à sa demande. Ces questions relèvent de la compétence d'autres instances; de fait, le rapport de 1981 de la Commission du désarmement contient de longs passages sur la doctrine de la dissuasion nucléaire.

M. Daniel Gallik (Etats-Unis d'Amérique)

Chapitre II

Paragraphe 51-56

L'examen consacré aux arsenaux et stratégies nucléaires aux paragraphes 51 à 56 du chapitre II contient des aspects controversés et peu équilibrés. Les questions traitées dans ces paragraphes sont extrêmement complexes et ne peuvent être convenablement analysées d'une manière aussi succincte. En outre, elles n'entrent pas dans le cadre du mandat conféré au Groupe et sont en dehors du champ des études exécutées à sa demande. Ces questions relèvent de la compétence d'autres instances; de fait, le rapport de 1981 de la Commission du désarmement contient de longs passages sur la doctrine de la dissuasion nucléaire.

Paragraphe 80

Les réserves formulées par un certain nombre de pays au sujet de l'adoption des résolutions et des documents de l'ONU sur l'instauration d'un nouvel ordre économique international ne sont pas suffisamment mentionnées dans ce paragraphe et dans d'autres parties de cette section du chapitre II.

Paragraphe 83

Dans ce cas, l'inclusion utile et pertinente d'une estimation de l'OCDE sur l'aide en provenance des pays à économie planifiée - 0,1 p. 100 de l'ensemble de leur PNB ces dernières années - a été rejetée à la suite d'un vote. L'utilisation sans réserve de statistiques constitue un aspect négatif de ce paragraphe. Les données concernant les flux de l'aide publique au développement - une notion nette - sont comparées aux flux des intérêts et des profits - qui est une notion brute.

Paragraphe 93

Dans ce paragraphe, des observations sont formulées qui ne paraissent pas corroborées par les faits. Le Groupe a été unanime à reconnaître que le protectionnisme ne constitue pas une solution aux problèmes économiques des pays

/...

développés; mais cette opinion est également conforme à l'attitude déclarée de la plupart de ces pays et on peut dire que dans un très petit nombre d'entre-eux seulement les mesures protectionnistes ont tendance à augmenter. Ainsi, l'affirmation selon laquelle "de nombreux pays développés s'efforcent de résoudre ... leurs problèmes économiques en intensifiant les mesures protectionnistes" à l'encontre des pays en développement récemment industrialisés est inexacte.

#### Paragraphe 95

La dernière phrase de ce paragraphe est inacceptable.

#### Chapitre IV

Des parties importantes de ce chapitre ont été initialement rédigées dans les conditions assez mouvementées de la dernière session dans un effort très louable pour établir un rapport complet, mais sans que l'on ait disposé de suffisamment de temps pour procéder à un examen et à une discussion approfondis. La façon dont plusieurs des questions telles que l'inflation, ont été traitées dans ce chapitre, n'a pas été approuvée par les experts et par moi-même mais a été adoptée en vertu de la règle de la majorité appliquée au cours de l'examen de ce chapitre et d'un certain nombre d'autres. La règle de la majorité a été appliquée de manière très inégale au cours de l'examen de ce chapitre et d'un certain nombre d'autres, règle qui a été adoptée après qu'un nombre de plus en plus important de réserves aient été exprimées par des experts de l'Est, de l'Ouest et du Sud et après que l'insuffisance des progrès réalisés a fait apparaître que l'adoption d'un rapport complet par consensus était impossible. Par exemple, une majorité était en faveur de l'inclusion d'un tableau indiquant les données de l'Institut international de recherche pour la paix concernant la part du PIB affectée aux dépenses militaires par pays, y compris une estimation pour l'URSS, mais cela n'a pas été fait et la question a fait l'objet d'un compromis à la suite des efforts constructifs déployés par toutes les parties en cause. Pour les autres décisions adoptées, à une ou deux voix de majorité, au sujet desquelles je faisais partie d'une minorité importante, aucun effort n'a été fait par le Groupe pour aboutir à un compromis.

Le choix et l'interprétation des matériaux qui ont servi de source à l'établissement de ce chapitre et d'autres parties de l'étude résultent d'un conflit qui n'a pas été résolu entre la volonté de mettre l'accent sur un point de vue donné et l'analyse d'un objectif précis. Cette situation est regrettable; une argumentation plus objective tendant à reconnaître la nécessité urgente d'avoir une connaissance positive des rapports entre le désarmement et le développement aurait été plus convaincante.

#### Chapitre VI

#### Paragraphe 390

L'observation figurant à l'avant-dernière phrase selon laquelle il serait implicitement nécessaire "de prévoir des dispositions permettant de transférer les parties des ressources financières libérées à la suite de l'application de mesures de désarmement qui devraient être consacrées au développement économique et social des pays en développement" est en contradiction avec l'examen qui précède et ne correspond pas à la réalité.

/...

M. R. F. Haselden (Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord)

## Chapitre II

### Paragraphe 51-56

L'examen consacré aux arsenaux et stratégies nucléaires aux paragraphes 51 à 56 du chapitre II contient des aspects controversés et peu équilibrés. Les questions traitées dans ces paragraphes sont extrêmement complexes et ne peuvent être convenablement analysées d'une manière aussi succincte. En outre, elles n'entrent pas dans le cadre du mandat conféré au Groupe et sont en dehors du champ des études exécutées à sa demande. Ces questions relèvent de la compétence d'autres instances; de fait, le rapport de 1981 de la Commission du désarmement contient de longs passages sur la doctrine de la dissuasion nucléaire.

### Paragraphe 80

Les réserves formulées par un certain nombre de pays (A/PV.2229 du 1er mai 1974) au sujet de la résolution 3201 du 1er mai 1974 concernant l'instauration d'un nouvel ordre économique international ne sont pas suffisamment mentionnées dans ce paragraphe et dans d'autres parties de cette section du chapitre II.

### Paragraphe 83

Dans ce cas, l'inclusion utile et pertinente d'une estimation de l'OCDE sur l'aide en provenance des pays à économie planifiée (0,1 p. 100 de l'ensemble de leur PNB de ces dernières années) a été rejetée à la suite d'un vote. L'utilisation sans réserve de statistiques constitue un aspect négatif de ce paragraphe. Les données concernant les flux de l'aide publique au développement - une notion nette - sont comparées aux flux des intérêts et des profits - qui est une notion brute.

### Paragraphe 93

Dans ce paragraphe, des observations sont formulées qui ne paraissent pas corroborées par les faits. Le Groupe a été unanime à reconnaître que le protectionnisme ne constitue pas une solution aux problèmes économiques des pays développés; mais cette opinion est également conforme à l'attitude déclarée de la plupart de ces pays, et on peut dire que seules, dans un très petit nombre d'entre-eux seulement, les mesures protectionnistes ont tendance à augmenter. Ainsi, l'affirmation selon laquelle "de nombreux pays développés s'efforcent de résoudre ... leurs problèmes économiques en intensifiant les mesures protectionnistes" à l'encontre des pays en développement récemment industrialisés est inexacte.

### Paragraphe 95

La dernière phrase de ce paragraphe est inacceptable.

#### Chapitre IV

En dépit des efforts déployés par des membres du Groupe, il demeure que sur certaines questions analysées dans ce chapitre, une minorité importante d'experts n'ont pas partagé l'avis de la majorité. L'analyse de l'inflation en constitue un exemple : l'importance accordée à cette question dans le rapport est hors de proportion avec le rôle que les dépenses militaires, comparées à d'autres dépenses, ont joué dans les pressions inflationnistes.

M. A. Hill (Jamaïque)

#### Chapitre VI

Le rapport du Groupe dans son ensemble, qui traite comme il le fait des problèmes et des possibilités d'action les plus cruciaux de l'humanité, doit nécessairement avoir un caractère quelque peu prospectif. Cependant, ce chapitre dépasse les limites et n'est pas à la hauteur de la prospection nécessaire. En accordant une importance distincte, évidente et détaillée aux possibilités et aux mécanismes de transfert direct de l'aide au développement à la suite du désarmement, si souhaitables qu'ils puissent être, ce chapitre exagère implicitement l'imminence de telles perspectives. Par ailleurs, et ceci est plus important, il fait courir le risque qu'une coopération internationale dans le domaine du développement soit encore considérée d'une manière trop étroite, c'est-à-dire en fonction des transferts de l'aide au développement. De fait, les transferts de ce genre sont beaucoup moins importants pour les perspectives de développement que les efforts déployés par les pays en développement eux-mêmes et les modifications dans les domaines du commerce, de la technique et de l'utilisation des ressources et une division internationale du travail efficace et dynamique. Tous ces changements, comme d'autres parties du rapport contribuent à le démontrer, pourraient en définitive être sensiblement favorisés par des mesures de désarmement et jouent également un rôle central pour les intérêts à moyen et à long terme des pays développés.

M. Masayoshi Kakitsubo (Japon)

#### Chapitre II

##### Paragraphe 83

Il est simplement indiqué dans le troisième projet de rapport au sujet de l'aide économique, en provenance des pays à économie planifiée, qui est évaluée à 0,1 p. 100 du total de leur PNB dans le deuxième projet de rapport, que les données n'ont pas été publiées. Pour maintenir l'équilibre avec l'APD en provenance des pays de l'OCDE, l'APD des pays à économie planifiée devrait être exprimée en pourcentage.

M. Sten Lundbo (Norvège)

Chapitre II

Paragraphe 51-56

Ces paragraphes traitent un domaine complexe et délicat d'une manière trop succincte et qui va plus loin que ne le justifierait la compétence particulière du Groupe et des études qui ont été exécutées à sa demande. Ces questions ne peuvent être analysées convenablement par cette instance.

M. Pradelle de Latour Dejean (France)

Chapitre II

Paragraphe 51-56

L'examen consacré aux arsenaux et stratégies nucléaires aux paragraphes 51 à 56 du chapitre II contient des aspects controversés et peu équilibrés. Les questions traitées dans ces paragraphes sont extrêmement complexes et ne peuvent être convenablement analysées d'une manière aussi succincte. En outre, elles n'entrent pas dans le cadre du mandat conféré au Groupe et sont en dehors du champ des études exécutées à sa demande. Ces questions relèvent de la compétence d'autres instances; de fait, le rapport de 1981 de la Commission du désarmement contient de longs passages sur la doctrine de la dissuasion nucléaire.

Paragraphe 80

Les réserves formulées par un certain nombre de pays au sujet de l'adoption des résolutions et des documents de l'ONU sur l'instauration d'un nouvel ordre économique international ne sont pas suffisamment mentionnées dans ce paragraphe et dans d'autres parties de cette section du chapitre II.

Paragraphe 83

Une statistique de l'OCDE ayant été retenue pour montrer la participation des Etats industrialisés à l'aide officielle au développement, l'expert français ne peut souscrire à la décision prise d'en supprimer la ligne indiquant que la part de l'URSS et de ses alliés européens se limitaient pour ces dernières années à 0,1 p. 100 du PNB.

Paragraphe 93

L'expert français n'a pu souscrire à l'insertion d'une phrase laissant entendre que d'une façon générale les pays développés "accéléraient" l'adoption de mesures protectionnistes tendant à nuire aux pays nouvellement industrialisés.

Paragraphe 95

L'expert français ne peut souscrire à la dernière phrase de ce paragraphe relative au commerce est-ouest. En effet, le mot "négatif" ne saurait s'appliquer aux échanges commerciaux est-ouest, qui présentent un taux de croissance supérieur à ce qui existe en général dans l'ensemble du commerce mondial. De plus, les

/...

importations des pays socialistes de l'Europe de l'Est sont souvent affectées par le manque de réserves monétaires.

#### Chapitre IV

L'expert français fait une réserve sur la totalité du chapitre parce que d'une façon générale il n'exprime pas l'avis d'une fraction importante des experts. Inter alia, il convient de citer le refus de l'inclusion dans le rapport d'une statistique du SIPRI comparant les dépenses militaires en pourcentage de GNP des pays industrialisés les plus importants. Ce tableau statistique était considéré par une très grande partie du Groupe comme illustratif et utile d'autant plus que, conformément à un avis communément exprimé, il était assorti d'une explication relative aux sources et aux estimations employées.

#### Chapitre VI

##### Paragraphe 387-390

Par sa résolution 33/71 I, l'Assemblée générale demandait au Secrétaire général de transmettre à ce groupe d'experts, pour examen, la proposition de créer un fonds international du désarmement pour le développement, faite par le Président de la République française à la dixième session extraordinaire de l'Assemblée générale sur le désarmement. Cet examen a eu lieu dans de bonnes conditions. L'expert français ne s'est cependant pas associé aux paragraphes précités qui ne reflètent pas complètement les avis exprimés par les experts.

M. I. Sy (Sénégal)

#### Chapitre VI

L'évaluation donnée au chapitre VI du rapport de la proposition d'établissement d'un impôt sur les dépenses militaires se fonde sur l'affirmation selon laquelle une taxe sur les dépenses militaires aurait l'effet de faire dépendre l'aide au développement de la continuation de la course aux armements, sinon de l'accroissement des dépenses militaires, or, rien n'est moins sûr. En supposant que cet impôt soit de 5 p. 100 il permettrait de prélever une somme de plus de 20 milliards de dollars rien qu'en taxant les dépenses militaires des Etats-Unis et de l'Union soviétique. Une telle somme constitue à peu près les deux tiers de l'aide publique internationale au développement. On imagine mal ces deux puissances, à la suite d'un impôt aussi lourd, accroissant sans sourciller leurs dépenses militaires. Une telle attitude n'aurait en effet d'autre résultat que d'accroître le montant de la taxe, puisque l'impôt est un pourcentage de l'ensemble des dépenses militaires. Au contraire et selon toute probabilité, les deux puissances en question chercheraient, en une telle circonstance, à réduire le montant de l'impôt. Il en découlerait donc une réduction des budgets militaires et par conséquent un ralentissement de la course aux armements. L'impôt sur les dépenses militaires contribuerait ainsi à faire progresser le désarmement et, surtout, à fournir aux pays en développement des ressources supplémentaires. Car, est-il besoin de le souligner? les problèmes qu'affrontent ces pays sont urgents et exigent une action diligente. L'approche

/...



qui veut procurer ces ressources supplémentaires aux pays en développement en se basant uniquement sur les ressources libérées par les accords de désarmement pêche par excès d'optimisme. Car le rythme de conclusion des accords de contrôle des armements et a fortiori de désarmement est désespérément lent et a soumis toutes sortes d'aléas politiques. En outre cette approche est passive (elle attend tranquillement l'adoption de mesure de désarmement) alors qu'un impôt sur les dépenses militaires a pour effet de stimuler la réduction des armements et le transfert des ressources aux pays en développement. En outre, elle est techniquement faisable comme l'attestent les paragraphes 375 à 378 du chapitre VI du rapport. Si le manque de volonté politique semble être aujourd'hui le principal obstacle à la mise en oeuvre de l'impôt sur les dépenses militaires, encore ne faudrait-il pas confondre absence de volonté politique et faisabilité, comme le laissent paraître plusieurs paragraphes du rapport.

M. Bernard Wood (Canada)

## Chapitre II

### Paragraphes 51-56

Les paragraphes 51 à 56, consacrés aux problèmes de la stratégie nucléaire, traitent un domaine complexe et délicat d'une manière trop succincte et qui va plus loin que ne le justifieraient la compétence particulière du Groupe et les études qui ont été exécutées à sa demande. Ces questions ne peuvent être analysées convenablement par cette instance.

## Chapitre VI

Le rapport du Groupe dans son ensemble, qui traite comme il le fait des problèmes et des possibilités d'action les plus cruciaux de l'humanité, doit nécessairement avoir un caractère quelque peu prospectif. Cependant, ce chapitre dépasse les limites et n'est pas à la hauteur de la prospection nécessaire. En accordant une importance distincte, évidente et détaillée aux possibilités et aux mécanismes de transfert direct de l'aide au développement à la suite du désarmement, si souhaitables qu'ils puissent être, ce chapitre exagère implicitement l'imminence de telles perspectives. Par ailleurs, et ceci est plus important, il fait courir le risque qu'une coopération internationale dans le domaine du développement soit encore considérée d'une manière trop étroite, c'est-à-dire en fonction des transferts de l'aide au développement. De fait, les transferts de ce genre sont beaucoup moins importants pour les perspectives de développement que les efforts déployés par les pays en développement eux-mêmes et les modifications dans les domaines du commerce, de la technique et de l'utilisation des ressources et une division internationale du travail efficace et dynamique. Tous ces changements, comme d'autres parties du rapport contribuent à le démontrer, pourraient en définitive être sensiblement favorisés par des mesures de désarmement et jouent un rôle central pour les intérêts à moyen et à long terme des pays développés.

-----